

THE JUPITER GLOBAL FUND

(Société d'Investissement à Capital Variable)

Prospectus

Mai 2018

Le présent prospectus est exclusivement destiné à l'offre et la distribution des actions de la Société en Suisse ou à partir de la Suisse. Il ne contient que les compartiments autorisés en Suisse et ne saurait constituer un prospectus aux fins du droit luxembourgeois. Il existe d'autres compartiments dans la Société qui ont été approuvés par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, mais qui ne sont pas destinés à l'offre et à la distribution en Suisse ou à partir de la Suisse.

La Société

Le Dépositaire
J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Le représentant en Suisse

BNP Paribas Securities Services, Paris, succursale de Zurich

Jupiter 23/05/2018

THE JUPITER GLOBAL FUND

(Société d'investissement à capital variable)

Nous vous recommandons de lire le présent Prospectus dans sa totalité avant de faire une demande de souscription d'Actions. Les investisseurs ne doivent pas considérer les informations contenues dans le présent Prospectus comme des conseils d'ordre juridique, fiscal, d'investissement ou autres. En cas de doute quant au contenu du présent Prospectus, aux risques liés à un placement dans la Société ou à sa pertinence au vu de votre situation personnelle, nous vous invitons à consulter votre courtier en valeurs mobilières, comptable, avocat, conseiller financier indépendant ou tout autre conseiller spécialisé.

Les Administrateurs ont pris toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les faits énoncés dans les présentes sont véridiques et exacts à tous points de vue et qu'il n'existe aucun autre fait d'importance dont l'omission dénaturerait la teneur d'une quelconque déclaration, qu'il s'agisse d'un fait ou d'un avis. Les Administrateurs en acceptent dès lors la responsabilité.

La Société est un OPCVM au sens de la Directive OPCVM et les Administrateurs ont l'intention de commercialiser les Actions conformément à ladite Directive dans certains Etats membres de l'Union européenne et dans d'autres pays. **La Société est enregistrée conformément à la Partie I de la Loi.** Cet enregistrement ne vaut pas approbation par une autorité luxembourgeoise du contenu du présent Prospectus ou du portefeuille-titres détenu par la Société. Toute déclaration contraire est interdite et illégale.

Les Actions sont proposées uniquement sur la base des informations contenues dans le Prospectus actuel et dans le dernier DICI en date, ainsi que dans les derniers rapport et comptes annuels ou dans les derniers rapport et comptes semestriels si ceux-ci ont été publiés après les derniers rapport et comptes annuels. Ces documents sont mis à disposition gratuitement au siège social de la Société et auprès des agents de la Société, ainsi que sur le site Internet www.jupiteram.com. Les investisseurs potentiels recevront la dernière version du DICI en temps voulu avant de souscrire des actions de la Société.

Les acheteurs d'Actions potentiels sont tenus de s'informer des conditions juridiques, des mesures de contrôle des changes et des impôts applicables dans leur pays de citoyenneté, résidence ou domicile. Nul n'est autorisé à fournir d'autre renseignement ou à effectuer d'autre déclaration concernant la Société que ceux contenus dans le présent Prospectus et dans les documents auxquels il fait référence, et tout investisseur achetant des Actions sur la base de déclarations ou d'affirmations ne figurant pas dans le présent Prospectus, ou en contradiction avec celui-ci, en supportera seul le risque. Le présent Prospectus a été établi uniquement à l'adresse des investisseurs et est mis à leur disposition aux fins d'évaluer le fait d'investir dans des Actions des Compartiments. Il est déconseillé aux investisseurs d'envisager d'investir dans les Compartiments, sans bien comprendre les risques qui y sont associés, notamment le risque de perte de l'intégralité du capital investi.

L'ensemble des communications avec Jupiter Asset Management Limited concernant le présent Prospectus et les Compartiments seront effectuées soit en anglais, langue du lieu où les Actions du Compartiment concerné sont distribuées, soit dans une autre langue dans la mesure où vous consentez communiquer dans cette autre langue. Le présent Prospectus peut être traduit dans d'autres langues. Les traductions contiendront exclusivement les renseignements figurant dans la version anglaise du Prospectus et auront la même signification. En cas de divergence entre la version anglaise du Prospectus et une version en langue étrangère, la version anglaise primera, sauf dans la mesure où (mais uniquement dans la mesure où) la législation d'une juridiction dans laquelle les Actions sont vendues prévoit qu'au titre de toute action prise sur la base d'une déclaration contenue dans une version du Prospectus en langue étrangère, cette version fait foi.

Le présent Prospectus ne saurait constituer une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat d'Actions dans une juridiction où la personne à qui elle s'adresse ne peut légalement la recevoir ou la personne dont elle émane n'est pas habilitée à le faire. La distribution du présent Prospectus et l'offre d'Actions peuvent être soumises à des restrictions dans certaines juridictions. Les personnes souhaitant acheter des Actions doivent s'informer (i) des dispositions légales applicables aux acquisitions de ce type dans leur pays de nationalité, de résidence, de résidence ordinaire ou de domicile, (ii) des restrictions de change ou des mesures de contrôle des changes auxquelles elles peuvent être soumises lors de l'acquisition ou la vente d'Actions et (iii) des impôts sur le revenu et

autres conséquences fiscales relatives à l'acquisition, la détention ou la cession d'Actions. Nous invitons également les investisseurs potentiels à lire la section « Facteurs de risque » figurant aux pages 39 à 58.

Etats-Unis d'Amérique

Les Actions n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en vertu de la loi de 1933 sur les valeurs mobilières des Etats-Unis d'Amérique (Securities Act) (la « **Loi de 1933** »), dans sa version modifiée, ou en vertu des lois sur les valeurs mobilières de tout Etat des Etats-Unis d'Amérique, et la Société n'a pas été et ne sera pas immatriculée en vertu de la loi de 1940 sur les sociétés d'investissement des Etats-Unis (Investment Company Act), dans sa version modifiée. En conséquence, les Actions ne peuvent pas, directement ou indirectement, être proposées ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique ou auprès ou pour le compte d'un « Ressortissant américain », selon la définition du Règlement S de la Loi de 1933, sauf en vertu d'une exonération des exigences d'enregistrement de la Loi de 1933. Aux fins du présent paragraphe, l'expression « Etats-Unis d'Amérique » inclut les possessions, les territoires et toutes les régions soumises à la juridiction de cet Etat et l'expression « Ressortissant américain » désigne un ressortissant, citoyen ou résident des Etats-Unis d'Amérique ou toute société de capitaux ou de personnes constituée conformément aux lois des Etats-Unis d'Amérique.

Canada

Les Actions n'ont pas été et ne seront pas enregistrées ou qualifiées par prospectus en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et ne seront par conséquent pas offertes sur les marchés publics au Canada, et la Société ne les offrira pas non plus à des fins de placement privé au Canada. En conséquence, les investissements ne seront pas acceptés de la part de ou au nom de personnes du Canada, ou dont la Société devrait négocier depuis ou au Canada. Cela peut concerner un ressortissant, un citoyen ou un résident du Canada, ou toute société de capitaux ou de personnes, ou fiducie (trust) constituée selon les lois du Canada ou dont le lieu d'activité principal se situe au Canada (chacun étant désigné comme un « Ressortissant canadien »).

Droits des Actionnaires

La Société attire l'attention des Actionnaires potentiels sur le fait qu'un investisseur ne pourra faire valoir pleinement ses droits d'investisseur directement à l'égard de la Société (notamment le droit de participer aux assemblées générales des Actionnaires) que s'il est inscrit lui-même et en son propre nom dans le Registre. Lorsqu'un investisseur investit dans la Société par le biais d'un intermédiaire qui investit dans la Société en son propre nom mais pour le compte de l'investisseur, il est possible que l'investisseur ne puisse pas faire valoir certains droits d'Actionnaire directement à l'égard de la Société. Il est conseillé aux investisseurs de faire appel à un conseiller juridique indépendant pour s'informer de leurs droits.

Le prix des Actions et les revenus qui en découlent peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse ; à cet égard, nous invitons les investisseurs potentiels à lire la section « Facteurs de risque » du présent Prospectus.

Plaintes et demandes de renseignements

Les investisseurs sont priés d'adresser toute plainte et toute demande de renseignements au bureau de l'Agent administratif, au 6 route de Trèves, Senningerberg L-2633 Luxembourg, ou de les communiquer par téléphone au +352 46 26 85 973, par télécopieur au +352 22 74 43 ou par email à talux.funds.queries@jpmorgan.com. L'Agent administratif répondra à toutes les plaintes et demandes de renseignements. Dans les cas où il recevra des plaintes concernant la performance, l'Agent administratif les transmettra au Gestionnaire de portefeuille pour que celui-ci y réponde.

Les investisseurs qui résident dans la région Asie-Pacifique peuvent également faire part de leurs plaintes et soumettre leurs demandes de renseignements à JPMorgan Chase Bank, N.A., succursale de Hong Kong (le « Représentant à Hong Kong ») à l'adresse 21/F, JPMorgan Tower, 138 Shatin Rural Committee Road, Shatin, New Territories, Hong Kong ou les transmettre par téléphone au +852 2800 1523, par télécopieur au +852 2800 0351 ou par courriel à jupiter.asia.investorservices@jpmorgan.com. Le Représentant à Hong Kong fera par la suite parvenir les plaintes ou les demandes de renseignements à l'Agent administratif pour que celui-ci y réponde.

Il est possible d'obtenir la politique de traitement des plaintes établie par la Société de gestion et s'appliquant aux services qu'elle offre à la Société en en faisant la demande auprès de l'Agent administratif au talux.funds.queries@jpmorgan.com ou au numéro de fax 00352 22 74 43.

Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse apportée à votre plainte, vous pouvez la porter devant le Financial Ombudsman Service, Exchange Tower, London E14 9SR, Royaume-Uni. Téléphone : +44 20 7964 0500. E-mail : complaint.info@financial-ombudsman.org.uk. Site Internet : www.financial-ombudsman.org.uk.

Mai 2018

Sommaire

<i>Gestion et administration</i>	6
<i>Glossaire</i>	7
<i>Principales caractéristiques</i>	14
<i>Politique de dividende</i>	20
<i>Souscription, Conversion et Rachat d'Actions</i>	22
<i>Restrictions d'investissement</i>	32
<i>Facteurs de risque</i>	45
<i>Fiscalité</i>	72
<i>Informations générales</i>	76
<i>Jupiter Asia Pacific Income</i>	94
<i>Jupiter China Select</i>	98
<i>Jupiter Dynamic Bond</i>	102
<i>Jupiter Europa</i>	109
<i>Jupiter European Feeder</i>	115
<i>Jupiter European Growth</i>	118
<i>Jupiter European Opportunities</i>	121
<i>Jupiter Global Absolute Return</i>	124
<i>Jupiter Global Convertibles</i>	128
<i>Jupiter Global Ecology Diversified</i>	132
<i>Jupiter Global Ecology Growth</i>	135
<i>Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond</i>	138
<i>Jupiter Global Emerging Markets Equity Unconstrained</i>	144
<i>Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond</i>	149
<i>Jupiter Global Financials</i>	155
<i>Jupiter Global Levered Absolute Return</i>	158
<i>Jupiter Global Value</i>	163
<i>Jupiter India Select</i>	166
<i>Jupiter Japan Select</i>	170
<i>Jupiter New Europe</i>	172
<i>Jupiter Strategic Total Return</i>	175
<i>Jupiter UK Dynamic Growth</i>	179
<i>ANNEXE 1 – Représentants tiers nommés par le dépositaire</i>	182
<i>ANNEXE 2 – Informations complémentaires à l'attention des investisseurs</i>	193

Gestion et administration

Conseil d'administration	Adrian Creedy (Président)	Corporate Advisor, Jupiter Fund Management PLC, Londres
	Jacques Elvinger	Avocat, Elvinger Hoss Prussen, <i>société anonyme</i> , Luxembourg
	Garth Lorimer-Turner	Managing Director, Cohort Limited, Bermudes
	Paula Moore	Administrateur, Jupiter Unit Trust Managers Limited, Londres
	Patrick Zurstrassen	Administrateur, The Director's Office, Luxembourg
Société de gestion	Jupiter Unit Trust Managers Limited	The Zig Zag Building 70 Victoria Street London SW1E 6SQ Royaume-Uni
Gestionnaire de portefeuille	Jupiter Asset Management Limited	The Zig Zag Building 70 Victoria Street London SW1E 6SQ Royaume-Uni
Dépositaire, Agent payeur et Agent administratif	J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.	6, route de Trèves Senningerberg L-2633 Luxembourg
Distributeur	Jupiter Asset Management Limited	The Zig Zag Building 70 Victoria Street London SW1E 6SQ Royaume-Uni
Commissaire aux comptes	Pricewaterhouse Coopers société coopérative	2, rue Gerhard Mercator L-2182 Luxembourg
Conseillers juridiques	Elvinger Hoss Prussen, <i>société anonyme</i>	2, Place Winston Churchill L-1340 Luxembourg
Siège social	The Jupiter Global Fund	6, route de Trèves Senningerberg L-2633 Luxembourg

Glossaire

£, GBP ou livre sterling	La devise ayant cours légal au Royaume-Uni.
€, EUR ou euro	La devise ayant cours légal dans les pays membres de l'Union monétaire européenne conformément au Traité sur l'Union européenne (signé à Maastricht le 7 février 1992).
\$, US\$, USD, dollar US ou dollar américain	La devise ayant cours légal aux Etats-Unis.
Acc ou capitalisation	Une Catégorie dont les revenus sont capitalisés (c'est-à-dire accumulés) et qui ne verse pas de dividendes.
Contrat d'administration	Le contrat conclu entre la Société, la Société de gestion et l'Agent administratif, en vertu duquel la Société de gestion, sur approbation de la Société, a nommé l'Agent administratif en qualité d'agent administratif, agent de transfert et secrétaire de la Société, conformément à la Loi.
Agent administratif	J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.
Commission d'exploitation globale	Le taux global des commissions d'exploitation payées par la Société à la Société de gestion, comme indiqué plus en détail aux pages 69-71 de la section intitulée « Informations générales » et dans la Notice d'information correspondante de chaque Catégorie d'Actions.
Formulaire de souscription	Le formulaire de souscription fourni par la Société, ou pour son compte, devant être rempli par les souscripteurs d'Actions.
Statuts	Les statuts de la Société dans leur dernière version.
AUD ou dollar australien	La devise ayant cours légal en Australie.
Entités agréées	Selon la définition donnée à la page 82 du présent Prospectus.
Devise de référence	La devise dans laquelle un Compartiment est libellé, telle que mentionnée dans la Notice d'information correspondante.
Indice de référence	L'indice de référence utilisé aux fins de comparaison de la performance d'un Compartiment et/ou du calcul de la Commission de surperformance à payer (le cas échéant) au titre d'un Compartiment, tel que spécifié dans la Notice d'information correspondante.
Jour ouvré	S'agissant des Compartiments qui ne sont pas des Fonds nourriciers, tout jour complet où les banques sont ouvertes au Luxembourg. S'agissant des Compartiments qui sont des Fonds nourriciers, tout jour complet où les banques sont ouvertes au Luxembourg et au Royaume-Uni.
CHF ou franc suisse	La monnaie ayant cours légal en Suisse.

Actions chinoises A	Actions du marché national de la Chine continentale inscrites à la cote des bourses de Shanghai ou de Shenzhen, proposées aux investisseurs nationaux de la Chine continentale, aux QFII et aux RQFII et par d'autres modes de distribution admissibles, et cotées en CNY.
Catégorie	Toute catégorie d'Actions d'un Compartiment correspondant à une structure de commission spécifique ou à un autre facteur différentiateur défini par les Administrateurs. Des informations sur les Catégories d'Actions disponibles sont disponibles à la sous-section <i>Catégories d'actions et caractéristiques</i> à la page 13.
Devise de (la) Catégorie	La devise dans laquelle une Catégorie est libellée, telle que spécifiée dans la Notice d'information correspondante.
CNH	Monnaie chinoise offshore, accessible en dehors de la Chine continentale et essentiellement utilisée à Hong Kong. Le gouvernement de la RPC a lancé cette monnaie en juillet 2010 pour encourager le commerce et l'investissement avec les sociétés établies en dehors de la RPC. La valeur du CNY (qui a cours sur le continent) peut être différente de celle du CNH (qui a cours hors continent).
CNY, yuan ou renminbi	La devise ayant cours légal dans la République populaire de Chine.
Approche par les engagements	A la signification figurant à la page 33 de la section « Restrictions d'investissement » du présent Prospectus.
Société	The Jupiter Global Fund, ainsi que tous ses Compartiments créés en tant que de besoin.
Correspondant	Tout sous-dépositaire, agent ou délégué dûment nommé par le Dépositaire.
Loi CRS	La loi luxembourgeoise « Common Reporting Standard » (Norme commune de déclaration) du 18 décembre 2015 sur l'échange automatique d'informations.
CSSF	Commission de Surveillance du Secteur Financier, l'autorité de régulation et de contrôle luxembourgeoise.
Heure limite de réception des ordres	L'heure butoir pour les transactions d'Actions, telle que spécifiée dans la Notice d'information de chaque Compartiment.
Dépositaire	J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.
Contrat de dépositaire	Le contrat conclu entre la Société, la Société de gestion et le Dépositaire en vertu duquel la Société a désigné le Dépositaire en tant que dépositaire et conservateur de la Société, conformément à la Loi.
Administrateurs ou Conseil d'administration	Le conseil d'administration de la Société.
Dist	Indique une Catégorie d'Actions pour lesquelles les dividendes ne sont pas automatiquement réinvestis.

Accord de distribution	Le contrat conclu entre la Société de gestion et le Distributeur, en vertu duquel la Société de gestion délègue ses fonctions de distribution au Distributeur.
Distributeur	La société ayant été nommée en tant que distributeur par la Société de gestion, ainsi que tous les sous-distributeurs nommés par le Distributeur en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Société de gestion.
Gestion efficace de portefeuille	<p>Conformément à Directive sur les actifs éligibles 2007/16/CE de l'UE, au Règlement grand-ducal du 8 février 2008 et à la Circulaire CSSF 08/356, le terme de « gestion efficace de portefeuille » fait référence à l'utilisation de techniques et d'instruments (dont les instruments financiers dérivés) remplissant les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ils sont appropriés en termes économiques, dans la mesure où leur réalisation est rentable ; • ils sont conclus avec l'un ou plusieurs des objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➢ réduction des risques ; ➢ réduction des coûts ; ou ➢ génération de capitaux ou de revenus supplémentaires au sein du Compartiment, pour un niveau de risque correspondant au profil de risque du Compartiment et aux règles de diversification stipulées à l'article 43 de la Loi ; et • leurs risques sont couverts de façon adéquate par le processus de gestion du risque du Compartiment.
Etat membre de l'UE	Un état membre de l'Union européenne
ETF	Un « Exchange Traded Fund », fonds négocié en bourse.
FATCA	La loi américaine Foreign Account Tax Compliance Act.
FCA	La Financial Conduct Authority, autorité de surveillance du Royaume-Uni, ou toute autorité lui succédant au Royaume-Uni.
Fonds nourricier	Tout Compartiment classé comme OPCVM nourricier au sens de l'article 77 (1) de la Loi et de l'article 58 (1) de la Directive OPCVM.
Compartiment	Tout Compartiment distinct de la Société au sens de l'article 181 de la Loi auquel correspond une part distincte des actifs et engagements de la Société tel que décrit dans la Notice d'information correspondante.
Grande Chine	La Chine, Hong Kong, Macao et Taïwan.
HKD ou dollar de Hong Kong	Dollar de Hong Kong ; la devise ayant cours légal à Hong Kong.
HSC	Indique une Catégorie faisant l'objet de techniques de couverture visant à atténuer le risque de change entre la devise de référence du Compartiment et la devise de la Catégorie d'Actions couverte, comme indiqué au sous-titre « Catégories d'actions et caractéristiques » de la section « Principales caractéristiques » du présent Prospectus.
Inc ou Income	Indique une Catégorie pour laquelle les revenus sont distribués sous forme de dividendes et automatiquement réinvestis dans des

	Actions supplémentaires de la même Catégorie pour le compte de l'Actionnaire, comme indiqué au sous-titre « Catégories d'actions et caractéristiques » de la section « Principales caractéristiques » du présent Prospectus.
Inc Dist	Indique une Catégorie pour laquelle les revenus sont automatiquement versés à l'Actionnaire dans la devise de la Catégorie concernée, comme indiqué au sous-titre « Catégories d'actions et caractéristiques » de la section « Principales caractéristiques » du présent Prospectus.
Notice d'information	La notice d'information correspondant à un Compartiment donné, indiquée dans le présent Prospectus.
Commission de souscription	La commission de souscription à verser au titre d'une Catégorie donnée, telle que spécifiée dans la Notice d'information de chaque Compartiment.
Investisseur institutionnel	Tout investisseur : (i) défini comme investisseur institutionnel au sens de l'article 174 de la Loi; et (ii) dans le cas d'un investisseur enregistré au sein de l'Union européenne, défini comme contrepartie éligible au sens de la MiFID II.
Contrat de gestion de portefeuille	Le contrat conclu entre le Gestionnaire de portefeuille et la Société de gestion, en vertu duquel la Société de gestion délègue ses fonctions de gestion de portefeuille au Gestionnaire de portefeuille.
Commission de gestion d'investissement	La commission de gestion d'investissement à payer au Gestionnaire de portefeuille pour un Compartiment donné, comme indiqué plus en détail à la page 71 de la section intitulée « Informations générales » et dans la Notice d'information correspondante de ce Compartiment.
Gestionnaire de portefeuille	Jupiter Asset Management Limited.
Restrictions d'investissement	Les restrictions d'investissement définies à la section « Restrictions d'investissement » du présent Prospectus.
Groupe Jupiter	Jupiter Fund Management plc, société de droit britannique, et ses filiales (y compris la Société de gestion et le Gestionnaire de portefeuille).
DICI	Le « document d'information clé pour l'investisseur » (Key Investor Information Document) de chaque Catégorie, devant être transmis aux investisseurs potentiels en temps utile, préalablement à toute souscription, conformément à l'article 161 de la Loi.
Loi	La loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, dans sa dernière version.
Société de gestion	Jupiter Unit Trust Managers Limited.
Contrat de services de société de gestion	Le contrat conclu entre la Société et la Société de gestion en vertu duquel la Société a désigné la Société de gestion en tant que société de gestion de la Société, conformément à la Loi.
Fonds maître	Tout Compartiment classé comme OPCVM maître au sens de l'article 77 (3) de la Loi et de l'article 58 (3) de la Directive OPCVM.

MiFID II	Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative aux instruments financiers et modifiant la Directive 2002/92/CE et la Directive 2011/61/UE
Seuil de détention minimum	La participation minimale devant être conservée pour toute Catégorie, comme indiqué au sous-titre « Catégories d'actions et caractéristiques » de la section « Principales caractéristiques » du présent Prospectus.
Montant minimum de souscription ultérieure	La participation ultérieure minimale, comme indiqué au sous-titre « Catégories d'actions et caractéristiques » de la section « Principales caractéristiques » du présent Prospectus.
Montant minimum de souscription initiale	La participation initiale minimale, comme indiqué au sous-titre « Catégories d'actions et caractéristiques » de la section « Principales caractéristiques » du présent Prospectus.
VNI ou Valeur nette d'inventaire	La valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment, Catégorie ou Action (le cas échéant), telle que définie conformément aux Statuts.
NOK ou couronne norvégienne	La devise ayant cours légal en Norvège.
Numéro de compte personnel	Le numéro attribué à l'Actionnaire et utilisé dans le cadre des opérations de souscription, de conversion ou de rachat d'Actions.
Données personnelles	Selon la définition donnée à la page 80 du présent Prospectus.
RPC	La République populaire de Chine.
Prospectus	Le présent document, tel que ponctuellement amendé, modifié ou complémenté.
QFII	« Qualified Foreign Institutional Investor », c'est-à-dire Investisseur institutionnel étranger qualifié, selon la définition indiquée dans les lois et règlements régissant la création et le fonctionnement du régime d'investisseurs institutionnels étrangers qualifiés dans la République populaire de Chine.
Prix de rachat	La Valeur nette d'inventaire par Action de la Catégorie concernée (minorée, le cas échéant, de la Commission de rachat visée sous l'intitulé « Rachat d'Actions » de la section « Souscription, Conversion et Rachat d'Actions » du présent Prospectus).
Registre	Le registre des Actionnaires
Marché réglementé	Tout marché répondant à la définition de l'article 4 paragraphe 1 titre 14 de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 relative aux marchés des instruments financiers ainsi que tout autre marché réglementé, reconnu, en fonctionnement régulier et ouvert au public.
Politique de rémunération	A la signification figurant à la page 64 de la section « Société de gestion » du présent document.
Reporting Fund	Catégorie acceptée dans le régime de reporting fund prévu par la réglementation fiscale britannique sur les fonds offshore (Offshore Funds (Tax) Regulations) de 2009.

RQFII	« Remminbi Qualified Foreign Institutional Investor, c'est-à-dire Investisseur institutionnel étranger qualifié en renminbi, selon la définition stipulée par la Chinese Securities Regulatory Commission dans la réglementation RQFII.
Réglementation RQFII	Les lois et réglementations régissant la création et le fonctionnement du régime d'investisseurs institutionnels étrangers qualifiés en renminbi dans la République populaire de Chine, tels que ponctuellement promulgués et/ou amendés.
SEK ou couronne suédoise	La devise ayant cours légal en Suède.
SFC	La Securities and Futures Commission, l'autorité de régulation et de contrôle à Hong Kong.
SGD ou dollar de Singapour	La devise ayant cours légal à Singapour.
Actionnaire(s)	Le/Les détenteur(s) nominatif(s) d'Actions.
Action	Une action sans valeur nominale d'une Catégorie d'un Compartiment, représentant une participation dans le capital de la Société.
SICAV	<i>Société d'Investissement à Capital Variable.</i>
Stock Connect	Désignation commune des programmes Shanghai-Hong Kong Stock Connect et Shenzhen-Hong Kong Stock Connect.
Bourse de valeurs	Un Marché réglementé sur lequel des titres émis par des sociétés cotées peuvent être achetés ou vendus et dont le fonctionnement est soumis à des règles, des règlements et des directives stricts.
Prix de souscription	La Valeur nette d'inventaire par Action de la Catégorie concernée (majorée, le cas échéant, de la Commission de souscription).
Valeurs mobilières	(i) les actions et autres titres assimilés ; (ii) les obligations et autres instruments de dette ; et (iii) tous les autres titres négociables donnant le droit d'acquérir les valeurs susmentionnées par voie de souscription ou d'échange.
Ressortissant américain	Par « Ressortissant américain », on entend, s'agissant des personnes physiques, tout citoyen des Etats-Unis (et certains anciens citoyens américains visés par la législation fiscale américaine applicable) et tout « résident étranger » au sens de la législation fiscale des Etats-Unis en vigueur en tant que de besoin. S'agissant des personnes morales, l'expression « Ressortissant américain » désigne (i) une société de capitaux ou de personnes ou une autre entité créée ou organisée aux Etats-Unis ou en vertu des lois des Etats-Unis ou d'un Etat fédéré ; (ii) une fiducie (trust) (a) sur laquelle un tribunal américain est en mesure d'exercer le pouvoir principal et (b) au sein de laquelle un ou plusieurs fiduciaires américains ont le pouvoir de contrôler toutes les décisions importantes ; et (iii) une succession (a) dont les revenus mondiaux sont soumis à l'impôt américain indépendamment de leur source ; ou (b) au titre de laquelle tout Ressortissant américain agissant en qualité d'exécuteur testamentaire ou d'administrateur judiciaire est le seul habilité à prendre des décisions d'investissement concernant les actifs de la succession et qui n'est aucunement soumise à une législation étrangère. L'expression « Ressortissant américain » désigne également (i) toute personne morale organisée

	essentiellement aux fins d'un investissement passif, tel qu'un commodity pool, une société de placement ou une autre entité similaire (autre qu'un plan de retraite pour des salariés, des agents ou des commettants de toute entité organisée et établie en dehors des Etats-Unis) et dont le principal objet est de faciliter l'investissement par un Ressortissant américain dans un commodity pool dont l'opérateur est exempt de certaines exigences imposées par la partie 4 du règlement de la United States Commodity Futures Trading Commission parce que ses participants ne sont pas des Ressortissants américains ; et (ii) tout autre Ressortissant américain tel que défini dans la FATCA sous le terme « US Person ».
OPC	Organisme de placement collectif, au sens des premier et deuxième alinéas de l'article 1(2) de la Directive OPCVM.
OPCVM	Organisme de placement collectif en valeurs mobilières, au sens de l'article 2 (2) de la Loi et de l'article 1 (2) de la Directive OPCVM.
Directive OPCVM	Directive 2009/65/CE, telle que modifiée ou révisée de temps à autre.
UK	Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
Fonds sous-jacent	Un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (« OPCVM ») au sens de l'article 1(2) de la Directive OPCVM, ou tout autre organisme de placement collectif au sens des premier et deuxième alinéas de l'article 1(2) de la Directive OPCVM, agréé en tant qu'investissement éligible en vertu de la section (1)(a)(iv) des Restrictions d'investissement.
Etats-Unis ou US	Les Etats-Unis d'Amérique (en ce compris leurs Etats fédérés et le District de Columbia), leurs territoires, leurs possessions et toutes autres régions soumises à leur juridiction.
Jour d'évaluation	Le jour où est calculée une Valeur nette d'inventaire, tel que spécifié dans la Notice d'information du Compartiment concerné.
Point d'évaluation	13h (heure du Luxembourg) un quelconque Jour d'évaluation ou toute autre heure spécifiée dans la Notice d'information correspondante, à savoir l'heure à laquelle la Valeur nette d'inventaire est calculée pour chaque Catégorie.
VaR ou Approche de la Valeur à Risque	A la signification figurant à la page 34 de la section « Restrictions d'investissement » du présent Prospectus.

Toute référence faite à une directive, un règlement, un texte législatif ou une disposition législative de l'UE inclut les éventuels amendements, modifications, consolidations ou adoptions ultérieures y afférents.

Principales caractéristiques

Structure

La Société est une société d'investissement de type ouvert de droit luxembourgeois constituée sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (« **SICAV** ») à compartiments multiples. Conformément aux Statuts, la Société compte plusieurs Compartiments comptant chacun plusieurs Catégories. A chaque Compartiment correspond un portefeuille distinct d'actifs et d'engagements et les investissements sont effectués conformément à l'objectif d'investissement qui lui est propre.

Sauf mention contraire dans la Notice d'information correspondante, les actifs des différentes Catégories d'un Compartiment seront généralement investis en commun, mais des caractéristiques pourront être spécifiquement appliquées à une Catégorie donnée (structure de commission, Montant minimum de souscription initiale, Montant minimum de souscription ultérieure, Seuil de détention minimum, politique de dividende ou stratégie de couverture). Les Actions seront émises, rachetées et converties à des prix définis sur la base de la VNI par Action de la Catégorie concernée, telle que calculée par l'Agent administratif conformément aux Statuts.

Les Administrateurs peuvent, à tout moment, créer d'autres Compartiments et/ou Catégories, dont les objectifs d'investissement peuvent différer de ceux des Compartiments et/ou Catégories existants.

Des informations relatives à chacune des Catégories sont fournies à la section intitulée « Catégories d'actions et caractéristiques » ci-dessous.

Objectifs d'investissement

La Société propose différents Compartiments, qui investissent chacun sur un ou plusieurs marché(s) donné(s) ou suivant un thème d'investissement particulier. L'objectif d'investissement propre à chaque Compartiment est défini dans la Notice d'information correspondante. Les Administrateurs peuvent, à leur discrétion, modifier les objectifs d'investissement à condition que tout changement important soit notifié aux Actionnaires au moins un mois avant son application effective de façon à ce que les Actionnaires concernés par ce changement puissent demander le rachat ou la conversion de leurs Actions, sans frais.

Les Compartiments

A la date du présent Prospectus, la Société se compose des Compartiments suivants :

- The Jupiter Global Fund – Jupiter Asia Pacific Income
- The Jupiter Global Fund – Jupiter China Select
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Dynamic Bond
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Europa
- The Jupiter Global Fund – Jupiter European Feeder
- The Jupiter Global Fund – Jupiter European Growth
- The Jupiter Global Fund – Jupiter European Opportunities
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Absolute Return
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Convertibles
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Ecology Diversified
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Ecology Growth
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Equity Unconstrained
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Financials
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Levered Absolute Return

- The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Value
- The Jupiter Global Fund – Jupiter India Select
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Japan Select
- The Jupiter Global Fund – Jupiter New Europe
- The Jupiter Global Fund – Jupiter Strategic Total Return
- The Jupiter Global Fund – Jupiter UK Dynamic Growth

Catégories d'actions et caractéristiques

- Les **Actions de catégorie A, C et N** peuvent être souscrites uniquement par le biais de certains distributeurs, courtiers/négociants et autres investisseurs professionnels dans certains pays, sur approbation préalable du Gestionnaire de portefeuille.
- Les **Actions de Catégorie D** peuvent être souscrites par :
 - a. des investisseurs particuliers investissant par l'intermédiaire d'un distributeur dès lors qu'un tel distributeur :
 - i. n'est pas autorisé en vertu des lois et règlementations locales à percevoir et/ou conserver des commissions ou tout autre avantage non monétaire; et/ou
 - ii. fournit des services de gestion de portefeuille ou des conseils en investissement de façon indépendante (concernant des distributeurs enregistrés au sein de l'Union européenne, conformément à la définition de ces services en vertu de la MiFID II); et/ou
 - iii. fournit des conseils non indépendants et a convenu avec l'investisseur de ne pas recevoir ou conserver de commissions; et
 - b. des Investisseurs institutionnels.
- Les **Actions de Catégorie E** peuvent être souscrites uniquement par le biais de certains distributeurs dans certains pays, sur approbation préalable du Gestionnaire de portefeuille.
- Les **Actions de Catégorie F** ne peuvent être souscrites que par des investisseurs institutionnels, sur approbation préalable du Gestionnaire de portefeuille.
- Les **Actions de Catégorie I** ne peuvent être souscrites que par des investisseurs institutionnels.
- Les **Actions de Catégorie L** peuvent être souscrites par des investisseurs particuliers ou institutionnels.
- Les **Actions de catégorie S** peuvent être souscrites uniquement par des fonds nourriciers (incluant, sans s'y limiter, les Fonds nourriciers), sous réserve d'un accord préalable avec la Société de gestion. Ces actions feront l'objet d'un accord de commission distinct avec le Gestionnaire de portefeuille couvrant la Commission de gestion d'investissement.
- Les **Actions de Catégorie Z** peuvent être souscrites par des investisseurs particuliers, sur approbation préalable du Gestionnaire de portefeuille.

Catégories d'actions couvertes (« HSC »)

Les Catégories portant la mention « HSC » appliquent des techniques de couverture visant à atténuer le risque de change entre la devise de référence du Compartiment et la devise de la Catégorie d'Actions couverte, tout en tenant compte de considérations pratiques telles que les frais de transaction. Toutes les dépenses découlant des opérations de couverture sont acquittées séparément par les Actionnaires de la Catégorie d'Actions couverte concernée.

Sauf mention contraire spécifique dans la Notice d'information relative à un Compartiment, les Catégories d'action libellées dans une devise autre que la Devise de référence du Compartiment devront systématiquement (tel que décrit ci-dessous) couvrir leur exposition à la Devise de référence du Compartiment dans le marché des devises à terme, que l'exposition de la Devise de la Catégorie d'Actions couverte baisse ou augmente en valeur relative par rapport à la Devise de référence du Compartiment.

Bien que la détention de la Catégorie d'Actions couverte puisse constituer une protection importante pour l'investisseur contre les pertes causées par des fluctuations défavorables des taux de change de la Devise de référence du Compartiment par rapport à la Devise de la Catégorie d'Actions, celle-ci peut également limiter les bénéfices de l'investisseur en cas de fluctuations favorables. Les Investisseurs doivent noter qu'il n'est pas toujours possible de couvrir intégralement la Valeur nette d'inventaire totale de Catégorie d'Actions couverte contre les fluctuations de la Devise de référence du Compartiment, l'objectif étant la mise en œuvre d'une couverture en devise d'un équivalent compris entre au moins 95% de la portion de la Valeur nette d'inventaire de la Catégorie d'Actions couverte à couvrir contre le risque de change et 105% de la Valeur nette d'inventaire des Catégories d'Actions couvertes respectives. Les fluctuations de la valeur du portefeuille ou du volume de souscriptions et de rachats peuvent cependant entraîner un dépassement temporaire des limites définies ci-dessus par la couverture de devise. Dans de tels cas, la couverture de devise sera ajustée dans les plus brefs délais. La Valeur nette d'inventaire par Action de la Catégorie d'Actions couverte ne se développe donc pas nécessairement de la même façon que celle des Catégories d'Actions libellées dans la devise de référence du Compartiment. Le Conseil d'administration n'a pas l'intention d'utiliser les couvertures mises en place pour générer des bénéfices supplémentaires pour la Catégorie d'Actions couverte.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait qu'en dépit de l'absence de séparation légale des bénéfices et des pertes entre les différentes Catégories d'Actions d'un Fonds donné, d'un point de vue comptable les bénéfices et les pertes issus des opérations de couverture des catégories d'actions sont appliqués sur une base continue aux différentes Catégories d'Actions couvertes par l'Agent administratif. Si la VNI des Catégories d'Actions non couvertes ne devrait pas être affectée par les bénéfices ou les pertes issues des opérations de couverture du fait de ce traitement comptable, compte tenu de l'absence de séparation légale des bénéfices et des pertes entre les différentes Catégories d'Actions d'un Fonds donné, dans des circonstances exceptionnelles, d'autres Catégories d'Actions d'un Fonds pourraient être affectées par la couverture des Catégories d'Actions. Une liste actualisée des Catégories présentant un risque de contagion est disponible sur demande auprès du siège social de la Société.

Actions de capitalisation et de distribution (« Acc », « Inc » et « Inc Dist »)

Les Catégories dont les revenus sont capitalisés sont libellées « Acc. ». Ces Catégories ne versent aucun dividende à leurs Actionnaires.

Le Jupiter Europa Fund compte des Actions « A Acc » et « B Acc ». Les Actions « A Acc » ne sont pas assorties d'une commission de surperformance. Les Actions « B Acc » sont assorties des commissions de surperformance indiquées dans la Notice d'information de Jupiter Europa aux pages 103 et 104 du présent Prospectus.

Les Catégories qui déclarent des dividendes sont libellées soit « Inc » soit « Inc Dist ».

- Sauf indication contraire de la part de l'Actionnaire, les Catégories « Inc » réinvestissent automatiquement tous les dividendes déclarés dans des Actions supplémentaires de la même Catégorie pour le compte de l'Actionnaire concerné. Le réinvestissement des dividendes ne fait l'objet d'aucune commission de souscription.
- Les Catégories « Inc Dist » versent automatiquement tous les dividendes déclarés à l'Actionnaire, dans la devise de la Catégorie concernée.

La fréquence de paiement des dividendes est indiquée « A » (annuelle), « Q » (trimestrielle) ou « M » (mensuelle) dans les Catégories « Inc », et ces paiements sont traités comme suit :

- Les Catégories « A Inc » ou « A Inc Dist » versent habituellement leurs dividendes le dixième jour ouvrable suivant la date de clôture de l'exercice de la Société (30 septembre) aux Actionnaires inscrits au Registre l'avant-dernier Jour ouvré de l'exercice concerné ;
- Les Catégories « Q Inc » ou « Q Inc Dist » versent habituellement leurs dividendes le dixième jour ouvrable suivant la fin du trimestre concerné aux Actionnaires inscrits au Registre l'avant-dernier Jour ouvré du trimestre concerné ;
- Les Catégories « M Inc » ou « M Inc Dist » versent habituellement leurs dividendes le dixième jour ouvrable suivant la fin du mois concerné aux Actionnaires inscrits au Registre l'avant-dernier Jour ouvré du mois concerné ;

Veuillez lire la section du présent Prospectus intitulée « Politique de dividende » pour de plus amples informations sur la déclaration, la distribution et le paiement des dividendes.

Niveau d'investissement minimal pour les différentes Catégories

Sauf disposition contraire approuvée par le Gestionnaire de portefeuille et les Administrateurs, le niveau minimal des investissements et participations initiaux et ultérieurs dans les différentes Catégories sont les suivants :

Catégorie d'Actions	Montant minimum de souscription initiale		Montant minimum de souscription ultérieure		Seuil de détention minimum	
Catégorie A	USD	5 000 USD	USD	250 USD	USD	5 000 USD
Catégorie C	USD	1 000 000 USD	USD	100 000 USD	USD	1 000 000 USD
Catégorie D	CHF	1 000 000 CHF	CHF	100 000 CHF	CHF	1 000 000 CHF
	EUR	1 000 000 EUR	EUR	100 000 EUR	EUR	1 000 000 EUR
	GBP	1 000 000 GBP	GBP	100 000 GBP	GBP	1 000 000 GBP
	NOK	10 000 000 NOK	NOK	1 000 000 NOK	NOK	10 000 000 NOK
	SEK	10 000 000 SEK	SEK	1 000 000 SEK	SEK	10 000 000 SEK
	USD	1 000 000 USD	USD	100 000 USD	USD	1 000 000 USD
Catégorie E	USD	1 000 000 USD	USD	100 000 USD	USD	1 000 000 USD
Catégorie F	CHF	175 000 000 CHF	CHF	250 000 CHF	CHF	175 000 000 CHF
	EUR	150 000 000 EUR	EUR	250 000 EUR	EUR	150 000 000 EUR
	GBP	125 000 000 GBP	GBP	250 000 GBP	GBP	125 000 000 GBP
	JPY	18 000 000 000 JPY	JPY	30 000 000 JPY	JPY	18 000 000 000 JPY
	NOK	1 000 000 000 NOK	NOK	2 500 000 NOK	NOK	1 000 000 000 NOK
	SEK	1 000 000 000 SEK	SEK	2 500 000 SEK	SEK	1 000 000 000 SEK
	USD	200 000 000 USD	USD	250 000 USD	USD	200 000 000 USD
Catégorie I	CHF	10 000 000 CHF	CHF	250 000 CHF	CHF	10 000 000 CHF
	EUR	10 000 000 EUR	EUR	250 000 EUR [†]	EUR	10 000 000 EUR
	GBP	10 000 000 GBP	GBP	250 000 GBP	GBP	10 000 000 GBP
	USD	10 000 000 USD	USD	250 000 USD	USD	10 000 000 USD
	NOK	100 000 000 NOK	NOK	10 000 000 NOK	NOK	100 000 000 NOK
	SEK	100 000 000 SEK	SEK	10 000 000 SEK	SEK	100 000 000 SEK
	SGD	15 000 000 SGD	SGD	375 000 SGD	SGD	15 000 000 SGD
Catégorie L	AUD	2 000 AUD	AUD	100 AUD	AUD	2 000 AUD
	CHF	1 000 CHF	CHF	50 CHF	CHF	1 000 CHF
	CNH	10 000 CNH	CNH	500 CNH	CNH	10 000 CNH
	EUR	1 000 EUR	EUR	50 EUR	EUR	1 000 EUR
	GBP	1 000 GBP	GBP	50 GBP	GBP	1 000 GBP
	NOK	10 000 NOK	NOK	500 NOK	NOK	10 000 NOK
	USD	1 000 USD	USD	50 USD	USD	1 000 USD
	SEK	12 000 SEK	SEK	600 SEK	SEK	12 000 SEK
	SGD	1 500 SGD	SGD	75 SGD	SGD	1 500 SGD
	HKD ou dollar de Hong Kong	10 000 HKD	HKD ou dollar de Hong Kong	500 HKD	HKD ou dollar de Hong Kong	10 000 HKD
Catégorie N	USD	1000 USD	USD	50 USD	USD	1000 USD
Catégorie S	EUR	10 000 000 EUR	EUR	250 000 EUR	EUR	10 000 000 EUR

Catégorie Z	CHF	175 000 000 CHF	CHF	250 000 CHF	CHF	175 000 000 CHF
	EUR	150 000 000 EUR	EUR	250 000 EUR	EUR	150 000 000 EUR
	GBP	125 000 000 GBP	GBP	250 000 GBP	GBP	125 000 000 GBP
	JPY	18 000 000 000 JPY	JPY	30 000 000 JPY	JPY	18 000 000 000 JPY
	USD	200 000 000 USD	USD	250 000 GBP	USD	200 000 000 USD

[†] La Catégorie I EUR n'a pas de Montant minimum de souscription ultérieure dans les Compartiments Jupiter European Growth et Jupiter European Opportunities.

Utilisation d'instruments financiers dérivés

A la date du présent Prospectus, les Compartiments suivants sont autorisés à utiliser des instruments financiers dérivés comme élément central de leur stratégie d'investissement (et non pas à des fins de gestion efficace de portefeuille) :

- Jupiter Global Absolute Return ;
- Jupiter Europa ;
- Jupiter Global Financials ;
- Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond ;
- Jupiter Global Levered Absolute Return ; et
- Jupiter Strategic Total Return.

Plus précisément, ces Compartiments sont susceptibles d'utiliser des instruments financiers dérivés (i) comme élément fondamental de leur objectif d'investissement ; (ii) dans la quasi-totalité des conditions de marché ; et (iii) dans des circonstances susceptibles de faire augmenter sensiblement le profil de risque du Compartiment par rapport à celui qui serait attendu dans le cadre de ses activités d'investissement hors produits dérivés.

Veuillez consulter les pages 39-58 « Facteurs de risque » et la page 74 « Processus de gestion du risque » pour obtenir de plus amples informations sur les facteurs influençant le niveau de risque associé à l'utilisation d'instruments financiers dérivés et sur le processus de gestion du risque adopté par la Société de Gestion.

Considérations d'ordre général en matière d'investissement

L'investissement dans la Société comporte un certain degré de risque et rien ne garantit que les objectifs d'investissement d'un Compartiment seront atteints. Tous les Compartiments ne supportent pas nécessairement les mêmes risques. Les facteurs de risque d'ordre général applicables à tous les Compartiments sont repris à la section « Facteurs de risque ». Nous attirons l'attention des investisseurs potentiels sur les risques fiscaux liés à l'investissement dans la Société, tels qu'exposés à la section « Fiscalité ».

Les informations contenues dans la section intitulée *Profil de l'investisseur type* des Notices d'information de chaque Compartiment sont fournies à titre de référence uniquement. Les investisseurs doivent analyser leur situation personnelle, incluant sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, les investisseurs sont invités à consulter leur courtier, banquier, avocat, comptable, banque représentante ou autre conseiller financier.

Informations sur les prix

Les prix des Actions sont fixés au Point d'évaluation, chaque Jour d'évaluation. Les prix sont indiqués sur le site Internet du Groupe Jupiter à l'adresse www.jupiteram.com et www.fundinfo.com, et sont également disponibles au siège social de la Société lors de chaque Jour d'évaluation, ainsi que sur demande auprès du Distributeur et de l'Agent administratif au Luxembourg. Les prix sont également publiés sur le site Internet de Bloomberg et sur tout autre média requis dans les juridictions dans lesquelles les Compartiments sont distribués ou approuvé par les Administrateurs.

Les prix sont publiés aux seules fins d'information et ne constituent pas une invitation à souscrire, à demander le rachat ou à convertir des Actions au prix publié. La Société, la Société de gestion, le Gestionnaire de portefeuille et le Distributeur, ainsi que le Dépositaire, l'Agent payeur et l'Agent administratif déclinent toute responsabilité quant à d'éventuelles erreurs manuscrites ou d'impression

dans le cadre de cette publication ou tout défaut de publication des prix par les médias concernés.

Souscription et rachat

Les procédures de souscription et de rachat des Actions sont définies à la section « Souscription, Conversion et Rachat d'Actions » du présent Prospectus et sont plus amplement décrites dans les différentes Notices d'information. Les Actions peuvent être souscrites, rachetées ou converties un quelconque Jour d'évaluation au prix défini sur la base de la VNI par Action de la Catégorie au sein du Compartiment concerné telle que calculée au Point d'évaluation applicable.

Certaines Catégories peuvent être souscrites par le biais de tierces parties autorisées. Tout supplément local au présent Prospectus, ou support marketing, utilisé par les distributeurs pertinents, courtiers/négociants et autres investisseurs professionnels feront référence aux conditions de souscription et de rachat via ces entités pour les Actions concernées.

Admission à la cote

La Société peut demander l'admission de l'ensemble des Catégories de la Société ou de certaines d'entre elles à la cote à la Bourse de Luxembourg ou sur le marché Euro MTF, un marché boursier réglementé exploité par la Bourse de Luxembourg. Si une telle admission a été demandée ou accordée au titre d'un Compartiment, il en sera fait mention dans la Notice d'information correspondante.

Restrictions d'investissement

Les restrictions qui s'appliquent à la Société et à chaque Compartiment en matière d'investissement et d'emprunt sont exposées à la section « Restrictions d'investissement » du présent Prospectus et, le cas échéant, dans les différentes Notices d'information.

Absence d'engagements croisés

Les actifs de chaque Compartiment seront distincts de ceux de tous les autres Compartiments et seront investis séparément conformément à l'objectif et aux politiques d'investissement dudit Compartiment. Les engagements attribuables à un Compartiment donné ne contraignent que celui-ci. Dans le cadre des relations entre les Actionnaires, chaque Compartiment sera réputé constituer une entité distincte.

Politique de dividende

Catégories pour lesquelles les revenus sont capitalisés

Les Catégories dont les revenus sont capitalisés sont libellées « Acc. ». Ces Catégories ne versent aucun dividende à leurs Actionnaires.

Catégories pour lesquelles les revenus sont distribués

Les revenus attribuables aux Actionnaires des Catégories désignées dans la Notice d'information correspondante comme des Catégories versant des dividendes annuels (« A Inc ») seront habituellement versés, à la discrétion des Administrateurs, le dixième jour ouvrable suivant la date de clôture de l'exercice de la Société (30 septembre) aux Actionnaires inscrits au Registre l'avant-dernier Jour ouvré du mois de septembre de l'exercice visé.

Les revenus attribuables aux Actionnaires des Catégories désignées dans la Notice d'information correspondante comme des Catégories versant des dividendes, soit trimestriels (« Q Inc »), soit mensuels (« M Inc ») seront habituellement versés, à la discrétion des Administrateurs, le dixième jour ouvrable suivant la fin du trimestre ou du mois considéré aux Actionnaires de la Catégorie concernée inscrits au Registre l'avant-dernier Jour ouvré du trimestre ou du mois considéré.

Paiement et réinvestissement automatique des dividendes

Les dividendes déclarés pour les Actions libellées « Inc » seront automatiquement réinvestis en Actions de la même Catégorie (sans commission de souscription) pour le compte de l'Actionnaire concerné. Il n'y a pas de réinvestissement automatique des dividendes pour les Actions libellées « Inc Dist ».

Lorsque les dividendes ne sont pas réinvestis, s'agissant des Actions détenues par plusieurs co-Actionnaires, le règlement s'effectuera au profit de l'Actionnaire dont le nom apparaît en premier sur le Registre. Le règlement de dividendes s'effectuera habituellement dans la Devise de la Catégorie des Actions concernées.

Tous les dividendes dus au titre des Actions dont la valeur est inférieure à 100 € (ou l'équivalent dans la Devise de référence du Compartiment concerné) seront quant à eux automatiquement réinvestis pour le compte de l'Actionnaire (sans commission de souscription). Les dividendes qui ne sont pas réinvestis automatiquement et qui ne sont pas encaissés dans un délai de cinq ans seront prescrits et reviendront au Compartiment concerné conformément à la législation luxembourgeoise.

Plus-values et dividendes

Aucune plus-value ne sera distribuée.

A l'exception des Compartiments Jupiter Asia Pacific Income, Jupiter Global Ecology Diversified, Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond, Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond et Jupiter Dynamic Bond la Société ne versera pas de dividendes sur le capital en imputant totalement ou partiellement les frais et dépenses des Compartiments au capital des Compartiments.

Les Compartiments Jupiter Asia Pacific Income, Jupiter Global Ecology Diversified, Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond, Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond et Jupiter Dynamic Bond peuvent imputer la totalité ou une partie de leurs frais et dépenses respectifs à leur capital.

A la date du présent Prospectus :

- (a) les Compartiments Jupiter Asia Pacific Income et Jupiter Global Ecology Diversified imputent leurs dépenses au capital pour toutes les Catégories d'Actions ; et
- (b) les Compartiments Jupiter Dynamic Bond, Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond et Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond imputent leurs dépenses :
 - (i) aux revenus pour toutes les Catégories d'Actions Acc ; et
 - (ii) au capital pour toutes les Catégories d'Actions Inc Dist.

Chacune des Catégories « Inc » de Jupiter Asia Pacific Income et Jupiter Global Ecology Diversified et des Catégories « Inc » et « Inc Dist » de Jupiter Dynamic Bond, Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond et Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond peut à la discréTION du Conseil d'administration verser des dividendes sur la base des revenus bruts tout en imputant/payant tout ou partie de ses frais et dépenses en les prélevant sur le capital du Compartiment concerné, dont il découle une augmentation du revenu distribuable au titre du paiement de dividendes par la Catégorie concernée. Il en résulte que la Catégorie concernée pourrait effectivement payer des dividendes sur le capital.

Souscription, Conversion et Rachat d'Actions

Souscription

Les demandes de souscription d'Actions peuvent être transmises directement à l'Agent administratif ou par l'intermédiaire du Distributeur. Lors de la première souscription, le Formulaire de souscription doit être envoyé à l'Agent administratif par courrier (ou via tout autre moyen défini en tant que de besoin à la discréTION des Administrateurs). L'Agent administratif acceptera les demandes de souscription ultérieure (c'est-à-dire les souscriptions suivant une demande de souscription initiale soumise par courrier) par fax (ou via tout support ou moyen et dans les conditions que l'Agent administratif jugera acceptable(s) en tant que de besoin, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables). Les Formulaires de souscription ne pourront être acceptés que si tous les documents et informations requis en vertu des lois, réglementations et procédures internes de lutte contre le blanchiment de capitaux sont reçus et acceptés en tant que tels par l'Agent administratif. Le Montant minimum de souscription initiale et tout Montant minimum de souscription ultérieure excluent la Commission de souscription.

Un Actionnaire peut être autorisé à réaliser un investissement initial d'un montant inférieur au Montant minimum de souscription initiale et/ou au Seuil de détention minimum à la discréTION des Administrateurs, qui délèguent cette faculté au Gestionnaire de portefeuille. Un Actionnaire peut également être autorisé à effectuer un investissement ultérieur dont le montant est inférieur au Montant minimum de souscription ultérieure à la discréTION des Administrateurs, qui délèguent cette faculté au Gestionnaire de portefeuille.

En ce qui concerne les demandes reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de réception des ordres un quelconque Jour d'évaluation, les Actions seront achetées au Prix de souscription du Compartiment concerné, calculé au Point d'évaluation dudit Jour d'évaluation. Le cas échéant, une Commission de souscription sera déduite du montant versé par les investisseurs et pourra être versée aux intermédiaires ou au Distributeur ou retenue par ces derniers. Les demandes reçues par l'Agent administratif après l'Heure limite de réception des ordres un quelconque Jour d'évaluation seront traitées au Point d'évaluation du Jour d'évaluation suivant.

Pour que des Actions puissent lui être attribuées un quelconque Jour d'évaluation, l'investisseur devra veiller à ce que soit remis à l'Agent administratif un Formulaire de souscription dûment complété et signé, accompagné des fonds compensés et de tout document ou information requis par ce dernier, et ce avant l'Heure limite de réception des ordres du Jour d'évaluation concerné.

En vertu d'un accord conclu préalablement avec la Société, les fonds relatifs à une demande d'attribution d'Actions un Jour d'évaluation donné peuvent être versés à l'Agent administratif : (i) jusqu'à trois Jours ouvrables dans le cas de Compartiments qui ne sont pas des Fonds nourriciers et (ii) jusqu'à deux Jours ouvrables dans le cas de Fonds nourriciers, après le Jour d'évaluation applicable (ou sur toute autre base, suivant les stipulations de la Notice d'information du Compartiment concerné ou suivant ce qui a été convenu entre la Société et le demandeur). De tels versements tardifs s'appliquent uniquement aux demandes de souscription pour lesquelles cet arrangement a été spécialement approuvé par la Société, qui délègue cette faculté au Gestionnaire de portefeuille.

La Société peut, à la discréTION des Administrateurs, qui délèguent cette faculté au Gestionnaire de portefeuille, percevoir des intérêts en cas de retard dans le versement des montants de souscription.

Le paiement se fait conformément à la section « Considérations monétaires » ci-après.

Un avis d'exécution confirmant le prix d'émission, la Commission de souscription éventuelle et le nombre d'Actions émises sera normalement transmis par l'Agent administratif dans un délai de deux Jours ouvrés à compter du Jour d'évaluation concerné. Aucun certificat d'Action ne sera émis. Les Actionnaires recevront un relevé de compte annuel et un Numéro de compte personnel comme preuve des participations détenues.

Euroclear et Clearstream ont donné leur accord pour la compensation des Actions via leurs systèmes, sous les numéros de code commun mentionnés dans les Notices d'information. Les investisseurs qui disposent d'un compte auprès d'Euroclear ou de Clearstream doivent en communiquer les coordonnées lorsqu'ils adressent une demande de souscription à l'Agent administratif.

Modes de paiement

Les paiements à l'Agent administratif peuvent être faits par virement SWIFT. Tous les frais encourus lors des transferts de fonds seront déduits du montant transféré.

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

En vertu des règles internationales et des lois et réglementations du Luxembourg (incluant sans s'y limiter la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, dans sa version modifiée), du Règlement grand-ducal du 1er février 2010, du Règlement de la CSSF 12-02 du 14 décembre 2012, des circulaires de la CSSF 13/556, 15/609 et 17/650 relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de tout amendement ou remplacement y afférent, des obligations ont été imposées à l'ensemble des professionnels du secteur financier afin de prévenir le recours aux organismes de placement collectif à des fins de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Sur la base desdites dispositions, l'agent de registre d'un organisme de placement collectif luxembourgeois doit s'enquérir de l'identité du souscripteur, conformément aux lois et réglementations luxembourgeoises. L'agent de registre peut demander aux souscripteurs de fournir tout document qu'il juge nécessaire en vue de procéder à ladite identification. En outre, l'Agent administratif, en tant que délégué de la Société, peut demander d'autres informations requises par la Société afin de respecter ses obligations légales et réglementaires, incluant sans s'y limiter la Loi CRS.

En cas de retard ou de manquement du demandeur à fournir les documents requis, la demande de souscription sera refusée ou, s'il s'agit d'un rachat, le versement du produit de rachat sera retardé. Ni la Société ni l'Agent administratif ne sont responsables des retards ou manquements dans le traitement des ordres en raison de l'absence de communication d'informations ou de la communication d'informations incomplètes par le demandeur.

De temps à autre, les Actionnaires peuvent devoir fournir des pièces d'identification supplémentaires ou mises à jour, conformément aux obligations de due diligence à l'égard du client et aux lois et réglementations en vigueur.

Late Trading et Market Timing

On entend par Late Trading (« Late Trading ») l'acceptation d'un ordre de souscription ou de rachat reçu après l'heure limite d'acceptation des ordres du Jour d'évaluation considéré et l'exécution de cet ordre au prix applicable ce Jour d'évaluation. On entend par Market Timing (« Market Timing ») une technique d'arbitrage par laquelle un investisseur souscrit et rachète des Actions dans un court laps de temps afin de tirer parti des décalages horaires et/ou des imperfections ou déficiences du système de détermination de la VNI.

La Société se conformera à toutes les dispositions de la Circulaire CSSF 04/146 du 17 juin 2004 sur la Protection des organismes de placement collectif et de leurs investisseurs contre les pratiques de Late Trading et de Market Timing.

La Société se réserve le droit de refuser des ordres passés par une personne pratiquant le Late Trading et de prendre les mesures nécessaires pour protéger ses Actionnaires. Les demandes de souscription ou de rachat reçues par la Société après l'heure limite d'acceptation des ordres seront traitées au prix fixé selon les dispositions décrite aux paragraphes « Souscription » et « Rachat d'Actions ».

Pour protéger les intérêts de la Société et des Actionnaires contre les pratiques de Market Timing, la Société se réserve le droit de refuser toute demande de souscription ou de conversion d'Actions de la part de tout investisseur exerçant ou soupçonné d'exercer de telles pratiques, et de prendre, à sa discrétion, toute autre mesure qu'elle peut juger nécessaire ou adaptée.

Aspects d'ordre général

La Société se réserve le droit de rejeter tout ou partie d'une demande de souscription d'Actions sans en expliquer les motifs. Les Actions ne seront attribuées que si les fonds compensés sont reçus par l'Agent administratif en même temps que le Formulaire de souscription, sauf disposition contraire approuvée à sa discrétion par les Administrateurs, qui délèguent cette faculté au Gestionnaire de portefeuille. La Société peut, dès lors que les Administrateurs en conviennent ainsi à leur entière discrétion, accepter qu'une souscription d'Actions soit réglée en nature. Dans ce cas, un rapport sur la valeur des actifs acceptés dans le cadre d'une souscription en nature sera généralement rédigé par le Commissaire aux comptes de la Société.

Aucune Action ne sera émise au sein d'un Compartiment au cours d'une période de suspension du calcul de la Valeur nette d'inventaire relative à ce Compartiment.

Rachat d'Actions

Les demandes de rachat doivent être formulées par écrit et envoyées à l'Agent administratif. L'Agent administratif acceptera également les demandes de rachat sous format électronique (via tout support ou moyen et dans les conditions que l'Agent administratif jugera acceptable(s) en tant que de besoin, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables). Ces demandes doivent :

- (a) mentionner le ou les Compartiment(s), la ou les Catégorie(s) et les codes ISIN correspondants des Actions faisant l'objet de la demande ;
- (b) mentionner le nom du ou des Actionnaire(s) et son ou leur Numéro de compte personnel ; et
- (c) mentionner le nombre d'Actions ou le montant en numéraire à racheter.

Le règlement des produits du rachat s'effectuera conformément aux dispositions de la section « Considérations monétaires ».

En ce qui concerne les demandes de rachat reçues par l'Agent administratif avant l'Heure limite de réception des ordres un quelconque Jour d'évaluation, les Actions seront rachetées au Prix de rachat du Compartiment concerné, calculé au Point d'évaluation dudit Jour d'évaluation. Les demandes de rachat reçues par l'Agent administratif après l'Heure limite de réception des ordres un quelconque Jour d'évaluation seront traitées au Point d'évaluation du Jour d'évaluation suivant.

Aucune commission n'est applicable au rachat d'Actions, sauf indication contraire dans la Notice d'information du Compartiment concerné. Toute commission de rachat éventuelle sera retenue par le Compartiment au profit de la Catégorie concernée.

Un avis d'exécution confirmant les détails du rachat sera normalement transmis par l'Agent administratif dans un délai de deux Jours ouvrés à compter du Jour d'évaluation concerné.

Sauf indication contraire dans la demande de rachat, les rachats s'effectueront dans la Devise de la Catégorie concernée. Les produits du rachat seront généralement réglés le troisième Jour ouvré suivant la date de détermination du Prix de rachat applicable ou la date de réception par la Société d'une demande de rachat écrite, si celle-ci est plus récente (ou de toute autre manière stipulée dans la Notice d'information du Compartiment concerné). S'agissant des Fonds nourriciers, les produits du rachat seront généralement réglés le cinquième Jour ouvré suivant la date de détermination du Prix de rachat applicable ou la date de réception par la Société d'une demande de rachat écrite, si celle-ci est plus récente (ou de toute autre manière stipulée dans la Notice d'information du Fonds nourricier concerné).

Il n'y a aucun seuil minimum applicable en termes de nombre ou de valeur des Actions à racheter et un investisseur peut demander le rachat de l'ensemble de ses Actions dans le cadre d'une seule et même opération. Toutefois, s'il apparaît à un moment ou un autre qu'un Actionnaire dans une Catégorie d'Actions ne se conforme pas aux exigences établies par le présent Prospectus ou convenues séparément avec la Société de manière à avoir le droit de détenir des Actions de cette Catégorie (y compris la conformité aux exigences de Seuil de détention minimum), les Administrateurs se réservent le droit soit de convertir les Actions de l'Actionnaire concerné en Actions d'une autre Catégorie assorties, dans la mesure du possible, de caractéristiques similaires, potentiellement associées, néanmoins, à une Commission de gestion de portefeuille et une Commission d'exploitation globale plus élevées, soit de racheter les Actions de cette Catégorie de l'Actionnaire. Ce pouvoir a été délégué au Gestionnaire de portefeuille.

Rachat en nature

Les Administrateurs peuvent, à la demande d'un Actionnaire, accepter de procéder, en tout ou en partie, à une distribution en nature de titres du Compartiment en remplacement du paiement en espèces du produit de rachat. Les Administrateurs accepteront d'agir de la sorte s'ils estiment que cette opération ne porte pas atteinte aux intérêts des autres Actionnaires du Compartiment concerné. Ce rachat sera effectué sur la base de la Valeur nette d'inventaire des Actions de la Catégorie concernée, au prorata de la valeur des actifs du Compartiment attribuables à cette Catégorie. Les actifs à transférer à l'Actionnaire seront sélectionnés par les Administrateurs en tenant compte de la facilité de transfert et des intérêts du Compartiment, des Actionnaires restants et de l'Actionnaire qui demande le rachat. Si les lois et réglementations applicables l'exigent, la sélection, l'évaluation et le transfert d'actifs seront soumis à la révision et à l'approbation des Administrateurs et, le cas échéant, à la révision du commissaire aux comptes de la Société. Les coûts inhérents à un tel rachat, notamment les frais liés à la préparation du rapport d'audit spécial, seront supportés par l'Actionnaire qui demande le rachat en nature ou une tierce partie, mais ne pourront en aucun cas être imputés à la Société, sauf si les Administrateurs considèrent que le rachat en nature est dans l'intérêt de la Société ou s'il est effectué pour protéger les intérêts de la Société.

Limites applicables aux rachats

Lors d'un quelconque Jour d'évaluation, la Société ne sera pas tenue de procéder au rachat des Actions représentant plus de 10% de la Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment (nette des souscriptions reçues ce même Jour d'évaluation). A cet effet, les conversions d'Actions d'une Catégorie en Actions d'une autre Catégorie seront considérées comme des rachats d'Actions. Les

demandedes de rachat reçues un quelconque Jour d'évaluation peuvent, à l'entière discréction des Administrateurs, être proportionnellement réduites de façon à limiter les rachats effectués un Jour d'évaluation à un maximum de 10% de la Valeur nette d'inventaire d'un quelconque Compartiment. Dans ce cas, la Société peut reporter le traitement des rachats au Jour d'évaluation suivant la date de réception de la demande de rachat. Les demandes de rachat reportées auront priorité sur les demandes de rachat reçues ledit Jour d'évaluation suivant.

La Société et/ou l'Agent administratif accepteront que les instructions de rachat soient envoyées par fax aux risques de l'Actionnaire et à condition que celui-ci ait transmis par fax un formulaire de garantie d'instruction signé. Une demande de rachat ne pourra être retirée, sauf en cas de suspension des transactions, telle que visée sous l'intitulé « Suspension des transactions d'Actions », ou de report du droit de rachat des Actions de la Catégorie concernée. Les Actions rachetées par la Société seront annulées.

Considérations monétaires

Les paiements versés aux Actionnaires ou requis de leur part se font normalement dans la Devise de la Catégorie concernée. Toutefois, si un Actionnaire choisit une devise autre que la Devise de la Catégorie dans laquelle les Actions sont détenues pour les paiements versés à la Société ou requis de sa part, ceci sera réputé être une demande faite par l'Actionnaire à la Société ou à la Société de gestion afin de lui fournir un service de change pour le paiement concerné. Des informations détaillées sur les frais de change sont disponibles sur demande auprès de l'Agent administratif. Le coût des conversions monétaires et toute autre dépense associée sont acquittés par l'Actionnaire concerné, qui assume également les risques inhérents à la conversion.

Conversion d'Actions

Tous les Actionnaires, à l'exception de ceux des Fonds nourriciers, ont la possibilité de convertir tout ou partie de leurs Actions d'un Compartiment (exception faite des Fonds nourriciers) en Actions d'un autre Compartiment ou d'une Catégorie d'un Compartiment (exception faite des Fonds nourriciers) en une autre Catégorie. Nous attirons l'attention des Actionnaires sur les risques fiscaux liés à l'investissement dans les Fonds nourriciers, présentés à la section « Fiscalité ». Dans le reste de la présente section « Conversion d'Actions », toute référence faite aux « Compartiments » exclut les Fonds nourriciers.

Les conversions entre Compartiments s'effectuent aux Prix de souscription et de rachat applicables et uniquement vers la Catégorie correspondante du Compartiment dans lequel l'Actionnaire souhaite convertir ses Actions. A titre d'exemple, les Actions de Catégorie L en Euros détenues au sein d'un Compartiment ne pourront être converties qu'en Actions d'une autre Catégorie L libellées dans une devise identique ou non. Les demandes de conversion doivent être adressées directement à l'Agent administratif.

Les demandes de conversion doivent être formulées par écrit et envoyées à l'Agent administratif. L'Agent administratif acceptera également les demandes de conversion sous format électronique (via tout support ou moyen et dans les conditions que l'Agent administratif jugera acceptable(s) en tant que de besoin, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables).

Une fois déposées, les demandes de conversion ne peuvent être retirées, sauf en cas de suspension des transactions ou de report du droit de rachat des Actions de la Catégorie à partir de laquelle la conversion doit s'effectuer ou encore en cas de report du droit de souscription des Actions de la Catégorie dans laquelle la conversion doit s'effectuer. Une commission de conversion pouvant atteindre 1% du montant brut à convertir (telle que représentée ci-dessous par la lettre « F ») peut être appliquée aux conversions en faveur du Distributeur ou des intermédiaires.

Si, suite à une conversion d'Actions partielle, le solde des Actions détenues par l'Actionnaire dans une Catégorie donnée tombe en dessous du Seuil de détention minimum, la Société peut exiger que ces Actions soient converties ou rachetées. Des avis d'exécution seront normalement émis dans un délai de deux Jours ouvrés à compter du Jour d'évaluation concerné.

Le taux auquel tout ou partie d'un volume d'Actions d'un Compartiment (le « **Compartiment d'origine** ») est converti un quelconque Jour d'évaluation en Actions d'un autre Compartiment (le « **Nouveau Compartiment** ») sera calculé, dans la mesure du possible, conformément à la formule suivante :

$$A = \frac{((B \times C \times E) - F)}{D}$$

Où :

- A est le nombre d'Actions du Nouveau Compartiment devant être attribuées ;
- B est le nombre d'Actions du Compartiment d'origine devant être converties ;
- C est la VNI par Action du Compartiment d'origine en vigueur le Jour d'évaluation concerné ;
- D est la VNI par Action du Nouveau Compartiment en vigueur le Jour d'évaluation concerné ;
- E est, dans le cas d'une conversion impliquant deux Compartiments n'ayant pas la même Devise de référence, le taux de change déterminé par le Dépositaire pour effectuer la conversion de la devise de B dans la devise de A ; et
- F est la commission de conversion pouvant atteindre 1% du montant brut à convertir (c.-à-d. B x C).

Les Actionnaires noteront que l'échange d'Actions d'une Catégorie en Actions d'une autre Catégorie d'un autre Compartiment peut être considéré dans certaines juridictions comme une opération soumise à l'impôt sur les plus-values. Un Actionnaire dont les Actions d'une Catégorie ont été converties en Actions d'une autre Catégorie suite à une demande de conversion n'est pas en droit d'annuler cette transaction, si ce n'est sous la forme d'une nouvelle transaction.

Marché secondaire limité

Les Actionnaires noteront que le Distributeur peut, sans y être obligé, créer un marché pour les Actions et, en conséquence, acheter et détenir des Actions en tant que contrepartiste. Dans ce cas, l'acheteur acquiert directement les Actions auprès du Distributeur et un Actionnaire vendant des Actions les vend directement au Distributeur, et non auprès de ou à la Société. L'achat/la vente d'Actions au Distributeur ne peut s'effectuer à un prix qui dépasse la VNI par Action majorée de la Commission de souscription/qui est inférieur au Prix de rachat. Un Actionnaire qui a acheté des Actions par l'intermédiaire du Distributeur peut à tout moment demander directement à celui-ci le rachat de ses Actions. Pour éviter toute confusion, aucune disposition des présentes n'obligera le Distributeur à créer un marché pour les Actions. Tout cessionnaire ou acheteur d'Actions sur le marché secondaire est tenu de respecter les mesures de prévention contre le blanchiment de capitaux définies ci-dessus.

Cession d'Actions

Les cessions d'Actions peuvent s'effectuer par écrit sur tout support habituellement accepté par les Administrateurs, signé par ou pour le cédant et le cessionnaire. Toute demande de cession doit mentionner les noms, prénoms et adresses du cédant et du cessionnaire.

Les Administrateurs ou l'Agent administratif peuvent refuser d'enregistrer une cession d'Actions lorsqu' :

- (i) une telle cession a pour effet de transférer à un Ressortissant américain le bénéfice économique des Actions concernées, enfreint les restrictions à la propriété imposées par les Administrateurs ou entraîne d'importants dommages d'ordre juridique, réglementaire, pécuniaire, fiscal ou administratif pour la Société ou pour ses Actionnaires ; ou
- (ii) une telle cession s'effectue en faveur d'une personne qui, si elle n'est pas déjà Actionnaire, détiendra une participation inférieure au Seuil de détention minimum suite à la cession.

Les Administrateurs ou l'Agent administratif peuvent refuser d'enregistrer une cession d'Actions si le formulaire de cession, accompagné des renseignements raisonnablement exigés, notamment des justificatifs démontrant le droit du cédant d'effectuer la cession, n'est pas déposé auprès de la Société ou de son mandataire ou n'est pas jugé satisfaisant par l'Agent administratif eu égard aux exigences en matière de prévention contre le blanchiment de capitaux. Tout cessionnaire potentiel (qui n'est pas déjà Actionnaire) sera tenu de remplir les documents qu'il lui aurait été demandé de compléter s'il

avait souscrit des Actions avant que l'enregistrement de la cession n'ait été accepté.

A réception de toute information ou tout document requis de la part du cédant et du cessionnaire dans le cadre des lois, réglementations et procédures internes de lutte contre le blanchiment de capitaux, l'Agent administratif donnera suite au transfert.

Swing Pricing

S'agissant des souscriptions ou des rachats nets, les coûts d'investissement et/ou de désinvestissement y associés au titre du portefeuille d'investissement sous-jacent d'un Compartiment peuvent affecter négativement les intérêts des Actionnaires. Afin d'atténuer cet effet, communément appelé « dilution », les Administrateurs pourront, à leur discrétion, appliquer un « ajustement anti-dilutif » aux souscriptions et/ou rachats d'Actions (l'« Ajustement anti-dilutif »). Ce pouvoir a été délégué au Gestionnaire de portefeuille.

S'il est appliqué, l'Ajustement anti-dilutif sera versé au Compartiment concerné et sera intégré aux actifs dudit Compartiment, au profit de ses Actionnaires.

La décision d'effectuer un Ajustement anti-dilutif dépendra de l'ampleur des souscriptions ou rachats nets. Le Gestionnaire de portefeuille peut procéder à un Ajustement anti-dilutif discrétionnaire s'il juge que les Actionnaires existants (avant les souscriptions) ou les Actionnaires restants (après les rachats) risquent d'être affectés négativement. Il peut en particulier procéder à un Ajustement anti-dilutif dans les cas suivants :

- lorsque, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, le Compartiment connaît une période de déclin continu ;
- lorsque, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, le Compartiment connaît une période d'expansion continue ;
- lorsque le Compartiment est confronté à un volume de rachats nets ou de souscriptions nettes sur un Jour d'évaluation qui dépasse le plafond fixé par le Gestionnaire de portefeuille pour le Compartiment ; ou
- dans tout autre cas où, selon le Gestionnaire de portefeuille, les intérêts des Actionnaires exigent l'imposition d'un Ajustement anti-dilutif.

En cas d'Ajustement anti-dilutif, le Prix de souscription sera augmenté en cas d'entrées nettes de capitaux au sein du Compartiment et le Prix de rachat sera diminué en cas de sorties nettes de capitaux.

Le prix de chaque Catégorie au sein de chaque Compartiment sera calculé séparément, mais tout Ajustement anti-dilutif affectera le prix des Actions de chaque Catégorie du Compartiment concerné de manière identique, à hauteur de 2% maximum.

Lorsque le Gestionnaire de portefeuille choisit de ne pas appliquer un Ajustement anti-dilutif, les souscriptions ou rachats nets peuvent avoir un impact négatif sur les actifs totaux du Compartiment. La dilution étant directement liée à la valeur des entrées et sorties de capitaux du Compartiment, il est impossible de prévoir avec précision la survenance d'une dilution à quelque moment que ce soit. Par conséquent, il n'est pas non plus possible de prévoir avec précision la fréquence à laquelle le Gestionnaire de portefeuille devra imposer un ajustement anti-dilutif.

L'Ajustement anti-dilutif applicable à chaque Compartiment sera calculé sur la base des frais de transaction liés aux placements sous-jacents du Compartiment concerné, y compris toutes les marges applicables (qui peuvent varier en fonction des conditions du marché). Dès lors, le montant de tout Ajustement anti-dilutif applicable à un Compartiment donné variera dans le temps.

Calcul de l'Ajustement anti-dilutif :

Lors de l'application d'un Ajustement anti-dilutif, le Gestionnaire de portefeuille est tenu d'employer la base d'évaluation suivante :

- Lorsque, par référence à un Point d'évaluation, la valeur totale des Actions de toutes les Catégories du Compartiment émises dépasse la valeur totale des Actions de toutes les Catégories annulées, l'ajustement doit être opéré vers le haut. L'Ajustement anti-dilutif ne peut excéder l'estimation raisonnable réalisée par le Gestionnaire de portefeuille de la différence entre ce qu'aurait été le Prix de souscription ou de rachat si l'Ajustement anti-dilutif n'avait pas été pris en compte et ce qu'aurait été le Prix de souscription ou de rachat si les actifs du Compartiment avaient été évalués sur la base du meilleur cours vendeur (majoré des frais de transaction) ; ou

- Lorsque, par référence à un Point d'évaluation, la valeur totale des Actions de toutes les Catégories du Compartiment faisant l'objet d'un rachat dépasse la valeur totale des Actions émises au sein de toutes les Catégories, l'ajustement doit être opéré vers le bas. L'Ajustement anti-dilutif ne peut excéder l'estimation raisonnable réalisée par le Gestionnaire de portefeuille de la différence entre ce qu'aurait été le prix si l'Ajustement anti-dilutif n'avait pas été pris en compte et ce qu'aurait été le prix si les actifs du Compartiment avaient été évalués sur la base du meilleur cours acheteur (minoré des frais de transaction).

Calcul de la Valeur nette d'inventaire

La Valeur nette d'inventaire par Action de chaque Catégorie de chaque Compartiment sera calculée pour tout Jour d'évaluation dans la devise de la Catégorie concernée, conformément aux dispositions prises par les Administrateurs. Elle sera obtenue, le Jour d'évaluation considéré, en divisant la VNI du Compartiment attribuable à cette Catégorie par le nombre d'Actions émises au sein de ladite Catégorie. La Valeur nette d'inventaire par Action ainsi obtenue sera arrondie à l'unité supérieure la plus proche de la monnaie dans laquelle la Catégorie est libellée.

La VNI de chaque Compartiment sera calculée conformément aux Statuts de la manière décrite ci-après.

Les actifs de chaque Compartiment sont réputés inclure :

- (i) les dépôts et soldes de trésorerie, y compris les intérêts courus sur ceux-ci ;
- (ii) les effets, traites à vue et comptes à recevoir (y compris les produits de la vente de titres dont le règlement n'a pas encore été effectué) ;
- (iii) la totalité des obligations, billets à terme, actions, parts ou actions d'organismes de placement collectif, debenture stocks, droits de souscription, warrants, options et autres investissements et titres détenus ou contractés par la Société pour le compte du Compartiment ;
- (iv) la totalité des actions, dividendes en actions, dividendes en espèces et distributions en espèces à recevoir par le Compartiment dans la mesure où les informations y afférentes sont raisonnablement accessibles par le Compartiment (et à condition que la Société, pour le compte du Compartiment, puisse apporter les corrections nécessaires eu égard aux fluctuations de la valeur de marché des titres dues à la négociation ex-dividende, ex-droit, ou à des pratiques semblables) ;
- (v) tous les intérêts courus sur tout titre portant intérêt détenu par le Compartiment sauf dans la mesure où ces intérêts sont inclus ou répercutés dans le montant principal du titre en question ;
- (vi) les frais de constitution de la Société dans la mesure où ils n'ont pas été amortis, à condition que ces dépenses préliminaires puissent être directement déduites des actifs de tous les Compartiment, au prorata ; et
- (vii) tous les autres actifs autorisés de toute sorte et de toute nature, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces actifs sera déterminée comme suit :

- (i) la valeur de tout dépôt ou solde de trésorerie, des effets, des traites à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes en espèces et des intérêts déclarés ou courus comme expliqué précédemment et non encore encaissés, sera réputée correspondre à leur valeur totale sauf s'il est improbable que ce montant puisse être payé ou encaissé dans son intégralité, auquel cas leur valeur sera déterminée en retranchant un montant jugé adéquat par les Administrateurs en vue de refléter leur valeur réelle ;
- (ii) la valeur des titres, des instruments du marché monétaire et/ou des instruments financiers dérivés admis à la cote officielle d'une Bourse de valeurs ou négociés sur un Marché réglementé est déterminée sur la base du dernier cours disponible conformément aux normes comptables de la Société en vigueur ;

- (iii) si l'un des titres, y compris les instruments du marché monétaire ou les instruments financiers dérivés détenus par le Compartiment n'est pas, à la date correspondante, inscrit à la cote d'une Bourse de valeurs ou négocié sur un Marché réglementé ou si, pour un titre, un instrument du marché monétaire et/ou un instrument financier dérivé inscrit à la cote d'une Bourse de valeurs ou négocié sur un autre Marché réglementé, le prix de base tel que déterminé suivant les dispositions de l'alinéa (ii) ci-dessus n'est pas représentatif de sa juste valeur, la valeur de ce titre/cet instrument sera déterminée sur la base de sa valeur probable de réalisation, calculée raisonnablement, avec prudence et de bonne foi conformément aux législations et réglementations applicables ;
- (iv) les instruments financiers dérivés qui ne sont ni admis à la cote officielle d'une Bourse de valeurs ni négociés sur un autre Marché réglementé seront évalués quotidiennement de manière fiable et vérifiable, la fonction de vérification étant assurée par un professionnel compétent désigné par la Société conformément aux pratiques du marché ;
- (v) les parts ou actions de fonds d'investissement de type ouvert seront évaluées sur la base de leur dernière valeur nette d'inventaire disponible, minorée le cas échéant de la commission de rachat ;
- (vi) la valeur des instruments du marché monétaire qui ne sont ni cotés ni négociés sur une bourse de valeurs ou sur un autre Marché réglementé sera déterminée sur la base de leur valeur nominale majorée de tout intérêt couru ou selon la méthode du coût amorti ;
- (vii) dans le cas où les méthodes de calcul susmentionnées se révèlent inappropriées ou trompeuses, les Administrateurs peuvent corriger la valeur de tout investissement ou autoriser l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation des actifs du Compartiment ; et
- (viii) dès lors que les intérêts de la Société ou de ses Actionnaires le justifient (notamment pour éviter des pratiques de market timing), les Administrateurs ont délégué au Gestionnaire de portefeuille le pouvoir de prendre les mesures adéquates, par exemple d'appliquer une méthodologie d'évaluation à la juste valeur, afin de corriger la valeur des actifs de la Société, sous réserve d'un examen effectué par la haute direction de la Société de gestion. Le Gestionnaire de portefeuille, dans l'exercice de son pouvoir d'application de la méthodologie d'évaluation à la juste valeur (y compris toute décision de ne pas l'appliquer), doit agir avec soin, de façon compétente, dans le respect des procédures de due diligence et de bonne foi, en consultation avec l'Agent administratif.

En ce qui concerne l'alinéa (v) ci-dessus, et dans la mesure du possible, la dernière valeur nette d'inventaire disponible sera réputée inclure la valeur nette d'inventaire calculée le même Jour d'évaluation de tout Fonds sous-jacent dont le point d'évaluation est daté le même jour ou à une date précédant le Point d'évaluation de la Société.

Les passifs d'un Compartiment sont réputés inclure :

- (i) la totalité des prêts, factures et comptes à payer ;
- (ii) tous les frais administratifs échus ou à payer (notamment les commissions de gestion et de conseil, les commissions de dépositaire et de mandataire de société) ainsi que les coûts de constitution et d'enregistrement, d'impression des publications légales et des prospectus, de rédaction des rapports financiers et autres documents mis à la disposition des Actionnaires et les frais de publicité et de marketing) ;
- (iii) toutes les dettes connues, actuelles et à venir, et notamment toutes les obligations contractuelles de règlement en espèces ou en nature échues, y compris le montant de tous les dividendes impayés déclarés par la Société pour un Compartiment lorsque le Jour d'évaluation coïncide avec la date de clôture du registre ouvrant droit au dividende ou suit immédiatement cette date ;
- (iv) les provisions adéquates pour les impôts futurs déterminées sur la base du capital et des revenus au Jour d'évaluation concerné, telles que constituées en tant que de besoin par la Société pour un Compartiment, et les autres réserves (le cas échéant) autorisées et approuvées par les Administrateurs ; et

- (v) tous les autres engagements du Compartiment de quelque nature que ce soit, à l'exception des créances que constituent les Actions du Compartiment concerné. Lorsqu'elle détermine le montant de ces engagements, la Société peut calculer les frais administratifs et autres dépenses à caractère régulier ou récurrent sur la base d'une estimation portant sur l'année ou toute autre période, et ces frais pourront être provisionnés au prorata sur la période correspondante.

Lors du calcul de la Valeur nette d'inventaire, l'Agent administratif peut avoir recours aux services de valorisation automatiques de son choix ou, s'il reçoit une telle instruction de la Société, de la Société de gestion ou du Gestionnaire de portefeuille, utiliser les informations obtenues auprès de services de valorisation particuliers, de courtiers, de teneurs de marché ou d'autres intermédiaires. Dans ces conditions, l'Agent administratif ne peut être, en l'absence de toute fraude, négligence ou faute volontaire de sa part, tenu pour responsable de toute perte subie par la Société ou par tout Actionnaire en raison d'une erreur de calcul de la Valeur nette d'inventaire due à l'inexactitude de l'une ou l'autre information fournie par ledit service de valorisation, courtier, teneur de marché ou autre intermédiaire.

Suspension des transactions d'Actions

Les Administrateurs peuvent suspendre le calcul de la Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment et l'émission et le rachat des Actions d'un Compartiment demandé(e) par ses Actionnaires, ainsi que la conversion d'Actions vers ou à partir du Compartiment concerné durant :

- (i) toute période de fermeture de l'une des principales bourses de valeurs ou de l'un des principaux marchés sur lesquels une part substantielle des investissements de la Société attribuables à ce Compartiment sont cotés ou négociés, en dehors des jours fériés normaux, ou durant toute période au cours de laquelle les négociations y sont suspendues ou soumises à des restrictions ; ou
- (ii) toute période où prévaut une situation constituant un cas d'urgence en raison duquel la cession ou l'évaluation des actifs détenus par la Société et attribuables audit Compartiment serait irréalisable ; ou
- (iii) toute période pendant laquelle les moyens de communication normalement utilisés pour déterminer le prix ou la valeur de l'un des investissements attribuables audit Compartiment ou les prix ou valeurs en vigueur sur toute bourse de valeurs sont défectueux ou soumis à des restrictions ; ou
- (iv) toute période pendant laquelle la Société est dans l'impossibilité de rapatrier les montants nécessaires pour honorer les demandes de rachat des Actions ou pendant laquelle tout virement de fonds requis pour la réalisation ou l'acquisition d'investissements ou tout paiement dû au titre du rachat desdites Actions ne peut s'effectuer, de l'avis des Administrateurs, à des taux de change normaux ; ou
- (v) toute période pendant laquelle se présentent, de l'avis des Administrateurs, des circonstances inhabituelles dans lesquelles il serait irréalisable ou injuste vis-à-vis des Actionnaires de continuer à négocier les Actions d'un Compartiment de la Société ; ou
- (vi) toute période, dans le cas où les Administrateurs en décident ainsi et où la Société ou le Compartiment concerné est en cours de dissolution ou susceptible de l'être, débutant (i) le jour où est remis aux Actionnaires l'avis de convocation à l'assemblée générale au cours de laquelle sera proposée une résolution de dissolution de la Société ou du Compartiment concerné, ou (ii) après cette date ; ou
- (vii) toute période pendant laquelle la Valeur nette d'inventaire de toute filiale de la Société ne peut être déterminée avec précision, par exemple, s'agissant des Fonds nourriciers, si le Fonds maître correspondant suspend temporairement la négociation.

Durant cette période de suspension, aucune Action du Compartiment ne peut être émise ou rachetée, et il ne peut être procédé à aucune conversion à partir ou à destination du Compartiment. Un avis de suspension sera publié dans un journal luxembourgeois et dans tout autre journal que les Administrateurs détermineront en tant que de besoin. Toute personne demandant l'émission, le rachat ou la conversion d'Actions du Compartiment concerné sera informée immédiatement de cette

suspension au moment de déposer sa demande. Durant cette période de suspension, les Actionnaires qui ont sollicité l'émission, le rachat ou la conversion d'Actions du Compartiment concerné peuvent retirer leur demande. Si leur demande n'est pas retirée, le Prix de souscription ou de rachat ou la VNI par Action sera déterminé(e) sur la base de la première VNI calculée une fois expirée la période de suspension ou de report.

La suspension des transactions d'Actions au sein d'un Compartiment donné n'aura aucune incidence sur le calcul de la VNI, sur l'émission, le rachat et la conversion des Actions de tout autre Compartiment.

Restrictions d'investissement

Les Administrateurs seront autorisés, sur la base du principe de répartition des risques, à définir la politique d'investissement relative aux placements de chaque Compartiment. Sauf dans la mesure où des règles plus restrictives s'appliqueraient à un Compartiment donné en vertu des dispositions contenues dans la Notice d'information correspondante, la politique d'investissement de chaque Compartiment sera établie dans le respect des règles et des restrictions définies ci-dessous.

(1) (a) **Les Compartiments sont autorisés à investir dans :**

- (i) des Valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une Bourse de valeurs ; et/ou
- (ii) des Valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre Marché réglementé et/ou des Valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une Bourse de valeurs située en Europe, en Asie, en Océanie (y compris en Australie), en Amérique du Nord ou du Sud ou en Afrique, ou négociés sur un autre marché des pays inclus dans ces régions qui est réglementé, reconnu, en fonctionnement régulier et ouvert au public ; et/ou
- (iii) des Valeurs mobilières et instruments du marché monétaire récemment émis, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'un Marché réglementé soit introduite et que cette admission soit obtenue au plus tard avant la fin d'une période d'un an depuis l'émission ; et/ou
- (iv) des parts ou actions d'OPCVM agréés conformément à la Directive OPCVM et/ou d'autres OPC, qu'ils se situent ou non dans un Etat membre de l'UE, à condition que :
 - ces autres OPC soient agréés conformément à la législation de tout Etat membre de l'Union européenne ou à une législation prévoyant que ces organismes sont soumis à une surveillance que la CSSF considère comme équivalente à celle prévue par la législation de l'Union européenne et que la coopération entre les autorités soit suffisamment garantie ; ou
 - le niveau de la protection garantie aux détenteurs de parts ou actions de ces autres OPC soit équivalent à celui prévu pour les détenteurs de parts ou actions d'OPCVM, et, en particulier, que les règles relatives à la division des actifs, aux emprunts, aux prêts et aux ventes à découvert de Valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire soient équivalentes aux exigences de la Directive OPCVM dans sa version modifiée ;
 - les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation des actifs et engagements, des revenus et des opérations de la période concernée ;
 - que la proportion d'actifs des OPCVM ou des autres OPC dont l'acquisition est envisagée, qui, conformément à leurs documents constitutifs, peut être investie globalement dans des parts ou actions d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10% ; et/ou
- (v) des dépôts auprès d'établissements de crédit remboursables sur demande, pouvant être retirés et d'une échéance inférieure ou égale à 12 mois, pour autant que l'établissement de crédit ait son siège social dans un Etat membre de l'UE ou, si le siège social de l'établissement de crédit est situé dans un pays qui n'est pas un Etat membre de l'UE, à condition que cet établissement soit soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation de l'Union européenne ; et/ou
- (vi) des instruments financiers dérivés, et notamment des instruments donnant lieu à un règlement en espèces, négociés sur un Marché réglementé tel que visé aux alinéas (i) et (ii) ci-dessus, et/ou des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré (« **Dérivés de gré à gré** »), pour autant :
 - que le sous-jacent consiste en instruments relevant du présent paragraphe (1) (a), en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou en

devises, dans lesquels les Compartiments peuvent effectuer des placements conformément à leur objectif d'investissement ;

- que les contreparties aux opérations sur Dérivés de gré à gré soient des établissements soumis à une surveillance prudentielle et appartenant aux catégories agréées par la CSSF ;
- que les Dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative des Administrateurs, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur ;

et/ou

- (vii) des instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un Marché réglementé, à condition que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient eux-mêmes soumis à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient :

- (a) émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale ou par une banque centrale d'un Etat membre de l'UE, par la Banque centrale européenne, par l'Union européenne ou par la Banque européenne d'investissement, par un pays qui n'est pas un Etat membre de l'UE ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par l'un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont fait/ont partie un ou plusieurs Etat(s) membre(s) de l'UE ; ou
- (b) émis par un organisme dont tous les titres sont négociés sur un Marché réglementé tel que visé aux alinéas (i) et (ii) du paragraphe (1) (a) ci-dessus ; ou
- (c) émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par la législation de l'Union européenne, ou par un établissement soumis et se conformant à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation de l'Union européenne ; ou
- (d) émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF, à condition que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues aux paragraphes (a), (b) ou (c) ci-dessus et pourvu que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à dix millions d'euros (10 000 000 EUR) et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la quatrième directive 78/660/CEE, une entité qui, au sein d'un groupe de sociétés comprenant une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.

- (b) Chaque Compartiment peut investir un maximum de 10% de ses actifs nets dans des Valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire autres que ceux/celles visé(e)s au paragraphe (a) ci-dessus.

- (2) (a) Chaque Compartiment peut détenir des actifs liquides à titre accessoire.
(b) La Société s'assurera que l'exposition globale relative aux instruments financiers dérivés ne dépasse pas la valeur nette totale du Compartiment auquel ils se rapportent.

L'exposition est calculée en prenant en compte la valeur courante des actifs sous-jacents, le risque de contrepartie, l'évolution prévisible des marchés et le temps disponible pour liquider les positions. Ces dispositions s'appliqueront également aux alinéas suivants.

La Société peut investir, dans le cadre de la politique d'investissement de ses Compartiments et dans les limites visées aux alinéas (v) et (vi) du point (3) (a), dans des instruments financiers dérivés, à condition que l'exposition aux actifs sous-jacents ne dépasse pas, au total, la limite d'investissement visée au point (3). Lorsque la Société investit, pour le compte de l'un de ses Compartiments, dans des instruments financiers dérivés basés sur un indice, ces investissements ne devront pas forcément être pris en

compte aux fins des limites visées au point (3).

Lorsqu'une Valeur mobilière ou un instrument de marché monétaire comporte un instrument financier dérivé, celui-ci doit être pris en compte lors de l'application des exigences du présent point 2.

(3) (a) (i) La Société n'investira pas plus de 10% des actifs nets d'un Compartiment dans des Valeurs mobilières ou dans des instruments du marché monétaire émis par une même entité.

La Société ne peut placer plus de 20% des actifs nets totaux dudit Compartiment dans des dépôts effectués auprès du même organisme.

Le risque de contrepartie auquel s'expose un Compartiment dans le cadre d'opérations sur Dérivés de gré à gré ne peut dépasser 10% de ses actifs nets dès lors que la contrepartie est un établissement de crédit visé à l'alinéa (v) du paragraphe (1) (a) ci-dessus ou 5% de ses actifs nets dans les autres cas.

(ii) La valeur totale des Valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire détenus par la Société pour le compte d'un Compartiment auprès des émetteurs dans chacun desquels elle investit plus de 5% des actifs nets de ce Compartiment ne peut dépasser 40% de la Valeur nette d'inventaire de ce Compartiment.

Cette limite ne s'applique pas aux dépôts effectués auprès d'établissements financiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et aux transactions sur Dérivés de gré à gré réalisées avec ces établissements.

Nonobstant les limites individuelles visées à l'alinéa (i) du point (3) (a), la Société ne peut combiner pour chaque Compartiment :

- des investissements en Valeurs mobilières ou en instruments du marché monétaire émis par ; et/ou
- des dépôts effectués auprès de ; et/ou
- des risques découlant de transactions sur Dérivés de gré à gré effectuées auprès de ;

une même entité au-delà de 20% de ses actifs nets.

(iii) La limite de 10% visée à l'alinéa (i) du paragraphe (3) (a) ci-dessus sera portée à 35% maximum au titre des Valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'UE, par ses autorités ou ses agences locales, par un autre Etat éligible ou par des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs Etat(s) membre(s) de l'UE fait/ont partie.

(iv) La limite visée au premier paragraphe de l'alinéa (i) du point (3) (a) peut être portée à 25% maximum au titre de certains titres de créance dès lors qu'ils sont émis par un établissement de crédit ayant son siège social dans l'Union européenne et légalement soumis à une surveillance spéciale des autorités publiques destinée à protéger les détenteurs des instruments de dette. Plus particulièrement, les produits résultant de l'émission de ces titres de créance doivent être investis conformément à la législation dans des actifs qui, jusqu'au terme de la période de validité des titres de créance, sont à même de satisfaire les demandes liées à ces instruments et qui, en cas de faillite de l'émetteur, seraient utilisés en priorité pour le remboursement du principal et le paiement des intérêts courus.

Si un Compartiment investit plus de 5% de ses actifs nets dans les titres de créance susmentionnés émis par une même entité, la valeur totale de ces investissements ne peut dépasser 80% de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment.

(v) Les Valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire mentionnés aux alinéas (iii) et (iv) ci-dessus ne seront pas pris en compte dans le calcul de la limite de 40% visée à l'alinéa (ii) du point (3) (a) ci-dessus.

- (vi) Les limites définies aux alinéas (i), (ii), (iii) et (iv) ne peuvent être cumulées et, en conséquence, les investissements effectués dans des Valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire émis par une même entité ou dans des dépôts ou des instruments financiers dérivés effectués auprès de cette entité conformément aux alinéas (i), (ii), (iii) et (iv) ci-dessus ne peuvent, en aucune circonstance, dépasser un total de 35% des actifs nets d'un Compartiment.

Les sociétés qui font partie du même groupe aux fins de l'élaboration des comptes consolidés, tel que défini conformément à la directive 83/349/CEE ou en vertu des normes comptables reconnues internationalement, sont considérées comme constituant une même entité aux fins du calcul des limites visées au présent paragraphe (3) (a).

Un Compartiment peut investir jusqu'à 20% de ses actifs nets dans des Valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire au sein du même groupe.

Sauf mention contraire dans la Notice d'information correspondante, un Compartiment peut investir moins de 30% de ses actifs nets dans des actions chinoises A.

- (b) (i) Sans préjudice des limites visées au point (4) ci-dessous, les limites énoncées au paragraphe (3) (a) ci-dessus sont portées à 20% maximum pour les placements en actions et/ou en obligations émises par une même entité lorsque, conformément au Prospectus, la politique d'investissement du Compartiment a pour objet de reproduire la composition d'un indice actions ou obligations précis qui est reconnu par la CSSF, sur la base des critères suivants :
- la composition de l'indice est suffisamment diversifiée,
 - l'indice constitue un étalon représentatif du marché auquel il se réfère ; et
 - il fait l'objet d'une publication appropriée.
- (ii) La limite visée à l'alinéa (i) du paragraphe (3) (b) ci-dessus est portée jusqu'à un maximum de 35% lorsque cela se révèle justifié par des conditions exceptionnelles du marché, notamment sur des Marchés réglementés où certaines Valeurs mobilières ou certains instruments du marché monétaire sont largement dominants. L'investissement jusqu'à cette limite n'est permis que pour un seul émetteur.
- (iii) **Nonobstant les dispositions du paragraphe (3) (a), la Société est autorisée à investir jusqu'à 100% des actifs nets d'un Compartiment, dans le respect du principe de répartition des risques, en Valeurs mobilières et en instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'UE, par ses autorités locales ou par les Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Singapour et tout Etat membre du G20 ou par des organismes publics internationaux, dont un ou plusieurs Etat(s) membre(s) de l'UE fait/font partie, pourvu que ce Compartiment détienne des titres d'au moins six émissions différentes et que les titres d'une même émission ne représentent pas plus de 30% des actifs nets totaux de ce Compartiment.**
- (4) (a) La Société ne peut acquérir d'actions assorties du droit de vote et lui permettant d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur.
- (b) Un Compartiment ne peut acquérir plus de :
- (i) 10% des actions sans droit de vote d'un même émetteur ; et/ou
 - (ii) 10% des obligations d'un même émetteur ; et/ou
 - (iii) 25% des parts d'un même OPCVM et/ou d'un autre OPC ; et/ou
 - (iv) 10% des instruments du marché monétaire d'un même émetteur.

Les limites visées aux alinéas (ii, iii et iv) du paragraphe (4) (b) peuvent être ignorées au moment de l'acquisition si le montant brut des obligations, des instruments du marché monétaire ou des parts ou actions ou encore le montant net des titres émis ne peut être calculé.

- (c) Il est dérogé aux paragraphes (4) (a) et (4) (b) ci-dessus en ce qui concerne :
- (i) les Valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'UE ou par ses collectivités publiques territoriales ;
 - (ii) les Valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne ;
 - (iii) les Valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire émis par des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs Etat(s) membre(s) de l'UE fait/font partie ;
 - (iv) les actions détenues par un Compartiment dans le capital d'une société constituée dans un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne et qui investit ses actifs essentiellement dans les titres d'émetteurs ayant leur siège social dans cet Etat, lorsqu'en vertu de la législation de cet Etat, cet investissement représente la seule façon pour un Compartiment d'investir en titres d'émetteurs de cet Etat. Cette dérogation n'est cependant applicable qu'à la condition que cette société constituée dans un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne respecte dans sa politique d'investissement les limites visées aux paragraphes (3) (a), (4) (a) and (b) et (5) ; et
 - (v) les Actions détenues par une ou plusieurs sociétés d'investissement dans le capital de filiales exerçant uniquement au profit exclusif de celles-ci des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays où la filiale est située, en ce qui concerne le rachat d'Actions à la demande des Actionnaires.
- (5) (a) La Société peut acquérir des parts ou actions d'OPCVM et/ou d'autres OPC tels que visés à l'alinéa (iv) du point (1) (a) à condition que, sauf disposition contraire dans la Notice d'information du Compartiment concerné, les investissements effectués dans des parts ou actions d'OPCVM et/ou d'autres OPC ou dans un même OPCVM ou autre OPC ne dépassent pas au total 10% des actifs nets d'un Compartiment.
- (ii) En cas de disposition contraire dans la Notice d'information d'un Compartiment donné lui permettant d'effectuer un plus grand nombre d'investissements dans des OPCVM et/ou d'autres OPC, les limites suivantes entrent en vigueur :
- le Compartiment ne peut pas investir plus de 20% de ses actifs nets dans des actions ou parts du même OPCVM ou des autres OPC mentionnés au paragraphe (1) (a) (iv) ci-dessus.
 - en outre, les investissements effectués dans des OPC autres que des OPCVM ne peuvent pas dépasser, au total, 30% des actifs nets du Compartiment.
- (iii) Aux fins de l'application de la limite d'investissement, chaque compartiment d'un OPCVM ou d'un OPC à compartiments multiples doit être considéré comme un émetteur distinct, à condition de respecter le principe suivant lequel sont divisés les engagements des différents compartiments à l'égard des tiers.
- (b) Lorsque la Société investit dans des parts ou actions d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC gérés directement ou indirectement par la Société de gestion et/ou le Gestionnaire de portefeuille ou par une société à laquelle ils sont liés dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une participation directe ou indirecte de plus de 10% du capital ou des droits de vote, aucune commission de souscription ou de rachat ne peut être facturée à la Société au titre de ses investissements dans les parts ou actions de ces autres OPCVM et/ou OPC.
- S'agissant des investissements d'un Compartiment dans des OPCVM et d'autres OPC liés à la Société comme précisé ci-dessus, soit le Compartiment ne facturera aucune commission de gestion (en ce compris toute commission de surperformance) au titre de la part des actifs du Compartiment placés dans ces OPCVM ou autres OPC liés à la Société, soit la Société facturera une commission de gestion réduite, de 0,25%

maximum. Par ailleurs, lorsqu'un Compartiment investit dans des OPCVM et d'autres OPC liés à la Société et qui appliquent une commission de gestion inférieure à celle du Compartiment, la différence entre le pourcentage de la commission de gestion du Compartiment et celle des OPCVM et autres OPC peut être imputée à la part des actifs investis dans ces OPCVM et autres OPC. La Société mentionnera dans son rapport annuel la commission de gestion totale imputée à la fois au Compartiment concerné et aux OPCVM ou autres OPC dans lesquels ledit Compartiment a investi au cours de la période concernée. Le montant total cumulé de la commission de gestion sera de 4% maximum.

- (c) Les placements sous-jacents détenus par les OPCVM ou autres OPC dans lesquels la Société investit n'ont pas à être pris en compte aux fins des restrictions d'investissement visées au paragraphe (3) (a) ci-dessus.
 - (d) En outre, la Société de gestion et le Gestionnaire de portefeuille ne peuvent pas bénéficier de remise sur les commissions ou frais prélevés par un Fonds sous-jacent ou son gestionnaire de portefeuille.
- (6) En outre, sauf mention contraire dans la Notice d'information d'un Compartiment donné, la Société :
- (a) ne conclura aucune transaction portant sur des métaux précieux, des matières premières, des contrats sur matières premières ou des certificats représentant des métaux précieux, des matières premières, des contrats sur matières premières et n'investira ni dans ceux-ci ni dans des ETF ou des instruments financiers dérivés liés à des indices de matières premières ou à des indices financiers comprenant des indices de matières premières. En aucun cas la Société n'acquerra des matières premières ou des certificats représentatifs de matières premières ;
 - (b) n'achètera ou ne vendra pas de biens immobiliers, ni d'options, de droits ou d'intérêts sur/dans ces biens, étant entendu qu'elle pourra investir dans des Valeurs mobilières garanties par des biens immobiliers ou des intérêts dans ces biens ou émises par des sociétés qui investissent dans des biens immobiliers ou des intérêts dans ces biens ;
 - (c) n'exécutera aucune vente à découvert de Valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers, d'instruments du marché monétaire ou de parts ou actions d'OPCVM et/ou d'autres OPC visés plus haut ;
 - (d) n'accordera pas de prêts à des tiers et ne servira pas de garant pour leur compte, étant entendu qu'aux fins de cette restriction :
 - (i) l'acquisition d'investissements éligibles payés en tout ou en partie sera autorisée ; et
 - (ii) le prêt de titres en portefeuille sera autorisé ; et
 - (iii) la présente restriction n'empêchera pas la Société d'acquérir des Valeurs mobilières, des instruments du marché monétaire ou d'autres instruments financiers visés aux alinéas (iv), (vi) et (vii) du point (1) (a) qui ne sont pas payés intégralement ;
 - (e) n'empruntera pas pour le compte d'un Compartiment un montant supérieur à 10% de ses actifs nets totaux calculés à leur valeur de marché, ces emprunts devant être contractés auprès d'un banque et à titre provisoire à des fins exceptionnelles, notamment le rachat d'Actions. La Société peut toutefois acquérir des devises étrangères au moyen d'un crédit adossé ;
 - (f) n'hypothèquera, ne mettra en gage ni ne grèvera en garantie de dettes des titres détenus pour le compte d'un Compartiment, sauf si cela s'avère nécessaire eu égard (i) à des transactions liées à des opérations de change, y compris de couverture passive de devises, telles que celles décrites à la section « Exposition aux devises et couverture passive aux devises » ; (ii) aux emprunts mentionnés au paragraphe 1 (6) (e) ci-dessus sachant que, concernant ces emprunts, l'hypothèque, la mise en gage ou l'affectation en garantie ne pourra dépasser 10% de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment. Pour éviter tout ambiguïté, en ce qui concerne les transactions sur dérivés de gré à gré, et notamment les opérations de swap, les options et les opérations de change à terme ou futures, le dépôt de titres ou d'autres actifs sur un compte séparé ne sera pas considéré comme une hypothèque, une mise en gage ou une affectation en garantie à cet effet ;

- (g) n'agira pas en tant que participant ou sous-participant à une prise ferme de titres d'autres émetteurs ; ou
 - (h) n'investira pas dans des Valeurs mobilières impliquant d'assumer une responsabilité illimitée.
- (7) Dans la mesure où un émetteur est une personne morale à compartiments multiples dans laquelle les actifs d'un compartiment sont réservés exclusivement aux investisseurs de ce compartiment et aux créanciers dont la créance est née de la création, l'exploitation ou la liquidation de ce compartiment, chaque compartiment doit être considéré comme un émetteur distinct aux fins de l'application de la règle de répartition des risques visée aux paragraphes (3) (a), (3) (b) (i) et (ii) et (5) ci-dessus.
- (8) Durant les six premiers mois suivant son lancement, un nouveau Compartiment peut déroger aux restrictions des points (3) et (5) (à l'exception des dispositions du paragraphe (5) (a) (i) ci-dessus) tout en observant le principe de répartition des risques.
- (9) Chaque Compartiment veillera au respect du principe de répartition des risques d'investissement en assurant une diversification suffisante.
- (10) De plus, la Société respectera toute autre restriction imposée par les autorités de régulation des pays dans lesquels les Actions sont commercialisées.

La Société n'est pas tenue de respecter les limites d'investissement lorsqu'elle exerce les droits de souscription attachés aux titres qui font partie de ses actifs.

Si les limites visées au sein des présentes restrictions venaient à être dépassées pour des raisons échappant au contrôle de la Société ou suite à l'exercice de droits de souscription, celle-ci veillera, dans le cadre de ses opérations de vente, à régulariser cette situation en priorité dans le meilleur intérêt de ses Actionnaires.

Structures maître/nourricier

Conformément aux conditions de la Loi et dans les limites stipulées par cette dernière, la Société peut, dans la plus grande mesure permise par les lois et règlements du Luxembourg, (i) créer tout Compartiment classé soit comme Fonds nourricier soit comme Fonds maître, (ii) convertir tout Compartiment existant en un Fonds nourricier et (iii) modifier le Fonds maître et ses Fonds nourriciers.

Tout Fonds nourricier doit investir au moins 85% de ses actifs dans les parts ou actions d'un autre Fonds maître.

Tout Fonds nourricier peut consacrer jusqu'à 15% de ses actifs dans l'un ou plusieurs des investissements suivants :

- actifs liquides accessoires, conformément au paragraphe 2 (a) ci-dessus ;
- instruments financiers dérivés pouvant être utilisés uniquement à des fins de couverture.

Afin de respecter l'article 42(3) de la Loi, le Fonds nourricier doit calculer son exposition globale aux instruments financiers dérivés en combinant sa propre exposition directe, conformément aux conditions du deuxième alinéa ci-dessus, avec soit :

- l'exposition réelle du Fonds maître aux instruments financiers dérivés, par rapport aux investissements du Fonds nourricier dans le Fonds maître, ou
- la potentielle exposition globale maximale du Fonds maître aux instruments financiers dérivés prévue dans le règlement de gestion ou dans les documents constitutifs du Fonds maître, par rapport aux investissements du Fonds nourricier dans le Fonds maître.

Investissements entre Compartiments

Tout Compartiment (le « Compartiment qui investit ») peut souscrire, acquérir et/ou détenir des valeurs mobilières devant être émises par un ou plusieurs Compartiments (chacun un « Compartiment cible ») sans que la Société ne soit assujettie aux exigences de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée, s'agissant de la souscription, de l'acquisition et/ou de la détention de ses propres actions par une société, à condition toutefois que :

- (1) le(s) Compartiment(s) cible n'investisse/investissent pas à son/leur tour dans le Compartiment

qui a investi dans ce(s) Compartiment(s) cible ; et que

- (2) pas plus de 10% des actifs du/des Compartiment(s) cible dont l'acquisition est envisagée ne soient investis en Actions d'autres Compartiment(s) cible ; et que
- (3) les éventuels droits de vote inhérents aux Actions du/des Compartiment(s) cible sont suspendus tant que ces Actions sont détenues par le Compartiment qui investit, sans préjudice du traitement approprié dans les comptes et les rapports périodiques ; et
- (4) dans tous les cas, tant que ces titres sont détenus par le Compartiment qui investit, leur valeur n'est pas prise en compte dans le calcul des actifs nets de la Société aux fins de la vérification du seuil minimum des actifs nets imposé par la Loi.

Techniques financières et instruments financiers dérivés

L'utilisation d'instruments financiers dérivés et d'autres techniques et instruments financiers ne peut pas conduire la Société à s'écarte des objectifs d'investissement visés dans les Notices d'information. L'utilisation de ces instruments peut être destinée, par exemple, à produire une croissance du capital à long terme et à améliorer le revenu généré grâce à un investissement dans un portefeuille diversifié. Sous réserve des limites énoncées à la section « Restrictions d'investissement » ci-dessus et de toute autre limite prévue dans la Notice d'information de chaque Compartiment, l'utilisation des instruments financiers dérivés ne peut être qu'aux seules fins d'investissement. Chacun des Compartiments peut : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures à des fins de couverture et de gestion efficace de portefeuille ; conclure des swaps de rendement total ou autres (en ce compris des swaps de portefeuille) ; conclure des contrats de change à terme ; procéder à des opérations de pension (sous réserve du point 6 ci-dessous) et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

1. Calcul de l'exposition aux instruments financiers dérivés à des fins de gestion du risque

La Société de gestion peut calculer l'exposition globale d'un Compartiment suivant « l'Approche par les engagements ». Ainsi, pour chaque instrument financier dérivé, l'engagement correspondant s'obtient en majorant la valeur actuelle nette non réalisée de chaque contrat dérivé d'un montant « complémentaire », équivalant à un pourcentage calculé sur la valeur nominale du contrat dérivé. Ce pourcentage complémentaire est défini suivant une méthodologie qui tient compte de la nature de l'actif sous-jacent de l'instrument financier dérivé, de l'exposition à la contrepartie et de la volatilité du marché. De plus amples informations concernant cette méthodologie peuvent être obtenues sur demande auprès de la Société de gestion ou du Gestionnaire de portefeuille. L'exposition globale d'un Compartiment peut également être calculée suivant la méthode de la « Valeur à Risque ». L'approche utilisée pour chaque Compartiment est indiquée dans la Notice d'information correspondante.

De plus amples détails figurent aux sections ci-dessous « Instruments financiers dérivés » à la page 41 et « Processus de gestion du risque » à la page 74.

Les Compartiments qui calculent leur exposition globale suivant « l'Approche par les engagements » doivent respecter les limites et restrictions énoncées ci-avant lorsqu'ils ont recours aux instruments financiers dérivés. Ils auront généralement recours aux instruments financiers dérivés et à d'autres techniques et instruments portant sur des valeurs mobilières aux fins de gestion efficace de portefeuille ou de couverture contre les risques de change, sauf mention contraire dans leur politique d'investissement (dans les conditions et limites prescrites par la loi, la réglementation et les pratiques administratives), ainsi qu'à d'autres fins telles que définies ci-après.

Sous réserve des dispositions susmentionnées, les Restrictions d'investissement relatives à l'utilisation d'instruments financiers dérivés ne seront pas applicables aux Compartiments qui calculent leur exposition globale aux instruments financiers dérivés suivant l'approche de la Valeur à Risque (VaR), tel que stipulé dans la Circulaire 11/512 de la CSSF.

Dans le cadre de la méthode de la VaR, les risques sont mesurés quotidiennement sur la base d'un intervalle de confiance de 99% et d'une période de détention de 20 jours de transaction. La VaR est réputée correspondre à la perte maximum pouvant être subie par le portefeuille selon une probabilité de 99% et pour une période de détention d'un mois. D'après ce modèle, cette perte peut donc s'avérer supérieure dans 1% des cas. La VaR du Compartiment ne peut en aucune circonstance être supérieure (i) à deux fois la VaR d'un portefeuille de référence ne détenant aucun dérivé ou (ii) à 20%, au choix du Gestionnaire de portefeuille. Chaque Compartiment pour lequel l'exposition globale est calculée suivant la méthode de la VaR effectuera régulièrement des tests d'endurance (« stress tests »).

S'agissant des Compartiments qui calculent leur exposition globale selon la méthode de la VaR, l'effet de levier est calculé en fonction de la somme des valeurs notionnelles des positions en produits dérivés détenues par le Compartiment concerné. S'agissant des options, des obligations convertibles, des warrants et des droits, la valeur notionnelle correspond au delta ajusté afin de mieux représenter l'exposition réelle de la position en produits dérivés détenue.

2. Contrats financiers futures, options et warrants

Chaque Compartiment peut acheter et vendre des contrats futures et des options sur tout type d'instruments financiers (à des fins de couverture ou non), conformément aux limites et aux conditions stipulées dans les présentes restrictions d'investissement et dans la Notice d'information correspondante du Compartiment.

a. Titres

Les stratégies d'investissement des Compartiments comprennent les transactions sur contrats financiers futures et les options sur ces contrats. Les Compartiments peuvent également conclure des contrats d'option et investir dans des warrants sur des titres en portefeuille, des indices actions et obligataires et des portefeuilles d'indices.

b. Devises

Les Compartiments peuvent chercher à couvrir leurs investissements contre les fluctuations de change qui affecteraient les devises dans lesquelles ils sont libellés en utilisant des options sur devises, des contrats futures et des contrats de change à terme. Dans les limites visées dans le présent Prospectus, chaque Compartiment peut également avoir recours à des contrats de change à terme, des options sur devises ou des swaps de devises pour modifier la composition en devises du portefeuille du Compartiment par rapport à ces indices de référence.

c. Taux d'intérêt

Les Compartiments peuvent vendre des contrats futures sur taux d'intérêt, vendre des options d'achat ou acquérir des options de vente sur taux d'intérêt ou conclure des contrats de swap aux fins de couverture contre les fluctuations de taux d'intérêt.

3. Contrats de swap

Sous réserve des limites énoncées à la section « Restrictions d'investissement » ci-dessus et de toute autre limite prévue dans les Notices d'information, chaque Compartiment peut conclure des contrats de swap, en ce compris des swaps de rendement total, des swaps de portefeuille et des credit default swaps, tels que décrits plus en détail ci-après.

Si un Compartiment conclut des contrats de swap, il ne peut effectuer ces opérations qu'avec des établissements de premier ordre spécialisés en la matière. Ces contreparties n'auront aucune influence sur la composition du portefeuille du Compartiment concerné ou sur les actifs sous-jacents aux instruments financiers dérivés. Les contrats de swap seront gérés exclusivement par le Gestionnaire de portefeuille. Les actifs sous-jacents aux contrats de swaps concernent habituellement (i) l'Indice de référence du Compartiment concerné ou des indices associés pouvant y être intégrés, (ii) les devises auxquelles le Compartiment est exposé par le biais de son portefeuille d'investissement et/ou des devises des Catégories émises au sein du Compartiment, ou (iii) les titres détenus ou pouvant être détenus par le Compartiment concerné conformément à sa politique d'investissement.

A Swaps de rendement total

Un swap de rendement total est un contrat de swap dans le cadre duquel une partie effectue une série de paiements sur la base d'un taux d'intérêt notionnel (fixe ou variable), tandis que l'autre partie effectue une série de paiements sur la base du rendement total d'un actif sous-jacent (qui inclut à la fois le revenu qu'il génère et les plus ou moins-values éventuelles).

Les swaps de rendement total permettent à la partie qui reçoit le rendement total de s'exposer à l'actif sous-jacent et de bénéficier des plus-values qui en découlent sans avoir à le détenir réellement. A l'inverse, les swaps de rendement total permettent à la partie qui paie le rendement total d'acheter une protection contre une éventuelle baisse de la valeur de l'actif sous-jacent.

Les swaps de rendement total peuvent porter sur une large gamme d'actifs sous-jacents :taux de change, taux d'intérêt, prix et rendements totaux sur indices de taux d'intérêt, indices de revenu fixe, valeurs mobilières individuelles ou paniers/indices de valeurs mobilières, notamment. Les swaps de rendement total communément associés aux valeurs mobilières sont connus sous le nom de « swaps de portefeuille ».

A la date du présent Prospectus, aucun Compartiment n'a actuellement conclu des swaps de rendement total au sens de la Réglementation (EU/2014/2365) sur la transparence des transactions de financement des titres et de réutilisation (la « Réglementation SFT »).

Chaque Compartiment peut conclure des swaps de portefeuille dans le cadre desquels le Compartiment et la contrepartie s'engagent dans un swap de rendement total visant à échanger des paiements :une partie (ou les deux) paie un montant en numéraire correspondant à la performance économique et aux flux de trésorerie générés par une valeur mobilière (ou un panier/indice de valeurs mobilières).

Les paiements effectués par le Compartiment à la contrepartie, et vice versa, dans le cadre d'un swap de portefeuille sont déterminés par référence à un actif sous-jacent spécifique (généralement une valeur mobilière, un panier de valeurs mobilières ou un indice) ainsi qu'à un taux d'intérêt notionnel mutuellement convenu (tel que spécifié ci-dessus).

L'actif sous-jacent d'un swap de portefeuille sera, en règle générale, une valeur mobilière ou un indice lié à un Marché réglementé. Les swaps de portefeuille sont systématiquement réglés en espèces (et non via la livraison de titres ou de biens physiques).

Les swaps de portefeuille sont principalement utilisés pour prendre des positions longues ou courtes sur des valeurs mobilières individuelles. Ainsi, le détenteur d'un swap de portefeuille « long » (qui correspond à une position acheteuse) est non seulement en mesure de participer pleinement aux mouvements de prix du titre sous-jacent, mais il se voit également crédité du dividende net dans le cas où le titre sous-jacent devient « ex-dividende » à un quelconque moment pendant la période de détention de la position.

S'il est prévu qu'un Fonds les utilise, le Prospectus sera mis à jour conformément à la Réglementation SFT.

B Credit default swaps

La Société peut, à la discrétion du Gestionnaire de portefeuille, avoir recours à des credit default swaps. Un credit default swap est un contrat financier bilatéral en vertu duquel une contrepartie (l'acheteur de protection) verse une commission régulière en échange d'un paiement conditionnel par le vendeur de protection lorsque survient un événement de crédit au titre d'un émetteur de référence, d'un panier d'émetteurs de référence ou d'un indice de référence. L'acheteur de protection doit soit vendre des obligations spécifiques de l'émetteur de référence à leur valeur nominale (ou toute autre référence convenue ou prix d'exercice) lorsqu'un événement de crédit se produit, soit encaisser un règlement en espèces calculé sur la base de la différence entre le prix de marché et ledit prix de référence. Un événement de crédit se définit habituellement comme une faillite, une situation d'insolvabilité, un redressement judiciaire, une importante restructuration de dette aux effets défavorables ou un manquement aux obligations de paiement à l'échéance. L'ISDA (International Swaps and Derivatives Association) a établi une documentation standardisée pour ces transactions dans le cadre de sa convention cadre, l'ISDA Master Agreement.

- Credit default swaps utilisés à des fins de couverture**

Aux fins de gestion efficace de portefeuille, la Société peut avoir recours à des credit default swaps afin de couvrir le risque de crédit spécifique de certains des émetteurs de son portefeuille en achetant une protection.

- Credit default swaps utilisés à des fins d'achat d'une protection pour le Compartiment**

En outre, la Société peut, pour autant que ce soit dans son intérêt exclusif, acheter une protection dans le cadre de credit default swaps sans détenir les actifs sous-jacents, à condition que la somme des primes totales versées, de la valeur actuelle des primes totales restant à payer au titre des credit default swaps achetés et du total des primes payées au titre de l'achat d'options sur Valeurs mobilières ou instruments financiers à des fins autres que de couverture, ne dépasse à aucun moment 15% des actifs nets du Compartiment auquel ils se rapportent.

- **Credit default swaps utilisés à des fins d'exposition au crédit**

Pour autant que cela soit dans son intérêt exclusif, la Société peut également vendre une protection dans le cadre de credit default swaps afin d'acquérir une exposition au crédit spécifique. De plus, la somme des engagements totaux contractés au titre du credit default swap vendu, des engagements résultant de l'achat et de la vente de contrats futures et d'option sur tout type d'instrument financier et des engagements découlant de la vente d'options d'achat et d'options de vente sur valeurs mobilières ne peut, à aucun moment, dépasser la valeur des actifs nets du Compartiment auquel ils se rapportent.

La Société ne conclura des transactions de credit default swap qu'avec des institutions spécialisées dans ce type d'opération et uniquement conformément aux normes de l'ISDA applicables. Chaque Compartiment peut investir dans des credit default swaps, pour autant qu'à aucun moment l'utilisation de credit default swaps ne le conduise à s'écarte de sa stratégie d'investissement.

4. Exposition maximum aux instruments financiers dérivés

La somme des engagements de chaque Compartiment découlant (1) de l'utilisation de swaps, (2) de la vente et de l'achat de contrats futures et d'options sur tout type d'instrument financier et (3) de la vente d'options d'achat et d'options de vente sur Valeurs mobilières ne peut à aucun moment dépasser la VNI du Compartiment concerné.

La vente d'options d'achat sur Valeurs mobilières pour lesquelles le Compartiment dispose d'une couverture adéquate n'est pas prise en compte pour le calcul du montant total des engagements visé ci-dessus. Toutes ces transactions autorisées doivent être réalisées dans le respect des limites énoncées à la section « Restrictions d'investissement » ci-dessus et de toute autre limite prévue dans les Notices d'information.

5. Risques liés aux techniques et instruments financiers

Les techniques et instruments financiers susmentionnés comportent des risques supplémentaires et il ne peut être garanti que leur utilisation permettra de réaliser l'objectif recherché. De plus amples informations sur les risques encourus figurent sous l'intitulé « Instruments financiers dérivés » à la page 41 ci-dessous.

Si un Compartiment a l'intention de faire appel aux techniques et instruments financiers susmentionnés de façon régulière et continue, et non sur une base occasionnelle uniquement, il en sera fait mention dans la Notice d'information correspondante.

6. Opérations de prêt de titres, contrats de mise en pension et opérations de gré à gré semblables

A la date du présent Prospectus, aucun Compartiment n'a conclu actuellement d'opérations de prêt de titres, de contrats de mise en pension ni d'opérations de prêt avec appel de marge au sens de la Réglementation SFT.

S'il est prévu qu'un Fonds les utilise, le Prospectus sera mis à jour conformément à la Réglementation SFT.

7. Indices

La composition de l'indice sous-jacent aux instruments financiers dérivés indiciels est habituellement révisée et rééquilibrée chaque trimestre. La fréquence de ce rééquilibrage n'affectera aucunement les coûts dans le cadre de la réalisation de l'objectif d'investissement du Compartiment concerné.

8. Indices de matières premières

Sous réserve des dispositions prévues dans la politique d'investissement de sa Notice d'information, un Compartiment peut être exposé à des indices de matières premières comprenant uniquement des matières premières différentes. Les sous-ensembles d'une même

matière première (par exemple, provenant de différents marchés ou régions ou tirées des mêmes produits de base par un procédé industriel) seront considérés comme la même matière première aux fins du calcul des limites de diversification. Les sous-ensembles d'une même matière première ne seront pas considérés comme la même matière première s'ils ne sont pas fortement corrélés. S'agissant de leur facteur de corrélation, deux composantes d'un indice de matières premières formant des sous-ensembles de la même matière première ne seront pas considérées comme fortement corrélées si 75% des mesures de corrélation sont inférieures à 0,8. A ces fins, les mesures de corrélation seront calculées (i) sur la base des rendements quotidiens équivalents des prix des matières premières correspondants et (ii) durant une période glissante de 250 jours sur un horizon de 5 ans.

9. Garanties

Si un Compartiment utilise des opérations dérivées de gré à gré et des techniques de gestion efficace de portefeuille, toutes les garanties destinées à réduire le risque de contrepartie doivent en tout temps respecter les critères suivants :

- (i) Les garanties reçues autrement qu'en espèces doivent être hautement liquides et négociées sur un Marché réglementé ou une plate-forme de négociation multilatérale dont la tarification est transparente, afin de pouvoir être vendues rapidement à un prix proche du prix évalué avant la vente. Elles doivent également respecter les dispositions de l'article 48 de la Loi.
- (ii) Les garanties reçues doivent être évaluées au moins une fois par jour. Les actifs dont les prix sont très volatils ne sauraient être acceptés comme garantie, sauf si des marges de sécurité prudentes sont mises en place.
- (iii) Les garanties reçues doivent être de qualité supérieure.
- (iv) Les garanties reçues doivent être émises par une entité indépendante de la contrepartie et ne doivent pas présenter de corrélation élevée avec la performance de ladite contrepartie.
- (v) Les garanties doivent être suffisamment diversifiées en termes de pays, marchés et émetteurs. Le critère de « diversification suffisante » des émetteurs est réputé respecté si le Compartiment reçoit de la contrepartie d'une opération de gestion efficace de portefeuille ou d'une opération dérivée de gré à gré un panier de garanties dont l'exposition à un même émetteur ne dépasse pas 20% de sa VNI. Si un Compartiment est exposé à plusieurs contreparties, les différents paniers de garanties sont rassemblés afin de calculer la limite de 20% applicable à l'exposition à un même émetteur. En dérogation à cette règle, un Compartiment peut être entièrement garanti par diverses valeurs mobilières et divers instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État membre, par une ou plusieurs de ses autorités locales, par un Etat membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques, par Singapour, par un des membres du G20 ou par un organisme public international auquel un ou plusieurs Etats membres sont parties prenantes. Dans ce cas, le Compartiment devra recevoir des titres provenant d'au moins six émissions différentes, et les titres issus d'une même émission ne pourront représenter plus de 30% de la valeur nette d'inventaire du Compartiment.
- (vi) En cas de transfert du titre de propriété, la garantie reçue est conservée par le Dépositaire. S'agissant d'autres types de garanties, la garantie peut être conservée par un dépositaire tiers soumis à une surveillance prudentielle et indépendant du fournisseur de la garantie.
- (vii) Les garanties reçues doivent pouvoir être exécutées dans leur totalité par la Société, à tout moment, sans en référer à la contrepartie ou demander l'approbation de cette dernière.
- (viii) Les garanties reçues autrement qu'en espèces ne sauraient être vendues, réinvesties ou mises en gage.
- (ix) Les garanties reçues en espèces doivent uniquement être :
 - a. déposées auprès d'entités décrites au paragraphe (1) (a) (v) de la section intitulée « Restrictions d'investissement » ci-dessus ;
 - b. investies dans des obligations gouvernementales de haute qualité ;
 - c. utilisées dans le cadre d'opérations de prise en pension, sous réserve que ces opérations se fassent avec des établissements de crédit soumis à une surveillance

prudentielle et que le Compartiment puisse rappeler à tout moment le montant total des espèces échues ;

- d. investies dans des fonds monétaires à court terme, selon les directives de l'ESMA pour une définition commune des fonds monétaires européens (« ESMA Guidelines on a Common Definition of European Money Market Funds »).
- (x) Les garanties en espèces réinvesties doivent être diversifiées conformément aux exigences de diversification applicables aux garanties autres que les espèces.

10. Politique relative aux garanties

Les garanties reçues doivent toutes être des espèces.

11. Politique relative aux marges de sécurité

Dans le cadre d'opérations de gré à gré, les marges de sécurité suivantes sont appliquées par la Société de gestion (cette dernière se réserve le droit de modifier cette politique à tout moment, auquel cas le Prospectus sera mis à jour en conséquence) :

Garantie admissible	Echéance résiduelle	Pourcentage de la valorisation
Liquidités	N. a.	100%

Les techniques et instruments susmentionnés comportent certains risques et il ne peut être garanti que leur utilisation permettra de réaliser l'objectif recherché.

Facteurs de risque

ASPECTS D'ORDRE GENERAL

Les investisseurs sont tenus de prendre connaissance des facteurs de risque décrits ci-après avant de décider d'un investissement dans la Société. Les déclarations suivantes récapitulent certains des risques, mais elles ne sont pas exhaustives et ne doivent pas être interprétées comme des conseils quant à la pertinence d'un investissement donné.

Un investissement en Actions ne doit pas constituer la totalité d'un programme d'investissement et l'investisseur doit pouvoir assumer la perte de la totalité de son investissement. Les investisseurs sont priés d'analyser attentivement la pertinence d'un investissement en Actions au vu de leur situation personnelle et de leurs ressources financières. En outre, les investisseurs sont priés de consulter leurs propres conseillers fiscaux quant aux potentielles conséquences fiscales des activités et des investissements de la Société et/ou de chaque Compartiment.

Tous les investissements comportent des risques et il est possible de subir des pertes en investissant dans des Actions. Rien ne garantit que le principal sera remboursé. Pour ces raisons, il appartient aux investisseurs (avant d'effectuer tout investissement) de vérifier qu'ils acceptent le profil de risque des objectifs généraux. Les performances passées ne sauraient préjuger de la performance future. Les Compartiments doivent être considérés comme des investissements à long terme. La valeur du portefeuille d'investissements des Compartiments peut diminuer en raison des principaux facteurs de risque décrits ci-dessous et, pour cette raison, vos investissements au sein des Compartiments peuvent subir des pertes.

Objectifs d'investissement

Rien ne garantit que les objectifs d'investissement d'un Compartiment seront atteints. Nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait que tout Compartiment peut investir, de façon limitée, dans des endroits ou des secteurs non inclus dans son nom. Ces autres marchés et/ou actifs peuvent être plus volatils que les investissements de base et la performance dépendra en partie de ces investissements. Pour ces raisons, il appartient aux investisseurs (avant d'effectuer tout investissement) de vérifier qu'ils acceptent le profil de risque des objectifs généraux.

Risque de liquidité

Si les actifs dans lesquels un Compartiment investit ne sont pas suffisamment liquides (en raison de conditions difficiles sur le marché ou pour d'autres raisons), cela peut empêcher le Compartiment de vendre les actifs concernés et/ou affecter le prix auquel ils peuvent être vendus. L'absence d'informations fiables sur le prix d'un actif détenu par un Compartiment peut rendre difficile l'évaluation fiable de la valeur de marché de cet actif.

Risque de suspension des opérations sur le marché

Le négoce effectué sur une place boursière (de façon générale ou sur une émission spécifique) peut être arrêté ou suspendu en vertu des règles de cette place boursière en raison de certaines conditions de marché, de pannes techniques empêchant de traiter les opérations, de problèmes liés à un émetteur ou pour d'autres raisons. En cas d'arrêt ou de suspension, les Compartiments peuvent ne pas être en mesure de vendre les titres négociés sur cette place boursière et, pour cette raison, ils peuvent subir des pertes ou ne pas être en mesure de racheter les Actions en temps voulu.

Suspension des opérations sur Actions

Il est rappelé aux investisseurs que, dans certaines circonstances, leur droit au rachat d'Actions peut être restreint (voir page 20 « Limites applicables aux rachats »).

Risque de volatilité

Nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait que la volatilité peut engendrer de fortes fluctuations de la VNI des Compartiments, susceptibles d'affecter la VNI par Action du Compartiment concerné, et sur le fait que les investisseurs peuvent subir des pertes en conséquence.

Risque lié à la réglementation

La Société est régie par la législation de l'UE, plus précisément par la Directive OPCVM, et est un OPCVM domicilié au Luxembourg. Nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait que les protections réglementaires garanties par leurs autorités de régulation locales pourraient être différentes ou ne pas être applicables. Il est recommandé aux investisseurs de consulter leur conseiller financier ou autre conseiller spécialisé pour plus d'informations à ce sujet. La valeur des

actifs d'un Compartiment peut être affectée par des incertitudes telles que les événements politiques internationaux, les guerres et les conflits civils, le changement des politiques gouvernementales, l'évolution de la fiscalité, la limitation des investissements étrangers et du rapatriement des devises, les fluctuations de change et d'autres changements introduits dans les lois et réglementations de pays dans lesquels le Compartiment peut investir. Par exemple, il peut être obligatoire de racheter les actifs sans profiter d'une rémunération appropriée. Les événements et conditions en vigueur dans certaines économies ou sur certains marchés peuvent modifier les risques inhérents aux investissements dans des pays ou régions habituellement considérés comme relativement stables mais qui deviennent plus risqués et plus volatils. En outre, le gouvernement ou les autorités de régulation d'un pays ou d'une région peuvent également mettre en œuvre des politiques susceptibles d'affecter les marchés financiers. Tous ces facteurs peuvent avoir un impact négatif sur les Compartiments. Ces risques sont amplifiés sur les marchés émergents.

Actions (dont actions ordinaires et privilégiées)

Les actions et les titres assimilés subissent habituellement les risques généraux du marché, ainsi que de fortes variations de prix. Ils permettent dès lors de générer d'importantes plus-values, mais impliquent cependant des risques plus élevés. Par exemple, les prix des actions et des titres assimilés sont avant tout influencés par des facteurs spécifiques aux émetteurs, par l'évolution de la confiance des investisseurs, par les bénéfices (ou autres données) des sociétés et secteurs individuels, par les développements macroéconomiques et par les perspectives politiques, qui déterminent les attentes des marchés des titres et, partant, les fluctuations de prix. Il n'est pas facile d'identifier tous les facteurs ayant une incidence sur les titres sur certains marchés ou dans certaines circonstances et la valeur des investissements peut baisser, voire être réduite à zéro.

Warrants

Outre les risques liés aux titres et aux fluctuations des taux de change, les warrants impliquent le risque, mais aussi l'opportunité, de ce que l'on nomme l'effet de levier. Ce levier existe, par exemple, au titre des warrants call via un investissement en capital moins élevé lorsque l'achat de warrants remplace l'acquisition directe des actifs sous-jacents. Il en va de même pour les warrants put. Plus l'effet de levier est élevé, plus le prix du warrant variera en cas de fluctuation des prix des actifs sous-jacents (par rapport au prix de souscription fixé dans les conditions de l'option). Et plus l'effet de levier sera élevé, plus les opportunités et les risques des warrants seront élevés. Les warrants étant généralement émis pour une durée limitée, il ne peut être exclu qu'ils auront perdu toute valeur à la date d'échéance si le prix des actifs sous-jacents tombe en dessous du prix de souscription fixé lors de l'émission des warrants call ou s'il dépasse le prix de souscription fixé lors de l'émission des warrants put.

Certificats représentatifs d'actions étrangères

Il est possible d'investir dans un pays par le biais de placements directs sur ce marché ou de certificats représentatifs d'actions étrangères négociés sur d'autres marchés boursiers internationaux afin de bénéficier d'une meilleure liquidité pour un titre donné ou d'autres avantages. Un certificat représentatif d'actions étrangères admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs peut être considéré comme une valeur mobilière éligible, que le marché sur lequel le titre auquel il correspond est normalement négocié soit éligible ou non.

Risques de crédit et de contrepartie

Même lorsque les titres sont choisis avec soin, le risque de crédit/défaut, c'est-à-dire le risque de perte encourue lorsque l'émetteur se trouve dans l'impossibilité de remplir ses obligations de paiement (risque lié à l'émetteur), ne peut être exclu. La valeur d'un Compartiment pourrait être affectée par des problèmes de solvabilité ou d'autres difficultés financières rencontrées par l'une des institutions auprès desquelles les actifs du Compartiment sont investis ou placés en dépôt. Ces dépôts peuvent prendre la forme de paiements de marge à des contreparties de dérivés et de liquidités détenues en dépôt bancaire.

Les Compartiments peuvent investir dans des instruments financiers dérivés, en ce compris des options, des futures (sur indices notamment) et des contrats de change à terme à des fins de couverture et de gestion efficace de portefeuille, tel que précisé dans la politique d'investissement de chaque Compartiment. Le risque existe que ces instruments ne permettent pas de réaliser les objectifs pour lesquels ils sont utilisés. En outre, le recours à des swaps et d'autres contrats dérivés conclus par le biais d'accords privés peut entraîner un risque de contrepartie pour le Compartiment concerné.

Certaines circonstances peuvent introduire un risque de crédit à l'égard de parties avec lesquelles le Compartiment effectue des opérations de placement et introduire également le risque de défaut de

règlement. Ces risques peuvent différer sensiblement de ceux qui découlent de transactions en bourse qui sont généralement soutenues par la garantie d'une chambre de compensation, l'évaluation au cours du marché et le règlement quotidiens et les exigences minimales de fonds propres et de séparation applicables aux intermédiaires. Il n'est pas toujours possible d'identifier clairement des titres et autres actifs confiés à des dépositaires ou à des courtiers comme appartenant au Compartiment. Celui-ci peut alors être exposé à un risque de crédit. Du reste, le Compartiment peut avoir à faire face à des difficultés pratiques ou temporelles lorsqu'il s'agit de faire respecter ses droits sur des actifs dans le cas où la partie qui les détient devient insolvable. Dans de telles circonstances, il est possible que le Compartiment ne parvienne pas à récupérer une dette dans son intégralité, ni même en partie.

Ces risques sont atténués par le fait que les contreparties doivent être des institutions soumises à une surveillance prudentielle et que l'exposition à une seule et même entité doive être limitée conformément aux restrictions d'investissement. Le prix de ces instruments financiers dérivés sur le marché secondaire varie en fonction de la solvabilité de l'émetteur telle que perçue par le marché.

En cas de défaillance de la contrepartie, la Société ne peut être considérée que comme un créancier ordinaire au titre des sommes dues par l'émetteur ou le courtier en question, ce qui signifie qu'elle pourra perdre tout ou partie des actifs exposés à cette contrepartie et que toute restitution éventuelle pourra faire l'objet d'un retard important. Un tel retard ou une telle perte affecterait alors la Valeur nette d'inventaire des Actions du Compartiment concerné.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aspects d'ordre général

Les risques associés aux instruments financiers dérivés incluent le risque de contrepartie, le risque de crédit, le risque lié à la liquidité, le risque lié aux valorisations, le risque de volatilité et le risque lié aux opérations de gré à gré. Notamment, les facteurs de risque suivants affectent tous les Compartiments car ils sont tous autorisés à investir dans des instruments financiers dérivés à des fins de couverture ou de gestion efficace de portefeuille. En outre, tout Compartiment peut investir dans des Fonds sous-jacents qui ont massivement ou essentiellement recours à des instruments financiers dérivés à des fins d'investissement.

Les risques liés à l'utilisation d'instruments financiers dérivés (que ce soit à des fins de couverture, de gestion efficace de portefeuille ou d'investissement) sont énoncés ci-dessous.

a) Titres rattachés à des actions

Conformément aux restrictions d'investissement, certains Compartiments peuvent investir dans des titres rattachés à des actions, qui incluent sans s'y limiter des instruments financiers dérivés comprenant des options, des swaps, des futures, des warrants et des actions privilégiées. L'investissement d'un Compartiment dans des titres assimilés à des actions est soumis aux risques de contrepartie et de liquidité. Les titres rattachés à des actions ne sont pas forcément cotés et sont soumis aux termes et conditions imposés par leurs émetteurs. S'il n'existe aucun marché actif pour les titres rattachés à des actions, ces derniers peuvent s'avérer illiquides. Afin de satisfaire les demandes de réalisation, la Société attend des émetteurs des titres rattachés à des actions qu'ils offrent pour le dénouement de toute partie des titres rattachés à des actions un prix reflétant les conditions de liquidité du marché et la taille de la transaction. Le risque existe que les émetteurs des titres rattachés aux actions ne soient pas en mesure de régler une transaction en raison d'un problème de crédit ou de liquidité et que les Compartiments concernés subissent une perte (y compris une perte totale). L'investissement dans des titres rattachés à des actions ne confère aux investisseurs aucun intérêt bénéficiaire dans les titres sous-jacents et ne leur permet pas de déposer une quelconque réclamation auprès de la société émettrice des titres. La valeur, le montant de rachat et le montant de distribution des titres rattachés à des actions varieront au gré des fluctuations de change entre la devise de libellé des actions sous-jacentes et celle des titres rattachés à des actions. En outre, l'investissement par le biais de titres rattachés à des actions peut entraîner une dilution de la performance du Compartiment concerné comparé à un compartiment investissant directement dans les actions de participation sous-jacents en raison, par exemple, des commissions incluses dans de tels titres.

b) Options

Les options impliquent des risques spécifiques dont le degré est fonction de la position prise :

- La prime d'une option de vente ou d'achat est perdue à la date d'échéance.
- En cas de vente d'une option d'achat, le risque existe que la Société ne soit plus en mesure de participer à une appréciation particulièrement sensible de l'actif. En cas de vente d'une option de vente, le risque existe que la Société soit obligée d'acquérir des actifs au prix d'exercice, même si la valeur de marché de ces actifs est sensiblement inférieure.
- L'impact sur la valeur de la Société du levier associé aux options est plus important que celui des investissements directs.

c) Contrats financiers futures

Les contrats financiers futures offrent d'excellents opportunités mais impliquent des risques énormes, car seule une partie du volume faisant l'objet du contrat (dépôt initial) doit être réglée immédiatement. Si les attentes du Gestionnaire de portefeuille ne sont pas satisfaites, la différence entre le prix au moment de la conclusion du contrat et le prix du marché sera supportée par la Société au plus tard à l'échéance de la transaction. Le montant de la perte éventuelle, qui peut être supérieure à la garantie fournie, n'est dès lors pas connu d'avance.

d) Titres participatifs

Les titres participatifs impliquent un risque spécifique lié à la partie contractante, dans la mesure où celle-ci peut se trouver dans l'impossibilité de remplir ses obligations (absence de paiement, retard de paiement ou paiement partiel). Ils peuvent également impliquer un risque de marché dû aux fluctuations de change et de taux d'intérêt.

Les titres participatifs donnant lieu à une conversion de devises présentent en outre des opportunités et des risques liés au taux de change. De plus, ces titres participatifs sont soumis à ce que l'on appelle le risque de transfert, qui existe également pour d'autres titres participatifs impliquant des opérations transfrontalières.

e) Swaps

Les swaps impliquent un risque spécifique lié à la partie contractante, dans la mesure où celle-ci peut se trouver dans l'impossibilité de remplir ses obligations (absence de paiement, retard de paiement ou paiement partiel). Les swaps impliquent également un risque de marché dû aux fluctuations de change et de taux d'intérêt.

Les swaps de devises présentent en outre des opportunités et des risques liés au taux de change. De plus, ces swaps sont soumis à ce que l'on appelle le risque de transfert, qui existe également pour d'autres swaps impliquant des opérations transfrontalières.

Les credit default swaps peuvent présenter des caractéristiques différentes des titres financés de l'entité de référence. Dans des conditions de marché défavorables, la base (différence entre le spread des obligations et le spread des credit default swaps) peut s'avérer bien plus volatile que les titres financés de l'entité de référence.

f) Credit default swaps

Lorsque ces opérations sont utilisées afin d'éliminer un risque de crédit inhérent à l'émetteur d'un titre, ceci implique que le Compartiment concerné subit un risque de contrepartie par rapport au vendeur de protection. Toutefois, ce risque est atténué par le fait que le Compartiment ne peut initier des credit default swaps qu'avec des établissements financiers jouissant d'une note élevée. Les credit default swaps (CDS) utilisés à des fins autres que la couverture, par exemple pour la gestion efficace de portefeuille, ou, si cela est déclaré pour un Compartiment donné, dans le cadre de la principale politique d'investissement, peuvent présenter un risque de liquidité si la position doit être liquidée avant son échéance, pour quelque raison que ce soit. Le Compartiment atténuerait ce risque en limitant de façon appropriée l'utilisation de ce type d'opérations. En outre, l'évaluation des CDS peut engendrer des difficultés survenant habituellement dans le cadre de l'évaluation des contrats de gré à gré. Dans la mesure où les Compartiments utilisent des CDS, c'est-à-dire des instruments financiers dérivés, à des fins de gestion efficace de portefeuille ou de couverture, nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait que ces instruments visent à transférer le risque de crédit des produits obligataires entre l'acheteur et le vendeur. Les Compartiments achètent habituellement des CDS pour se protéger contre le risque de défaut d'un investissement sous-jacent, l'entité de référence, et vendent habituellement des CDS afin de recevoir un paiement qui garantit la solvabilité de l'entité de référence. Dans ce

cas, les Compartiments s'exposent à la solvabilité de l'entité de référence mais ne disposent d'aucun recours judiciaire sur ladite entité de référence. En outre, comme c'est le cas pour tous les produits dérivés de gré à gré, les CDS exposent l'acheteur et le vendeur au risque de contrepartie et les Compartiments peuvent subir des pertes en cas de défaut de la contrepartie sur les obligations qui lui incombent en vertu de l'opération, et/ou à des litiges quant à la survenance d'un événement de crédit. Pour ces raisons, les Compartiments pourraient ne pas pouvoir réaliser la valeur totale du CDS.

- g) Risque de perte dans le cadre de contrats d'option sur titres, de contrats financiers futures et de contrats d'option sur contrats financiers futures et sur indices de titres

Les contrats d'option sur titres, les contrats financiers futures et les contrats d'option sur contrats financiers futures et sur indices de titres (droits d'option et warrants) sont des opérations de change à terme.

Cependant, étant donné que ces transactions renferment un potentiel particulièrement élevé de profits mais aussi de pertes, l'investisseur doit être conscient de ce qui suit :

- les droits acquis via des opérations de change à terme pour une durée limitée peuvent expirer ou subir une diminution de valeur ;
- le montant de la perte éventuelle, qui peut être supérieure à la garantie fournie, n'est pas connu d'avance ;
- il se peut que les transactions par le biais desquelles les risques des opérations de change à terme qui ont été effectuées doivent être limités ou réduits à zéro ne puissent être réalisées ou seulement moyennant une perte ; et
- outre les risques susmentionnés, la réalisation de deux opérations de change à terme liées implique d'autres risques qui dépendent des options sur contrats financiers futures/indices de titres ainsi créées, et peut entraîner une perte bien supérieure à l'investissement initial, à savoir le prix payé pour le droit d'option ou pour le warrant.

Instruments financiers dérivés détenus à des fins d'investissement

Outre les facteurs susmentionnés, les facteurs de risque suivants s'appliquent aux Compartiments pouvant investir dans des instruments financiers dérivés à des fins d'investissement, à savoir :

- *Jupiter Europa* ;
- *Jupiter Global Absolute Return* ;
- *Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond* ;
- *Jupiter Global Financials* ; et
- *Jupiter Strategic Total Return*.

Les Compartiments ayant recours à des instruments financiers dérivés à des fins d'investissement subissent généralement des risques supérieurs à ceux subis par les Compartiments qui utilisent ces instruments uniquement à des fins de couverture ou de gestion efficace de portefeuille, et risquent de perdre la totalité ou une partie importante de leur capital suite à l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins d'investissement. Les risques liés à l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins d'investissement sont énoncés ci-dessous.

- a) Risque lié à l'effet de levier

Tout investissement dans des instruments financiers dérivés peut impliquer un risque important lié à l'effet de levier, et engendrer une forte volatilité. En effet, ces instruments exigent généralement de très faibles marges par rapport au montant de l'exposition sous-jacente, et dès lors une légère variation de cours du titre sous-jacent peut se traduire par un gain ou une perte substantiel(le) sur le montant réellement investi dans l'instrument financier dérivé. L'effet de levier peut même engendrer une perte largement supérieure à la somme investie par le Compartiment concerné dans des instruments financiers dérivés. Toute exposition à des instruments financiers dérivés peut engendrer un gros risque de perte significative au sein du Compartiment concerné.

- b) Risque directionnel

Les Compartiments susmentionnés sont autorisés à conclure des opérations sur dérivés à des fins de couverture et/ou de gestion efficace de portefeuille, mais aussi purement à des fins d'investissement. Il est à noter que si l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins de couverture peut permettre de limiter ou d'effacer toute perte, elle peut aussi avoir pour effet de limiter ou effacer tout gain. Lorsque les instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins d'investissement uniquement, les Compartiments seront directement exposé aux risques de l'instrument concerné et les gains ou pertes réalisée(s) ne seront pas compensé(e)s par des gains ou pertes correspondant(e)s réalisé(e)s au titre d'autres actifs des Compartiments.

c) Risque lié à la vente à découvert

Bien que les Compartiments ne soient pas autorisés à établir des positions courtes physiques sur des titres individuels, il leur est permis de conclure des opérations sur dérivés dans le cadre de positions courtes synthétiques. Si ces positions permettent aux Compartiments de tirer parti d'une baisse des prix du marché, elles les exposent également au risque de perdre la totalité de leurs actifs jusqu'au dénouement de la position dérivée, le prix du titre sous-jacent n'étant pas plafonné.

d) Risque de contrepartie

Les Compartiments susmentionnés peuvent conclure des opérations sur dérivés de gré à gré qui les exposent à la qualité de crédit des contreparties et à leur capacité à honorer les termes des contrats. Lorsqu'un Compartiment conclut de tels contrats dérivés, il s'expose au risque que la contrepartie manque aux obligations qui lui incombent en vertu du contrat concerné. Le Gestionnaire de portefeuille cherchera à limiter ce risque en s'engageant dans ce type de transaction uniquement avec des contreparties qui affichent selon lui une note de crédit élevée au moment de la conclusion du contrat, et en s'assurant que tous les accords formels légaux couvrant les termes du contrat soient conclus d'avance. Dans certaines circonstances toutefois, il se peut que le Gestionnaire de portefeuille soit dans l'impossibilité de faire valoir ou de faire respecter les droits et obligations qui découlent de tels accords. En cas de faillite ou d'insolvabilité d'une contrepartie, le Compartiment sera considéré comme un créancier ordinaire et pourra donc se trouver confronté à des retards lors de la liquidation de la position concernée et, partant, subir des pertes importantes. Le Gestionnaire de portefeuille pourra faire appel à une ou plusieurs contreparties pour conclure des transactions sur dérivés et pourra être tenu de nantir les actifs du Compartiment concerné en garantie de ces opérations. Le Gestionnaire de portefeuille cherchera à limiter davantage le risque de contrepartie en encaissant les profits et en s'acquittant des pertes sur contrats ouverts sur une base hebdomadaire.

e) Risque de liquidité

Certains instruments financiers dérivés dans lesquels le Gestionnaire de portefeuille est susceptible d'investir seront négociés sur des marchés de gré à gré plutôt que sur des bourses reconnues. Ces investissements comportent un risque dans la mesure où plus ils sont personnalisés et complexes, plus il sera difficile de dénouer les positions aux prix du marché. Cela dit, il est dans l'intention du Gestionnaire de portefeuille d'investir essentiellement dans des instruments financiers dérivés dont le sous-jacent est liquide et qui sont négociés sur une bourse reconnue afin de limiter l'exposition du Compartiment au risque de liquidité.

f) Risque de base

Le risque de base correspond au risque de perte découlant d'un changement de la relation entre deux taux ou deux prix. Il peut arriver que le Compartiment utilise des instruments financiers dérivés tels que des swaps sectoriels dans le but de couvrir une exposition existante à un panier d'actions donné. Si les sous-jacents du swap peuvent être similaires au panier d'actions sur lequel porte la couverture, il se peut que leur composition ne soit pas tout à fait identique, ce qui peut avoir un impact défavorable sur la couverture mise en place.

g) Risque lié aux flux de trésorerie

Dans la plupart des contrats dérivés, la contrepartie établit à la conclusion du contrat une marge à verser par l'investisseur, et cette marge peut être relevée ultérieurement si et quand le marché évolue en défaveur de l'investisseur. Le risque existe dès lors que le Gestionnaire de portefeuille ne puisse trouver au sein du Compartiment les liquidités suffisantes pour satisfaire aux appels de marge destinés à maintenir sa position dans le contrat dérivé. Dans ce cas, le Gestionnaire de portefeuille devra soit clôturer sa position, soit céder d'autres actifs du Compartiment de manière à pouvoir satisfaire à l'appel de marge.

Titres liés à des matières premières

Les titres liés aux matières premières peuvent être exposés à des risques plus élevés et donc être affectés par des mouvements de marché globaux, des fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que d'autres facteurs tels que les conditions météorologiques, les maladies, les embargos et les développements économiques, réglementaires et politiques internationaux, ainsi que par les activités de spéculateurs et d'arbitragistes au niveau du sous-jacent. Les marchés des titres liés à des matières premières peuvent être exposés à un niveau de volatilité qui peut s'avérer plus élevé que sur les marchés des actions ou des obligations en raison de leur sensibilité à l'évolution des cours des matières premières et leur exposition substantielle aux marchés émergents.

Concentration sectorielle et/ou géographique

Les Compartiments qui ciblent plus particulièrement un secteur ou une zone géographique spécifique s'exposent à une plus grande volatilité que les Compartiments qui intègrent une gamme d'investissements plus étendue. Les investissements sur les marchés émergents et dans les pays moins développés comportent des risques accrus, en raison de l'instabilité politique et économique qui peut y régner. La valeur des Compartiments peut être plus vulnérable aux conditions économiques, politiques, monétaires, de change, de liquidité, fiscales, légales ou réglementaires défavorables affectant un marché donné.

Risques liés à un sous-secteur du secteur financier

Les Compartiments qui ciblent un secteur en particulier s'exposent à une plus grande volatilité que les Compartiments qui intègrent une gamme d'investissements plus étendue. Les récentes fluctuations des conditions des marchés financiers pourraient faire en sorte que les entreprises du secteur financier soient devenues plus sensibles aux risques systémiques des économies des pays qui les hébergent, par rapport aux risques inhérents à d'autres secteurs du marché.

Exposition aux devises et couverture passive des devises

Chaque Catégorie de chaque Compartiment aura sa propre Devise de Catégorie et chaque Compartiment sa propre Devise de référence. Les Actions de chaque Catégorie seront émises et rachetées en référence à la Devise de la Catégorie concernée. La Devise de la Catégorie peut être différente de la Devise de référence du Compartiment. En outre, les actifs de chaque Compartiment peuvent être investis dans des titres et d'autres placements qui ne sont pas libellés dans la Devise de la Catégorie et/ou dans la Devise de référence. En conséquence, la valeur de ces actifs peut subir les effets positifs ou négatifs des fluctuations de change entre ces devises et la Devise de référence, ainsi que de l'évolution des contrôles sur les changes. Pour cette raison, chaque Compartiment sera forcément soumis à des risques de change au titre de la Devise de la Catégorie et/ou sa Devise de référence.

Plus particulièrement, un Actionnaire qui achète des Actions d'un Compartiment sera soumis au risque de change eu égard aux actifs de ce Compartiment libellés dans toute autre devise que la devise d'investissement dudit Compartiment (que la devise d'investissement corresponde ou non à la Devise de la Catégorie et/ou à la Devise de référence).

Un Actionnaire dont la quasi-totalité des actifs et des engagements sont libellés dans une autre devise doit prendre en compte le risque de perte (ou de gain) potentiel(le) causé par les variations de valeur entre la devise de libellé des actifs du Compartiment dans lequel il investit et sa propre devise d'investissement.

Un Actionnaire qui souscrit des Actions, ou qui demande le règlement d'un rachat, dans une autre devise que la Devise de référence du Compartiment concerné, doit également prendre en compte le risque de perte potentielle découlant des variations de valeur entre la Devise de la Catégorie et/ou la Devise de référence correspondante et la devise qu'il utilise aux fins de souscription des Actions ou dans laquelle il demande le règlement du rachat.

De plus, un Actionnaire qui souscrit des actions d'une Catégorie dont la devise est le CNH devrait tenir compte des risques de change suivants :

- la disponibilité du CNH dépend de différents facteurs, et notamment des décisions politiques et réglementaires de la République populaire de Chine ;
- il ne peut y avoir de garantie que les Actions dont la Devise de la Catégorie est le CNH seront offertes aux investisseurs dans l'avenir, ni dans quelles conditions elles le seront ; et
- étant donné que la Devise de référence du Compartiment qui offre des Actions dont la Devise de la Catégorie est le CNH peut être une monnaie autre que le CNH, la capacité de ce Compartiment à effectuer le règlement d'un rachat en CNH dépend de sa capacité à convertir des montants libellés dans la Devise de référence en CNH. Cette opération de change peut être entravée par un manque de disponibilité du CNH, ce qui est hors de contrôle du Gestionnaire de portefeuille. Le règlement du rachat devra peut-être alors être fait dans une monnaie autre que CNH.

Des stratégies de couverture passive des devises peuvent être utilisées par le Gestionnaire de portefeuille, à sa seule discrétion, dans le but de limiter l'impact des variations défavorables entre la Devise de la Catégorie et/ou la Devise de référence d'un Compartiment et les devises des actifs dans lesquels un Compartiment investit. Des transactions de change et/ou des dérivés sur devises pourront être utilisés à cet effet. Mais rien ne garantit que des techniques de couverture seront utilisées et, si c'est le cas, qu'elles permettront de gérer l'éventuelle exposition aux devises d'un Compartiment.

S'agissant des Catégories couvertes libellées dans une devise autre que la Devise de référence, nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait qu'il n'est aucunement garanti que l'exposition de la Devise de la Catégorie puisse être entièrement couverte par rapport à la Devise de référence du Compartiment concerné. Nous attirons également l'attention des investisseurs sur le fait que la mise en œuvre de la stratégie peut fortement réduire les avantages conférés aux Actionnaires de la Catégorie concernée en raison de la baisse de la valeur de la Devise de référence par rapport à la Devise de référence du Compartiment concerné. En outre, les investisseurs sont priés de noter que, s'ils demandent le versement des produits de rachat dans une devise autre que la Devise de la Catégorie concernée, l'exposition de cette devise à la Devise de la Catégorie ne sera pas couverte.

Chaque Catégorie est responsable des coûts de couverture des devises supportés au titre des actifs qui lui sont attribuables.

Opérations de couverture du risque de change

Les opérations de couverture du risque de change servent à réduire les risques liés aux taux de change. Etant donné que ces opérations de couverture ne protègent la Société que dans une certaine mesure contre une partie des pertes dues aux taux de change, il ne peut être exclu que les fluctuations de change pèsent sur la performance de la Société.

Contrats futures sur devises

Les coûts et les pertes éventuelles découlant de contrats futures sur devises conclus dans le cadre de l'achat des droits d'option et des warrants correspondants diminuent le bénéfice d'exploitation de la Société. A cet égard, les commentaires relatifs aux contrats d'option sur titres et aux contrats financiers futures s'appliquent également.

Investissements obligataires

En comparaison, le marché obligataire a été moins sensible aux fluctuations des prix ou à la volatilité que d'autres produits de placement. En effet, la plupart des obligations paient aux investisseurs un taux d'intérêt fixe qui est également adossé à une promesse de l'émetteur. Outre les risques généraux liés à l'investissement, les risques spécifiques aux placements obligataires comprennent : le risque de taux d'intérêt (le prix des obligations baisse généralement lorsque les taux d'intérêt augmentent) ; le risque d'inflation (qui réduit le pouvoir d'achat d'une obligation) et le risque de marché (en cas de baisse de l'ensemble du marché obligataire).

a) Risque de crédit/contrepartie

Tout Compartiment s'expose aux risques de crédit/défaut liés aux émetteurs des titres à revenu fixe dans lesquels il peut investir. Un émetteur dont la situation financière évolue défavorablement peut faire baisser la qualité de crédit d'un titre donné, rendant le prix de ce titre plus volatil. Toute diminution de la notation d'un titre ou de son émetteur peut également affecter la liquidité de ce titre, le rendant plus difficile à vendre. En outre, les investissements du Compartiment subissent le risque que l'émetteur ne fasse pas en temps voulu les paiements requis sur le principal et/ou sur les intérêts des titres qu'ils émettent. Si

les émetteurs des titres dans lesquels les actifs du Compartiment sont investis font défaut, la performance du Compartiment en souffre en conséquence.

Les titres à revenu fixe dans lesquels un Compartiment investit peuvent être offerts sans garantie. Dans ce cas, le Compartiment a le même rang que les autres créanciers ordinaires de l'émetteur concerné. Pour cette raison, si l'émetteur fait faillite, le produit de la liquidation des actifs de cet émetteur n'est versé aux détenteurs des titres à revenu fixe qu'il a émis qu'après acquittement de la totalité des créances garanties. En conséquence, le Compartiment est exposé au risque de crédit/d'insolvabilité de ses contreparties en tant que créancier ordinaire.

b) Risque lié aux notations

Les notes attribuées aux titres à revenu fixe par les agences de notation sont globalement reconnues comme une représentation du risque de crédit. Elles sont toutefois limitées et ne garantissent pas en tout temps la solvabilité du titre et/ou de l'émetteur. La notation d'un émetteur dépend fortement de sa performance passée et ne reflète pas nécessairement les probables conditions futures. Les agences de notation ne modifient pas toujours la note attribuée à un émetteur assez rapidement pour refléter des événements susceptibles d'affecter la capacité de l'émetteur à verser les paiements prévus sur ses obligations. En outre, le niveau de risque de crédit des titres peut varier au sein d'une même tranche de notation.

c) Risque de déclassement de la notation

La notation attribuée à un titre ou à un émetteur peut être réévaluée et mise à jour en fonction des événements récemment intervenus sur le marché, ou en fonction de développements spécifiques. Pour cette raison, les titres de qualité investment grade peuvent subir un risque de déclassement en-deçà de la catégorie investment grade. De même, un émetteur de qualité investment grade peut être déclassé, par exemple suite à une détérioration de sa situation financière. En cas de déclassement de la notation d'un titre ou d'un émetteur, la valeur des investissements du Compartiment dans ce titre peut diminuer. Le gérant du Compartiment concerné peut être en mesure ou non de céder les titres déclassés, sous réserve des objectifs d'investissement dudit Compartiment. Si des titres de qualité investment grade sont déclassés en deçà de la catégorie investment grade et si le Compartiment conserve ces titres, le Compartiment subit également le risque lié aux titres de qualité inférieure à investment grade, décrit au paragraphe suivant.

d) Risque lié aux titres de qualité inférieure à investment grade et aux titres sans notation

Tout Compartiment peut investir dans des titres de qualité inférieure à investment grade ou dans des titres sans notation. Nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait que ces titres présentent généralement des risques de contrepartie, de crédit, de liquidité et de défaut plus importants que les titres bénéficiant d'une notation supérieure et générant des rendements inférieurs, que leur valeur peut fluctuer de façon plus prononcée et qu'ils présentent un risque plus important de perte du principal et des intérêts. Si l'émetteur des titres fait défaut, ou si ces titres ne peuvent pas être réalisés ou produisent de mauvaises performances, les investisseurs peuvent subir des pertes significatives. Le marché de ces titres peut être moins actif, ce qui les rend plus difficiles à vendre. Dans la mesure où il est plus difficile d'évaluer ces titres, les prix correspondants du Compartiment peuvent être plus volatils.

La valeur des obligations d'entreprises dont la notation est inférieure ou qui n'ont pas de notation peut être affectée par l'opinion des investisseurs. Lorsque le climat économique semble se détériorer, la valeur de marché des titres d'entreprises à revenu fixe de qualité inférieure à investment grade ou sans notation peut diminuer en raison de l'inquiétude accrue des investisseurs et de leur opinion quant à la qualité de crédit.

e) Titres en difficulté

Les titres dont l'émetteur est en défaut, représente un risque de défaut élevé ou est en procédure de faillite sont considérés comme des titres en difficulté. Tout investissement dans ce type de titres représente un risque significatif. Les investissements d'un Compartiment dans des titres dont l'émetteur est dans une situation financière faible peuvent inclure des émetteurs qui ont des besoins en capital importants, dont la situation nette est négative ou qui sont en procédure de faillite ou de restructuration, l'ont été ou sont susceptibles de le devenir.

Les titres en difficulté produisent très rarement des revenus tant qu'ils sont en circulation, et peuvent obliger leurs porteurs à acquitter des dépenses exceptionnelles afin de protéger et de couvrir leur participation. En règle générale, un investissement en titres en difficulté est effectué lorsque le Gestionnaire de portefeuille estime soit que le titre se vend à un prix largement différent de la juste valeur estimée par le Gestionnaire de portefeuille soit que l'émetteur est raisonnablement susceptible de faire une offre d'échange ou de faire l'objet d'un plan de restructuration (sachant toutefois qu'il est impossible de garantir qu'une telle offre d'échange sera faite, qu'un tel plan de restructuration sera adopté ou que les titres ou autres actifs reçus dans le cadre d'une telle offre ou d'un tel plan auront une valeur ou un potentiel de génération de revenus au moins égal(e) aux prévisions établies lors de l'investissement initial).

f) Risques liés aux taux d'intérêt

Les fluctuations de prix des titres à revenu fixe sont dictées essentiellement par l'évolution des taux d'intérêt des marchés des capitaux qui, pour leur part, sont sensibles aux facteurs macroéconomiques. Tout investissement au sein des Compartiments subit le risque lié aux taux d'intérêt. Globalement, une hausse des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux peut engendrer une baisse des titres à revenu fixe et inversement. Les fluctuations de prix dépendent en outre de l'échéance ou de la durée résiduelle des titres à revenu fixe. En général, les titres à revenu fixe d'échéance courte sont moins sensibles au risque de fluctuation des prix que ceux de plus longue échéance. Mais leurs rendements sont habituellement inférieurs et, dans la mesure où les dates d'échéance des portefeuilles-titres sont plus fréquentes, ils impliquent des coûts de réinvestissement plus élevés.

g) Risque lié à l'évaluation

L'évaluation des investissements en titres à revenu fixe des Compartiments peut comporter des incertitudes et des jugements, et des informations indépendantes concernant les prix peuvent ne pas toujours être disponibles. Si ces évaluations s'avèrent incorrectes, la Valeur nette d'inventaire du Compartiment en question peut être affectée en conséquence.

La valeur des titres à revenu fixe peut être affectée par l'évolution des conditions du marché ou par d'autres événements importants intervenant sur le marché et affectant l'évaluation. Par exemple, en cas de déclassement d'un émetteur, la valeur des titres à revenu fixe concernés peut chuter rapidement.

Notamment, la valeur des titres à revenu fixe faiblement notés ou sans note émis par des entreprises ou des établissements financiers dont la notation est basse est affectée par l'opinion des investisseurs. Lorsque le climat économique semble se détériorer, ou lorsque l'émetteur subit un événement défavorable, la valeur de marché des titres à revenu fixe faiblement notés ou sans note émis par des entreprises ou des établissements financiers dont la notation est basse peut diminuer en raison d'une inquiétude accrue des investisseurs et de leur opinion quant à la qualité de crédit.

h) Titres à revenu fixe sans versements d'intérêts réguliers et des obligations zéro coupon

Une attention toute particulière est requise en ce qui concerne l'évaluation et l'analyse de la solvabilité de l'émetteur de titres portant intérêt sans versements d'intérêts réguliers et d'obligations zéro coupon. Une hausse des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux peut rendre la négociation de telles obligations difficile, compte tenu de leur longue échéance et de l'absence de versements d'intérêts continus.

i) Liquidité

Dans des conditions de marché difficiles, une liquidité réduite sur les marchés obligataires peut compliquer la capacité des gestionnaires à vendre les actifs au prix coté. Il se peut que cela ait un effet négatif sur la valeur de votre investissement. Lorsque les conditions de marché sont extrêmes, certains actifs peuvent devenir difficiles à vendre dans des délais

serrés ou à un prix juste. Cela pourrait affecter la capacité d'un Compartiment à satisfaire les demandes de rachat des investisseurs.

j) Risques liés aux investissements en obligations convertibles

Les investissements en obligations convertibles sont soumis aux risques de taux d'intérêt, de crédit et de remboursement anticipé généralement associés aux obligations privées classiques. Les obligations convertibles sont des obligations privées assorties d'une option de conversion de l'obligation en actions avant l'échéance, à un prix et selon un calendrier prédéfinis. Cette option permet à l'investisseur de bénéficier directement du succès de la société en cas de hausse du cours de son action, tout en lui offrant, à l'instar des obligations privées classiques, un revenu régulier. Du fait de cette exposition aux fluctuations des marchés actions, une obligation convertible pourra se révéler plus volatile qu'une obligation privée classique affichant un profil comparable.

k) Risques liés aux investissements en obligations convertibles contingentes

Les obligations convertibles contingentes (« CoCo ») sont des obligations qui, en cas de survenance d'un événement prédéterminé (appelé « événement déclencheur »), peuvent être converties en actions de participation de l'émetteur, éventuellement à hauteur d'un prix décoté, ou bien peuvent subir une perte de principal du fait de la réduction, par l'émetteur, de leur valeur nominale (*risque lié au seuil de déclenchement*). Les CoCo sont généralement émises avec des rendements élevés et sont utilisées par leur émetteur comme instrument d'absorption des pertes. Elles n'ont pas d'échéance et le versement de coupons est facultatif. Les CoCo peuvent être converties ou annulées à la discrétion de l'émetteur ou sur demande d'une autorité de régulation afin de limiter les pertes (*risque d'annulation*).

Les événements déclencheurs sont très variés, survenant notamment si le ratio de fonds propres d'un émetteur passe en deçà d'une limite prédéterminée, si une autorité de régulation stipule qu'un émetteur est « non viable » ou si une autorité nationale décide d'injecter des capitaux. Les événements déclencheurs peuvent également être initiés par la direction de l'émetteur, ce qui peut engendrer une dépréciation permanente pouvant aller jusqu'à zéro de la valeur du principal et/ou des intérêts accumulés (*risque de dépréciation*). Chaque CoCo présente ses propres caractéristiques de conversion en actions ou de dépréciation du principal, qui correspondent spécifiquement à l'émetteur et aux exigences réglementaires auxquelles il est assujetti, et qui peuvent être très différentes d'une obligation à l'autre.

La valeur des CoCo dépend de nombreux facteurs différents, incluant sans s'y limiter :

- la solvabilité de l'émetteur et/ou les fluctuations du ratio de fonds propres de l'émetteur ;
- la demande en CoCo et la disponibilité des titres ;
- les conditions générales du marché et la liquidité disponible, notamment dans les pays émergents (*risque de liquidité*) ;
- les événements économiques, financiers et politiques pouvant affecter l'émetteur, le marché sur lequel il opère ou les marchés financiers dans leur ensemble.

Tout investissement dans des CoCo peut également engendrer les risques suivants (liste non exhaustive) :

Risque lié à l'évaluation : il peut être nécessaire de réduire la valeur d'une CoCo en raison d'un risque de surévaluation de la classe d'actifs concernée sur les marchés admissibles concernés. Pour cette raison, un Compartiment peut perdre la totalité de son investissement ou peut être obligé d'accepter des liquidités ou des titres dont la valeur est inférieure à l'investissement initial.

Risque d'extension d'échéance : certaines CoCo sont émises en tant qu'instruments perpétuels pouvant être rachetés à des niveaux prédéterminés uniquement sur approbation de l'autorité compétente.

Risque d'inversion de la structure du capital : contrairement à la structure de capital traditionnelle, les investisseurs en CoCo peuvent subir une perte de capital tandis que les

détenteurs d'actions ne subissent pas ce risque.

Risque lié à la conversion : le Gestionnaire de portefeuille peut avoir des difficultés à évaluer le comportement des titres lors de leur conversion. En cas de conversion en actions, le Gestionnaire de portefeuille peut être obligé de vendre ces nouvelles actions de participation si la politique d'investissement du Compartiment concerné n'autorise pas les actions au sein de son portefeuille. Cette vente forcée peut à son tour engendrer des problèmes de liquidité pour les actions concernées.

Risques inconnus : la structure des CoCo est innovante mais n'a pas encore été testée.

Risque de concentration sectorielle : tout investissement dans des CoCo peut engendrer un risque de concentration sectorielle, car ces titres sont émis par un nombre limité de banques.

Facteurs de risque propres au Compartiment Jupiter Dynamic Bond

Une part importante des actifs du Compartiment peut être investie dans des obligations à haut rendement (un type de titre à revenu fixe). Si ces obligations offrent généralement un revenu plus élevé que les obligations ayant obtenu d'une agence de notation une meilleure note, elles sont également plus risquées en ce sens que leur émetteur ne sera pas forcément en mesure de verser le revenu promis ou de rembourser le capital engagé pour l'acquisition de l'obligation. Une telle situation pourrait faire baisser la valeur des Actions. Ces obligations sont par ailleurs plus sensibles que d'autres à l'évolution des conditions de marché et des taux d'intérêt.

Le risque existe que la notation des actifs à rendement plus élevé, comme les obligations investment grade et d'autres titres à revenu fixe détenus dans le Fonds, soit à tout moment abaissée. Celle-ci peut affecter la valeur des titres concernés et, partant, influer sur les prix du Compartiment.

Marchés émergents et moins développés

Sur les marchés émergents et moins développés, l'infrastructure juridique, judiciaire et réglementaire continue à se développer, mais il règne encore une grande incertitude juridique tant pour les participants au marché nationaux que pour leurs homologues étrangers. Par conséquent, investir dans ces marchés comporte des risques plus importants qui ne sont généralement pas associés à l'investissement dans les grands pays occidentaux et sur les marchés plus développés, et demande une attention particulière. Certains marchés peuvent présenter de plus grands risques pour les investisseurs, comme les risques liés à la liquidité, les risques et contrôles de change, les incertitudes politiques et économiques, les risques juridiques et fiscaux, les risques liés au règlement, le risque lié à la conservation et la probabilité de volatilité accrue. Les investisseurs doivent donc s'assurer, avant tout investissement, qu'ils comprennent bien les risques encourus et que le placement envisagé est approprié dans le cadre de leur portefeuille. Tout investissement sur des marchés émergents et moins développés est strictement réservé à des investisseurs avertis ou professionnels, comme le Gestionnaire de portefeuille, ayant une connaissance objective des marchés concernés, en mesure d'identifier et d'analyser les divers risques liés à de tels investissements et disposant des ressources financières nécessaires pour supporter le risque de perte substantiel inhérent à ce type d'investissement.

En général, les marchés des valeurs mobilières dans les pays émergents sont moins développés que les principaux marchés boursiers occidentaux. La réglementation et le contrôle de ces marchés de titres sont moins contraignants, et les courtiers et investisseurs disposent d'informations moins fiables que sur les principaux marchés occidentaux et, partant, l'investisseur est moins protégé. Les normes et les exigences en matière de comptabilité, d'audit et de reporting financier qu'on y applique sont, à bien des égards, moins rigoureuses et moins cohérentes que celles appliquées dans la plupart des grands pays occidentaux. Dans les marchés émergents et moins développés, la réglementation des sociétés concernant la responsabilité fiduciaire des administrateurs et des membres de la direction et celle concernant la protection des actionnaires est nettement moins élaborée que dans les principaux pays occidentaux et peut imposer des exigences incohérentes, voire contradictoires, aux sociétés. Finalement, les investisseurs qui effectuent des placements dans ces titres disposent de moins d'informations que ceux qui investissent dans les titres de sociétés de plusieurs grands pays occidentaux et les informations historiques disponibles ne sont pas forcément comparables ou pertinentes.

a) Investissements internationaux

Les investissements effectués à l'international comportent certains risques, notamment :

La valeur des actifs d'un Compartiment peut être affectée par des incertitudes telles que l'évolution des politiques gouvernementales, la fiscalité, les fluctuations des taux de change, la limitation du rapatriement des devises, l'instabilité sociale et religieuse, les conditions politiques et économiques et d'autres changements introduits dans les lois et réglementations des pays dans lesquels le Compartiment peut investir, et notamment par tout changement de la législation concernant le niveau des investissements étrangers dans les pays dans lesquels le Compartiment peut investir.

Les normes d'audit comptable et de reporting financier, les pratiques et les exigences de déclaration d'informations en vigueur dans certains des pays dans lesquels le Compartiment peut investir peuvent différer de celles en vigueur au Luxembourg, dans la mesure où les investisseurs disposent de moins d'informations et où ces informations peuvent être caduques.

Les actifs d'un Compartiment peuvent être investis dans des titres libellés dans des devises autres que la Devise de référence du Compartiment, et tout revenu tiré de ces investissements sera perçu dans ces devises, qui peuvent chuter par rapport à la Devise de référence du Compartiment. Les Compartiments calculeront leur Valeur nette d'inventaire et effectueront leurs distributions dans leur Devise de référence. En conséquence, si les actifs d'un Compartiment sont investis dans des titres libellés dans des devises autre que la Devise de référence du Compartiment, celui-ci s'expose à un risque de change qui affectera la valeur des Actions et les revenus distribués par le Compartiment.

b) Risques économiques et politiques

Il existe dans certains pays émergents dans lesquels certains Compartiments peuvent investir un risque de nationalisation, d'expropriation ou de fiscalité confiscatoire plus élevé que d'ordinaire, ce qui peut affecter la valeur des investissements effectués dans ces pays. Les pays émergents peuvent par ailleurs présenter des risques plus élevés que d'ordinaire sur le plan de l'évolution de l'environnement politique, de la réglementation gouvernementale, de l'instabilité sociale ou de la diplomatie (ex. : conflits) susceptibles d'affecter les économies des pays concernés et, partant, la valeur des investissements effectués dans ces pays.

Les économies de nombreux pays émergents peuvent dépendre lourdement du commerce international et, en conséquence, ont ressenti, et ressentent peut-être encore aujourd'hui, les effets des barrières commerciales, des ajustements contrôlés des valeurs relatives en devises et d'autres mesures protectionnistes imposées ou négociées par les pays avec lesquels elles traitent et, plus globalement, les développements économiques internationaux.

c) Législation sur les sociétés et jurisprudence

Dans les pays émergents et moins développés, la législation sur les sociétés relative à la responsabilité fiduciaire des administrateurs et des membres de la direction et à la protection des actionnaires est nettement moins élaborée que dans les principaux pays occidentaux et peut imposer des exigences incohérentes, voire contradictoires, aux sociétés. Certains droits habituellement recherchés par les investisseurs occidentaux peuvent être impossibles à obtenir ou à exécuter. Par ailleurs, les systèmes juridiques de certains pays émergents et moins développés ne sont pas totalement adaptés aux exigences et aux normes d'une économie de marché développée. L'état rudimentaire du droit commercial, combiné à un système judiciaire sans expérience ni connaissance des traditions et des règles du marché, rend imprévisible le résultat de tout contentieux commercial potentiel.

d) Normes de reporting

Dans les pays émergents et moins développés, les normes et exigences en matière de comptabilité, d'audit et de reporting financier sont, à bien des égards, moins rigoureuses et moins cohérentes que celles appliquées dans la plupart des grands pays occidentaux. Les investisseurs qui effectuent des placements dans ces titres disposent de moins d'informations que ceux qui investissent dans les titres de sociétés de la plupart des grands pays occidentaux et les informations historiques disponibles ne sont pas forcément

comparables ou pertinentes.

e) Risque lié à la conservation et au règlement

Dans les pays émergents, le règlement et la conservation des titres peuvent impliquer certains risques et certaines considérations qui ne s'appliquent pas habituellement au règlement et à la prestation d'un service de conservation dans les pays plus développés. Le Dépositaire ne sera nullement responsable des actes, des omissions ou de la solvabilité des agents, des dépositaires, des agents de registre ou des courtiers locaux impliqués dans la conservation ou le règlement des actifs de la Société.

f) Risque juridique et lié à la réglementation

Sur les marchés émergents et moins développés, l'infrastructure juridique, judiciaire et réglementaire continue à se développer, mais il règne encore une grande incertitude juridique tant pour les participants au marché national que pour leurs homologues étrangers. Certains marchés peuvent présenter de plus grands risques pour les investisseurs. Ceux-ci doivent donc s'assurer, avant tout investissement, qu'ils comprennent bien les risques encourus et que le placement envisagé est approprié dans le cadre de leur portefeuille. Tout investissement sur des marchés émergents et moins développés est strictement réservé à des investisseurs avertis ou professionnels, comme le Gestionnaire de portefeuille, ayant une connaissance objective des marchés concernés, en mesure d'identifier et d'analyser les divers risques liés à de tels investissements et disposant des ressources financières nécessaires pour supporter le risque de perte substantiel inhérent à ce type d'investissement.

g) Fiscalité

L'imposition des dividendes et des plus-values perçus par les investisseurs étrangers n'est pas la même dans tous les pays émergents et moins développés et, dans certains cas, peut être comparativement élevée. La plupart des pays émergents et moins développés prétendent accorder un régime fiscal privilégié aux investisseurs étrangers. Ces priviléges ne peuvent s'appliquer que si la participation d'un actionnaire étranger dans la société concernée dépasse un certain pourcentage ou remplit d'autres conditions. Le Gestionnaire de portefeuille prendra les mesures raisonnables pour limiter les charges fiscales du Compartiment.

h) Exposition aux devises

Lorsque le Gestionnaire de portefeuille estime pertinent d'investir dans des sociétés qui perçoivent leurs revenus, engagent des dépenses ou effectuent des distributions dans la devise du pays émergent ou moins développée concerné, les risques de change correspondants seront indirectement supportés par les investisseurs. La perte potentielle découlant du risque d'évolution défavorable d'une devise devra être prise en compte au moment de l'investissement.

Facteurs de risque propres au Compartiment Jupiter India Select

a) Enregistrement

La Filiale mauricienne est enregistrée auprès du Securities Exchange Board of India en tant qu'Investisseur professionnel étranger, ce qui lui permet de réaliser des activités d'investissement sur le marché de titres indiens.

b) Marché de titres des Pays de l'ASACR

Les bourses de valeurs et marchés de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale* (les « Pays de l'ASACR ») ont connu d'importantes fluctuations de cours, et rien ne garantit que cette volatilité ne se poursuivra pas dans le futur. En outre, certains des marchés et bourses de valeurs des Pays de l'ASACR ont fait l'objet de fermetures provisoires, de défaillances de courtiers, d'échecs de transaction et de retards de règlement. Certains organes dirigeants de bourses de valeurs peuvent imposer des restrictions à la négociation de certains titres, des limites sur les fluctuations de prix et des exigences en matière de marge. Les marchés de titres des Pays de l'ASACR traversent actuellement une

*Les membres de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale sont l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Sri Lanka, le Bhoutan, le Népal et les Maldives.

période de croissance et connaissent des évolutions susceptibles de poser problème dans le cadre du règlement et de l'enregistrement des transactions et de l'interprétation et l'application des réglementations en vigueur. A noter également que ces marchés sont soumis à un système de réglementation et de mise en application peu contraignant. Certains organismes de régulation ne disposent que depuis peu du pouvoir et de l'obligation d'interdire les pratiques inéquitables et frauduleuses sur les marchés de titres, notamment le délit d'initié, et de réglementer les acquisitions de sociétés et les achats d'actions d'importance. Ces restrictions ne s'appliquent pas à tous les marchés de titres des Pays de l'ASACR.

Un nombre relativement peu élevé d'émissions représente un important pourcentage de la capitalisation boursière et du volume d'échange sur les marchés et les bourses de valeurs des Pays de l'ASACR. D'importants retards se sont avérés courants dans le règlement des transactions sur certaines bourses de valeurs et dans l'enregistrement des transferts de titres. Les facteurs susmentionnés peuvent avoir une incidence négative sur la Valeur nette d'inventaire du Compartiment, sur la capacité du Compartiment à honorer les demandes de rachat et sur le prix auquel les Actions du Compartiment peuvent être rachetées.

c) Caractéristiques du marché

Les normes réglementaires et d'information applicables aux sociétés indiennes sont, à bien des égards, moins strictes que celles d'autres marchés actions plus développés. Les normes financières, comptables et d'audit sont également moins sévères. Le marché de titres indien est plus petit, moins liquide et plus volatil que les marchés actions plus développés. Les actions des petites et moyennes entreprises indiennes peuvent s'avérer moins négociables que les titres de sociétés similaires négociés sur des marchés plus développés et l'investissement peut s'avérer plus risqué dans ces petites et moyennes entreprises que dans des sociétés de grande taille. Par le passé, les bourses de valeurs indiennes ont fait l'objet de fermetures provisoires, de défaillances de courtiers et d'échecs de transaction. En particulier, les systèmes de règlement des Bourses de valeurs indiennes sont moins développés et moins fiables que ceux de marchés plus matures, et ils peuvent varier considérablement d'une bourse à l'autre.

d) Considérations d'ordre économique et politique

Le Compartiment peut pâtir des développements économiques et politiques qui concernent directement ou indirectement les Pays de l'ASACR, et notamment les changements de politique gouvernementale et l'instabilité fiscale, sociale, ethnique et religieuse. Les économies des Pays de l'ASACR peuvent différer, favorablement ou non, de celles de pays plus industrialisés sur le plan, notamment, du produit intérieur brut, du taux d'inflation, de la dépréciation monétaire, du réinvestissement des capitaux, de l'autosuffisance des ressources et du solde de la balance des paiements. Les économies des Pays de l'ASACR dépendent lourdement du commerce international et, en conséquence, ont ressenti, et ressentent peut-être encore aujourd'hui, les effets des barrières commerciales, des contrôles des changes et d'autres mesures protectionnistes imposées ou négociées par les pays avec lesquels elles traitent.

La population indienne se compose de différents groupes linguistiques et religieux et a connu des périodes de forte tension ethnique et religieuse. Le gouvernement continue d'exercer une grande influence sur de nombreux aspects de l'économie et rien ne garantit que le gouvernement, actuel ou futur, ne mettra pas en œuvre des changements de politique.

Les tensions régionales actuelles et/ou toute intensification de ces tensions, et notamment tous les conflits éventuels, pourraient avoir une incidence négative sur le Compartiment et/ou sur les sociétés dans lesquelles il investit et/ou pourraient porter atteinte à la capacité du Compartiment à réaliser ses investissements et/ou à en rapatrier les produits ou les rendements.

e) Restrictions sur l'investissement étranger

Il existe au sein de plusieurs pays dans lesquels certains Compartiments ont l'intention d'investir des restrictions applicables aux investisseurs étrangers. En outre, la capacité des investisseurs étrangers, comme le Compartiment, à participer à des privatisations dans certains pays étrangers peut être limitée par la législation locale, et les conditions dans lesquelles le Compartiment peut être autorisé à participer peuvent être moins avantageuses que celles imposées aux investisseurs locaux. Ces facteurs ainsi que toute autre restriction ultérieurement mise en œuvre pourraient restreindre le champ d'opportunités attrayantes accessible au Compartiment.

Facteurs de risque propres au Compartiment Jupiter New Europe

Le Compartiment peut investir dans des titres cotés sur la RTS Stock Exchange, sur la Moscow Interbank Currency Exchange en Russie et sur tout autre Marché réglementé de Russie reconnu par la CSSF.

Les placements effectués en Russie comportent actuellement certains risques accrus en matière de propriété et de conservation des titres. En Russie, les participations sont établies par une inscription dans les livres d'une société ou par son agent de registre (qui n'est ni un agent du Dépositaire, ni responsable à l'égard de celui-ci). Aucun certificat représentant des participations dans une société russe ne sera détenu par le Dépositaire ou l'un de ses Correspondants locaux, ni même au sein d'un système de dépositaire central efficace. En conséquence et en l'absence de règlements et de mesures coercitives émanant de l'Etat, les Compartiments pourraient se voir retirer leur enregistrement ainsi que la propriété des titres russes à la suite d'une fraude, d'une négligence, voire d'une omission. Toutefois, parce qu'il connaît ces risques, le Correspondant du Dépositaire en Russie applique des procédures de due diligence renforcées. Le Correspondant russe a conclu des accords avec des agents de registre de sociétés russes et n'autorisera l'investissement que dans les sociétés qui auront établi des procédures d'enregistrement adéquates. En outre, le risque lié au règlement est limité dans la mesure où le Correspondant russe ne libérera de liquidités qu'après réception et vérification des extraits du registre. Par ailleurs, les titres de créance russes comportent un risque accru en termes de dépôt des titres dans la mesure où ceux-ci sont, conformément aux pratiques du marché, détenus en dépôt auprès d'établissements russes qui n'ont pas forcément contracté une police d'assurance appropriée aux fins de couvrir d'éventuelles pertes en cas de vol, de destruction ou de défaillance.

Facteurs de risque propres aux Compartiments qui investissent en Chine, à savoir :

- *Jupiter China Select* ;
- *Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond* ;
- *Jupiter Global Emerging Markets Equity Unconstrained* ; et
- *Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond*

L'investissement dans les actions de sociétés qui possèdent d'importants actifs en Chine ou qui y réalisent une large part de leurs revenus implique des considérations particulières et certains risques qui ne sont généralement pas associés aux marchés ou aux économies plus développé(e)s. Les risques liés à la Grande Chine impliquent généralement une volatilité accrue des actions des sociétés de la Grande Chine et des portefeuilles qui investissent dans ces sociétés par rapport à leurs homologues des marchés développés. Les sociétés d'investissement actives en Chine affichent généralement des cours et une VNI plus volatils que celles qui opèrent sur les marchés développés.

Les investissements du Compartiment sont soumis à des facteurs de risque spécifiques liés au pays dans lequel ils sont réalisés, dans la mesure où ils se concentrent sur des sociétés dont une part importante des activités commerciales découle d'opérations réalisées en République populaire de Chine :

a) Risque juridique

Le système juridique de la République populaire de Chine est établi par la Constitution de la RPC et se compose de lois écrites, réglementations, circulaires et directives qui n'offrent pas forcément à la Société un niveau de garantie équivalent à celui en vigueur sur les marchés plus développés en matière de contrat et de litige. Les rendements du Compartiment pourraient dès lors s'en trouver considérablement affectés.

b) Evolution des politiques gouvernementales et de l'environnement réglementaire

Certains investissements du Compartiment peuvent être soumis aux lois et réglementations de la RPC ainsi qu'aux politiques adoptées par le gouvernement de RPC en tant que de besoin. Les politiques adoptées par le gouvernement de RPC peuvent avoir une incidence majeure sur les secteurs dans lesquels le Compartiment investit. Si l'une des sociétés en portefeuille venait à être soumise à une quelconque forme de contrôle gouvernemental à l'issue défavorable, la valeur des investissements du Compartiment pourrait s'en trouver considérablement affectée.

Le gouvernement de RPC continue de travailler au développement de son système juridique, avec l'intention de répondre aux besoins des investisseurs et d'encourager l'investissement étranger. Dès lors que l'économie de la RPC se développe généralement plus rapidement que son système juridique, un certain flou entoure l'application des lois et réglementations

existantes dans certains cas ou certaines circonstances. Certaines lois et réglementations, de même que leur interprétation, leur mise en œuvre et leur mise en application, en sont encore au stade expérimental et sont dès lors soumises à des changements de politique. Par ailleurs, les cas de jurisprudence en matière d'interprétation, de mise en œuvre et de mise en application des lois et réglementations de RPC restent limités, et les décisions d'un tribunal de RPC ne s'imposent pas aux tribunaux inférieurs. Dès lors, l'issue des litiges n'est pas aussi cohérente et prévisible que dans les juridictions des pays plus développés. Il peut également s'avérer difficile d'obtenir la mise en application rapide et équitable des lois en RPC ou l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal d'une autre juridiction. La Société reconnaît que les investissements dans des sociétés de RPC comportent certaines ambiguïtés et certains risques. Le manque de cohérence et de prévisibilité dans l'issue des litiges, le flou entourant l'interprétation, la mise en œuvre et la mise en application des lois et réglementations de RPC ainsi que l'évolution du système politique peuvent nuire aux rendements des Actionnaires.

c) Considérations d'ordre économique

La République populaire de Chine (RPC) s'inscrit dans une longue tradition de planification économique organisée suivant des plans annuels, quinquennaux et décennaux définis par le gouvernement. Ces dernières années, le gouvernement de RPC a introduit plusieurs réformes économiques visant à transformer cette économie planifiée en une économie socialiste de marché. Ces réformes donnent aux forces du marché un rôle accru dans l'allocation des ressources et accordent aux entreprises une plus grande autonomie opérationnelle. Cela dit, nombre de règles et réglementations mises en œuvre par le gouvernement de RPC en sont encore à un stade précoce de leur développement, et doivent encore être peaufinées et modifiées pour permettre au système économique d'évoluer vers une forme plus sophistiquée. Par ailleurs, il ne peut être garanti que ces mesures seront appliquées de manière cohérente et efficace ou qu'elles n'affecteront pas les rendements des investissements du Compartiment. Ce n'est que depuis peu que le gouvernement de RPC encourage l'activité économique privée massive et rien ne garantit que ses prochaines réformes économiques se révéleront cohérentes ou efficaces. Néanmoins, l'entrée de la RPC dans l'Organisation mondiale du commerce devrait encourager le gouvernement à poursuivre dans cette voie. Nombre de ces réformes sont sans précédent ou se trouvent à un stade expérimental et devront être peaufinées et modifiées afin que le système puisse évoluer vers une forme plus sophistiquée. Rien ne garantit que la poursuite des réformes n'affectera pas considérablement les rendements des investissements du Compartiment. Il convient de noter par ailleurs que l'économie de la RPC diffère des économies de la plupart des pays développés à bien des égards, et notamment le niveau d'interventionnisme, de développement, le taux de croissance, le contrôle des changes et l'allocation des ressources. L'économie de la RPC a enregistré une croissance spectaculaire tout au long des 20 dernières années, mais cette croissance s'est avérée très inégale tant d'un point de vue géographique que sectoriel. Cette croissance économique s'est accompagnée d'une période de forte inflation. Le gouvernement de RPC a mis en œuvre, en tant que de besoin, diverses mesures visant à maîtriser l'inflation et à freiner l'envolée du taux de croissance.

d) Dévaluation ou appréciation de la valeur du renminbi, restrictions en matière de conversion du Renminbi et de contrôle des changes dans la RPC

Actuellement, le renminbi n'est pas librement convertible et fait l'objet de contrôles et de restrictions sur les changes.

La valeur externe du renminbi est soumise aux changements de politique introduits par le gouvernement de la RPC ainsi qu'aux développements économiques et politiques internationaux. Il est dès lors possible que le taux de change du renminbi soit soumis à des fluctuations, ce qui expose les investisseurs dont les investissements ne sont pas libellés en renminbi au risque de change. Il n'est aucunement garanti que la valeur du renminbi ne se déprécie pas par rapport aux devises de référence des investisseurs. Toute variation importante de la valeur du renminbi pourrait avoir un impact négatif sur le portefeuille de placements chinois du Compartiment, ainsi que sur la valeur des investissements effectués au sein du Compartiment.

Bien que le renminbi offshore (CNH) et le renminbi onshore (CNY) soient une seule et même devise, ils se négocient selon des taux différents. Tout écart entre le CNH et le CNY peut avoir un impact défavorable pour les investisseurs.

En cas de volatilité significative du marché des actions de la RPC ou de difficultés à obtenir le

règlement, les prix des titres négociés sur ces marchés peuvent subir des fluctuations prononcées et affecter la valeur du Compartiment.

e) Incertitude fiscale

Les lois et réglementations fiscales de la Chine ne cessent de se développer et sont souvent modifiées pour refléter les changements de politique gouvernementale. Les informations relatives à ces changements ne sont pas toujours communiquées en temps voulu. Le risque existe que les modifications apportées aux réglementations et politiques fiscales affectent le rendement sur investissement du Compartiment.

f) Commissions de courtage et frais de transaction accus

Les commissions de courtage et autres frais de transaction ainsi que les frais de conservation sont généralement plus élevés en Chine que sur les marchés de titres occidentaux.

g) Investissement en actions chinoises A

Les actions cotées sur les places boursières de Shanghai et de Shenzhen sont réparties en deux catégories : actions chinoises A et actions chinoises B. Les actions chinoises A sont négociées à la Bourse de Shanghai et de Shenzhen en devise chinoise et tout rapatriement de plus-values et de revenus doit être approuvé par l'AEDE. Les actions chinoises B sont négociées à la Bourse de Shenzhen et à la Bourse de Shanghai en dollars de Hong Kong et en Dollars US, respectivement. Auparavant, le marché des actions chinoises A n'était pas accessible aux QFII. Toutefois, en vertu d'une note administrative émise par la CSRC le 24 août 2006 et introduisant les Règles d'investissement, un QFII peut investir dans des actions et des obligations cotées et négociées sur une bourse de valeurs, des fonds d'investissement, des warrants cotés et négociés sur une bourse de valeurs ainsi que d'autres instruments financiers approuvés par la CSRC. Certaines restrictions subsistent et les capitaux ne peuvent dès lors circuler librement vers le marché des actions chinoises A. Par conséquent, il est possible qu'un éventuel dysfonctionnement du marché affecte davantage la liquidité et les cours du marché des actions chinoises A que la liquidité et les cours des marchés au sein desquels les titres se négocient et les capitaux circulent plus librement. La Société ne peut prévoir la nature ou la durée d'un tel dysfonctionnement ou son impact éventuel sur le marché des actions chinoises A, ni les perspectives à court et à long terme de ses investissements sur ce marché. Il est arrivé par le passé que le gouvernement chinois prenne des mesures en faveur des détenteurs d'actions chinoises A : il a ainsi renoncé à appliquer une retenue à la source sur les gains résultant de l'investissement dans des actions chinoises A, et ce bien que le droit chinois applicable prévoie qu'un tel impôt puisse être prélevé. A mesure que le marché des actions chinoises A s'ouvre de plus en plus aux investisseurs étrangers, tels que le Compartiment, les chances sont désormais plus minces de voir le gouvernement prendre des mesures favorables aux détenteurs d'actions chinoises A.

h) Shanghai-Hong Kong Stock Connect et Shenzhen-Hong Kong Stock Connect

Tous les Compartiments qui sont autorisés de par leur politique d'investissement à investir dans des Actions chinoises A par l'intermédiaire de Stock Connect, sont assujettis au respect des éventuels seuils réglementaires applicables.

Vue d'ensemble de Stock Connect

Stock Connect est un programme de négoce et de compensation de titres mis en place par la Stock Exchange of Hong Kong (« SEHK »), Hong Kong Exchanges and Clearing Limited (« HKEx »), la Shanghai Stock Exchange ou la Shenzhen Stock Exchange et China Securities Depository and Clearing Corporation Limited (« ChinaClear ») visant à permettre l'accès réciproque de la Chine continentale et de Hong Kong à leurs places boursières respectives. Stock Connect autorise les investisseurs étrangers à négocier certaines Actions chinoises A cotées à la Shanghai Stock Exchange ou à la Shenzhen Stock Exchange par l'intermédiaire de leurs courtiers basés à Hong Kong.

Shanghai-Hong Kong Stock Connect autorise les investisseurs de Hong Kong et de l'étranger à investir dans des Actions chinoises A, cotées à la Shanghai Stock Exchange (« Titres SSE ») par l'intermédiaire de leurs courtiers de Hong Kong et une société de services de négoce de titres créée par SEHK utilisant le Northbound Shanghai Trading Link. Grâce au

Northbound Shanghai Trading Link, les investisseurs peuvent, par l'intermédiaire de leurs courtiers de Hong Kong et d'une société de services de négoce de titres créée par SEHK, négocier des Titres SSE cotés à la Shanghai Stock Exchange, sous réserve de respecter les règles de Shanghai-Hong Kong Stock Connect. Les Titres SSE, à la date du présent Prospectus, incluent des actions cotées à la Shanghai Stock Exchange qui (a) comptent parmi les actions composant l'indice SSE 180 ; (b) comptent parmi les actions composant l'indice SSE 380 ; (c) constituent des Actions chinoises A cotées à la Shanghai Stock Exchange qui ne sont pas incluses dans l'indice SSE 180 ou SSE 380, mais dont les Actions chinoises H correspondantes sont acceptées à la cote et au négoce sur SEHK, sous réserve que : (i) elles ne sont pas négociées sur la Shanghai Stock Exchange dans une monnaie autre que le RMB, (ii) elles ne sont pas placées sous une alerte risque. SEHK peut ajouter ou exclure des titres parmi les Titres SSE et peut modifier le statut d'admissibilité d'actions au négoce dans le cadre du Northbound Shanghai Trading Link.

Shenzhen-Hong Kong Stock Connect autorise les investisseurs de Hong Kong et de l'étranger à investir dans des Actions chinoises A, cotées à la Shenzhen Stock Exchange (« Titres SZSE ») par l'intermédiaire de leurs courtiers de Hong Kong et une société de services de négoce de titres créée par SEHK utilisant le Northbound Shenzhen Trading Link. Grâce au Northbound Shenzhen Trading Link, par l'intermédiaire de leurs courtiers de Hong Kong et d'une société de services de négoce de titres créée par SEHK, les investisseurs de Hong Kong et de l'étranger peuvent négocier des Titres SZSE cotés à la Shenzhen Stock Exchange, sous réserve de respecter les règles de Shenzhen-Hong Kong Stock Connect. Les Titres SZSE, à la date du présent Prospectus, incluent (a) tous les titres composant l'indice SZSE Component et l'indice SZSE Small/Mid Cap Innovation, associés à une capitalisation d'au moins 6 milliards de RMB, et (b) les Actions chinoises A cotées à la Shenzhen Stock Exchange dont les Actions chinoises H correspondantes sont acceptées à la cote et au négoce sur SEHK, sous réserve que : (i) elles ne sont pas négociées sur la Shenzhen Stock Exchange dans une monnaie autre que le RMB, (ii) elles ne sont pas placées sous une alerte risque ou ne sont pas visées par un processus de retrait de la cote.

Dans le cadre de la première phase de Shenzhen-Hong Kong Stock Connect, les seuls investisseurs autorisés à négocier des actions cotées au ChiNext Board dans le cadre d'un négoce Northbound seront les investisseurs institutionnels professionnels (que les Compartiments désigneront comme tels) conformément aux définitions établies par les règles et réglementations de Hong Kong.

SEHK peut ajouter ou exclure des titres parmi les Titres SZSE et peut modifier le statut d'admissibilité d'actions au négoce dans le cadre du Northbound Shenzhen Trading Link.

Dans le cadre de Stock Connect, la Hong Kong Securities Clearing Company Limited (« HKSCC »), une filiale à 100% de HKEx, sera chargée de la compensation, du règlement et de la fourniture de services de dépôt, de prête-nom et autres en rapport avec les transactions exécutées par les participants au marché et les investisseurs de Hong Kong.]

Les Compartiments souhaitant investir dans des marchés de titres nationaux de la RPC peuvent utiliser Stock Connect, en complément aux régimes QFII et RQFII et, par conséquent, sont exposés aux autres risques suivants :

Risque général : Les règles et réglementations applicables sur Stock Connect n'ont pas encore été testées et sont, par conséquent, susceptibles d'évoluer, ce qui pourrait avoir des effets rétrospectifs potentiels. Il n'y aucune certitude quant aux modalités de leur application, ce qui pourrait impacter négativement les Compartiments. Stock Connect requiert l'utilisation de nouveaux systèmes informatiques qui peuvent être exposés à des risques opérationnels du fait de leur caractère transfrontalier. Tout dysfonctionnement ou fonctionnement inapproprié de ces systèmes pourrait entraîner une interruption du négoce sur les marchés de Hong Kong et de Shanghai/Shenzhen. Toute suspension du négoce d'un titre par le biais du programme impactera négativement la capacité des Compartiments à investir dans des Actions chinoises A ou à accéder au marché de la RPC au moyen du programme. Dans ce cas, la capacité des Compartiments à atteindre leur objectif d'investissement pourrait en être impactée négativement.]

Risque lié à la compensation et au règlement : HKSCC et ChinaClear ont établi les liens de compensation et chacune d'entre elles est devenue participante de l'autre de manière à faciliter la compensation et le règlement de transactions transfrontalières. Pour toute transaction transfrontalière initiée sur un marché, la chambre de compensation dudit marché procédera d'une part à la compensation et au règlement auprès de ses propres participants de compensation, et s'engagera d'autre part à satisfaire aux obligations de compensation et

de règlement de ses participants de compensation auprès de la maison de compensation de la contrepartie.

Propriété légale/effective Lorsque des titres sont conservés en dépôt dans le cadre de transactions transfrontalières, des risques spécifiques relatifs à la propriété légale/effective peuvent émerger du fait des exigences réglementaires des Dépositaires centraux de titres locaux, de HKSCC et de ChinaClear.

Comme pour les autres pays émergents et marchés moins développés, le cadre légal n'en est qu'à la phase du développement du concept de propriété officielle/légale et de propriété effective ou de droits sur des titres. De plus, HKSCC, en tant que détenteur de prête-nom, ne garantit pas le titre des actions Stock Connect détenues par son intermédiaire et n'est pas tenue d'exercer le droit de propriété ou d'autres droits découlant de la propriété pour le compte des ayants droit. En conséquence, les tribunaux pourraient juger que tout prête-nom ou dépositaire en tant que détenteur enregistré de titres Stock Connect jouit de la pleine propriété de ces titres et que ceux-ci forment une partie intégrante des actifs d'une telle entité, susceptibles d'être distribués à des créanciers de telles entités et/ou qu'un éventuel ayant droit n'aurait aucun droit à leur égard. En conséquence, les Compartiments et le Dépositaire ne peuvent garantir la propriété par les Compartiments de ces titres ou droits de propriété associés.

Dans la mesure où HKSCC est considérée comme exerçant des fonctions de conservation pour les actifs qu'elle détient, il est important de noter que le Dépositaire et les Compartiments n'auront aucun rapport légal avec HKSCC et qu'aucune poursuite ne pourra être engagée à l'encontre de HKSCC, en cas de pertes subies par les Compartiments découlant de la performance ou de l'insolvabilité de HKSCC.

En cas de défaut de ChinaClear, les responsabilités de HKSCC conformément à ses contrats de marché conclus avec les participants de compensation se limiteront à l'assistance aux participants de compensation dans le cadre du traitement des plaintes. HKSCC s'emploiera de bonne foi à obtenir le recouvrement des actions en circulation et des fonds en souffrance auprès de ChinaClear par les moyens légaux disponibles ou la liquidation de ChinaClear. Dans ce cas, les Compartiments pourraient ne pas recouvrer l'intégralité de leurs pertes ou de leurs titres Stock Connect et le processus de recouvrement pourrait également être retardé.

Risques opérationnels : Stock Connect offre aux investisseurs de Hong Kong et de l'étranger un canal d'accès direct aux bourses de Chine. Stock Connect dépend du bon fonctionnement des systèmes opérationnels des participants au marché concernés. Les participants au marché peuvent participer à ce programme sous réserve de satisfaire à un certain nombre d'exigences concernant notamment les capacités informatiques et la gestion des risques, conformément aux instructions de la bourse et/ou maison de compensation concernée.

Les participants au marché ont généralement configuré et adapté leurs systèmes opérationnels et techniques de manière à être en mesure de négocier des Actions chinoises A par l'intermédiaire de Stock Connect. Cependant, il est important de noter que les régimes et cadres juridiques régissant les titres des deux marchés diffèrent de manière significative et que pour garantir la bonne exécution du programme, les participants au marché pourraient avoir à résoudre des problèmes découlant de ces différences au cas par cas.

De plus, la « connectivité » de Stock Connect requiert l'acheminement des ordres à travers la frontière. SEHK a mis en place un système d'acheminement des ordres (« China Stock Connect System ») chargé de réceptionner, consolider et transférer les données relatives aux ordres transfrontaliers des participants au marché. Il n'y a aucune garantie que les systèmes de SEHK et les participants au marché fonctionneront correctement ou parviendront à s'adapter en continu aux changements et à l'évolution des deux marchés. Toute incapacité des systèmes concernés à fonctionner correctement est susceptible d'entraver le négoce sur les deux marchés par l'intermédiaire du programme. La capacité des Compartiments à accéder au marché des Actions chinoises A (et, par conséquent, à mettre en œuvre leur stratégie d'investissement) en sera négativement impactée.

Quotas applicables : Le négoce via Stock Connect sera assujetti à un quota journalier (« Quota journalier »). Le Northbound Shanghai Trading Link dans le cadre de Shanghai-Hong Kong Stock Connect, le Northbound Shenzhen Trading Link dans le cadre de Shenzhen-Hong Kong Stock Connect, le Southbound Hong Kong Trading Link dans le cadre de Shanghai-Hong Kong Stock Connect et le Southbound Hong Kong Trading Link dans le cadre de Shenzhen-Hong Kong Stock Connect seront assujettis respectivement à des Quotas

journaliers distincts. Le Quota journalier limite la valeur d'achat nette maximale des transactions transfrontalières quotidiennes sur chaque Stock Connect. Le Quota journalier Northbound actuellement en vigueur à la date du présent Prospectus est établi à 13 milliards de RMB sur chaque Stock Connect. SEHK assure la surveillance des quotas et publie le solde en vigueur du Quota journalier Northbound à certaines heures régulières sur le site Web de HKEx.

Une fois épousé ou dépassé le Quota journalier Northbound au cours de la séance d'offre d'ouverture, tous les nouveaux ordres d'achat sont rejettés (toutefois, les investisseurs demeurent autorisés à vendre leurs titres transfrontaliers, et ce, quel que soit le solde de quotas). Par conséquent, Stock Connect est assujetti à des limites de quotas susceptibles de restreindre la capacité des Compartiments à investir en temps voulu dans des Actions chinoises A par l'intermédiaire de Stock Connect. Risque de change : Les investisseurs de Hong Kong et de l'étranger sont tenus d'effectuer leurs transactions et leurs règlements sur Titres SSE et Titres SZSE uniquement en RMB. En conséquence, les Compartiments sont tenus d'utiliser le RMB pour leurs transactions et règlements sur Titres SSE et Titres SZSE.

Indemnisation des investisseurs : Les investissements via Stock Connect sont effectués par des courtiers ; ils sont donc exposés au risque que de tels courtiers échouent à remplir leurs propres obligations. Les investissements des Compartiments négociés via Northbound dans le cadre de Stock Connect ne sont pas couverts par le Fonds d'indemnisation des investisseurs de Hong Kong. Le Fonds d'indemnisation des investisseurs de Hong Kong a été créé dans l'optique de verser des indemnisations aux investisseurs, quelle que soit leur nationalité, qui subissent des pertes pécuniaires découlant d'un défaut d'une institution financière intermédiaire ou agréée homologuée pour des produits négociés en bourse à Hong Kong. Comme les cas de défaut sur Northbound Trading Link via Stock Connect n'incluent pas des produits cotés ou échangés sur SEHK ou Hong Kong Futures Exchange Limited, ils ne sont pas couverts par le Fonds d'indemnisation des investisseurs de Hong Kong.

En revanche, comme les Compartiments exercent des activités de négoce via Northbound par l'intermédiaire de courtiers en titres de Hong Kong, et non de la RPC, ils ne sont pas protégés par le Fonds de protection des investisseurs sur titres de Chine.

Opérations sur titres et assemblées générales des actionnaires : Nonobstant le fait que HKSCC ne revendique pas de droits de propriété sur les Titres SSE et Titres SZSE conservés dans son compte d'actions omnibus auprès de ChinaClear ; ChinaClear, en tant qu'agent de registre des actions de sociétés cotées à la Shanghai Stock Exchange et à la Shenzhen Stock Exchange est tenu de considérer HKSCC comme l'un des actionnaires dans le cadre du traitement des opérations sur titres concernant de tels Titres SSE et Titres SZSE.

HKSCC assurera le suivi des opérations sur titres affectant les Titres SSE et les Titres SZSE et maintiendra informés les courtiers et dépositaires concernés participant au CCASS (« participants CCASS ») de toutes les opérations sur titres imposant aux participants CCASS de prendre des mesures pour y prendre part.

Les sociétés cotées au SSE/SZSE fournissent généralement des nouvelles concernant leurs assemblées générales ordinaires/extraordinaires deux à trois semaines environ avant la date de l'assemblée. Un scrutin est organisé pour l'ensemble des résolutions qui sont soumises au vote. HKSCC fournira aux participants CCASS tous les détails relatifs aux assemblées tels que la date, l'heure et le lieu de l'assemblée, ainsi que le nombre de résolutions.

HKSCC informera les participants CCASS des opérations sur titres concernant les Titres SSE et les Titres SZSE (tel que défini plus haut). Sous réserve que les statuts d'une société cotée n'interdisent pas la nomination de mandataires/mandataires multiples par les actionnaires, HKSCC s'emploiera à désigner un ou plusieurs investisseurs comme mandataires ou représentants de manière à ce qu'ils participent aux assemblées générales des actionnaires lorsqu'on le leur demande. Par ailleurs, les investisseurs (dont les avoirs atteignent les seuils requis prévus par la réglementation de la RPC et les statuts des sociétés cotées) peuvent, par l'intermédiaire de leurs participants CCASS, faire adopter des résolutions par les sociétés cotées via HKSCC en vertu des règles du CCASS. HKSCC fera adopter de telles résolutions par les sociétés en tant qu'actionnaire inscrit, dans la mesure où les réglementations et exigences applicables l'autorisent. Les investisseurs de Hong Kong et de l'étranger (y compris les Compartiments) détiennent des Titres SSE et des Titres SZSE via Stock Connect par l'intermédiaire de leurs courtiers et dépositaires, et devront se conformer au dispositif mis en place et aux échéances communiqués par leurs courtiers et dépositaires respectifs (p. ex. participants CCASS). Le temps dont ils disposent pour prendre des mesures à l'égard de certains types d'opérations sur titres concernant des Titres SSE et des Titres SZSE est

parfois très court. Par conséquent, il est possible que les Compartiments ne soient pas en mesure de participer à certaines opérations sur titres dans les délais impartis.

Restrictions concernant l'actionnariat étranger : La CSRC impose aux investisseurs de Hong Kong et de l'étranger les restrictions suivantes lorsque ceux-ci détiennent des Actions chinoises A via Stock Connect :

- les actions détenues par un seul investisseur étranger (tel que les Compartiments) investissant dans une société cotée ne doivent pas dépasser 10% du nombre total d'actions émises de cette société cotée ; et
- le nombre total d'actions détenues par l'ensemble des investisseurs étrangers (y compris les investisseurs de Hong Kong et de l'étranger) qui investissent dans une société cotée ne peut pas dépasser 30% du nombre total d'actions émises par cette société.

Lorsque l'actionnariat étranger total d'une Action chinoise A atteint 26%, la Shanghai Stock Exchange ou la Shenzhen Stock Exchange, selon le cas, publie un avis sur son site Web (<http://www.sse.com.cn/disclosure/diclosure/qfii> pour la Shanghai Stock Exchange et <http://www.szse.cn/main/disclosure/news/qfii/> pour la Shenzhen Stock Exchange). Si l'actionnariat étranger total dépasse le seuil de 30%, il est demandé aux investisseurs étrangers concernés de vendre les actions selon le principe du dernier entré, premier sorti, dans les cinq jours de bourse.

Différences d'ouverture des bourses : Stock Connect n'opérera que les jours où les places boursières de la RPC et de Hong Kong sont toutes deux ouvertes au négoce les jours de règlement correspondants. Il peut arriver qu'un jour de bourse normal en RPC, les investisseurs de Hong Kong (tels que les Compartiments) ne soient pas en mesure de négocier des Actions chinoises A ce jour-là. En raison de ces différences au niveau des jours de négoce, les Compartiments peuvent être exposés à des risques de fluctuations des cours des Actions chinoises A un jour où les bourses de la RPC sont ouvertes au négoce, alors que le marché de Hong Kong est fermé.

Risque lié à la réglementation : Stock Connect est assujettie aux réglementations promulguées par les autorités réglementaires et aux règles d'application mises en place par les bourses de RPC et de Hong Kong. Par ailleurs, de nouvelles réglementations peuvent être promulguées de temps à autre par les autorités de réglementation en ce qui a trait aux opérations et à l'application légale transfrontalière visant les transactions transfrontalières via Stock Connect.

Il n'y a aucune garantie que Stock Connect ne sera pas un jour ou l'autre démantelé. Les Compartiments susceptibles d'investir sur les marchés de la RPC via Stock Connect pourraient en être impactés négativement.

Risque de suspension : La Shanghai Stock Exchange, la Shenzhen Stock Exchange et la SEHK se réservent chacune le droit de suspendre le négoce Northbound et/ou Southbound si nécessaire pour garantir l'ordre et l'équité du marché et s'assurer que les risques soient gérés de manière prudente. Toute suspension requerra le consentement y afférent de l'autorité réglementaire compétente. Toute suspension du négoce d'un titre via Northbound dans le cadre de Stock Connect impactera négativement la capacité des Compartiments à accéder au marché de la RPC.

Restrictions à la vente découlant de la surveillance préalable : Au préalable de la vente de toute action, la réglementation de la RPC impose aux investisseurs de disposer d'un nombre suffisant d'actions en compte ; sinon, la Shanghai Stock Exchange ou la Shenzhen Stock Exchange rejetera l'ordre de vente concerné.

La SEHK procède à des vérifications au préalable des transactions sur des Actions chinoises A de ses participants (p. ex. les courtiers en actions) de manière à empêcher les surventes. Généralement, lorsque les Compartiments souhaitent vendre des Actions chinoises A qu'ils détiennent, ils doivent les transférer vers les comptes correspondants de leurs courtiers avant l'ouverture du marché le jour de la vente (« jour de négoce »). S'ils échouent à respecter ces échéances, ils ne sont pas autorisés à vendre ces actions le jour de négoce. Du fait de cette exigence, les Compartiments pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Actions chinoises A en temps voulu.

Cependant, les Compartiments peuvent demander à un dépositaire d'ouvrir un compte spécial distinct (« special segregated account », SPSA) dans CCASS pour conserver leurs Actions chinoises A dans le cadre du modèle renforcé de vérification préalable aux

transactions. Chaque SPSA se verra affecter un « identifiant d'investisseur » unique par CCASS aux fins de faciliter la vérification par China Stock Connects System des positions des investisseurs, tels que les Compartiments. Sous réserve que le SPSA compte le volume requis lorsque le courtier saisit l'ordre de vente des Compartiments, les Compartiments sont autorisés à vendre leurs positions en Actions chinoises A (au lieu de transférer les Actions chinoises A sur le compte du courtier conformément au modèle en vigueur de vérification préalable aux transactions pour les comptes ne disposant pas de SPSA). L'ouverture du compte SPSA permet au Compartiment de vendre ses positions en Actions chinoises A en temps voulu.

Rappels d'actions admissibles : Lorsqu'une action est retirée de l'univers des actions admissibles au négoce via Stock Connect, ladite action ne peut être que vendue et est restreinte à l'achat. Cela peut avoir un impact sur le portefeuille d'investissement ou les stratégies des Compartiments, par exemple, lorsque les Compartiments souhaitent acquérir un titre qui est retiré de l'univers des actions admissibles.

Risques associés au Small and Medium Enterprise Board de la Shenzhen Stock Exchange (« SME Board ») et/ou au ChiNext Board :

Certains Compartiments peuvent être exposés à des actions cotées au SME Board et/ou ChiNext Board.

Fluctuations accrues des cours de bourse : Les sociétés cotées au SME Board et/ou ChiNext Board sont généralement de nature émergente et de plus petite taille opérationnelle. Par conséquent, elles sont exposées à des fluctuations accrues de leur cours de bourse et de leur liquidité et présentent des risques et des taux de rotation plus élevés que les sociétés cotées au Main Board de la Shenzhen Stock Exchange (« Main Board »).

Risque de surévaluation : Les actions cotées au SME Board et/ou au ChiNext Board peuvent être surévaluées et de telles évaluations élevées pourraient ne pas être tenables. Les cours de bourse peuvent donner lieu à des manipulations du fait du plus petit nombre d'actions en circulation.

Différences réglementaires : Les règles et réglementations applicables aux sociétés cotées au ChiNext Board sont moins strictes en termes de rentabilité et de capital-actions que celles du Main Board et du SME Board.

Risque de retrait de la cote : Le retrait de la cote est parfois plus courant et plus rapide pour les sociétés cotées au SME Board et/ou au ChiNext Board. Les Compartiments peuvent être impactés négativement par des retraits de la cote de sociétés dans lesquelles ils investissent. Les investissements sur le SME Board et/ou ChiNext Board peuvent être à l'origine de pertes importantes pour les Compartiments et leurs investisseurs.] **Fonds sous-jacents**

Il est possible que le Gestionnaire de portefeuille ne dispose pas toujours des détails concernant tous les investissements réalisés par les Fonds sous-jacents car certaines de ces informations peuvent être considérées comme des informations propriétaires par les gestionnaires desdits Fonds sous-jacents. Ce manque potentiel d'accès aux informations peut entraîner des difficultés pour le Gestionnaire de portefeuille dans la sélection, l'allocation et l'évaluation des gestionnaires de portefeuille de manière individuelle. Nonobstant ce qui précède, le Gestionnaire de portefeuille agit dans l'intérêt des Actionnaires lors de la sélection des Fonds sous-jacents et du suivi de la performance, en continu, desdits Fonds sous-jacents.

En dépit des procédures de due diligence employées pour sélectionner et contrôler les Fonds sous-jacents individuels dans lesquels les actifs des Compartiments seront investis, il ne peut être garanti que les données de performance passées y afférentes seront représentatives de leurs performances futures (en termes de rentabilité ou de corrélation).

Quand bien même le Gestionnaire de portefeuille assurera un suivi des investissements et des activités de transaction des Fonds sous-jacents dans lesquels le Compartiment a investi, les décisions d'investissement seront normalement prises de manière indépendante au niveau desdits Fonds sous-jacents et il est possible que certains gestionnaires prennent des positions sur un même titre ou sur des émissions du même secteur ou pays simultanément. En conséquence, le Compartiment peut être concentré sur un secteur ou un pays spécifique. Par ailleurs, l'acquisition d'un instrument par un Fonds sous-jacent peut coïncider avec la décision d'un autre Fonds sous-jacent de vendre ce même instrument. Rien ne garantit que la sélection des gestionnaires se traduira par une diversification des styles d'investissement, ni que les positions prises par les Fonds sous-jacents seront toujours cohérentes les unes par rapport aux autres. Ces facteurs peuvent avoir un impact défavorable sur le Compartiment concerné et sur ses investisseurs.

Les investisseurs potentiels doivent être conscients que les Fonds sous-jacents seront soumis à des commissions de gestion et autres coûts ou dépenses supplémentaires. Dès lors, les Actionnaires peuvent devoir supporter des commissions de gestion et des frais tant au niveau de la Société que des Fonds sous-jacents dans lesquels la Société investit. Par ailleurs, il est possible que les commissions de souscription et/ou de rachat soient dupliquées, sachant que, si le Compartiment investit dans des organismes gérés par la Société de gestion, le Gestionnaire de portefeuille ou leurs personnes apparentées, tous les droits d'entrée inhérents aux Fonds sous-jacents doivent être annulés. En outre, la Société de gestion et le Gestionnaire de portefeuille ne peuvent pas bénéficier de remise sur les commissions ou frais prélevés par un Fonds sous-jacent ou son gestionnaire de portefeuille.

Par ailleurs, il est impossible de garantir que les Fonds sous-jacents auront toujours assez de liquidités pour acquitter les demandes de rachat. Notamment, les Fonds sous-jacents peuvent imposer des limites de rachat dans certaines situations, auquel cas ils peuvent ne pas être en mesure d'acquitter les demandes de rachat du Compartiment au moment où elles sont faites. En outre, il est impossible de garantir que l'évaluation des Fonds sous-jacents soit effectuée chaque jour, et des difficultés peuvent survenir dans l'évaluation des Fonds sous-jacents détenus par un Compartiment. Ces facteurs peuvent avoir un impact défavorable sur le Compartiment concerné et sur ses investisseurs.

Investissements dans des ETF

Un ETF sous-jacent peut présenter un risque d'erreur de suivi, en vertu duquel sa performance peut ne pas suivre exactement celle de l'indice. Cette erreur de suivi peut découler de la stratégie d'investissement utilisée, ainsi que des frais et dépenses. Le gestionnaire de l'ETF sous-jacent surveillera ce risque et cherchera à le gérer afin de minimiser l'erreur de suivi. Il n'est aucunement garanti que la performance de l'indice soit répliquée de façon exacte ou identique. Les prix de négociation des parts/actions d'un ETF sous-jacent peuvent être fortement différents de la valeur nette d'inventaire des parts/actions de cet ETF sous-jacent en raison de perturbations dans leur création et leur réalisation (par exemple, suite à l'imposition de contrôles des capitaux par un gouvernement étranger), ainsi que de la dynamique d'offre et de demande du marché secondaire de ces parts/actions. En outre, des facteurs tels que les commissions et dépenses d'un ETF sous-jacent, la corrélation imparfaite entre les actifs de l'ETF sous-jacent et les titres sous-jacents de l'indice de suivi, l'arrondissement des prix des actions, l'ajustement de l'indice de suivi et les politiques réglementaires peuvent affecter la capacité du gérant d'un ETF sous-jacent à produire une corrélation parfaite avec l'indice de suivi pour l'ETF sous-jacent concerné. En conséquence, les rendements d'un ETF sous-jacent peuvent être différents de ceux de son indice de suivi.

Un ETF sous-jacent est géré de façon passive et son gestionnaire n'est pas libre de s'adapter aux conditions changeantes du marché en raison des conditions d'investissement intrinsèques de l'ETF sous-jacent. Toute chute de l'indice est susceptible d'engendrer une baisse correspondante de la valeur de l'ETF sous-jacent. Il est impossible de garantir l'existence ou le maintien d'un marché de négociation actif pour les parts/actions d'un ETF sous-jacent sur toute place boursière sur laquelle les parts/actions d'un ETF sous-jacent peuvent se négocier. Les parts/actions d'un ETF sous-jacent dans lequel un Compartiment investit peuvent être négociées selon des décotes ou des primes significatives par rapport à leur valeur nette d'inventaire. Ces facteurs peuvent avoir un impact défavorable sur la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné.

Fonds nourriciers

Facteurs de risque propres au Compartiment Jupiter European Feeder Fund

Les Fonds nourriciers investissant dans des Fonds maîtres, ils subissent des risques spécifiques liés au Fonds maître concerné. Avant d'investir dans un Fonds nourricier, les investisseurs potentiels sont priés de se familiariser avec les facteurs de risque inhérents au Fonds maître concerné, tels que présentés dans son prospectus ou ses conditions particulières, ainsi que dans ses DICI ou tout autre document informatif.

En outre, les Fonds nourriciers sont exposés aux fluctuations de valeur du Fonds maître concerné. Si les investissements du Fonds maître sont diversifiés, ceux du Fonds nourricier ne le sont pas. Pour de plus amples renseignements sur le portefeuille maître du Fonds nourricier, veuillez consulter la Notice d'information de ce dernier.

Nous rappelons également aux investisseurs potentiels que la performance et les rendements des Fonds nourriciers peuvent ne pas correspondre exactement à ceux des Fonds maîtres concernés, en raison du mode de fonctionnement des Fonds nourriciers et/ou de la manière dont leurs actifs sont investis. Par exemple, le Fonds nourricier peut ne pas entièrement investir tous ses actifs dans le

Fonds maître (certains actifs peuvent être investis à des fins de gestion de trésorerie, entre autres), les conversions monétaires peuvent ne pas se dérouler au même moment et/ou au même taux, et les Catégories du Fonds nourricier et du Fonds maître peuvent être assorties de différents niveaux de charges et dépenses courants.

Nous attirons également l'attention des Actionnaires sur les risques fiscaux liés à l'investissement dans les Fonds nourriciers, présentés à la section « Fiscalité ».

Fermeture anticipée d'un Compartiment

Les Administrateurs peuvent décider de fermer un Compartiment conformément aux dispositions énoncées sous l'intitulé « Fusion, liquidation et réorganisation des Compartiments ». En cas de fermeture anticipée, le Compartiment concerné devra distribuer aux Actionnaires les montants auxquels ils ont droit au prorata de leur participation dans le Compartiment. Il se peut qu'au moment de cette vente ou distribution, la valeur de certains investissements détenus par le Compartiment concerné soit inférieure à leur coût d'acquisition, d'où une perte importante pour les Actionnaires concernés.

Séparation des actifs et des engagements entre les Catégories

La Société se compose de plusieurs Compartiments tels qu'énumérés à la section « Principales caractéristiques » ; à chaque Compartiment correspond une part distincte des actifs et des engagements de la Société. Si les Compartiments peuvent séparer les actifs et engagements attribuables à chaque Catégorie dans leurs livres et documents comptables, les tiers créanciers le seront au titre du Compartiment concerné. Par exemple, si un Compartiment particulier n'honore pas l'un de ses engagements envers un ou plusieurs tiers et que l'engagement en question est imputable à une Catégorie donnée, ce ou ces tiers pourra/pourront avoir recours à l'ensemble des actifs du Compartiment concerné (c'est-à-dire, les actifs attribuables à toutes les Catégories, et non uniquement à la Catégorie à laquelle l'engagement en question est imputé dans les livres et documents comptables du Compartiment) aux fins de satisfaire ce ou ces engagement(s).

Mesures prises par le Gestionnaire de portefeuille pour éviter et réduire les risques

Le Gestionnaire de portefeuille fait appel à des méthodes d'analyse modernes pour optimiser le profil opportunité/risque de tout investissement en titres. Via des réaffectations et des relèvements provisoires des soldes de trésorerie, la part des actifs de la Société qui ne sont pas investis en titres sont les objectifs de la politique d'investissement dans la mesure où elle limite l'effet d'éventuelles baisses des prix des investissements en titres. Rien ne garantit cependant que les objectifs de la politique d'investissement seront atteints. Le Gestionnaire de portefeuille peut ne pas obtenir les résultats escomptés dans toutes les circonstances et toutes les conditions de marché.

Conflits d'intérêts

Les Administrateurs, le Gestionnaire de portefeuille, le Distributeur, la Société de gestion, l'Agent administratif, le Dépositaire et leurs filiales, leurs dirigeants, leurs administrateurs, leurs actionnaires, leurs employés et agents respectifs (collectivement, les « **Parties** ») sont, ou peuvent être, impliqués dans d'autres activités professionnelles, financières et d'investissement qui peuvent occasionner un conflit d'intérêts avec la gestion de la Société et/ou avec leurs fonctions respectives eu égard à la Société. Ces activités peuvent comprendre la gestion ou le conseil pour d'autres fonds, incluant d'autres Fonds sous-jacents, l'achat et la vente de titres, les services de gestion d'investissements, les services de courtage, l'évaluation de titres non cotés (dans des cas où les commissions peuvent augmenter parallèlement à l'augmentation de la valeur des actifs) et l'exercice de fonctions d'administrateurs, de dirigeants, de conseillers ou d'agents d'autres fonds ou sociétés, notamment de fonds ou de sociétés dans lesquels la Société peut investir.

Plus particulièrement, le Gestionnaire de portefeuille peut être impliqué dans des activités de conseil ou de gestion pour d'autres fonds, incluant d'autres Fonds sous-jacents, dont les objectifs d'investissement sont identiques, ou se superposent, à ceux de la Société ou des Compartiments. Chacune des Parties prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les activités de ce genre n'entraînent en rien l'exercice de ses responsabilités et que les conflits éventuels seront réglés équitablement et dans le meilleur intérêt des Actionnaires. Le Gestionnaire de portefeuille veillera à ce que les investissements soient répartis de façon équitable entre chacun de ses clients. Le Gestionnaire de portefeuille reconnaît que dans certains cas, les dispositifs organisationnels ou administratifs mis en place pour la gestion des conflits d'intérêt ne sont pas suffisants pour garantir, avec une certitude raisonnable, que les risques de dommage aux intérêts de la Société ou de ses Actionnaires seront évités. Dans l'éventualité qu'une telle situation se produise, le Gestionnaire de portefeuille s'engage à le divulguer aux Actionnaires, en dernier ressort, si le conflit ne peut être évité.

De plus amples renseignements concernant la politique du Gestionnaire de portefeuille relative aux conflits d'intérêt sont disponibles sur son site Web à l'adresse suivante : www.jupiteram.com, en particulier, les sites Web institutionnels/professionnels.

Commission de surperformance

L'application d'une commission de surperformance au titre d'un Compartiment donné a cela d'intéressant qu'elle permet d'aligner davantage les intérêts du Gestionnaire de portefeuille sur ceux des Actionnaires. Néanmoins, étant donné qu'une partie de la rémunération du Gestionnaire de portefeuille est calculée sur la base de la performance du Compartiment concerné, il se peut que le Gestionnaire de portefeuille soit tenté de réaliser des investissements plus risqués et plus spéculatifs que si sa rémunération dépendait uniquement de l'encours dudit Compartiment ou s'il ne profitait pas d'un système incitatif basé sur la performance.

Absence de régularisation des commissions de surperformance

La méthode de calcul de toute commission de surperformance comporte le risque qu'un Actionnaire qui rachète des Actions peut avoir à payer une commission de surperformance à l'égard de celles-ci, même si le rachat engendre la perte d'une partie du capital qu'il a investi.

Fiscalité

Toute modification du statut fiscal de la Société ou de la législation fiscale pourrait affecter la valeur des investissements détenus par la Société ainsi que sa performance. Toutes les déclarations contenues dans les présentes concernant la fiscalité des investisseurs en Actions se basent sur la législation fiscale et les pratiques en vigueur, qui sont sujettes à modifications. La Société peut en tant que de besoin acquérir des investissements qui la soumettront à des retenues à la source ou à des contrôles des changes dans diverses juridictions. Si l'un ou l'autre investissement de la Société venait à faire l'objet d'une retenue à la source ou d'un contrôle des changes, les revenus ou produits perçus par la Société sur ses investissements en seraient affectés.

En plus des risques généraux susmentionnés, qui doivent être pris en compte avant d'investir dans un Compartiment, il existe d'autres risques spécifiques à certains Compartiments, que les investisseurs doivent également prendre en compte avant d'investir dans le Compartiment concerné.

Le régime de retenues fiscales à la source au titre de la FATCA est graduellement entré en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2014. Même si la Société s'efforcera de satisfaire toutes les obligations qui lui incombent pour éviter l'imposition de la retenue à la source au titre de la FATCA, elle ne peut garantir qu'elle sera en mesure de remplir ces obligations. Si la Société se trouve assujettie à une retenue fiscale au titre du régime de la FATCA, la valeur des Actions détenues par les Actionnaires concernés pourrait subir une décote importante.

Sociétés de petite taille

Tout Compartiment peut investir dans des sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 250 millions d'euros. Etant donné que les sociétés de petite taille n'ont pas la solidité financière, la diversité et les moyens des sociétés de plus grande envergure, elles peuvent éprouver davantage de difficultés pour exercer leurs activités lors des périodes de ralentissement économique ou de récession. De plus, la capitalisation relativement faible de ces sociétés peut affecter la liquidité du marché de leurs actions et, par conséquent, leur prix peut s'avérer plus volatil que celui des actions des grandes capitalisations.

Risques liés à la crise des risques souverains européens

Les Compartiments investissent dans des actions ou des titres rattachés à des actions dont les émetteurs ont leur siège social ou exercent une part prépondérante de leurs activités économiques en Europe. Compte tenu des conditions budgétaires actuelles et de craintes persistantes quant au risque lié à la dette souveraine de certains pays européens et de certains pays de la zone euro, les risques inhérents aux investissements en Europe relevant de la volatilité, de la liquidité, des devises, des défauts, des prix et des fluctuations de change ont augmenté. La performance des Compartiments pourrait fortement se dégrader en cas de survenance d'un événement de crédit négatif, tel que la dégradation de la note souveraine d'un pays européen ou le retrait de la monnaie unique dans un ou plusieurs Etats membres de l'Union monétaire européenne.

Risques liés à la dette souveraine

Les investissements des Compartiments en titres émis ou garantis par des gouvernements peuvent être exposés à des risques politiques, sociaux et économiques. Dans certaines conditions défavorables, les émetteurs de dette souveraine peuvent ne pas être en mesure de rembourser le principal et/ou les intérêts en temps voulu, ou peuvent ne pas vouloir le faire, ou peuvent demander au Compartiment de participer à la restructuration de ces dettes. En cas de défaut d'un émetteur de dette souveraine, le Compartiment concerné peut subir des pertes significatives.

Fiscalité

Les informations suivantes sont basées sur les lois, règlements, décisions et pratiques actuellement en vigueur au Luxembourg et peuvent être modifiées, éventuellement avec effet rétroactif. Le présent récapitulatif ne prétend pas décrire de façon exhaustive toutes les lois et considérations fiscales du Luxembourg éventuellement pertinentes pour décider d'acheter des actions, de les conserver ou de les vendre, et ne constitue pas un conseil fiscal à l'attention d'un investisseur spécifique ou d'un investisseur potentiel. Les investisseurs potentiels sont priés de consulter leurs propres conseillers professionnels quant aux conséquences de l'achat, de la détention ou de la vente d'Actions, ainsi que quant aux dispositions des lois de la juridiction dans laquelle ils sont assujettis à l'impôt. Le présent récapitulatif ne décrit pas les conséquences fiscales découlant des lois de tout Etat, de toute localité ou de toute autre juridiction fiscale autre que le Luxembourg.

Imposition de la Société

Les revenus, bénéfices et plus-values de la Société ne sont pas imposés au Luxembourg.

La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur la fortune au Luxembourg.

L'émission des Actions de la Société n'est pas assujettie au droit de timbre, au droit d'apport ou à tout autre impôt au Luxembourg.

Néanmoins, les Compartiments sont, en principe, assujettis à une taxe d'abonnement de 0,05% par an de la Valeur nette d'inventaire en vigueur à la fin du trimestre concerné, calculée et payée chaque trimestre. Une taxe d'abonnement réduite de 0,01% par an s'applique :

- à tout Compartiment dont l'objet exclusif est le placement collectif dans des instruments du marché monétaire, le placement de dépôts auprès d'établissements de crédit, ou les deux ;
- tout Compartiment ou Catégorie d'Actions, à condition que leurs Actions soient détenues uniquement par un ou plusieurs investisseur(s) institutionnel(s).

Retenues à la source

Les intérêts et dividendes perçus par la Société peuvent faire l'objet de retenues à la source non récupérables dans les pays d'où ils proviennent. En outre, les plus-values réalisées et latentes sur les actifs de la Société peuvent être imposées dans les pays d'où elles proviennent. La Société peut profiter des traités de non-double imposition convenus par le Luxembourg, qui peuvent conférer une exonération des retenues à la source ou une réduction du taux de ces retenues.

Les distributions versées par la Société, ainsi que le produit de liquidation et les plus-values dérivées obtenues ne font pas l'objet de retenues à la source au Luxembourg.

Imposition des Actionnaires

Particuliers résidant au Luxembourg

Les plus-values réalisées sur la vente d'Actions par des particuliers résidant au Luxembourg qui détiennent les Actions dans leurs portefeuilles personnels (et non pas en tant qu'actifs commerciaux) ne sont généralement pas assujetties à l'impôt sur le revenu au Luxembourg, sauf si :

- les Actions sont vendues dans un délai de 6 mois suivant leur souscription ou leur achat ; ou si
- les Actions détenues dans le portefeuille privé constituent une participation significative. Une participation est considérée comme significative si le vendeur détient ou a détenu, seul ou avec son/sa conjoint(e) et ses enfants mineurs, de façon directe ou indirecte, à tout moment durant les cinq années précédant la date de vente, plus de 10% du capital social de la société.

Les distributions reçues de la Société sont assujetties à l'impôt sur le revenu au Luxembourg. Au Luxembourg, l'impôt sur le revenu des particuliers est prélevé selon un barème progressif et majoré de la contribution au fonds pour l'emploi, pour un taux d'imposition marginal de 45,78% en 2017.

Entreprises résidant au Luxembourg

Les plus-values réalisées sur la vente d'Actions et les distributions reçues de la Société par des investisseurs qui sont des entreprises résidant au Luxembourg sont assujetties à l'impôt sur les sociétés au taux de 27,08% (taux en vigueur en 2017 pour les entreprises dont le siège social est sis dans la ville de Luxembourg).

Les investisseurs qui sont des entreprises résidant au Luxembourg et qui bénéficient d'un régime fiscal particulier, comme, par exemple : (i) les organismes de placement collectif soumis à la Loi, (ii) les fonds d'investissement spécialisés soumis à la loi amendée du 13 février 2007 sur les fonds d'investissement spécialisés, (iii) les fonds d'investissement alternatifs réservés soumis à la loi du 23 juillet 2016 sur les fonds d'investissement alternatifs réservés (dans la mesure où ils n'ont pas choisi d'être soumis à l'impôt général sur les sociétés) ou (iv) les sociétés de gestion de patrimoine familial soumises à la loi amendée du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial, sont exemptés de l'impôt sur le revenu au Luxembourg mais sont assujettis à une taxe d'abonnement annuelle. Pour cette raison, les revenus et plus-values tirés des Actions ne sont pas assujettis aux impôts sur le revenu au Luxembourg.

Les Actions doivent être incluses dans le patrimoine net imposable des investisseurs qui sont des entreprises résidant au Luxembourg, sauf si le détenteur des Actions est (i) un OPC soumis à la Loi, (ii) un organisme régi par la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation, (iii) une société d'investissement régie par la loi amendée du 15 juin 2004 sur les sociétés d'investissement en capital-risque, (iv) un fonds d'investissement spécialisé soumis à la loi amendée du 13 février 2007 sur les fonds d'investissement spécialisés ou (v) fonds d'investissement alternatifs réservés soumis à la loi du 23 juillet 2016 sur les fonds d'investissement alternatifs réservés, (vi) une société de gestion de patrimoine familial soumise à la loi amendée du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial. Le patrimoine net imposable est assujetti à l'impôt au taux de 0,5% par an.

Un taux d'imposition réduit de 0,05% est appliqué au-delà de 500 millions d'euros.

Actionnaires ne résidant pas au Luxembourg

Les détenteurs d'Actions qui sont des particuliers ne résidant pas au Luxembourg ou des entités collectives n'ayant pas d'établissement permanent au Luxembourg ne sont pas assujettis à l'impôt luxembourgeois sur les plus-values réalisées lors de la vente des Actions ni sur les distributions reçues de la Société, et les Actions ne sont pas assujetties à l'impôt sur la fortune.

Echange automatique d'informations

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a développé une norme mondiale pour la déclaration des informations, afin de mettre en place un système exhaustif et multilatéral d'échange automatique d'informations (« AEOI ») à l'avenir, dans le monde entier. Le 9 décembre 2014, la Directive 2014/107/EU venant modifier la Directive 2011/16/EU en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (la « Directive CRS UE ») a été adoptée afin de mettre la CRS en œuvre dans les Etats membres.

La Directive CRS UE a été transposée dans le droit luxembourgeois par le biais de la loi du 18 décembre 2015 sur l'échange automatique des informations relatives aux comptes financiers dans le domaine fiscal (la « Loi CRS »).

La Loi CRS exigera des établissements financiers du Luxembourg qu'ils identifient les détenteurs d'actifs financiers et déterminent s'il s'agit de résidents fiscaux de pays avec lesquels le Luxembourg a conclu un accord d'échange d'informations fiscales.

En conséquence, la Société requiert de ses investisseurs qu'ils fournissent des informations concernant l'identité et la résidence fiscale des titulaires de comptes financiers (dont certaines entités et les personnes qui en exercent le contrôle) afin de déterminer leur statut CRS. Il est obligatoire de répondre aux questions relatives à la Loi CRS. Les Données personnelles obtenues seront utilisées aux fins de la Loi CRS ou aux fins indiquées par la Société dans la section relative à la protection des données du Prospectus en conformité avec la loi luxembourgeoise sur la protection des données. Les informations concernant un investisseur et son compte seront déclarées aux autorités fiscales luxembourgeoises(*Administration des Contributions Directes*), qui les transmettront automatiquement aux autorités fiscales étrangères compétentes une fois par an, si ce compte est réputé être un compte CRS à déclarer en vertu de la Loi CRS.

En vertu de la Loi CRS, le premier échange d'informations a eu lieu le 30 septembre 2017 pour les informations relatives à l'année civile 2016. En vertu de la Directive CRS UE, le premier AEOI doit être appliqué au plus tard le 30 septembre 2017 aux autorités fiscales locales de tous les Etats membres pour les données relatives à l'année civile.

Parallèlement, le Luxembourg a signé l'accord multilatéral entre autorités compétentes de l'OCDE (« l'Accord multilatéral ») permettant l'échange automatique des informations en vertu de la CRS. L'Accord multilatéral vise à mettre la CRS en œuvre dans les Etats qui ne sont pas membres de l'Union européenne, et requiert pour cela un accord individuel pour chaque pays.

Nous recommandons aux investisseurs de consulter leurs conseillers professionnels quant aux éventuelles conséquences fiscales ou autres de la mise en œuvre de la CRS.

FATCA

La Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA), qui s'inscrit dans le cadre de la loi sur l'emploi (Hiring Incentives to Restore Employment Act) de 2010, a été promulguée aux Etats-Unis en 2010. Elle exige des institutions financières situées en dehors des Etats-Unis (« foreign financial institutions » ou « FFI ») qu'elles transmettent chaque année des renseignements sur les comptes financiers (« Financial Accounts ») détenus par des ressortissants américains spécifiés (« Specified US Persons »), directement ou indirectement, aux autorités fiscales américaines, c'est-à-dire à l'Internal Revenue Service (IRS). Une retenue fiscale de 30% est imputée sur certains revenus de source américaine à toute FFI qui omet de se conformer à cette exigence. Le 28 mars 2014, le Grand-Duché du Luxembourg a passé un accord intergouvernemental (AI) de modèle 1 avec les Etats-Unis et un protocole d'entente (PE) différent. La Société devra respecter l'AI du Luxembourg, tel qu'intégré au droit luxembourgeois en vertu de la loi du 24 juillet 2015 relative à la FATCA (« la loi sur la FATCA »), pour se conformer aux dispositions de la FATCA plutôt que de se conformer directement aux réglementations du Trésor américain mettant la FATCA en vigueur. En vertu de la loi sur la FATCA et de l'AI du Luxembourg, la Société peut être tenue de recueillir des informations visant à identifier, parmi ses actionnaires directs et indirects, ceux qui sont des ressortissants américains spécifiés au sens de la FATCA (lesquels constituent des « reportable accounts », c.-à-d. des comptes à signaler). Tout renseignement FATCA porté à la connaissance de la Société sur des comptes à signaler sera transmis aux autorités fiscales du Luxembourg, qui le communiqueront automatiquement au gouvernement des Etats-Unis en vertu de l'article 28 de la Convention signée entre le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale concernant l'impôt sur le revenu et le capital, laquelle convention a été signée au Luxembourg le 3 avril 1996. La Société a l'intention de se conformer aux dispositions de la loi sur la FATCA et de l'AI du Luxembourg jugées conformes à la FATCA, et de s'exonérer de la retenue fiscale de 30 % sur la part de paiements éventuellement imputables à des investissements américains réels ou supposés de la Société. La Société vérifiera continuellement les obligations que lui imposent la FATCA, et notamment la loi sur la FATCA.

Pour assurer la conformité de la Société aux dispositions de la FATCA, de la loi sur la FATCA et de l'AI luxembourgeois, la Société peut, à condition d'agir de bonne foi et sur la base de motifs raisonnables, dans le respect des dispositions susmentionnées et dans la mesure permise par les lois et réglementations en vigueur :

- a. demander des renseignements ou des documents, y compris un formulaire fiscal W-8, un numéro d'identification d'intermédiaire mondial, le cas échéant, ou tout autre justificatif valide de déclaration du statut d'actionnaire au titre de la FATCA auprès de l'IRS ou tout document d'exemption valide, afin de justifier du statut d'actionnaire au titre de la FATCA ;
- b. communiquer des informations sur un Actionnaire et sur son compte de participation dans la Société aux autorités fiscales du Luxembourg si ce compte est considéré comme un compte FATCA à signaler en vertu de la loi sur la FATCA et de l'AI du Luxembourg ;
- c. déclarer les informations aux autorités fiscales luxembourgeoises (Administration des contributions directes) s'agissant des paiements versés aux Actionnaires ayant le statut d'institution financière étrangère non participante en vertu de la FATCA ;
- d. déduire les retenues fiscales américaines applicables de certains paiements effectués à l'Actionnaire par ou pour le compte de la Société conformément à la FATCA, à la loi sur la FATCA et à l'AI du Luxembourg ; et
- e. divulguer ces données personnelles à tout payeur immédiat de certains revenus de source américaine, dans le respect des exigences de retenue à la source ou de déclaration d'informations éventuellement applicables au paiement de ces revenus.

Afin de communiquer les rapports aux autorités fiscales luxembourgeoises, il est nécessaire de passer par un agent tiers.

Considérations fiscales applicables aux particuliers qui résident au Royaume-Uni

Nous attirons l'attention des Actionnaires britanniques sur le fait que le HMRC (fisc britannique) a accordé le statut de « reporting Funds » au Royaume-Uni à toutes les Catégories désignées comme « reporting Funds » dans les Notices d'information. Le « revenu total à déclarer » (total reportable income) des Catégories considérées comme des « reporting Funds » au sens de la fiscalité

britannique sera publié sur Internet à l'adresse www.jupiteram.com. www.jupiteram.com. Une fois ce statut obtenu par une Catégorie, celui-ci devrait être maintenu à condition que la Catégorie concernée satisfasse aux exigences de déclaration annuelle. Les Administrateurs comptent faire en sorte que ces conditions soient remplies. La liste officielle des fonds visés par les exigences de déclaration (« reporting funds ») peut être consultée sur le site Internet de l'administration fiscale britannique HM Revenue & Customs à l'adresse :

<https://www.gov.uk/government/publications/offshore-funds-list-of-reporting-funds>.

Fonds nourriciers

Les conversions entre Catégories depuis un Fonds nourricier et incluant un Fonds nourricier sont interdites. Nous attirons l'attention des Actionnaires sur le fait que les conversions entre Catégories d'un Fonds nourricier seront traitées comme un rachat des Actions de la Catégorie initiale et une souscription d'Actions de la nouvelle Catégorie. Ceci peut engendrer la réalisation d'une perte ou d'un gain imposable en vertu de la législation du pays de résidence fiscale de l'Actionnaire concerné. Un Actionnaire dont les Actions d'une Catégorie ont été converties en Actions d'une autre Catégorie suite à une demande de conversion n'est pas en droit d'annuler cette opération, sauf en tant que nouvelle opération.

Imposition des investissements du Jupiter India Select Fund en Inde par le biais de Jupiter South Asia Investment Company (la « Filiale »)

Le traité de non-double imposition convenu entre l'Inde et l'Île Maurice a été amendé le 1^{er} avril 2017, ce qui a eu pour conséquence un retrait par étape des avantages liés à l'exemption de l'imposition sur les plus-values à court terme, à compter de cette date. Dans la mesure où elle est résidente de l'Île Maurice à des fins fiscales, la Filiale a bénéficié des avantages fiscaux découlant du traité de non-double imposition convenu entre l'Inde et l'Île Maurice, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1983.

Le traitement fiscal susmentionné, en vertu du traité de non-double imposition convenu entre l'Inde et l'Île Maurice, était disponible tant que la Filiale n'avait ni établissement permanent ni fonctions de gestion et de contrôle en Inde.

La Société se réserve le droit de restructurer le Jupiter India Select Fund et la Filiale (par le biais d'une fusion, d'un transfert d'actifs ou autres moyens) de sorte que tous les actifs soient détenus par le Jupiter India Select Fund. Tout changement de la sorte pourrait faire augmenter les impôts et autres coûts dus par le Jupiter India Select Fund ou la Filiale, et pourrait avoir un impact négatif sur les rendements du Jupiter India Select Fund. La Société n'est pas responsable de toute perte éventuellement subie par un Actionnaire en raison de la modification des lois fiscales en vigueur ou de leur interprétation par les tribunaux ou les autorités fiscales.

Aspects d'ordre général

Les déclarations ci-dessus relatives à la fiscalité se basent sur les conseils reçus par la Société eu égard à la législation et aux pratiques en vigueur à la date du présent document. Il est rappelé aux investisseurs potentiels que les niveaux et les bases d'imposition sont sujets à modifications et que la valeur de toute exemption fiscale dépend de la situation individuelle du contribuable.

Les Actionnaires de la Société peuvent être résidents fiscaux dans de nombreux pays différents. Par conséquent, le présent Prospectus ne cherchera en aucun cas à résumer les conséquences fiscales pour chaque investisseur. Ces conséquences varieront suivant la législation et les pratiques en vigueur dans le pays de citoyenneté, de résidence, de domicile ou de constitution d'un Actionnaire et en fonction de sa situation personnelle.

Les Actionnaires sont tenus de s'informer auprès de leur conseiller professionnel des conséquences qu'impliquent pour eux l'achat, la détention, le rachat, la cession, la vente ou la conversion d'Actions conformément à la législation applicable dans les juridictions auxquelles ils sont soumis, notamment les conséquences fiscales et toute exigence en matière de contrôle des changes. Ces conséquences, et notamment la possibilité de bénéficier d'exemptions de même que la valeur de ces exemptions, varieront en fonction de la législation et des pratiques en vigueur dans le pays de citoyenneté, de résidence, de domicile ou de constitution de l'Actionnaire concerné et en fonction de sa situation personnelle.

Informations générales

Informations sur la Société

La Société est une société d'investissement de type ouvert agréée en tant qu'Organisme de placement collectif en valeurs mobilières (« **OPCVM** ») en vertu de la partie I de la Loi. Elle a été constituée au Luxembourg en tant que société d'investissement à capital variable (« **SICAV** ») le 22 septembre 2005 pour une durée illimitée. Ses Statuts ont été publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du 11 octobre 2005. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 juillet 2015 et publiés dans le *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations* le 15 septembre 2015. Elle est immatriculée auprès du registre de commerce luxembourgeois sous le numéro B 110.737.

Les Actions n'ont aucune valeur nominale. Le capital de la Société est égal à ses actifs nets libellés en Euros et le montant minimum du capital est fixé à 1 250 000 €.

Société de gestion

Les Administrateurs ont désigné Jupiter Unit Trust Managers Limited en tant que Société de gestion de la Société chargée d'exercer les fonctions de marketing, d'administration et de gestion de portefeuille pour la Société.

La Société de gestion a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée le 11 avril 1986, pour une durée illimitée. A la date du présent Prospectus, le capital émis de la Société de gestion s'élevait à 300 000 GBP et était représenté par trois cent mille (300 000) actions de 1 GBP chacune, entièrement libérées. Lors de sa constitution, les statuts de la Société de gestion ont été déposés auprès de la Companies House (registre des sociétés). Ils ont été modifiés pour la dernière fois le 30 septembre 2008. La société Jupiter Unit Trust Managers Limited est agréée comme société de gestion gérant des OPCVM régis par la Directive OPCVM.

La Société de gestion est agréée et réglementée par la FCA.

A la date du présent Prospectus, les Administrateurs de la Société de gestion sont :

- Nick Ring (Président), Global Head of Distribution, Londres - Chargé des accords de distribution conclus dans l'ensemble du Groupe Jupiter ; et
- Rupert Corfield, Chief Risk Officer, Londres – Chargé de la gestion des risques d'exploitation et d'investissement dans l'ensemble du Groupe Jupiter ;
- Paula Moore, Joint Chief Operating Officer, Londres – Chargée des activités opérationnelles du Groupe Jupiter ;
- Robert Parker, Compliance Director, Londres – Chargé des accords de conformité conclus dans l'ensemble du Groupe Jupiter ; et
- Alex Sargent, Head of Finance, Londres - Chargé de la gestion des financements dans l'ensemble du Groupe Jupiter.

En vertu de son Contrat de services de société de gestion, la Société de gestion peut déléguer l'exécution de ses fonctions à toute partie, conformément aux modalités de son Contrat de services de société de gestion.

La Société de gestion a délégué ses fonctions de gestion de portefeuille au Gestionnaire de portefeuille.

La Société de gestion a délégué ses fonctions d'administration à l'Agent administratif et a conclu un accord à ces fins avec celui-ci, en vertu duquel il accepte de remplir les fonctions de teneur de registre, d'agent de transfert et d'agent administratif central de la Société, et d'exécuter d'autres tâches administratives relatives à la Société.

La Société de gestion a délégué ses fonctions de commercialisation au Distributeur et a conclu un accord à ces fins avec celui-ci, en vertu duquel il accepte de remplir les fonctions de distributeur des Actions de la Société, pouvant à ces fins nommer des sous-distributeurs.

La Société de gestion contrôlera les activités des tiers auxquels elle a délégué des fonctions sur une base continue. En vertu des accords conclus entre la Société de gestion et les tiers concernés, la Société de gestion peut transmettre à tout moment d'autres instructions à ces tiers et peut révoquer leur mandat, avec effet immédiat, s'il y va de l'intérêt des Actionnaires.

La Société de gestion reste responsable des actes et omissions des personnes à qui elle peut déléguer ses fonctions (dont toute fonction opérationnelle critique ou importante) ou tout(e) service ou

activité pertinent(e) (dans les deux cas selon la définition des règles en vigueur au Royaume-Uni) devant être fourni(e) en vertu du Contrat de services de société de gestion.

Le Contrat de services de société de gestion conclu entre la Société et la Société de gestion contient des dispositions en vertu desquelles, en l'absence de toute fraude, négligence ou faute intentionnelle de la part de la Société de gestion, celle-ci se dégage de toute responsabilité envers les investisseurs potentiels, les Actionnaires, ses dirigeants, la Société ou toute autre personne dans le cadre de tout acte ou toute omission lié(e) aux devoirs et obligations acquittés par la Société de gestion en vertu du Contrat de services de société de gestion. Le Contrat de services de société de gestion stipule également que la Société devra garantir la Société de gestion, les membres de son organe de direction, ses dirigeants et ses employés contre, entre autres, tous les coûts, dépenses, pertes, dommages, responsabilités, demandes, charges et réclamations, de quelque nature que ce soit, encourus directement par la Société de gestion ou portés à son encontre dans le cadre de toute mesure prise conformément au Contrat de services de société de gestion.

La Société de gestion agit également en qualité de société de gestion d'autres fonds de placement, dont la liste est disponible sur demande.

Le Contrat de services de société de gestion a été conclu pour une durée illimitée et peut être résilié par l'une des parties en envoyant un avis de résiliation à l'autre partie, sous réserve d'un préavis d'au moins six (6) mois. Le Contrat de services de société de gestion peut être résilié dans un délai moins long dans certaines circonstances (en cas de violation majeure du contrat par l'une des parties non résolue dans un certain laps de temps, ou si cela est requis par les lois et règlements en vigueur ou par une autorité compétente), voire avec effet immédiat (par exemple, si une partie est mise en liquidation ou se trouve dans des circonstances semblables, ou en cas de violation majeure du contrat par l'une des parties qui ne peut pas être résolue).

La politique de rémunération du Groupe Jupiter (la « Politique de rémunération ») s'applique à l'ensemble du groupe et est supervisée par un comité de rémunération indépendant (le « Comité »). Cette Politique de rémunération est conçue pour attirer, motiver et fidéliser des employés de la plus haute qualité, pour récompenser les performances individuelles et collectives et pour aligner ses activités sur les normes de gestion du risque et de conformité et sur les intérêts à long terme des actionnaires, des investisseurs et d'autres parties prenantes. Tous les employés reçoivent les mêmes mesures incitatives et sont récompensés en fonction de leur performance individuelle et du succès du Groupe.

Les composantes de la politique de rémunération incluent un salaire de base, des avantages sociaux, une prime annuelle (dont une partie peut être transférée en actions et/ou en parts de fonds), des commissions de surperformance (pour certains gérants de fonds), des octrois incitatifs à long terme basés sur des actions et des plans d'actionnariat applicables à tous les employés (Sharesave et Share Incentive Plan). Chaque année, le Comité révise et approuve la Politique de rémunération afin de s'assurer qu'elle est efficace, qu'elle promeut des prises de risque saines et efficaces et qu'elle respecte les règlements en vigueur.

La politique de rémunération est en cohérence avec une gestion du risque saine et efficace et en fait la promotion, et vise à dissuader la prise de risque ne correspondant pas aux profils de risque des Compartiments ou des Statuts. La politique de rémunération est alignée avec la stratégie commerciale, les objectifs, les valeurs et les intérêts de la Société de gestion et de ses Actionnaires, et inclut des mesures de prévention des conflits d'intérêts.

La politique de rémunération stipule également que si la rémunération liée à la performance, l'évaluation de celle-ci s'effectue à partir d'un cadre pondéré sur un, deux et cinq et adapté à la période de détention recommandée aux investisseurs des fonds gérés par la Société de gestion. Cela permet d'assurer que le processus d'évaluation repose sur la performance à plus long terme des fonds et sur leurs risques d'investissement, et la répartition sur une période de trois dans du paiement réel des composants basés sur la performance. La politique de rémunération assure également l'équilibrage adéquat des composants fixes et variables de la rémunération totale et que le composant fixe représente une proportion suffisamment élevée de la rémunération totale, afin de permettre la mise en œuvre d'une politique totalement flexible sur les composants de rémunération variable, incluant la possibilité de n'en verser aucune.

De plus amples informations sur la Politique de rémunération la plus récente, incluant une vue d'ensemble de chacune de ses composantes et des processus de gouvernance associés, ainsi que la composition du Comité, sont disponibles sur le site Internet du groupe Jupiter à l'adresse <http://www.jupiteram.com/en/Jupiter-Fund-Management-plc/Governance/Risk-management>. Une copie papier de ces informations déclarées

quant à la rémunération est disponible gratuitement sur demande auprès du siège social de la Société de gestion.

Dépositaire et Agent payeur au Luxembourg

La Société a nommé J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. comme Dépositaire chargé de (i) détenir en conservation les actifs de la Société, (ii) surveiller les liquidités, (iii) superviser les activités et (iv) accomplir tout service ponctuellement convenu et visé dans le Contrat de dépositaire.

La société J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. a été constituée au Luxembourg en tant que société anonyme le 16 mai 1973. Elle est autorisée à effectuer toutes les activités bancaires réglementées par les lois du Grand-duché de Luxembourg. Le Dépositaire détient un capital souscrit entièrement libéré de 11 millions de dollars. La société J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. est agréée en tant qu'établissement de crédit au sens de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 sur le secteur financier, telle que modifiée.

Le Dépositaire est chargé de détenir en conservation les actifs de la Société. Les instruments financiers pouvant être détenus en conservation peuvent être détenus soit directement par le Dépositaire soit, dans la mesure permise par les lois et règlements en vigueur, par le biais d'autres établissements de crédit ou intermédiaires financiers agissant en qualité de correspondants. Le Dépositaire s'assure également que les flux de trésorerie de la Société sont correctement surveillés, et notamment que les produits de souscription sont dûment perçus et que toutes les liquidités de la Société sont correctement consignées dans le compte de trésorerie au nom (i) de la Société, (ii) de la Société de gestion pour le compte de la Société ou (iii) du Dépositaire pour le compte de la Société.

Le Dépositaire doit également :

- (i) s'assurer que la vente, l'émission, le rachat, le remboursement, l'annulation et l'évaluation des Actions des Compartiments sont effectués conformément aux Statuts et aux lois en vigueur ;
- (ii) s'assurer que la valeur des Actions des Compartiments est calculée conformément aux Statuts et aux lois en vigueur ;
- (iii) s'assurer que la contrevaleur des opérations portant sur les actifs des Compartiments est remise aux Compartiments dans les délais habituels ;
- (iv) s'assurer que les revenus des Compartiments sont appliqués conformément aux Statuts et aux lois en vigueur ; et
- (v) exécuter les instructions de la Société, de la Société de gestion ou de ses représentants, sauf si elles sont contraires aux Statuts et aux lois en vigueur.

Le Dépositaire communique régulièrement à la Société et à sa Société de gestion l'inventaire complet des actifs de la Société.

Délégation des fonctions

Conformément aux dispositions de l'article 34bis de la Loi et du Contrat de dépositaire, le Dépositaire peut, sous réserve de certaines conditions et afin de mener à bien ses devoirs, déléguer la totalité ou une partie de ses devoirs de conservation des actifs de la Société visés à l'article 34(3) de la Loi à un ou plusieurs représentants tiers ponctuellement nommés par le Dépositaire.

Le Dépositaire choisira et nommera ses représentants tiers avec soin et diligence, afin de s'assurer que chacun d'entre eux présente à tout moment l'expertise et la compétence requises. Le Dépositaire vérifiera régulièrement que ses représentants tiers remplissent les exigences légales et réglementaires en vigueur, et supervisera chacun d'entre eux en continu afin d'assurer qu'ils s'acquittent en tout temps de leurs obligations avec compétence.

La responsabilité du Dépositaire ne sera pas affectée par le fait qu'il a confié auxdits représentants tiers tout ou partie des actifs de la Société confiés à sa garde.

En cas de perte d'un instrument financier détenu en conservation, le Dépositaire remettra à la Société un instrument financier identique ou une somme correspondante, dans les plus brefs délais, sauf si cette perte résulte d'un événement externe que le Dépositaire n'était raisonnablement pas en mesure de contrôler et dont les conséquences n'auraient pas pu être évitées même si des mesures raisonnables avaient été prises à ces fins.

La liste la plus récente des représentants tiers nommés (« Sous-dépositaires ») est jointe au présent Prospectus (Annexe 1) et disponible sur le site http://www.jupiteram.com/en/~/media/Files/Shareholder/SICAV_UCITS_V_Sub_Custodians.pdf.

Conformément à l'article 34bis(3) de la Loi, le Dépositaire s'assurera que, (i) si la législation d'un pays tiers exige que certains instruments financiers de la Société soient détenus en conservation par une entité locale et s'il n'existe pas d'entité locale soumise à une surveillance prudentielle efficace (y compris à des exigences minimales de fonds propres) et à une supervision adéquate dans ce pays tiers, le Dépositaire peut déléguer la conservation de ces instruments financiers à une telle entité locale, uniquement dans la mesure requise par la loi de ce pays tiers et uniquement si les Actionnaires sont dûment informés, avant d'investir, du caractère légalement obligatoire de cette délégation dans le pays tiers concerné, des circonstances justifiant la délégation et des risques y afférents, et que (ii) la Société de gestion ou la Société a demandé au Dépositaire de déléguer la conservation de ces instruments financiers à cette entité locale. Rien ne saurait compromettre ou limiter la capacité du Dépositaire à nommer ou à refuser de nommer un tiers à ces fins.

Conflits d'intérêts

Dans le cadre de ses fonctions, le Dépositaire agira de façon honnête, juste, professionnelle et indépendante, et uniquement dans l'intérêt des Actionnaires.

Des conflits d'intérêts peuvent néanmoins survenir de temps à autre du fait de la prestation par le Dépositaire et/ou ses sociétés affiliées d'autres services auprès de la Société, de la Société de gestion, des Actionnaires et/ou d'autres parties. Par exemple, le Dépositaire et/ou ses sociétés affiliées peuvent agir en qualité de dépositaire et/ou d'agent administratif d'autres fonds. Pour cette raison, il est possible que, dans le cadre de ses activités, les intérêts du Dépositaire (ou de l'une de ses sociétés affiliées) soient réellement ou potentiellement contraires à ceux de la Société et/ou d'autres fonds pour lesquels le Dépositaire (ou l'une de ses sociétés affiliées) remplit des fonctions.

En cas de conflit d'intérêts réel ou potentiel, le Dépositaire tiendra compte de ses obligations envers la Société et traitera la Société et les autres fonds pour lesquels il remplit des fonctions de façon juste et de façon à ce que, dans la mesure du possible, toutes les opérations soient effectuées dans des conditions qui ne sont pas plus désavantageuses pour la Société que si le conflit d'intérêts réel ou potentiel n'existe pas. De tels conflits d'intérêts sont identifiés, gérés et surveillés de différentes manières, incluant sans s'y limiter la séparation hiérarchique et fonctionnelle entre les activités de dépôt du Dépositaire et ses autres activités potentiellement contraires, ainsi que le respect de la politique du Dépositaire relative aux conflits d'intérêts.

Contrat de dépositaire

Les principales modalités convenues entre la Société, la Société de gestion et le Dépositaire sont définies dans le Contrat de dépositaire. Le Contrat de dépositaire peut être résilié sans motif, dans un délai d'au moins deux mois suivant la date de remise du préavis en cas de préavis donné par la Société de gestion et d'au moins 180 jours suivant la date de remise du préavis en cas de préavis donné par le Dépositaire. Sous réserve de la Loi et de la Directive OPCVM, le Contrat de dépositaire peut également être résilié par le Dépositaire suivant un préavis écrit de 30 jours si (i) il n'est pas en mesure d'assurer la protection requise pour les investissements de la Société en vertu des lois en vigueur en raison des décisions d'investissement prises par la Société de gestion et/ou la Société, ou si (ii) la Société ou la Société de gestion souhaite investir ou continuer d'investir dans une juridiction donnée sans tenir compte du fait que (a) l'investissement concerné peut exposer le client ou ses actifs à un risque significatif lié au pays concerné ou que (b) le Dépositaire n'est pas en mesure d'obtenir des conseils juridiques satisfaisants confirmant, entre autres, que, en cas d'insolvabilité d'un Sous-dépositaire ou d'une autre entité pertinente dans cette juridiction, les actifs du client en conservation au niveau local ne pourront pas être distribués aux créanciers du Sous-dépositaire ou de l'entité et ne pourront pas être réalisés dans l'intérêt de ces créanciers.

Avant l'expiration de cette période de préavis, la Société ou la Société de gestion devra proposer un nouveau dépositaire remplissant les critères des lois en vigueur, approuvé par la CSSF, auquel les actifs de la Société seront transférés et qui relèvera le Dépositaire de ses fonctions auprès de la Société afin de les assumer lui-même. La Société et la Société de gestion devront faire leur possible pour identifier un nouveau dépositaire, et le Dépositaire continuera de fournir ses services en vertu du Contrat de dépositaire jusqu'à ce que ce nouveau dépositaire soit nommé. Cependant, lors de la résiliation, le Dépositaire continuera d'exercer ses fonctions jusqu'à son remplacement, dans un délai de 90 jours ou toute autre période convenue par la Société de gestion, la Société et le Dépositaire.

Les commissions et charges à payer au Dépositaire sont acquittées par la Société de gestion par le biais de la Commission d'exploitation globale.

Le Dépositaire est responsable envers la Société ou les Actionnaires de la perte de tout instrument financier en conservation auprès du Dépositaire ou de ses délégués. Toutefois, le Dépositaire n'est pas tenu responsable s'il peut prouver que la perte découle d'un événement externe qu'il n'était raisonnablement pas en mesure de contrôler et dont les conséquences n'auraient pas pu être évitées.

même si des mesures raisonnables avaient été prises à ces fins. Le Dépositaire est également responsable envers la Société ou ses investisseurs de toutes les pertes subies par eux en cas de négligence ou de manquement intentionnel du Dépositaire dans l'accomplissement de ses fonctions conformément à la Loi et à la Directive OPCVM.

En l'absence de négligence ou de manquement intentionnel, le Dépositaire ne sera pas tenu responsable envers la Société ou les Actionnaires de tout acte ou omission qu'il aurait commis dans l'exercice de ses fonctions ou en lien avec celles-ci. Le Contrat de dépositaire inclut des dispositions stipulant que, en l'absence de négligence, de fraude ou de faute intentionnelle de la part du Dépositaire, de ses filiales, de ses sous-dépositaires et de leurs prête-noms, administrateurs, dirigeants, employés et agents respectifs, la Société accepte de garantir le Dépositaire, ses filiales, ses sous-dépositaires et leurs prête-noms, administrateurs, dirigeants, employés et agents respectifs contre toute responsabilité engagée contre eux dans le cadre de l'accomplissement de leurs fonctions de dépositaire en vertu du Contrat de dépositaire.

Les informations les plus récentes concernant les devoirs du Dépositaire, les conflits d'intérêts pouvant survenir et les activités de conservation déléguées par le Dépositaire, ainsi que la liste des représentants tiers et des conflits d'intérêts pouvant survenir du fait de cette délégation, seront fournies aux investisseurs sur demande auprès du siège social de la Société.

En sa qualité d'agent payeur de la Société, J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. est responsable du paiement des éventuelles distributions et des produits de rachat aux Actionnaires.

Gestionnaire de portefeuille

La Société de gestion a délégué ses fonctions de gestion de portefeuille au Gestionnaire de portefeuille.

Le Gestionnaire de portefeuille gérera les investissements des Compartiments conformément aux objectifs d'investissement et aux restrictions énoncés. Les conditions de la désignation du Gestionnaire de portefeuille sont définies dans le Contrat de gestion de portefeuille.

Le Gestionnaire de portefeuille est agréé et réglementé par la FCA au Royaume-Uni. Le Gestionnaire de portefeuille est responsable envers la Société de toute perte découlant d'une négligence, d'un acte de mauvaise foi, d'un manquement délibéré ou d'une fraude du Gestionnaire de portefeuille ou de ses employés (tel que reconnu par un tribunal de dernière instance de la juridiction compétente).

Le Contrat de gestion de portefeuille a été conclu pour une durée illimitée et peut être résilié par l'une des parties en envoyant un avis de résiliation à l'autre partie, sous réserve d'un préavis d'au moins trois (3) mois. Le Contrat de gestion de portefeuille peut également être résilié avec effet immédiat dans certaines circonstances (par exemple, en cas de violation majeure du contrat par l'une des parties qui n'est pas résolue dans un certain laps de temps, si une partie est mise en liquidation ou se trouve dans des circonstances semblables, pour des raisons réglementaires ou si la Société de gestion estime que cela est dans l'intérêt des Actionnaires).

Le Groupe Jupiter

La société mère ultime du Gestionnaire de portefeuille (qui est également le Distributeur) et de la Société de gestion est Jupiter Fund Management plc, une société constituée en Angleterre et au Pays de Galles. Le Gestionnaire de portefeuille et la Société de gestion sont des filiales détenues à 100% par une société du Groupe Jupiter. Depuis le lancement de ses activités en 1985, le Groupe Jupiter s'est bâti une solide réputation dans le domaine de la gestion d'actifs en mettant l'accent sur la performance et le service clientèle.

Le Groupe Jupiter est une société de gestion d'investissements qui a pour objectif principal de générer une surperformance sur le moyen à long terme par le biais d'une vaste gamme de produits d'investissement, et notamment des actions britanniques, européennes et émergentes, des segments actions spécialisés (actions du secteur financier par exemple) et des produits multi-gérants, ainsi que des stratégies obligataires et de rendement absolu.

Agent administratif

La Société de gestion a délégué ses fonctions d'administration à l'Agent administratif, J.P.Morgan Bank S.A.

L'Agent administratif est notamment responsable de la tenue des livres de la Société et du calcul de la Valeur nette d'inventaire.

Il agit également en tant qu'agent domiciliaire et agent de registre et de transfert de la Société.

En l'absence de fraude, de négligence ou de manquement délibéré, l'Agent administratif ne sera pas tenu responsable envers la Société de toute perte ou dommage encouru(e) par la Société dans l'exercice de ses fonctions par l'Agent administratif ou en lien avec celles-ci. Le Contrat d'administration prévoit que, en l'absence de fraude, de négligence ou de manquement délibéré de la part de l'Agent administratif, de ses filiales, de ses prête-noms et de leurs administrateurs, dirigeants, employés et agents respectifs, la Société accepte de garantir l'Agent administratif contre toute responsabilité engagée par celui-ci dans l'exercice de ses fonctions pour le compte de la Société.

Le Contrat d'administration a été conclu pour une durée illimitée et peut être résilié par l'une des parties en envoyant un avis de résiliation aux autres parties, sous réserve d'un préavis d'au moins six (6) mois. Le Contrat d'administration peut également être résilié avec un préavis moins long dans certaines circonstances (par exemple, en cas de résiliation du Contrat de dépositaire) ou avec effet immédiat (par exemple, en cas de violation majeure du contrat par l'une des parties qui n'est pas résolue dans un certain laps de temps, si une partie est mise en liquidation ou se trouve dans des circonstances semblables, pour des raisons réglementaires ou si la Société et la Société de gestion estiment que cela est dans l'intérêt des Actionnaires).

L'Agent administratif n'est doté d'aucun pouvoir de décision concernant les investissements de la Société. L'Agent administratif est un prestataire de services vis-à-vis de la Société et n'est pas responsable de l'élaboration du présent Prospectus ni des activités de la Société. Il n'assume par conséquent aucune responsabilité quant à l'exactitude des informations contenues dans le présent Prospectus ni quant à la validité de la structure et des investissements de la Société.

Distributeur

La Société de gestion a nommé le Distributeur à titre non exclusif afin de distribuer et de promouvoir la vente des Actions dans le monde entier.

L'Accord de distribution autorise le Distributeur à nommer des délégués, sous réserve de l'approbation préalable de la Société de gestion, et, dans la mesure nécessaire, de l'approbation préalable des organismes de réglementation.

En vertu de l'Accord de distribution, le Distributeur, en l'absence de négligence, d'acte de mauvaise foi, de fraude ou de manquement délibéré de sa part, n'est pas tenu responsable envers la Société, les Actionnaires ou la Société de gestion.

L'Accord de distribution a été conclu pour une durée illimitée et peut être résilié par l'une des parties en envoyant un avis de résiliation à l'autre partie, sous réserve d'un préavis d'au moins trois (3) mois. L'Accord de distribution peut également être résilié avec effet immédiat dans certaines circonstances (par exemple, en cas de violation majeure du contrat par l'une des parties qui n'est pas résolue dans un certain laps de temps, si une partie est mise en liquidation ou se trouve dans des circonstances semblables ou si la Société de gestion estime que cela est dans l'intérêt des Actionnaires).

Types d'Actions

La Société propose des Actions de différentes Catégories, comme indiqué dans la Notice d'information de chaque Compartiment et à la section intitulée « Catégories d'actions et leurs caractéristiques ». Chaque Notice d'information mentionne la Devise de référence et la Devise de la Catégorie dans lesquelles les Actions sont offertes à la souscription ou au rachat. Les Actions offertes par le biais des présentes peuvent faire l'objet de différentes commissions de vente, commissions de gestion et autres frais. Les investisseurs se reporteront à la Notice d'information correspondante pour savoir quelles sont les Catégories offertes par un Compartiment. Les Actions seront émises uniquement sous forme nominative. La propriété des Actions sera établie par une inscription au registre. Lors de la première souscription, chaque Actionnaire se verra attribuer un Numéro de compte personnel et recevra de l'Agent administratif un relevé de compte annuel. Le Numéro de compte personnel devra être indiqué dans toute communication ultérieure avec l'Agent administratif. Les Actions sans certificat permettent aux Actionnaires de demander la conversion et le rachat immédiats d'Actions un quelconque Jour d'évaluation.

Les Actions peuvent être mises à disposition notamment par l'Agent administratif ou le Distributeur, tels que définis à la section « Glossaire » du présent Prospectus.

Toutes les Actions doivent être entièrement libérées ; elles n'ont aucune valeur nominale et ne confèrent aucun droit préférentiel ou de préemption. Chaque Action, quel(le) que soit le Compartiment ou la Catégorie auquel/à laquelle elle appartient, donne droit à une voix lors de toute assemblée générale des Actionnaires, conformément à la loi luxembourgeoise et aux Statuts.

Des fractions d'Actions nominatives seront émises jusqu'au centième d'Action. Ces fractions d'Actions ne conféreront aucun droit de vote mais donneront droit à participer proportionnellement au

résultat net et au produit de liquidation attribuables à la Catégorie concernée au sein du Compartiment correspondant.

Investisseurs étrangers et Actionnaires non éligibles

Les Administrateurs peuvent limiter la détention d'Actions par toute personne, société de personnes ou de capitaux si cette détention est contraire à une quelconque disposition légale ou réglementaire ou susceptible d'affecter le statut fiscal de la Société. Les restrictions applicables à un Compartiment ou à une Catégorie donné(e) seront spécifiées dans la Notice d'information correspondante.

Toute personne détenant des Actions en violation des restrictions susmentionnées ou qui, du fait de ses participations, contrevient aux lois et réglementations de toute juridiction compétente ou dont les participations pourraient, de l'avis des Administrateurs, faire supporter à la Société une responsabilité fiscale ou un inconvénient pécuniaire qui n'auraient pas été supportés autrement ou dans toutes circonstances que les Administrateurs estimaient préjudiciables aux intérêts des Actionnaires, indemnisa la Société, la Société de gestion, le Gestionnaire de portefeuille, le Dépositaire, l'Agent administratif et les Actionnaires pour toute perte subie en raison de l'acquisition ou la détention par elle d'Actions de la Société.

Les Administrateurs sont autorisés par les Statuts à procéder à l'annulation et/ou au rachat forcé de toutes Actions dont la détention ou la propriété du bénéfice économique contrevient aux restrictions imposées par leurs soins ou à toute loi ou réglementation applicable.

Ni la Société, ni le Gestionnaire de portefeuille, ni le Distributeur, ni l'Agent administratif, ni le Dépositaire, ni leurs administrateurs, dirigeants, employés ou agents, ne seront responsables de l'authenticité des instructions des Actionnaires présumées, de façon raisonnable, authentiques. Ils ne seront par ailleurs responsables d'aucune perte, d'aucun coût ou d'aucune dépense découlant de toute instruction non autorisée ou frauduleuse. Le Distributeur et l'Agent administratif devront toutefois prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que les instructions sont authentiques.

Exercice comptable, rapports et comptes

L'exercice comptable de la Société se termine le 30 septembre de chaque année.

Dans un délai de quatre mois à compter de la clôture de chaque exercice, la Société préparera un rapport annuel contenant les informations relatives aux actifs de la Société et de chaque Compartiment, à leur gestion et aux résultats obtenus. Ce rapport sera audité par le réviseur d'entreprises agréé de la Société.

La Société s'engage à ce que la comptabilité de la Société soit à tout moment tenue dans le respect des principes comptables généralement acceptés au Luxembourg.

Dans les deux mois suivant la clôture du premier semestre de chaque exercice, la Société préparera également un rapport semestriel contenant des informations sur les actifs de la Société et de chaque Compartiment ainsi que sur leur gestion durant le semestre correspondant.

Ces rapports seront à la disposition des Actionnaires au siège social de la Société, auprès du Dépositaire et de tout Agent payeur et du Distributeur, de même que sur le site www.jupiteram.com.

Assemblées générales des Actionnaires

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra à 10h (heure de Luxembourg) le deuxième vendredi du mois de janvier au siège social de la Société ou en tout autre lieu indiqué par le Secrétaire général de la Société dans l'avis de convocation à ladite assemblée. Si ce jour n'est pas un Jour ouvré, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier Jour ouvré suivant. Les avis de convocation aux assemblées générales, y compris ceux des assemblées générales des Actionnaires d'une Catégorie, seront adressés conformément à la législation luxembourgeoise et, dans la mesure où les Statuts ou la loi l'exige(nt), publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dans un journal luxembourgeois et dans tout autre journal déterminé tant que de besoin par les Administrateurs. Les avis préciseront le lieu, la date et l'heure de l'assemblée générale, les conditions d'admission, l'ordre du jour, le quorum et les modalités de vote et seront transmis conformément à toute législation applicable. Les conditions de présence, de quorum et les majorités requises lors de toute assemblée générale seront celles visées par les Statuts et la loi luxembourgeoise.

Charges et dépenses

La Société acquittera à partir des actifs des Compartiments toutes les dépenses à payer par les

Compartiments concernés, qui incluent sans s'y limiter la Commission d'exploitation globale et les commissions du Gestionnaire de portefeuille (ainsi que décrit ci-après).

A l'exception des Compartiments Jupiter Asia Pacific Income, Jupiter Global Ecology Diversified et Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond, les dépenses à payer par un Compartiment sont réglées à partir des revenus bruts du Compartiment concerné. Les Compartiments Asia Pacific Income, Jupiter Global Ecology Diversified et Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond peuvent régler la totalité ou une partie de leurs frais et dépenses à partir de leur capital.

Commission d'exploitation globale

Afin de protéger les Actionnaires contre les fluctuations des frais d'exploitation ordinaires, la Société versera à la Société de gestion une commission fixe (« **Commission d'exploitation globale** ») en tant que pourcentage annuel de la Valeur nette d'inventaire de la Catégorie pour chaque Compartiment, et la Société de gestion sera tenue d'acquitter toutes les commissions et dépenses ordinaires à partir de la Commission d'exploitation globale qu'elle aura reçue, incluant sans s'y limiter :

- (i) Commissions et dépenses de la Société de gestion (mais pas les commissions de gestion d'investissement et les dépenses du Gestionnaire de portefeuille) ;
- (ii) Commission de dépositaire et honoraires de comptabilité des Compartiments, d'agent de transfert et de fiduciaire : En qualité d'Agent administratif et de Dépositaire, J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. pourra prétendre à une commission de dépositaire, à des honoraires de comptabilité des Compartiments, à des honoraires d'agent de transfert et à des honoraires de fiduciaire. La commission de dépositaire correspond aux frais de garde, d'administration et de transaction ;
- (iii) Frais de constitution encourus dans le cadre du lancement d'un nouveau Compartiment ;
- (iv) Coûts de fonctionnement de filiales ad hoc ;
- (v) Toutes les commissions et dépenses encourues dans le cadre de l'enregistrement et du renouvellement de l'enregistrement du Compartiment auprès de toute agence gouvernementale ou place boursière du Grand-duché de Luxembourg et dans tout autre pays ainsi que les frais annexes ;
- (vi) Commissions de l'Agent payeur ;
- (vii) Frais de distribution des dividendes/revenus ;
- (viii) Coûts liés aux agents employés par la Société, aux correspondants et aux représentants permanents sur les lieux d'enregistrement ;
- (ix) Coûts de déclaration des informations financières et réglementaires ;
- (x) Charges gouvernementales, impôts et droits ;
- (xi) Coûts liés à la préparation et au dépôt des rapports fiscaux et autres rapports dans le cadre des opérations de la Société ou de ses Actionnaires ;
- (xii) Coûts liés à la préparation et à la publication de données, de documents et de communications auprès des Actionnaires, dont coûts de préparation, d'impression et de distribution des prospectus, des notes explicatives relatives aux DICI, des rapports périodiques et des attestations d'enregistrement, et coûts liés à tout rapport fourni aux Actionnaires ;
- (xiii) Rémunération et assurance des Administrateurs, ainsi que frais de transport et débours raisonnablement encourus dans le cadre des réunions du Conseil ;
- (xiv) Frais juridiques ; et
- (xv) Frais d'audit.

A l'exception du paiement de la Commission d'exploitation globale et des autres charges et dépenses décrites ci-dessous, la Société n'aura aucune autre obligation s'agissant des frais d'exploitation ordinaires.

Les Administrateurs, conjointement avec la Société de gestion, réviseront le niveau de la Commission d'exploitation globale au moins une fois par an. Lors de cette révision, les Administrateurs et la Société de gestion prendront en compte, entre autres, le montant des frais d'exploitation globaux (dont la Commission d'exploitation globale constituera une part importante) par rapport :

- (a) jusqu'à la fin de l'exercice se terminant le 30 septembre 2017, au niveau des frais d'exploitation ordinaires globaux, tels que définis dans les comptes audités de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2015 ; et
- (b) au niveau des frais d'exploitation globaux des entreprises comparables à la Société.

Les Administrateurs n'accepteront de modifier le niveau de la Commission d'exploitation globale que s'ils estiment que cela est dans l'intérêt des Actionnaires.

Les Administrateurs sont autorisés à modifier le niveau réel de la Commission d'exploitation globale payée par chaque Catégorie (avec l'accord de la Société de gestion) jusqu'à hauteur du niveau stipulé dans la Notice d'information de chaque Compartiment. Des taux différents peuvent s'appliquer à différents Compartiments et différentes Catégories.

Les Administrateurs peuvent également augmenter le niveau de la Commission d'exploitation globale stipulé dans la Notice d'information de chaque Compartiment applicable à toute Catégorie, à tout moment et à leur discrétion, auquel cas le Prospectus sera mis à jour en conséquence. Dans le cas, les Actionnaires concernés bénéficieront d'un délai d'un mois pour éventuellement demander gratuitement le rachat de leurs Actions. La Commission d'exploitation globale s'accumulera quotidiennement. Soumis aux divulgations de la Section *Politique de dividende - Plus-values et dividendes*, la Commission d'exploitation globale sera, en premier lieu, imputée aux revenus du Compartiment concerné. La Commission d'exploitation globale est accumulée lors de chaque calcul de la Valeur nette d'inventaire et est indiquée ponctuellement dans le DICI en intégrant une partie des frais courants de la Catégorie concernée.

Les comptes annuels et semestriels de la Société indiqueront la Commission d'exploitation globale applicable à chaque Catégorie pour la période couverte par lesdits comptes.

Afin d'éviter tout doute, la Commission d'exploitation globale est exonérée de la TVA, de la taxe sur les biens et services et de toute taxe semblable éventuellement applicable dans une juridiction donnée.

Commission acquise au Gestionnaire de portefeuille

La Commission de gestion d'investissement sera versée par la Société à la Société de gestion, qui devra ensuite payer toute somme due au Gestionnaire de portefeuille.

Le Gestionnaire de portefeuille pourra prétendre à une Commission de gestion d'investissement versée par la Société de gestion, à partir des actifs de la Société, au titre de chaque Catégorie de chaque Compartiment, telle que spécifiée dans la Notice d'information correspondante. Si la Commission de gestion d'investissement se présente sous la forme d'un taux maximum, la commission effectivement facturée devra figurer dans les rapports annuels et semestriels. Cette commission sera provisionnée quotidiennement et calculée à chaque Point d'évaluation et sera payable mensuellement à terme échu. Le Gestionnaire de portefeuille pourra prétendre au remboursement de tous les débours raisonnables qu'il aura encourus. La Société supportera le coût de toute taxe sur la valeur ajoutée applicable aux commissions ou autres montants payables au Gestionnaire de portefeuille ou dont il est redevable dans le cadre de ses fonctions.

Commissions de surperformance

Le Gestionnaire de portefeuille pourra recevoir, à partir des actifs des Compartiments Jupiter Europa et Jupiter Global Levered Absolute Return, une commission de surperformance calculée et accumulée lors de chaque Jour d'évaluation et payée une fois par an (« la Commission de surperformance »). Les périodes de calcul de la Commission de surperformance correspondent à l'exercice de la Société, qui se déroule sur douze mois et est clos au 30 septembre de chaque année (« la Période de performance »).

Des informations détaillées sur la Commission de surperformance de chaque Compartiment, notamment sur les modalités, la méthode de calcul, le mode d'accumulation et le paiement, sont fournies dans la Notice d'information du Compartiment concerné, à la rubrique Commission de surperformance.

Les Actionnaires doivent noter qu'étant donné le nombre d'Actionnaires attendus dans les Catégories des différents Compartiments, étant donné la fréquence quotidienne des transactions et étant donné la diversité des arrangements en prête-noms ou en régime dématérialisé à travers lesquels une grande part des Actions de la Société seront placées (par exemple, dans Euroclear), la Société considère qu'il n'est pas envisageable de mettre en œuvre des calculs d'égalisation ou d'émettre des séries d'Actions distinctes chaque Jour de transaction dans le but de déterminer la Commission de surperformance qui est attribuable à chaque Actionnaire pour les Catégories des Compartiments

susmentionnés pour lesquelles une Commission de surperformance est versée. Le calcul de la Commission de surperformance est basé sur la Valeur nette d'inventaire par Action sans application du facteur « swing ». Aux fins de la présente section, « Valeur nette d'inventaire par Action sans application du facteur swing » désigne la « Valeur nette d'inventaire » avant l'application de toute Commission de dilution (voir la section « Calcul du prix swing » pour de plus amples informations).

La méthode de calcul de la Commission de surperformance présentée dans la Notice d'information du Compartiment concerné consiste à ajuster le prix par Action à l'émission et au rachat, de manière à provisionner toute Commission de surperformance liée à chaque émission et rachat d'Actions au cours de chaque Période de performance. Les Actionnaires peuvent, par conséquent, être autant favorisés que défavorisés par la méthode de calcul. Cela dépendra de la Valeur nette d'inventaire par Action au moment où un Actionnaire souscrit ou rachète des Actions (par rapport à la performance globale du Compartiment durant la Période de performance concernée) et du moment où d'autres souscriptions et rachats seront faits dans le Compartiment au cours de cet exercice.

Par exemple, un Actionnaire qui souscrit au Compartiment durant la Période de performance, au moment où la Valeur nette d'inventaire par Action est supérieure à l'objectif de performance (tel que défini dans la Notice d'information), paiera un Prix de souscription qui aura déjà été réduit d'une provision pour la Commission de surperformance accumulée jusqu'à ce Jour d'évaluation. Si la performance du Compartiment se détériore par la suite, de sorte que la Valeur nette d'inventaire par Action diminue (mais reste supérieure à l'objectif d'investissement stipulé), l'Actionnaire sera défavorisé, car il devra encore payer une Commission de surperformance basée sur l'augmentation de la Valeur nette d'inventaire par Action au-delà de l'objectif d'investissement.

A l'inverse, un Actionnaire qui souscrit au Compartiment durant une Période de performance, au moment où la Valeur nette d'inventaire par Action est inférieure à l'objectif d'investissement et qui rachète par la suite sa participation avant la fin de cette Période de performance, lorsque la Valeur nette d'inventaire par Action augmente jusqu'à (mais sans dépasser) l'objectif d'investissement stipulé, sera favorisé, car dans ce cas, aucune Commission de surperformance ne lui sera facturée.

Si le Contrat de gestion de portefeuille est résilié ou si une Catégorie est dissoute ou fusionnée, ou si elle ou cesse de toute autre manière d'être une Catégorie de la Société, la Période de performance applicable à cette Catégorie se terminera, selon le cas, à la date de ladite résiliation, de ladite dissolution, de ladite fusion ou à la date à laquelle la Catégorie cesse d'être une Catégorie de la Société. La résiliation du Contrat de gestion de portefeuille n'aura aucune incidence sur le High Watermark (selon la définition fournie dans la Notice d'information du Compartiment concerné).

Autres frais

D'autres frais sont dus en plus de la Commission d'exploitation globale, des commissions du Gestionnaire de portefeuille et des commissions de surperformance.

Chaque Catégorie assume les coûts liés à certaines opérations, tels que les coûts d'achat et de vente des titres sous-jacents, les frais facturés par un établissement financier ou une organisation dans le cadre de contrats de swap ou d'opérations de gré à gré, les frais bancaires liés à la livraison ou à la réception de titres ou à des opérations de change, les frais liés à la gestion des garanties, les coûts de transaction, les coûts de prêt de titres, les intérêts sur les découvertes bancaires et tous autres frais et dépenses exceptionnels.

Chaque Catégorie assume également les dépenses exceptionnelles nées de facteurs externes, qui ne peuvent pas toujours être raisonnablement prévues dans le cadre des activités ordinaires de la Société, incluant sans s'y limiter les frais de contentieux et tout(e) impôt, prélèvement, droit ou charge fiscale semblable imposé(e) à la Société ou ses actifs en vertu d'une modification des lois et règlements.

Pour finir, tant que la Société et les différents Compartiments conserveront l'agrément de la SFC de Hong Kong, la Société s'engage à ne payer aucune dépense de marketing ou de publicité. Ces dépenses de marketing et de publicité seront acquittées par le Gestionnaire de portefeuille.

Tous les services de recherche rendus par des tiers en relation avec les services de gestion d'investissements que le Gestionnaire de portefeuille fournit aux Compartiments doivent être payés par le Gestionnaire de portefeuille.

Conditions de négoce et avantages incitatifs

Dans le cadre de l'exécution d'ordres ou du placement d'ordres auprès d'autres entités à des fins d'exécution ayant trait à des instruments financiers pour les Compartiments ou pour le compte de ceux-ci, le Gestionnaire de portefeuille ne prélevera et ne conservera aucun frais, aucune commission et aucun avantage monétaire, n'acceptera aucun avantage non monétaire versé ou offert par un tiers ou une personne agissant pour le compte d'un tiers. Le Gestionnaire de portefeuille est tenu de restituer à chaque Compartiment concerné dans les meilleurs délais possibles suivant leur réception, tous les frais, commissions et avantages monétaires versés ou offerts par des tiers ou des personnes agissant pour le compte de tiers en relation avec les services rendus au Compartiment concerné et de déclarer dans le rapport annuel les frais, les commissions ou les avantages monétaires qui lui ont été transférés. Cependant, le Gestionnaire de portefeuille est autorisé à accepter, sans être tenu de le déclarer, des avantages non monétaires mineurs susceptibles d'améliorer la qualité du service fourni aux clients et d'une échelle et d'une nature telles qu'ils ne pourraient pas être considérés comme capables de remettre en cause le respect de son obligation d'agir de façon honnête, juste et professionnelle dans le meilleur intérêt des clients.

Politique relative à l'exécution des ordres

La politique en matière d'exécution des ordres du Gestionnaire de portefeuille fournit les bases sur lesquelles il se fonde pour exécuter les transactions et placer les ordres en relation avec les clients tout en se conformant à ses obligations en vertu des règles auxquelles il est assujetti dans l'optique d'obtenir le meilleur résultat possible pour les clients.

De plus amples informations concernant la politique en matière d'exécution sont disponibles sur demande auprès du Gestionnaire de portefeuille et sur le site Web de Jupiter à l'adresse www.jupiteram.com.

Liquidation de la Société

Dans l'éventualité d'une liquidation volontaire de la Société, cette liquidation se déroulera conformément à la Loi et sera conduite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des Actionnaires qui décidera de cette dissolution et qui devra définir les pouvoirs des liquidateurs et leur rémunération. Ladite Loi prévoit actuellement que les montants qui n'ont pas été réclamés par les Actionnaires au moment de la clôture de la liquidation soient consignés en dépôt bloqué auprès de la Caisse de Consignation. Les montants non réclamés avant l'expiration de la période prescrite pourront être réputés perdus conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise.

Fusion, liquidation et réorganisation des Compartiments

Les Administrateurs peuvent décider de liquider un Compartiment si les actifs nets de ce Compartiment tombent en dessous de l'équivalent de 10 000 000 € ou si, à leur entière discrétion, les Administrateurs estiment qu'un changement de la situation économique ou politique relative au Compartiment justifie cette liquidation, ou encore si, pour des raisons financières ou commerciales, les Administrateurs estiment qu'il est dans l'intérêt général des Actionnaires de procéder à la liquidation du Compartiment, sous réserve des dispositions prévues dans les Statuts. La Société publiera sa décision avant la date effective de la liquidation ; le texte publié précisera les motifs de la liquidation et la procédure qui sera suivie. Sauf si les Administrateurs en décident autrement dans l'intérêt des Actionnaires, ou afin de garantir une égalité de traitement entre eux, les Actionnaires du Compartiment concerné peuvent continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs Actions. Les actifs qui ne peuvent être distribués à leurs bénéficiaires à la clôture de la liquidation du Compartiment concerné seront déposés auprès de la Caisse de Consignation au nom de leurs bénéficiaires.

En règle générale, la liquidation sera finalisée dans une période de neuf mois à compter de la date de liquidation. Cependant, sous réserve d'approbation des instances de régulation, cette période de liquidation peut être prolongée. Tout montant résiduel des revenus de la liquidation qui n'aura pas été distribué avant ladite clôture sera déposé auprès de la Caisse de Consignation et mis à disposition des Actionnaires y ayant droit jusqu'au terme de la période de prescription.

Le Conseil d'administration pourra décider d'allouer les avoirs d'un Compartiment à ceux d'un autre Compartiment au sein de la Société (le « **nouveau Compartiment** ») et de re-qualifier les actions de la ou des sous-catégorie(s) concernée(s) en actions du nouveau Compartiment (suite à une scission ou à une consolidation, si nécessaire, et au paiement de tout montant correspondant à une fraction

due aux Actionnaires). Les Administrateurs peuvent également décider d'allouer les actifs d'un Compartiment à un autre organisme de placement collectif constitué conformément aux dispositions de la Partie 1 de la Loi ou conformément à la législation d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace économique européen implémentant la Directive OPCVM ou à un compartiment au sein de cet autre organisme de placement collectif.

Les fusions seront réalisées dans le cadre de la Loi.

Toute fusion d'un Compartiment sera décidée par le Conseil d'administration, sauf si ce dernier décide de soumettre la décision relative à la fusion à une assemblée des Actionnaires du Compartiment concerné. Aucun quorum n'est requis lors cette assemblée et les décisions sont prises à la majorité simple des votes exprimés. En cas de fusion d'un Compartiment à la suite de laquelle la Société cesse d'exister, la décision de fusion sera prise par une assemblée des Actionnaires statuant conformément aux exigences de quorum et de majorité applicables à toute modification des Statuts.

Les Administrateurs peuvent également décider de consolider ou de scinder des Catégories en tout type d'Actions ou de consolider différents types d'Actions au sein d'un même Compartiment. Cette décision sera publiée suivant les modalités décrites dans le paragraphe relatif à la liquidation d'un Compartiment ci-avant et conformément aux lois et réglementations applicables.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites dans le paragraphe relatif à la liquidation d'un Compartiment ci-avant, le Conseil d'administration peut décider de réorganiser un Compartiment en le divisant en deux Compartiments ou plus. Cette décision sera publiée conformément aux lois et réglementations applicables. Cette publication sera normalement effectuée un mois avant la date de prise d'effet de la réorganisation afin de permettre aux Actionnaires de demander le rachat de leurs Actions, sans frais, avant que l'opération impliquant la division en deux ou plusieurs Compartiments ne devienne effective.

Liquidation d'un Fonds nourricier

Outre les dispositions ci-dessus, les Administrateurs peuvent devoir liquider un Fonds nourricier :

- (1) si le Fonds maître correspondant est liquidé, sauf si la CSSF autorise le Fonds nourricier à :
 - (a) investir au moins 85% de ses actifs dans les parts ou actions d'un autre Fonds maître ; ou
 - (b) modifier sa politique d'investissement afin de pouvoir se convertir en un Fonds non nourricier.

Sans préjudice des dispositions spécifiques concernant la liquidation obligatoire, la liquidation d'un Fonds maître doit avoir lieu au plus tôt trois mois après que le Fonds maître concerné a informé tous ses actionnaires et la CSSF de la décision obligatoire visant à le liquider.

- (2) si le Fonds maître fusionne avec un autre OPCVM, ou s'il est divisé en deux OPCVM ou plus, sauf si la CSSF autorise le Fonds nourricier à :
 - (a) conserver son statut de Fonds nourricier dans le même Fonds maître ou dans l'autre OPCVM résultant de la fusion ou de la division du Fonds maître ; ou
 - (b) investir au moins 85% de ses actifs dans les parts ou actions d'un autre Fonds maître ; ou
 - (c) modifier sa politique d'investissement afin de pouvoir se convertir en un Fonds non nourricier.

Aucune fusion ou division d'un Fonds maître ne peut entrer en vigueur si le Fonds maître concerné n'a pas informé tous ses actionnaires et la CSSF des informations mentionnées à l'article 72 de la Loi ou d'informations comparables à ces informations, et ce au moins soixante jours avant la date d'entrée en vigueur proposée.

Création de nouveaux Compartiments

Les Administrateurs de la Société sont libres de créer à tout moment de nouveaux Compartiments. En cas de création de nouveaux Compartiments, le présent Prospectus sera mis à jour. Par ailleurs, en cas de création de Compartiments ou de Catégories qui ne sont pas encore disponibles à la souscription, les Administrateurs de la Société ont mandat pour déterminer, à la date de son choix, la période de souscription initiale et le prix de souscription initiale. Lors de l'ouverture d'un Compartiment ou d'une Catégorie, le Prospectus et les DICI seront mis à jour si nécessaire.

Processus de gestion du risque

La Société a recours à un processus de gestion du risque qui lui permet, en collaboration avec la Société de gestion, de contrôler et de mesurer la valeur des positions détenues par chaque Compartiment et leur impact sur le profil de risque global de chaque Compartiment. Le contrôle du risque est effectué par la Société de gestion conformément aux spécifications des Administrateurs, à une fréquence et suivant une méthodologie adaptées au profil de risque de chaque Compartiment.

La fonction de gestion permanente du risque relève de la responsabilité du Director of Risk de la Société de gestion. Celui-ci est responsable du contrôle des risques financiers, et prête une attention particulière aux instruments financiers dérivés et aux risques qui y sont associés.

La Société de gestion calculera l'exposition globale des Compartiments en ayant recours à l'Approche par les engagements, à l'approche de la Valeur à Risque ou à toutes autres méthodologies avancées de mesure du risque, selon le cas.

Chaque Compartiment est tenu de calculer son exposition globale au minimum sur une base journalière et les limites applicables à l'exposition globale doivent être respectées en permanence.

La Société de gestion fera également en sorte que la méthode retenue pour mesurer l'exposition globale soit appropriée, compte tenu de la stratégie d'investissement poursuivie par le Compartiment, des types et de la complexité des instruments financiers dérivés employés ainsi que de la proportion du portefeuille du Compartiment comportant des instruments financiers dérivés. Lorsqu'un Compartiment emploie des techniques et instruments incluant des opérations de pension ou des transactions de prêt de titres pour générer un levier ou une exposition au risque de marché supplémentaires, la Société de gestion doit tenir compte de ces opérations et transactions dans le calcul de l'exposition globale. S'agissant du choix de la méthodologie employée pour le calcul de l'exposition globale, le Compartiment devra lui-même procéder à l'évaluation de son propre profil de risque en fonction de sa politique d'investissement, y compris de son utilisation des instruments financiers dérivés.

De plus amples informations concernant la politique, les procédures et les méthodes de gestion et de contrôle du risque employées par la Société de gestion peuvent être obtenues sur demande auprès de la Société de gestion.

Utilisation de l'Approche de la Valeur à Risque (VaR)

Un Compartiment doit recourir à une méthodologie de mesure du risque avancée (s'appuyant sur un programme de tests d'endurance) telle que l'Approche de la VaR pour calculer l'exposition globale lorsque :

1. le Compartiment s'engage dans des stratégies d'investissement complexes représentant plus qu'une partie négligeable de sa politique d'investissement ;
2. le Compartiment présente davantage qu'une exposition négligeable à des dérivés exotiques ; et
3. l'Approche par les engagements ne permet pas d'appréhender correctement le risque de marché du portefeuille.

En règle générale, le Compartiment devra recourir à une approche envisageant des pertes maximales de manière à évaluer si la stratégie d'investissement complexe ou l'utilisation de dérivés exotiques représentent davantage qu'une exposition négligeable. Les stratégies d'investissement qui peuvent être poursuivies par le Compartiment par le biais d'instruments financiers dérivés pour lesquels l'Approche par les engagements ne permet pas d'appréhender correctement les risques associés (par exemple les risques non directionnels tels que le risque de volatilité, le risque gamma ou le risque de base) et/ou pour lesquels elle ne donne pas, eu égard à la complexité de la stratégie, une image appropriée et sensible au risque des risques associés, impliquent l'utilisation d'une méthodologie de mesure du risque avancée. De telles stratégies d'investissement peuvent adopter les formes suivantes :

- stratégies de type « hedge-fund » ;
- stratégies d'option (stratégies à delta neutre ou de volatilité) ;
- stratégies d'arbitrage (courbe des taux d'intérêt, arbitrage de convertibles, etc.) ;
- stratégies complexes long/short et/ou market neutral ;
- stratégies ayant recours à des instruments financiers dérivés pour créer une position d'investissement à fort effet de levier.

Utilisation de l'Approche par les engagements

Un Compartiment n'ayant pas recours à une méthodologie de mesure du risque avancée pour le calcul de son exposition globale doit appliquer l'Approche par les engagements.

Les Compartiments qui utilisent des instruments financiers dérivés uniquement à des fins de couverture ou de gestion efficace de portefeuille se caractérisent par un faible effet de levier implicite, quelles que soient les hypothèses émises en matière de distribution et d'événements extrêmes. La Société de gestion utilise une simple Approche par les engagements pour ces Compartiments, répertoriant les instruments financiers dérivés simples (par exemple les swaps et les contrats à terme) par rapport aux sous-jacents et utilisant le delta dans le cas des options. Dans la mesure où ces Compartiments font l'objet d'un suivi quotidien, il est jugé inutile d'utiliser le gamma (qui mesure la sensibilité aux fluctuations de la volatilité) et le thêta (sensibilité aux fluctuations temporelles). Tout Compartiment de ce type doit en principe utiliser l'Approche par les engagements (sauf s'il utilise le modèle de la Valeur à Risque interne, auquel cas il doit remplir les critères indiqués ci-dessous, ou s'il utilise une approche différente, avec l'approbation préalable de la CSSF). L'engagement total correspond à la somme de la valeur absolue des positions individuelles, tenant compte de la couverture et de la compensation des comptes.

Les Compartiments qui utilisent des instruments financiers dérivés non seulement à des fins de couverture et de gestion efficace de portefeuille mais aussi à des fins d'investissement se caractérisent par un important effet de levier implicite en raison de leur forte exposition aux instruments dérivés, qui peut varier de manière significative en fonction des variations des hypothèses émises en matière de distribution et d'événements extrêmes.

Dans le cadre de la fonction de gestion du risque, la Société de gestion utilise, pour ces Compartiments, des mesures quantitatives supplémentaires comme VaR du portefeuille, combinées à des tests d'endurance (stress tests) ad hoc et à des contrôles ex post (backtesting) qui permettent de valider le modèle de VaR utilisé.

Dans la pratique, la Société de gestion examine les chiffres de la VaR sur une base quotidienne et les comparent aux limites imposées par la CSSF (correspondant à (A) 20% maximum pour les Compartiments suivant un indice de performance absolue (comme le LIBOR) ou (B) à une VaR absolue de 20% maximum ou bien à une VaR spécifiée par rapport à l'indice de référence pour les Compartiments suivant un indice actions (comme le FTSE World), conformément aux dispositions de la Circulaire 11/512 de la CSSF et de la Directive OPCVM). La Société de gestion effectue en outre une analyse poussée dès lors que l'une de ces limites n'est pas respectée.

Les résultats quantitatifs d'exposition générés par les moteurs de calcul sont comparés aux différentes limites définies pour le Compartiment considéré (en termes relatifs ou absolus) et lorsque celles-ci ne sont pas respectées, des contrôles supplémentaires sont effectués et le Gestionnaire de portefeuille en est informé pour intervention corrective.

Des tests d'endurance (stress tests) ad hoc sont également réalisés sur une base régulière afin d'évaluer les impacts d'événements à faible probabilité sur le Compartiment. Les résultats de ces tests d'endurance sont communiqués à la Société et au Gestionnaire de portefeuille. De même, des contrôles ex post (backtesting) sont effectués sur une base régulière afin de valider le modèle de VaR utilisé. Leurs résultats sont également transmis à la Société et au Gestionnaire de portefeuille.

Règlement relatif aux indices de référence

Sauf mention contraire dans le présent Prospectus, les indices ou indices de référence utilisés par les Compartiments sont, à la date de ce Prospectus, fournis par des administrateurs d'indices de référence bénéficiant du statut transitionnel qui leur est accordé par le Règlement (UE) 2016/1011 (le « **Règlement relatif aux indices de référence** »), qui, de ce fait, pourraient ne pas figurer encore au registre des administrateurs et des indices de référence tenu par l'AEMF, conformément à l'article 36 du Règlement relatif aux indices de référence. Ces administrateurs d'indices de référence sont tenus de demander leur autorisation ou leur inscription en qualité d'administrateur en vertu du Règlement relatif aux indices de référence, avant le 1^{er} janvier 2020. Les données mises à jour dans ce registre devront être disponibles au plus tard le 1^{er} janvier 2020. La Société de gestion mettra à disposition, gratuitement et sur demande auprès du siège social de la Société, un plan écrit des actions à mettre en œuvre en cas de changement important au niveau de l'indice de référence ou si celui-ci n'est plus mis à disposition.

Protection des données - Communication d'informations

Outre les dispositions ci-dessous, pour obtenir des informations détaillées sur la façon dont le Groupe Jupiter procède au traitement des données personnelles, veuillez consulter l'avis relatif à la confidentialité sur le site Web du Groupe Jupiter (tel que ponctuellement amendé) : <https://www.jupiteram.com/Shared-Content/Legal-content-pages/Privacy>.

Les informations permettant d'identifier les Actionnaires et (potentiels) et autres personnes liées (les « **Personnes concernées** ») reçues par la Société et/ou la Société de gestion, le Gestionnaire de portefeuille et/ou l'Agent administratif en leur qualité de prestataire de la Société, ou les informations fournies dans les documents de souscription ou autrement collectées et créées dans le cadre (i) d'une demande de souscription d'Actions ou (ii) de la détention d'Actions, incluant les détails des participations qu'ils détiennent (qu'ils soient reçus des Actionnaires ou de tiers les représentant) (les « **Données personnelles** »), seront conservées sous format numérique et traitées conformément aux lois et réglementations en vigueur, y compris en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, le « Règlement général sur la protection des données », collectivement, la « Législation relative à la protection des données », telle que modifiée, tel que décrit plus en détail dans la section « Protection des données » du Formulaire de souscription.

La Société et la Société de gestion procèderont au traitement des Données personnelles en qualité de responsables conjoints du traitement des données (les « **Responsables du traitement** »), dont les coordonnées sont fournies dans le présent Prospectus, et sont également disponibles à l'adresse suivante :<https://www.jupiteram.com/Shared-Content/Legal-content-pages/Privacy>), tandis que les Entités agréées procèderont au traitement des Données personnelles en tant qu'agents de traitement agissant au nom de la Société. Dans certaines circonstances, les Entités agréées pourront également traiter les Données personnelles des investisseurs en qualité de responsables du traitement, en particulier s'agissant de la conformité à leurs obligations juridiques découlant des législations et réglementations qui leur sont applicables (par exemple, pour l'identification contre le blanchiment d'argent) et/ou par ordre de toute juridiction, tribunal, organisme gouvernemental, de contrôle et de réglementation compétent(e), incluant les autorités fiscales.

Si les investisseurs ne fournissent pas les Données personnelles comme cela leur est demandé par l'Agent administratif, il peut leur être interdit de détenir des Actions, ou cela peut faire l'objet de restrictions, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Souscription, Conversion et Rachat d'Actions » ci-dessus.

En demandant la souscription d'Actions et/ou en investissant dans un Compartiment, l'Actionnaire établit auprès de l'Agent administratif un mandat, une autorisation et des instructions afin que celui-ci conserve, traite et communique ses Données personnelles aux Entités agréées (définies ci-dessous) et d'utiliser les systèmes de communication et informatiques, ainsi que les portails gérés par les Entités agréées, afin de répondre aux Objectifs autorisés (définis ci-dessous), y compris lorsque ces Entités agréées sont situées dans une juridiction en dehors du Luxembourg ou de l'Union européenne. En demandant la souscription d'Actions et/ou en investissant dans un Compartiment, l'investisseur : (i) reconnaît que ce mandat, cette autorisation et ces instructions sont établis afin d'autoriser la détention, le traitement et la communication de ses Données personnelles aux Entités agréées dans le cadre des obligations de confidentialité et de protection des données personnelles au Luxembourg qui incombent à J.P. Morgan Luxembourg en vertu de la loi en vigueur et (ii) renonce à cette confidentialité et à cette protection des données personnelles s'agissant de telles Données personnelles utilisées aux fins des Objectifs autorisés.

En demandant la souscription d'Actions et/ou en investissant dans un Compartiment, l'Actionnaire : (i) reconnaît que les autorités (y compris les autorités de réglementation, fiscales ou gouvernementales) et les tribunaux d'une juridiction donnée (y compris toute juridiction dans laquelle les Entités agréées sont établies ou détiennent ou traitent des Données personnelles) peuvent accéder aux Données personnelles détenues ou traitées dans cette juridiction ou y accéder par le biais de rapports automatiques, de systèmes d'échange d'informations ou des lois et réglementations en vigueur et (ii) établit auprès de l'Agent administratif et des Entités agréées un mandat, une autorisation et des instructions visant à communiquer ou à fournir les Données personnelles aux autorités ou tribunaux concernés, dans la mesure requise par les lois et les réglementations en vigueur. A ce titre, les Responsables du traitement et l'Agent administratif pourraient être dans l'obligation déclarer des informations (incluant le nom et l'adresse, la date de naissance et le numéro d'identification fiscale (NIF), numéro de compte, solde de compte) aux autorités fiscales du Luxembourg(Administration des contributions directes) qui échangeront ces informations avec les autorités compétentes dans les juridictions agréées (y compris en dehors de l'Espace économique européen) aux fins établies dans les lois FATCA et CRS ou dans la législation luxembourgeoise

équivalente. Il est obligatoire de répondre aux questions et demandes relatives à l'identification des Personnes concernées et des Actions détenues dans la Société et, le cas échéant, aux lois FATCA et CRS. En outre, la non fourniture des Données personnelles demandées par les Responsables du traitement et/ou par l'Agent administratif dans le cadre de leur relation avec la Société peut entraîner des déclarations incorrectes ou en double, empêcher l'acquisition ou le maintien de leurs Actions dans la Société et peut faire l'objet d'un signalement auprès des autorités luxembourgeoises concernées.

La détention et le traitement des Données personnelles par les Entités agréées, ainsi que leur communication aux Entités agréées et entre ces dernières, visent à faciliter le traitement aux fins des Objectifs autorisés et la conformité aux lois et réglementations applicables. En demandant la souscription d'Actions et/ou en investissant dans un Compartiment, l'Actionnaire reconnaît et convient qu'une telle déclaration de ses Données personnelles est effectuée afin qu'elles soient détenues et/ou traitées par les Entités agréées au Luxembourg et en dehors, ou dans l'Union européenne, et dans des pays qui ne sont pas sujets à une décision d'adéquation de la Commission européenne, et où les lois sur la confidentialité et la protection des données sont inexistantes ou inférieures à celles en vigueur dans l'Union européenne, incluant les Etats-Unis d'Amérique, l'Inde et Hong Kong.

Sous réserve des dispositions susmentionnées, J.P. Morgan Luxembourg informera les Entités agréées détenant ou traitant les Données personnelles (a) qu'elles ne peuvent le faire qu'aux fins des Objectifs autorisés et dans le respect des lois et réglementations en vigueur et (b) que, au sein d'une Entité agréée, seules les personnes ayant besoin de connaître les Données personnelles aux fins des Objectifs autorisés ou de conformité avec les lois et réglementations peuvent y accéder.

Les communications (incluant les conversations téléphoniques et les e-mails) peuvent être enregistrées par les Responsables du traitement et l'Agent administratif y compris à des fins de tenue des dossiers en guise de preuve d'une transaction ou de communications connexes dans le cas d'un désaccord et pour faire valoir ou défendre les intérêts ou droits des Responsables du traitement et de l'Agent administratif conformément à toute obligation légale à laquelle ils sont assujettis. De tels enregistrements peuvent être produits devant un tribunal ou dans d'autres procédures juridiques et seront admissibles à titre de preuve avec la même valeur qu'un document écrit et seront conservés pour une période de 7 ans à compter de la date de l'enregistrement. L'absence d'enregistrement ne peut en aucune manière être utilisée contre les Responsables du traitement et l'Agent administratif.

Dans la mesure où les Données personnelles ne sont pas fournies par les Personnes concernées elles-mêmes, les investisseurs déclarent avoir le pouvoir de fournir de telles Données personnelles d'autres Personnes concernées. Si les investisseurs ne sont pas des personnes physiques, ils prennent l'engagement et garantissent qu'ils (i) informeront de façon adéquate toute telle autre Personne concernée du traitement de ses Données personnelles et de ses droits relatifs tel que décrit dans la présente section, dans le Formulaire de souscription et à l'adresse suivante : <https://www.jupiteram.com/Shared-Content/Legal-content-pages/Privacy>(ii) obtiendront par avance, là où nécessaire et adéquat, tout consentement qui pourrait être requis pour le traitement des Données personnelles.

Des informations détaillées sur la protection des données sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.jupiteram.com/Shared-Content/Legal-content-pages/Privacy> et sur demande en contactant les Responsables du traitement et/ou l'Agent administratif aux coordonnées mentionnées dans le présent Prospectus ou dans l'avis relatif à la confidentialité sur le site Web du Groupe Jupiter, en particulier en relation avec la nature des Données personnelles traitées par les Responsables du traitement et les Entités agréées, la base juridique pour le traitement, les destinataires, les protections applicables pour les transferts de Données personnelles en dehors de l'Union européenne. Les Personnes concernées peuvent demander l'accès à, la rectification ou la suppression de toute Donnée personnelle conformément à la législation relative à la protection des données applicable. Les Données personnelles ne doivent pas être détenues plus longtemps que nécessaire pour les besoins du traitement, tel que défini ci-dessus, sous réserve des périodes de détention minimum légales.

Les Personnes concernées sont également autorisées à répondre à toute réclamation relative au traitement des Données personnelles les concernant en relation avec la performance des Objectifs ou avec le respect des lois et règlements applicables en déposant une plainte auprès de l'autorité de contrôle de la protection des données pertinente, en particulier dans l'Etat membre de leur résidence habituelle, de leur lieu de travail ou à une violation supposée du Règlement général sur la protection des données (par exemple, au Luxembourg, la *Commission Nationale pour la Protection des Données* – www.cnpd.lu).

Des mesures raisonnables ont été prises pour garantir la confidentialité des Données personnelles

transmises au sein des Entités agréées. Toutefois, les informations étant transférées par voie électronique et diffusées en dehors du Luxembourg, nous ne saurions garantir le même degré de confidentialité et de protection que la réglementation en matière de protection des données en vigueur au Luxembourg lorsque les informations sont conservées à l'étranger.

La Société, le Gestionnaire de portefeuille et la Société de gestion se dégagent de toute responsabilité dans le cadre de tiers non agréés à ces fins qui recevraient les Données personnelles ou y auraient accès, sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle, respectivement, de la Société, du Gestionnaire de portefeuille ou de la Société de gestion.

Nous attirons l'attention des Personnes concernées sur le fait que les informations sur la protection des données ci-incluses, dans le Formulaire de souscription et disponibles à l'adresse suivante : <https://www.jupiteram.com/Shared-Content/Legal-content-pages/Privacy> sont susceptibles d'être modifiées à la discrétion des Responsables du traitement en coopération avec l'Agent administratif.

Aux fins du présent Prospectus et du Formulaire de souscription :

Par « **Entité agréée** » il faut entendre toute entité parmi les suivantes : (i) J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A., J.P. Morgan Bank (Ireland) plc, J.P. Morgan Europe Limited, J.P. Morgan Services India Private Limited et/ou toute autre entité du groupe de sociétés J.P. Morgan Chase dans le monde, dont la société mère ultime est JP Morgan Chase Bank N.A. (le « groupe J.P. Morgan Chase ») pouvant être ponctuellement employé par l'Agent administratif afin de faciliter la prestation de services à la Société ; (ii) la Société de gestion, le Gestionnaire de portefeuille et/ou le Dépositaire de la Société, ainsi que le Distributeur ou ses agents, mandataires et/ou prestataires de service ponctuellement employés afin de faciliter la prestation de services à la Société ; (iii) toute société du Luxembourg fournissant des services de communication avec la clientèle aux professionnels des services financiers ; (iv) tout tiers du Royaume-Uni fournissant des logiciels et des solutions technologiques d'agent de transfert ; ou (v) tout membre ou société affiliée du Groupe Jupiter, ainsi que déterminé par les Administrateurs, y compris si ces Entités agréées œuvrent dans des pays autres que le Luxembourg dans l'Union européenne.

Par « **Objectifs autorisés** » il faut entendre tout objectif parmi les suivants : (a) l'ouverture de comptes, y compris le traitement et la mise à jour des informations relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à la connaissance du client ; (b) le respect des obligations juridiques et réglementaires, y compris des obligations juridiques découlant de la loi sur les sociétés en vigueur, de la législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et des lois fiscales (dont la FATCA et la Directive CRS UE (telle que décrite de façon plus détaillée ci-dessus) ou de lois et réglementations semblables, par exemple au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques) ; (c) le traitement des souscriptions, des paiements, des rachats et des conversions de participations effectués par l'investisseur ou pour son compte ; (d) la mise à jour des documents liés au compte de l'investisseur et l'établissement puis la mise à jour du registre de la Société ; (e) toute fonction ou activité accessoire ou associée nécessaire à l'accomplissement des Objectifs autorisés et/ou aux fins de conformité aux lois et réglementations applicables et/ou à la prestation par l'Agent administratif de services de conservation, d'administration de fonds, d'agent payeur, d'agent de transfert ou autres services associés à la Société, y compris pour se conformer aux exigences en matière de documentation relatives aux prélèvements à la source pour bénéficier d'avantages découlant de traités d'absence de double imposition ; et (f) la gestion des risques mondiaux au sein du groupe J.P. Morgan (selon le cas), y compris en conservant les Données personnelles aussi longtemps que raisonnablement requis pour attester d'une opération ou d'une communication y afférente.

Communication avec les investisseurs

Toute communication des investisseurs à la Société doit être adressée au siège social de la Société.

Tout investisseur souhaitant déposer une plainte concernant tout aspect de la Société ou de ses activités peut le faire directement au siège social de la Société.

Documents disponibles pour consultation

Des exemplaires des documents suivants peuvent être consultés au siège social de la Société chaque Jour ouvré durant les heures normales de bureau :

- (i) les Statuts ;
- (ii) le Contrat de services de société de gestion ;

- (iii) le Contrat de gestion de portefeuille ;
- (iv) le Contrat de dépositaire ;
- (v) le Contrat d'administration ;
- (vi) les derniers rapports et comptes annuels et semestriels de la Société (une fois publiés) ;
- (vii) le présent Prospectus ;
- (viii) les DICI ; et
- (ix) le Formulaire de souscription.

Des exemplaires de ces documents peuvent également être consultés chaque Jour ouvré durant les heures normales de bureau aux sièges sociaux de la Société, du Dépositaire et des Agents payeurs désignés dans chacun des pays où la distribution des Compartiments est autorisée.

Des exemplaires des documents suivants sont disponibles sur demande auprès du Distributeur, du Dépositaire ou de l'Agent administratif :

- (i) le présent Prospectus ;
- (ii) les Statuts ;
- (iii) les derniers rapports et comptes annuels et semestriels de la Société ;
- (iv) les DICI ;
- (v) les Notices d'information ; et
- (vi) le Formulaire de souscription.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Asia Pacific Income

Objectif d'investissement

Générer des revenus et une croissance du capital sur le long terme en investissant principalement dans des sociétés cotées de tout secteur économique intervenant directement ou indirectement dans la région Asie-Pacifique (hors Japon).

Politique d'investissement

Le Compartiment investira au moins les deux tiers de sa valeur nette d'inventaire dans des actions et des titres rattachés à des actions (en ce compris des actions privilégiées cotées, des obligations convertibles non garanties cotées (convertible unsecured loan stock), des warrants cotés et d'autres titres similaires) de sociétés : (i) qui ont leur siège social dans la région Asie-Pacifique (hors Japon) et/ou (ii) exercent une part prépondérante de leurs activités économiques dans la région Asie-Pacifique (hors Japon), dans des secteurs et des zones géographiques qui, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, offrent de bonnes perspectives de revenus et de croissance du capital, compte tenu des tendances économiques et des développements commerciaux.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures à des fins de couverture et de gestion efficace de portefeuille ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Aux fins susmentionnées, « la région Asie-Pacifique (hors Japon) » comprend tous les pays inclus dans l'indice MSCI All Country Asia Pacific Ex-Japan Gross TR¹, au moment de l'investissement concerné.

Bien que le Compartiment cherche généralement à investir dans des actions génératrices de dividendes de sociétés s'étant engagées à partager leurs bénéfices, il n'est pas garanti que tous les investissements sous-jacents produisent des dividendes. Dans la mesure où les investissements sous-jacents du Compartiment produisent des revenus, le potentiel de croissance du capital peut diminuer.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Dollar US.

Date de lancement

¹ L'indice MSCI All Country Asia Pacific Ex-Japan Gross TR est indiqué uniquement afin d'identifier les pays dans lesquels le Gestionnaire de portefeuille peut investir et, afin d'éviter tout doute, il est précisé que le Gestionnaire de portefeuille n'est pas tenu d'investir dans les entreprises qui constituent cet indice.

Le Compartiment s'appelait « The Jupiter Global Fund – Asia Pacific » avant le changement de nom, d'objectif d'investissement et de politique d'investissement entré en vigueur le 29 juin 2016. Les Actions ont été émises pour la première fois le 30 septembre 2005 contre des apports en nature. Depuis le 5 octobre 2005, les Actions sont offertes au public à la Valeur nette d'inventaire par Action en vigueur.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commissions et dépenses

Le Compartiment pourra régler tout ou partie de ses frais et commissions en les prélevant sur son capital.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

17h00 (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédent chaque Jour d'évaluation

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie A USD Acc	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L EUR Q Inc Dist	Catégorie L GBP Q Inc*	Catégorie L USD Acc	Catégorie L USD Q Inc Dist
ISIN	LU1637751667	LU1388735018	LU1388735109	LU0329070592	LU0231116830	LU1388735281
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,80%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Oui	Non	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie L SGD Acc HSC	Catégorie L SGD Q Inc Dist HSC	Catégorie I EUR Acc	Catégorie I GBP Q Inc	Catégorie D EUR Q Inc Dist
ISIN	LU1388735364	LU1388735448	LU1388735521	LU1481747688	LU1388735794
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	0,75%	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,16%	0,16%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D GBP Acc	Catégorie D USD Acc	Catégorie D USD Q Inc Dist	Catégorie D GBP Q Inc	Catégorie N USD Acc
ISIN	LU0946225140	LU0946224929	LU1388735877	LU1740284192	LU1637751741
Commission de souscription	5%	5%	5%	5%	2%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%	2,10%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%	0,22%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie C USD Acc
ISIN	LU1740284515

Commission de souscription	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,10%
Commission d'exploitation globale	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non

*La Catégorie L GBP Q Inc versait auparavant des dividendes annuels. Depuis le 29 juin 2016, la Catégorie verse des dividendes trimestriels, en ligne avec la modification de la politique de dividende du Compartiment. En conséquence, le nom de cette catégorie d'actions est passé de « L GBP A Inc » à « L GBP Q Inc ».

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter China Select

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme en investissant dans des sociétés cotées de tout secteur économique intervenant directement ou indirectement dans la Grande Chine.

Politique d'investissement

Le Compartiment cherchera à dégager des rendements en investissant dans un portefeuille de sociétés qui exercent une part importante de leurs activités au sein de la Grande Chine et/ou qui réalisent une part importante de leurs bénéfices dans cette région.

Le Compartiment investira principalement dans des actions et des titres assimilés à des actions (en ce compris des actions de préférence cotées, des obligations convertibles non sécurisées cotées (convertible unsecured loan stock), des warrants cotés et d'autres titres similaires) de sociétés qui : (i) exercent une part importante de leurs activités au sein de la Grande Chine ; et/ou, (ii) y réalisent une part importante de leurs bénéfices.

Le Compartiment investira essentiellement dans des actions et des titres cotés sur une bourse de valeurs mais il pourra investir jusqu'à 10 % de ses actifs dans des actions et des titres non cotés. Les Certains autres instruments d'investissement pouvant être détenus par le Compartiment sont plus amplement décrits ci-dessous sous l'intitulé « Instruments d'investissement pouvant être détenus par le Compartiment Jupiter China Select ».

Le Compartiment peut investir moins de 30% de sa Valeur nette d'inventaire dans des Actions chinoises A conformément aux dispositions de la section ci-dessous intitulée « Instruments d'investissement pouvant être détenus par le Compartiment Jupiter China Select ».

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Dollar US.

Date de lancement

vendredi 11 décembre 2009.

Avant le 1^{er} mars 2014, le Compartiment s'appelait « The Jupiter Global Fund - Jupiter China Sustainable Growth ».

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible

aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

17h00 (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédent chaque Jour d'évaluation

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L USD Acc	Catégorie L GBP A Inc	Catégorie I USD Acc	Catégorie D EUR Acc
ISIN	LU0329070675	LU0329070832	LU0329070758	LU0522853133	LU0946224333
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	1,50%	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,22%	0,16%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD Acc	Catégorie D GBP Acc	Catégorie D GBP A Inc
ISIN	LU0946224689	LU0946224846	LU1740283970
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%
Commission	0,75%	0,75%	0,75%

de gestion d'investissement (maximum)			
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui	Oui

Instruments d'investissement pouvant être détenus par le Compartiment Jupiter China Select

Sous réserve des limites fixées dans la section intitulée « Restrictions d'investissement » du présent Prospectus, le Compartiment pourra investir dans :

- **Des actions chinoises B** - Le Compartiment peut investir dans des actions de sociétés constituées en Chine continentale négociées sur les marchés d'actions B de cette région. Contrairement aux actions A, les actions B sont cotées en devises étrangères. Le marché des actions B comprend la Bourse de Shanghai (où les règlements s'effectuent en Dollars US) et celle de Shenzhen (où les règlements s'effectuent en dollars de Hong Kong).
- **Des actions chinoises H** - Le Compartiment peut investir dans des actions de sociétés constituées en Chine continentale cotées à la Bourse de Hong Kong. Les actions H sont négociées en dollars de Hong Kong à la Bourse de Hong Kong. Les actions H sont émises par des sociétés constituées en Chine continentale et doivent satisfaire les exigences d'information et de cotation en vigueur à Hong Kong pour être admises à la cote de la Bourse de Hong Kong. Les actions H peuvent être négociées par des investisseurs étrangers et sont généralement émises dans le cadre de privatisations chinoises afin d'attirer les capitaux d'investisseurs étrangers.
- **Des red chips** - Le Compartiment peut investir dans des actions de sociétés détenues majoritairement par des actionnaires chinois et constituées en dehors des frontières de la Chine continentale, cotées à la Bourse de Hong Kong. Les actions des red chips sont négociées en dollars de Hong Kong à la Bourse de Hong Kong.
- **Des sociétés liées à la Chine** - Le Compartiment peut investir dans des actions de sociétés liées à la Chine et cotées à la Bourse de Hong Kong, de Singapour ou ailleurs. Une société « liée à la Chine » est une société (i) qui est constituée en Chine ou pour laquelle les principaux marchés de négociation des titres se situent en Chine ou (ii) dont au moins 50% des revenus annuels proviennent ou devraient provenir principalement de produits confectionnés, de ventes réalisées ou de services prestés en Chine.
- **Des actions chinoises A** - Pour l'heure, sous réserve des Restrictions d'investissement de cette Notice d'information, le Compartiment peut obtenir une exposition indirecte aux actions A de sociétés chinoises cotées à la Bourse de Shanghai ou de Shenzhen (notamment de façon directe par l'intermédiaire de Stock Connect) et en investissant dans des titres participatifs (la performance de chaque titre participatif étant liée à celle d'une action A particulière). Il est possible d'investir dans des titres participatifs auprès de courtiers agréés qui proposent ce type de produit en vertu de leur statut d'investisseur institutionnel étranger qualifié (Qualified Foreign Institutional Investors – « QFII »). Les titres participatifs dans lesquels le Compartiment est susceptible d'investir prendront généralement la forme d'emprunts consortiaux. L'investissement dans des titres participatifs comporte des risques supplémentaires, et notamment le risque de crédit (vis-à-vis de l'émetteur du titre participatif), le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité, tels que plus amplement décrits à la section « Facteurs de risque » à la page 39 de ce Prospectus. Pour l'heure, le Compartiment peut chercher à s'exposer aux actions chinoises A via des titres participatifs. L'exposition ainsi obtenue par le biais de titres participatifs ne pourra dépasser 10% de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment. Afin d'éviter toute ambiguïté, il est précisé que le Compartiment ne dispose pas du statut de QFII et que le Gestionnaire de portefeuille n'a encore introduit aucune demande visant à l'obtenir.
- **Des instruments à court terme** - Le Compartiment peut également investir dans des instruments du marché monétaire, des titres de créance à court terme et autres avoirs assimilés à des liquidités pouvant être libellés en Renminbi ou dans d'autres devises.

Qu'est-ce que le statut de QFII ?

Actuellement, les actions de sociétés cotées en Chine continentale s'adressant aux investisseurs chinois et étrangers comprennent les actions A, libellées et négociées en Renminbi, et les actions B, libellées en Renminbi mais négociées en Dollars US ou en dollars de Hong Kong. Auparavant, le marché des actions A n'était pas accessible aux investisseurs étrangers. Néanmoins, les règles d'investissement édictées par la China Securities Regulatory Commission (« **CSRC** ») (les « **Règles d'investissement** ») prévoient un cadre juridique pour l'investissement par certains QFII, en ce compris certain(e)s gestionnaires de fonds, compagnies d'assurance, sociétés de courtage (securities companies) et autres gestionnaires d'actifs, dans des actions A de la Bourse de Shanghai ou de Shenzhen et dans certains autres titres auxquels les investisseurs non chinois n'avaient traditionnellement pas accès, et ce via un système de quotas accordés par l'Administration d'Etat des Devises étrangères (l'« **AEDE** ») de la République populaire de Chine (« **RPC** ») aux QFII agréés par la CSRC.

Un QFII peut investir dans des actions ou des obligations cotées et négociées sur une bourse de valeurs, des fonds d'investissement, des warrants cotés et négociés sur une bourse de valeurs ainsi que d'autres instruments financiers approuvés par la CSRC (pour des raisons techniques, les QFII ne peuvent actuellement participer ni au rachat d'emprunts gouvernementaux ni à la négociation d'obligations privées). La CSRC accorde à certain(e)s gestionnaires de fonds, compagnies d'assurance, sociétés de courtage (securities companies) et autres gestionnaires d'actifs une licence QFII leur permettant d'investir sur les marchés de titres chinois. Pour l'heure, les sociétés d'investissement ne figurent pas parmi les types de sociétés pouvant prétendre à une licence QFII.

A la date du présent Prospectus, le Gestionnaire de portefeuille ne détient pas de licence QFII ; cependant, il se réserve le droit d'introduire une demande de licence QFII qui, si elle est accordée, lui permettra d'investir dans des actions chinoises A ainsi que dans d'autres titres chinois éligibles pour le compte du Compartiment, et ce dans les limites d'un quota d'investissement QFII déterminé.

Notice d'information**The Jupiter Global Fund –****Jupiter Dynamic Bond****Objectif d'investissement**

Générer un revenu élevé associé à une croissance du capital par le biais d'investissements dans des titres à revenu fixe du monde entier.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans des actifs offrant un rendement supérieur, et notamment des obligations à haut rendement, de qualité investment grade, gouvernementales, convertibles et autres ainsi que des actions privilégiées. Le Gestionnaire de portefeuille conclura des transactions sur dérivés exclusivement aux fins de gestion efficace de portefeuille, et non à des fins d'investissement. Ces transactions pourront inclure notamment des contrats de change à terme destinés à couvrir les expositions du Compartiment par rapport l'euro, des contrats à terme sur taux d'intérêt destinés à couvrir l'exposition aux durations et des swaps et credit default swaps destinés à couvrir le risque de crédit.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures ; conclure des swaps de portefeuille (y compris des credit default swaps) ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro.

Date de lancement

mardi 8 mai 2012.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Les Actions du Compartiment sont cotées sur le marché Euro MTF, un marché boursier réglementé exploité par la Bourse du Luxembourg.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie A USD Acc HSC	Catégorie A USD Q Inc Dist HSC	Catégorie L EUR Q Inc	Catégorie L USD Q Inc HSC	Catégorie L GBP Q Inc HSC	Catégorie L CHF Q Inc HSC
ISIN	LU1637752129	LU1640604119	LU0459992896	LU0459992979	LU0459993191	LU0750223447
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,65%	1,65%	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I EUR Q Inc	Catégorie I USD Q Inc HSC	Catégorie I GBP Q Inc HSC	Catégorie I CHF Q Inc HSC	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L USD Acc HSC
ISIN	LU0750223520	LU0750223876	LU0750223959	LU0750224098	LU0853555380	LU0853555463
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%	1,25%	1,25%
Commission d'exploitation	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%	0,20%	0,20%

Commission globale						
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie L GBP Acc HSC	Catégorie L CHF Acc HSC	Catégorie I EUR Acc	Catégorie I USD Acc HSC	Catégorie I GBP Acc HSC
ISIN	LU0853555547	LU0853555620	LU0853555893	LU0853555976	LU0853556198
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,25%	1,25%	0,50%	0,50%	0,50%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,14%	0,14%	0,14%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Oui	Oui	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie I CHF Acc HSC	Catégorie D EUR Acc	Catégorie D USD Acc HSC	Catégorie D GBP Acc HSC	Catégorie D CHF Acc HSC
ISIN	LU0853556271	LU0895805017	LU0895805793	LU0895806098	LU0946224093
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%
Commission d'exploitation globale	0,14%	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%

« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui	Oui	Oui	Non
-----------------------------------	-----	-----	-----	-----	-----

Catégorie d'Actions	Catégorie D EUR Q Inc	Catégorie D USD Q Inc HSC	Catégorie D GBP Q Inc HSC	Catégorie D CHF Q Inc HSC	Catégorie L SGD M Inc HSC
ISIN	LU0895806171	LU0895806338	LU0895806684	LU0946224259	LU1019498267
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%	1,25%
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie L SGD M Inc HSC	Catégorie L SGD Acc HSC	Catégorie I SGD M Inc HSC	Catégorie I SGD Acc HSC	Catégorie I SEK Q Inc Dist HSC
ISIN	LU1019498267	LU101948341	LU1019498424	LU1019498697	LU1481749460
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,25%	1,25%	0,50%	0,50%	0,50%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,14%	0,14%	0,14%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Q Inc Dist	Catégorie L USD M Inc HSC	Catégorie Z EUR Acc	Catégorie Z USD Acc HSC
ISIN	LU0992000496	LU0992293067	LU1074969475	LU1074969558

Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,25%	1,25%	0,475%	0,475%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,18%	0,18%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie Z GBP Acc HSC	Catégorie Z EUR Q Inc	Catégorie Z USD Q Inc HSC	Catégorie Z GBP Q Inc HSC
ISIN	LU1074969632	LU1074969715	LU1074969806	LU1074969988
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,475%	0,475%	0,475%	0,475%
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie Z CHF Q Inc HSC	Catégorie D EUR Q Inc Dist	Catégorie L SEK Acc HSC	Catégorie I SEK Acc HSC	Catégorie N USD Acc HSC
ISIN	LU1074970051	LU1076433389	LU1074970135	LU1074970218	LU1637752392
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%	2%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,475%	0,50%	1,25%	0,50%	1,90%
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,18%	0,20%	0,14%	0,20%

« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Non	Non	Non
-----------------------------------	-----	-----	-----	-----	-----

Catégorie d'Actions	Catégorie N USD Q Inc Dist HSC	Catégorie L AUD M Inc HSC	Catégorie L AUD Acc HSC	Catégorie L CNH M Inc HSC	Catégorie L CNH Acc HSC
ISIN	LU1640604200	LU1074970309	LU1074970481	LU1074970564	LU1074970648
Commission de souscription (maximum)	2%	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,90%	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD M Inc HSC	Catégorie D SEK Acc HSC	Catégorie C USD Acc HSC	Catégorie C USD Q Inc HSC
ISIN	LU1740284432	LU1740285082	LU1740284606	LU1740284788
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,50%	0,50%	1,00%	1,00%
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D SEK Q Inc Dist	Catégorie L HKD Acc HSC	Catégorie L HKD M Inc	Catégorie L NOK Acc HSC
---------------------	----------------------------	-------------------------	-----------------------	-------------------------

	HSC		Dist HSC	
ISIN	LU1740285165	LU1740285249	LU1740285322	LU1805540330
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,50%	1,25%	1,25%	1,25%
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I NOK Acc HSC	Catégorie D NOK Acc HSC	Catégorie S EUR M Inc
ISIN	LU1805540413	LU1805540504	LU1815110280
Commission de souscription (maximum)	3%	3%	3%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,50%	0,50%	0%
Commission d'exploitation globale	0,14%	0,18%	0,14%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Europa

Objectif d'investissement

Dégager des rendements positifs sur le long terme dans différentes conditions de marché en investissant principalement dans des actions et des titres rattachés à des actions d'Europe.

Politique d'investissement

Le Gestionnaire de portefeuille applique processus de sélection active des titres axé sur l'analyse fondamentale des sociétés et de leurs valorisations. Ce processus a pour but d'identifier à la fois les titres sous-évalués et ceux qui sont surévalués. La recherche met l'accent sur des contacts réguliers avec la direction. S'agissant des sociétés qu'il estime sous-évaluées, le Gestionnaire de portefeuille détiendra un portefeuille de positions longues physiques et aura recours à des instruments financiers dérivés, essentiellement des swaps de portefeuille, pour ouvrir des positions longues synthétiques. Quant aux sociétés jugées surévaluées, elles feront l'objet de positions courtes synthétiques, établies essentiellement par le biais de swaps de portefeuille.

Le Compartiment possède des pouvoirs d'investissement plus étendus que la plupart des autres Compartiments de la Société. Il bénéficie notamment du pouvoir d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins d'investissement. Ces pouvoirs élargis ont pour but de permettre au Gestionnaire de portefeuille de dégager des rendements positifs dans différentes conditions de marché. Les risques particuliers associés à la stratégie et aux instruments dont l'utilisation est prévue sont décrits à la section « Facteurs de risque » à la page 39 du présent Prospectus. La capacité du Gestionnaire de portefeuille à conserver un portefeuille composé à la fois de positions longues et de positions courtes offre par ailleurs la flexibilité nécessaire pour protéger le Compartiment en cas de repli des marchés actions, réduire la corrélation avec les rendements du marché des actions et limiter la volatilité mensuelle des rendements.

Le Compartiment ne présentera aucun biais à l'égard d'un pays, d'une industrie, d'un secteur ou d'un segment de capitalisation boursière et ne sera pas géré en référence à un indice actions européen. En cherchant à atteindre l'objectif d'investissement, le Gestionnaire de portefeuille veillera à limiter la volatilité via la diversification des titres qui composent le portefeuille et des expositions sectorielles, la gestion active des expositions nettes et brutes et le recours à des instruments financiers dérivés. Le Gestionnaire de portefeuille utilisera notamment les instruments financiers dérivés suivants : swaps de portefeuille, swaps sectoriels (sector swaps), options sur titre individuel et indice actions et futures sur indice actions.

Le Compartiment pourra également investir dans des liquidités, des titres à taux fixe, des contrats de change, des titres liés à un indice, des instruments du marché monétaire et des dépôts.

Profil de l'investisseur type

Le Compartiment s'adresse aux investisseurs cherchant à tirer profit de certains des pouvoirs d'investissement élargis conférés par la Directive OPCVM et souhaitant une plus grande diversification du risque à long terme. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice actions. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro.

Date de lancement

lundi 4 janvier 2010.

Avant le 18 octobre 2011, le Compartiment s'appelait « The Jupiter Global Fund - Jupiter European Absolute Return ».

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Le Gestionnaire de portefeuille sera autorisé à percevoir, à partir des actifs du Compartiment, une Commission de surperformance pour les Catégories d'Actions du Compartiment assorties de la désignation « B », comme indiqué à la section *Catégories d'actions disponibles et commissions* ci-dessous. Cette commission est calculée en référence à la surperformance de la Valeur nette d'inventaire par Action de la Catégorie concernée par rapport au rendement total de l'Indice de référence de cette Catégorie durant une Période de performance.

La formule de calcul de la Commission de surperformance de la Catégorie concernée est la suivante :

$$CS = (A \times (B - C - D)) \times (E \times F)$$

Où :

A = le pourcentage de la Commission de surperformance applicable à chaque Catégorie, comme indiqué à la section *Catégories d'actions disponibles et commissions* ci-dessous ;

B = le rendement total (en pourcentage) de la Valeur nette d'inventaire par Action (majoré du montant de tout dividende par Action payé ou à payer et des provisions constituées au titre des Commissions de surperformance non payées durant la Période de performance) de la Catégorie concernée entre le premier et le dernier Point d'évaluation de la Période de performance ;

C = le déficit de rendement cumulé (en pourcentage) reporté de la ou des Période(s) de performance précédente(s), soit le « **High Watermark** » ;

D = le rendement total (en pourcentage) de l'Indice de référence de la Catégorie concernée entre le premier et le dernier Point d'évaluation de la Période de performance ;

E = la Valeur nette d'inventaire par Action de la Catégorie concernée (majorée du montant de tout dividende par Action payé ou à payer et des provisions constituées au titre des Commissions de surperformance non payées durant la Période de performance) au dernier Point d'évaluation de la Période de performance ; et

F = la moyenne pondérée dans le temps du nombre total d'Actions émises au sein de la Catégorie concernée durant la Période de performance.

Dans l'éventualité où la formule (B - C - D) générerait un résultat négatif, le déficit de rendement qu'il représente, exprimé en pourcentage, constituera le nouveau High Watermark et sera alors reporté sur la Période de performance suivante, et le Gestionnaire ne pourra prétendre à aucune Commission de surperformance tant que ce déficit ne sera pas effacé (aux fins de « C », ci-dessus).

La Commission de surperformance est calculée et chaque Jour d'évaluation. Aux fins de calcul des provisions à constituer au titre de la Commission de surperformance, la formule de calcul de la Commission de surperformance sera appliquée chaque Jour d'évaluation comme si ce Jour d'évaluation était le dernier Jour d'évaluation de la Période de performance.

Pour les Catégories libellées dans une autre devise que celle de l'Indice de référence, celui-ci sera converti dans la devise de la Catégorie ou dans une devise que les Administrateurs jugeront appropriée.

Des informations supplémentaires concernant les Commissions de surperformance du Compartiment sont fournies à la section « Commissions de surperformance » à la page 71 du présent Prospectus.

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche de la VaR absolue. Le niveau maximum de levier anticipé pour le Compartiment, calculé par la somme des notionnels, s'élève à 200%, bien que des niveaux plus élevés soient possibles. S'agissant des options, des obligations convertibles, des warrants et des droits, la valeur notionnelle correspond au delta ajusté afin de mieux représenter l'exposition réelle de la position en produits dérivés détenue.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR A Acc	Catégorie L EUR B Acc	Catégorie L USD B Acc HSC	Catégorie L GBP B Acc HSC
ISIN	LU0459992037	LU0459992110	LU0459992623	LU0459992466
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,75%	1,5%	1,5%	1,5%
Commission d'exploitation globale	0,27%	0,27%	0,27%	0,27%
Commission de surperformance	Néant	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport à l'EURIBOR (3 mois). Un « High Watermark » s'applique.	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport au LIBOR en dollars US (3 mois). Un « High Watermark » s'applique.	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport au LIBOR en livres sterling (3 mois). Un « High Watermark » s'applique.
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Oui
Indice de référence (pour le calcul de la commission de surperformance)	N. a.	EURIBOR (3 mois)	LIBOR en dollars US (3 mois)	LIBOR en livres sterling (3 mois)
Ticker de l'Indice de référence	N. a.	EUR0003M	US0003M	BP0003M

Catégorie d'Actions	Catégorie D EUR B Acc	Catégorie D USD B Acc HSC	Catégorie D GBP B Acc	Catégorie L SEK B Acc HSC
ISIN	LU0946223442	LU0946223525	LU0946223954	LU1074970994
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	1,50%
Commission d'exploitation globale	0,25%	0,25%	0,25%	0,27%
Commission de surperformance	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport à l'EURIBOR (3 mois). Un « High Watermark » s'applique.	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport au LIBOR en dollars US (3 mois). Un « High Watermark » s'applique.	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport au LIBOR en livres sterling (3 mois). Un « High Watermark » s'applique.	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport au STIBOR (3 mois). Un « High Watermark » s'applique.
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Non
Indice de référence (pour le calcul de la commission de surperformance)	EURIBOR (3 mois)	LIBOR en dollars US (3 mois)	LIBOR en livres sterling (3 mois)	STIBOR (3 mois)
Ticker de l'Indice référence	EUR0003M	US0003M	BP0003M	STIB3M

Catégorie d'Actions	Catégorie D SEK B Acc HSC	Catégorie F EUR Acc	Catégorie L USD A Acc HSC
ISIN	LU1074970721	LU1569889105	LU1805542542
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,65%	1,75%

Commission d'exploitation globale	0,25%	0,21%	0,27%
Commission de surperformance	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport au STIBOR (3 mois). Un « High Watermark » s'applique.	Néant	Néant
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui	Non
Indice de référence (pour le calcul de la commission de surperformance)	STIBOR (3 mois)	N. a.	N. a.
Ticker de l'Indice référence	STIB3M	N. a.	N. a.

Catégorie d'Actions	Catégorie D NOK B Acc HSC	Catégorie L NOK B Acc HSC
ISIN	LU1805540686	LU1805540769
Commission de souscription (maximum)	5%	5%
Commission de gestion (maximum)	0,75%	1,50%
Commission d'exploitation globale	0,25%	0,27%
Commission de surperformance	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport au STIBOR (3 mois). Un	15% de la surperformance de la VNI par Action par rapport au STIBOR (3 mois). Un

	« High Watermark » s'applique.	« High Watermark » s'applique.
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non
Indice de référence (pour le calcul de la commission de surperformance)	STIBOR (3 mois)	STIBOR (3 mois)
Ticker de l'Indice de référence	STIB3M	STIB3M

Termes définis utilisés dans la présente Notice d'information :

- « **EURIBOR** » désigne le taux interbancaire offert en euros (Euro InterBank Offered Rate) ;
- « **LIBOR en livres sterling** » désigne le taux interbancaire offert à Londres, exprimé en livres sterling ; et
- « **LIBOR en dollars US** » désigne le taux interbancaire offert à Londres, exprimé en dollars US.
- « **STIBOR** » désigne le taux des prêts interbancaires à 3 mois libellés en couronnes suédoises

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter European Feeder

Le Compartiment est un Fonds nourricier du Jupiter European Fund, un fonds commun de placement constitué en vertu de l'article 237 de la loi britannique sur les services et les marchés financiers « Financial Services and Markets Act » de 2000 (dans sa version modifiée) et agréé et supervisé par la FCA (le « Jupiter European Master Fund »).

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme, principalement en investissant dans le Jupiter European Master Fund.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira au moins 85% de ses actifs nets dans les parts du Jupiter European Master Fund. Le Compartiment peut également investir jusqu'à 15% de ses actifs dans des liquidités, des instruments du marché monétaire, des titres de créance à court terme et d'autres avoirs assimilés à des liquidités. Le Compartiment n'est pas autorisé à investir dans des instruments financiers dérivés.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Livre sterling

Date de lancement

mardi 28 juillet 2015.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg et au Royaume-Uni.

Heure limite de réception des ordres

17h00 (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédent chaque Jour d'évaluation

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour

l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Afin de respecter l'article 42(3) de la Loi, le Compartiment doit calculer son exposition globale aux instruments financiers dérivés en combinant sa propre exposition directe avec l'exposition effective du Jupiter European Master Fund aux instruments financiers dérivés, par rapport aux investissements du Compartiment dans le Jupiter European Master Fund.

Informations complémentaires : Jupiter European Master Fund

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme.

Politique d'investissement

Le Jupiter European Master Fund investira dans des entreprises cotées sur une place boursière européenne.

Sous réserve des limites fixées dans ses restrictions d'investissement, le Jupiter European Master Fund pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures à des fins de couverture et de gestion efficace de portefeuille ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Exposition globale

L'exposition globale du Jupiter European Master Fund sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Profil de risque du Jupiter European Master Fund

Le Jupiter European Master Fund investit dans une gamme variée d'actions d'entreprises, qui comportent certains risques. La valeur des investissements peut diminuer et les porteurs de parts peuvent ne pas récupérer l'intégralité du capital investi au départ. La valeur des investissements diminuera en raison de l'inflation. Les variations des taux de change peuvent faire diminuer la valeur du Jupiter European Master Fund, et cette diminution peut parfois être importante.

Frais inhérents au Jupiter European Master Fund

Si un Fonds nourricier investit dans un Fonds maître géré par le même Gestionnaire de portefeuille, les commissions de gestion sont facturées uniquement au niveau du Fonds nourricier. Les commissions de gestion indiquées dans le tableau ci-dessous peuvent donc être considérées comme la commission de gestion globale du Compartiment et du Jupiter European Master Fund.

Toutefois, le Compartiment acquittera ses propres frais et dépenses d'exploitation, ainsi que la part des dépenses d'exploitation du Jupiter European Master Fund qui lui revient, incluant entre autres les frais de dépôt, d'administration et d'audit. En outre, le Compartiment devra payer tous les coûts acquittés par le Jupiter European Master Fund mais encourus pour le compte du Compartiment et de ses Actionnaires, ces coûts et frais incluant, entre autres, les coûts liés à la préparation de rapports spécifiques et autres frais administratifs spécifiques. La somme ainsi acquittée par le Compartiment sera communiquée dans les DICI du Compartiment, qui seront mis à disposition sur le site www.jupiteram.com, et déclarée dans les rapports annuels et semestriels de la Société.

Interaction entre le Compartiment et le Jupiter European Master Fund

Divers documents et accords visant à coordonner les interactions entre la Société (dans le cadre du Compartiment) et le Jupiter European Master Fund sont en place, notamment un accord maître/nourricier convenu entre la Société et Jupiter Unit Trust Managers Limited définissant, entre autres, les mesures qu'il est approprié de prendre pour atténuer les conflits d'intérêt survenant éventuellement entre le Compartiment et le Jupiter European Master Fund, la base des investissements et des cessions du Compartiment, les conditions de négociation standard et les événements susceptibles d'affecter ces conditions. Ces documents incluent les accords de partage d'informations conclus par le Compartiment et le Jupiter European Master Fund avec les dépositaires

et le commissaire aux comptes. L'accord maître/nourricier, les conditions particulières, les DICI et les rapports annuels et semestriels les plus récents du Jupiter European Master Fund sont disponibles sur demande auprès du Gestionnaire de portefeuille, sous format électronique ou sur copie papier. Avant d'investir dans le Compartiment, les investisseurs potentiels sont priés de se familiariser avec ces documents.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L GBP Acc	Catégorie Z EUR Acc	Catégorie Z GBP Acc
ISIN	LU1207384451	LU1207384881	LU1207385342	LU1207386589
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	0,65%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Oui

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter European Growth

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme en tirant parti des opportunités d'investissement particulières qui s'offrent en Europe.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans des actions et des titres rattachés à des actions (en ce compris des actions privilégiées cotées, des obligations convertibles non garanties cotées (convertible unsecured loan stock), des warrants cotés et d'autres titres similaires) d'émetteurs qui ont leur siège social en Europe ou exercent une part prépondérante de leurs activités économiques en Europe (Royaume- Uni inclus) et qui, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, sont sous-évalués ou offrent de bonnes perspectives de croissance du capital. Le Gestionnaire de portefeuille adoptera une approche essentiellement bottom-up pour sélectionner les investissements du Compartiment.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro.

Date de lancement

Le Compartiment a été créé par l'apport d'un compartiment d'OPCVM luxembourgeois absorbé par la Société le 21 août 2006. Depuis la fusion, les Actions sont offertes au public à la Valeur nette d'inventaire par Action en vigueur.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L GBP A Inc	Catégorie I EUR Acc	Catégorie D EUR Acc
ISIN	LU0260085492	LU0329190499	LU0260086037	LU0946223103
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,16%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui	Oui	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D GBP Acc	Catégorie D USD Acc HSC	Catégorie L USD Acc HSC	Catégorie L EUR A Inc Dist
ISIN	LU0946223368	LU0966590910	LU0966834136	LU1074971299
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	1,50%	1,50%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,22%	0,22%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D EUR A Inc Dist	Catégorie D GBP A Inc	Catégorie L HKD Acc HSC
ISIN	LU1074971026	LU1740283467	LU1740285595
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	1,50%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,22%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Non

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter European Opportunities

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme en investissant dans des sociétés cotées sur une Bourse de valeurs européenne.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans des actions et des titres rattachés à des actions (en ce compris des actions privilégiées cotées, des obligations convertibles non garanties cotées (convertible unsecured loan stock), des warrants cotés et d'autres titres similaires) de sociétés qui ont leur siège social en Europe et/ou exercent une part prépondérante de leurs activités économiques en Europe et dans des secteurs qui, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, offrent de bonnes perspectives de croissance du capital, compte tenu des tendances économiques et des développements commerciaux.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro.

Date de lancement

Le Compartiment a été créé par l'apport d'un compartiment d'OPCVM luxembourgeois absorbé par la Société le 21 août 2006. Depuis la fusion, les Actions sont offertes au public à la Valeur nette d'inventaire par Action en vigueur.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L GBP A Inc	Catégorie I EUR Acc	Catégorie D EUR Acc
ISIN	LU0260086623	LU0300038881	LU0260087274	LU0946222808
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,16%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui	Non	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D GBP Acc	Catégorie D EUR A Inc	Catégorie D GBP A Inc	Catégorie E USD Acc
ISIN	LU0946222980	LU1411392589	LU1740283541	LU1314348712
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	2,00%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,16%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Oui	Non

Catégorie	Catégorie I USD	Catégorie I USD	Catégorie L USD	Catégorie L USD
-----------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

d'Actions	Acc	A Inc	Acc	A Inc
ISIN	LU1740285751	LU1740285835	LU1740285918	LU1740286056
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	1,50%	1,50%
Commission d'exploitation globale	0,16%	0,16%	0,22%	0,22%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Absolute Return

Objectif d'investissement

Dégager un rendement absolu sur une période glissante de trois ans, quelles que soient les conditions du marché, en investissant dans le monde entier.

Politique d'investissement

Le Compartiment investit dans un portefeuille mondial d'actions, de titres rattachés à des actions (en ce compris des actions privilégiées cotées, des obligations convertibles non garanties cotées (convertible unsecured loan stock), des warrants cotés et d'autres titres similaires), de liquidités, de quasi-liquidités, de titres à revenu fixe, de transactions de change, de titres liés à un indice, d'instruments du marché monétaire et de dépôts. Le portefeuille du Compartiment peut parfois se concentrer sur un seul actif ou sur une combinaison de ces actifs. Il peut également détenir des positions longues en actifs physiques, ainsi que des positions synthétiques longues et courtes par le biais de produits dérivés.

Le Compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés à des fins d'investissement, ce qui donne au Gestionnaire de portefeuille suffisamment de flexibilité pour réaliser les objectifs du Compartiment dans des conditions de marché diverses. Les risques particuliers associés à la stratégie et aux instruments dont l'utilisation est prévue sont décrits à la section « Facteurs de risque » à la page 39 du présent Prospectus. La capacité du Gestionnaire de portefeuille à conserver un portefeuille composé à la fois de positions longues et de positions courtes offre par ailleurs la flexibilité nécessaire pour protéger le Compartiment en cas de repli des marchés actions, réduire la corrélation avec les rendements du marché boursier et limiter la volatilité mensuelle des rendements.

Le Gestionnaire de portefeuille ne vise pas de ratio long/court spécifique dans le cadre des swaps de portefeuille utilisés à des fins d'investissement et il se peut que, parfois, le portefeuille d'investissement ne présente aucun levier par le biais de swaps de portefeuille.

Tout investissement dans le Compartiment engendre des risques, et aucune garantie n'est donnée quant à la réalisation de l'objectif d'investissement durant la période glissante de trois ans visée ou durant toute autre période.

Profil de l'investisseur type

Le Compartiment s'adresse aux investisseurs cherchant à tirer profit de certains des pouvoirs d'investissement élargis conférés par la Directive OPCVM et souhaitant une plus grande diversification du risque à long terme. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice actions. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro

Date de lancement

lundi 6 juin 2016

Le prix de souscription initial au lancement (avant commission de souscription) est de 10 EUR / 10 GBP / 10 USD (ou en fonction de la Devise de la Catégorie d'Actions).

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche de la VaR absolue. Le niveau maximum de levier anticipé pour le Compartiment, calculé par la somme des notionnels, s'élève à 200%, bien que des niveaux plus élevés soient possibles. S'agissant des options, des obligations convertibles, des warrants et des droits, la valeur notionnelle correspond au delta ajusté afin de mieux représenter l'exposition réelle de la position en produits dérivés détenue.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie A USD Acc HSC	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L EUR A Inc Dist	Catégorie L USD Acc HSC	Catégorie L CHF Acc HSC	Catégorie L SEK Acc HSC
ISIN	LU1637752 475	LU1388736 099	LU1388736 172	LU1388736 255	LU1388736 339	LU1388736 412
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,65%	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%
Commission d'exploitation globale	0,27%	0,27%	0,27%	0,27%	0,27%	0,27%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I EUR Acc	Catégorie I USD Acc	Catégorie I CHF Acc	Catégorie I SEK Acc	Catégorie D EUR Acc	Catégorie D EUR A

		HSC	HSC	HSC		Inc Dist
ISIN	LU1388736 503	LU1388736 685	LU1388736 768	LU1388736 842	LU1388736 925	LU1388737 063
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,625%	0,625%	0,625%	0,625%	0,625%	0,625%
Commission d'exploitation globale	0,21%	0,21%	0,21%	0,21%	0,25%	0,25%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD Acc HSC	Catégorie D GBP Acc HSC	Catégorie D CHF Acc HSC	Catégorie D SEK Acc HSC	Catégorie N USD Acc HSC
ISIN	LU1481749205	LU1388737147	LU1388737220	LU1388737493	LU1637752558
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	2%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,625%	0,625%	0,625%	0,625%	1,90%
Commission d'exploitation globale	0,25%	0,25%	0,25%	0,25%	0,27%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie C USD Acc HSC	Catégorie L NOK Acc HSC	Catégorie I NOK Acc HSC	Catégorie D NOK Acc HSC
ISIN	LU1740284861	LU1805541064	LU1805541148	LU1805541221
Commission de souscription	5%	5%	5%	5%

(maximum)				
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,10%	1,25%	0,625%	0,625%
Commission d'exploitation globale	0,25%	0,27%	0,21%	0,25%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Convertibles

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme en investissant à l'échelle mondiale dans un portefeuille diversifié de titres convertibles.

Politique d'investissement

Le Compartiment investit dans une gamme variée d'obligations convertibles émises dans le monde entier. Il vise à exploiter les caractéristiques hybrides des obligations convertibles afin de profiter de la progression des marchés d'actions, tout en atténuant la perte de capital en cas de recul du marché.

Parmi les titres convertibles dans lesquels le Compartiment est susceptible d'investir figurent les obligations convertibles, les actions privilégiées convertibles, les obligations remboursables en actions et d'autres titres convertibles ou échangeables. Le Compartiment peut également investir dans des instruments du marché monétaire, des obligations, des actions, des warrants, des futures, des options cotées et des dérivés de gré à gré.

Le Compartiment ne présentera aucun biais à l'égard d'un pays, d'un secteur, d'une notation ou d'un segment de capitalisation particulier/ère. Le Compartiment peut investir dans des titres libellés dans n'importe quelle devise. L'exposition à d'autres devises que la devise de référence peut être couverte contre celle-ci afin de limiter le risque de change. Des futures, contrats à terme et options de gré à gré sur devises peuvent être utilisés à cette fin.

La sélection de titres combine des positions thématiques, sectorielles et géographiques, qui se sont déterminées selon une philosophie de recherche axée sur la valeur. Le filtrage initial est quantitatif ; il est suivi par une analyse qualitative approfondie. Les titres sont analysés et sélectionnés en fonction, d'une part, du profil souhaité et, d'autre part, de leur note de crédit et de leurs caractéristiques techniques.

Le Gestionnaire de portefeuille vise à construire un portefeuille d'environ 50 à 100 titres diversifié par région géographique et par secteur. Des positions plus importantes seront initiées sur des titres de grande capitalisation et liquides, afin d'assurer la liquidité et la stabilité du portefeuille, tandis que les titres moins liquides et plus risqués feront l'objet de positions plus petites. Le portefeuille est généralement très diversifié afin d'atténuer le risque inhérent aux titres individuels.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire, y compris des liquidités.

Le Compartiment peut investir dans des titres à revenu fixe, des actions et des titres rattachés à des actions (y compris des titres participatifs) émis par des gouvernements ou des sociétés qui ont leur siège social dans une économie émergente ou qui exercent une part prépondérante de leurs activités économiques dans une économie émergente.

Le Compartiment peut également investir dans des titres à taux fixe (de qualité investment grade ou non), des transactions de change, des titres liés à un indice, des instruments du marché monétaire et des dépôts.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance

au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro

Date de lancement

1^{er} octobre 2010

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie A USD Acc HSC	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L EUR A Inc	Catégorie L USD Acc HSC	Catégorie GBP A Inc HSC	Catégorie L CHF Acc HSC
ISIN	LU1637751824	LU0522255313	LU0628612318	LU0522255669	LU0522256048	LU0522256394
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,80%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Commission d'exploitation	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%

ion globale						
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I EUR Acc	Catégorie I USD Acc HSC	Catégorie I GBP A Inc HSC	Catégorie I CHF Acc HSC
ISIN	LU0522256634	LU0522256980	LU0522257285	LU0522257442
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,16%	0,16%	0,16%	0,16%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D EUR Acc	Catégorie D USD Acc HSC	Catégorie D GBP Acc HSC	Catégorie D CHF Acc HSC
ISIN	LU0946221586	LU0946221669	LU0946221826	LU0946222048
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D EUR A Inc	Catégorie D USD A Inc HSC	Catégorie D GBP A Inc HSC	Catégorie D CHF A Inc HSC	Catégorie N USD Acc HSC
---------------------	-----------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	-------------------------

ISIN	LU0946222121	LU0946222477	LU0946222550	LU0946222634	LU1637752046
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	2%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%	2,10%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%	0,22%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie C USD Acc HSC	Catégorie I EUR Q Inc Dist
ISIN	LU1740284945	LU1740285678
Commission de souscription (maximum)	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,10%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,16%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Ecology Diversified

Objectif d'investissement

Faire croître le capital sur le long terme, en investissant principalement dans des actions et des titres à revenu fixe internationaux.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans des entreprises qui, selon le Gestionnaire de portefeuille, seront actives dans la transition vers une économie durable. Le Compartiment investira dans un portefeuille mondial diversifié comprenant des actions, des titres rattachés à des actions, des valeurs mobilières à revenu fixe (pouvant inclure des titres à haut rendement), des parts d'organismes de placement collectif, des liquidités, des dépôts et des instruments du marché monétaire. Le portefeuille se concentre sur des entreprises qui, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, offriront des opportunités de rendement stables et croissantes.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures à des fins de couverture et de gestion efficace de portefeuille ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro

Date de lancement

mercredi 29 juin 2016

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commissions et dépenses

A compter du 1^{er} octobre 2016, le Compartiment peut régler tout ou partie de ses frais et commissions à partir de son capital.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L EUR Q Inc Dist	Catégorie L CHF Acc HSC	Catégorie L SEK Acc HSC	Catégorie I EUR Acc	Catégorie I GBP Acc HSC
ISIN	LU1388737576	LU1388737659	LU1388737907	LU1388738038	LU1388738111	LU1411390880
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%	0,65%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%	0,16%	0,16%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Non	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie I GBP Q Inc Dist HSC	Catégorie I CHF Acc HSC	Catégorie I SEK Acc HSC	Catégorie D EUR Q Inc Dist	Catégorie D GBP Acc HSC	Catégorie D GBP Q Inc Dist HSC
ISIN	LU1411391268	LU1388738202	LU1388738384	LU1388738467	LU1388737816	LU1388738541
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,65%	0,65%	0,65%	0,65%	0,65%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,16%	0,16%	0,16%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui

Catégorie	Catégorie L	Catégorie I
-----------	-------------	-------------

d'Actions	NOK Acc HSC	NOK Acc HSC
ISIN	LU1805541494	LU1805541577
Commission de souscription (maximum)	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,25%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,16%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Ecology Growth

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme en investissant à l'échelle mondiale dans des sociétés qui relèvent le défi de la durabilité environnementale et du changement climatique.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans des actions et des titres rattachés à des actions de sociétés du monde entier (en ce compris des actions privilégiées cotées, des obligations convertibles non garanties cotées (convertible unsecured loan stock), des warrants cotés et d'autres titres similaires). Le portefeuille se composera essentiellement de titres de sociétés qui, de l'avis du Conseiller en investissement, offrent des produits ou des services contribuant à l'amélioration de l'environnement, facilitant l'adaptation aux effets du changement climatique ou aidant à en atténuer l'impact.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro.

Date de lancement

Les Actions ont été émises pour la première fois le 30 septembre 2005 contre des apports en nature. Depuis le 5 octobre 2005, les Actions sont offertes au public à la Valeur nette d'inventaire par Action en vigueur.

Avant le 1^{er} décembre 2013, le Compartiment s'appelait « The Jupiter Global Fund - Jupiter Climate Change Solutions ».

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L USD Acc	Catégorie L GBP A Inc	Catégorie L NOK Acc
ISIN	LU0231118026	LU0300038618	LU0279091325	LU0329070162
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie L SEK Acc	Catégorie EUR Acc	Catégorie USD Acc	Catégorie GBP A Inc
ISIN	LU0329070329	LU0994733391	LU0994734282	LU0994734449
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	0,5 [‡] %	0,5 [‡] %	0,5 [‡] %
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR A Inc Dist	Catégorie D EUR A Inc Dist
ISIN	LU1074971703	LU1074971612
Commission de souscription (maximum)	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	0,5 [‡] %
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond

Objectif d'investissement

Générer des revenus et faire croître le capital sur le long terme en investissant dans les titres à taux fixe d'émetteurs directement ou indirectement exposés aux économies émergentes du monde entier.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans des titres obligataires (y compris dans des obligations de qualité investment grade, des obligations à haut rendement, des obligations à court terme, des titres à taux fixe ou à taux variable, des instruments de dette à court terme et des droits) émis ou garantis par des entreprises (y compris des entreprises détenues par l'Etat) qui (i) ont leur siège social dans un pays émergent et/ou (ii) exercent une part prépondérante de leurs activités économiques dans un pays émergent.

Aux fins susmentionnées, les « pays émergents » comprennent tous les pays inclus dans l'indice JPMorgan CEMBI Broad Diversified Total Return[†] au moment de l'investissement concerné.

Les investissements du Compartiment en titres obligataires d'entreprises sont soumis aux limites suivantes :

- Le Compartiment ne saurait investir plus de 20% de son actif total (au total) dans : (i) des titres convertibles en actions de participation, (ii) des titres de participation (y compris des warrants), (iii) des certificats de dépôt et/ou (iv) des acceptations bancaires ;
- Le Compartiment ne saurait investir plus de 5% de ses actifs nets dans des obligations convertibles contingentes ; et
- ne saurait investir plus de 10% de ses actifs nets dans des obligations en difficulté (pour de plus amples informations, voir la section intitulée « e) Titres en difficulté » à la rubrique « Facteurs de risque » à la page 47).

Le Compartiment peut également :

- investir dans des titres obligataires émis ou garantis par le gouvernement d'un pays émergent ;
- investir jusqu'à 10% de ses actifs nets dans des entreprises et des gouvernements qui ne sont pas situés dans des pays émergents (selon la définition ci-dessus) ; et/ou
- détenir d'autres valeurs mobilières (y compris des crédits consortiaux et des cessions de prêts), des instruments du marché monétaire, des espèces ou quasi-espèces, des dépôts et des parts dans d'autres organismes de placement collectif.

Sous réserve des limites stipulées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés à des fins d'investissement, de couverture et de gestion efficace de portefeuille. Il s'agit notamment de contrats à terme sur devises, de futures, d'options (y compris sur des taux d'intérêt, des crédits et des devises), de swaps (y compris de taux d'intérêt, de défaut de crédit et de rendement total) et des instruments indexés sur le crédit. Pour de plus amples informations concernant ces techniques et les risques associés, veuillez consulter la section intitulée « Techniques financières et instruments financiers dérivés » à la page 33 et celle intitulée « Instruments financiers dérivés » à la rubrique « Facteurs de risque » à la page 41.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des

[†]L'indice JPMorgan CEMBI Broad Diversified Total Return est indiqué uniquement afin d'identifier les pays dans lesquels le Gestionnaire de portefeuille peut investir et, afin d'éviter tout doute, il est précisé que le Gestionnaire de portefeuille n'est pas tenu d'investir dans les entreprises qui constituent cet indice.

investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Dollar US.

Date de lancement

mardi 7 mars 2017

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

17h00 (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédent chaque Jour d'évaluation

Admission à la cote

Le Compartiment n'est pas admis à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg à la date du présent Prospectus, mais se réserve le droit de le devenir à tout moment.

Commissions et dépenses

Comme indiqué à la section « Plus-values et dividendes » de la rubrique *Politique de dividende* à la page 17, le Compartiment peut régler la totalité ou une partie de ses frais et dépenses à partir de son capital.

A la date du présent Prospectus, le Compartiment règle ses dépenses à partir de ses revenus pour toutes les Catégories d'Actions Acc et de son capital pour toutes les Catégories d'Actions Inc et Inc Dist.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment est calculée en utilisant l'Approche de la VaR relative. L'indice de référence utilisé aux fins de ce calcul est le JPM CEMBI Broad Diversified Total Return (USD). Le niveau maximum de levier anticipé pour le Compartiment, calculé par la somme des notionnels, s'élève à 200%, bien que des niveaux plus élevés soient possibles. S'agissant des options, des obligations convertibles, des warrants et des droits, la valeur notionnelle correspond au delta ajusté afin de mieux représenter l'exposition réelle de la position en produits dérivés détenue.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L USD Acc	Catégorie L USD M Inc Dist	Catégorie L USD Q Inc Dist	Catégorie L EUR Acc HSC
ISIN	LU1551064923	LU1551065060	LU1551065144	LU1551065227
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%

Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,40%	1,40%	1,40%	1,40%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Q Inc Dist HSC	Catégorie GBP A Inc HSC	Catégorie L CHF Acc HSC	Catégorie L SEK Acc HSC
ISIN	LU1551065490	LU1551065573	LU1551065656	LU1551065730
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,40%	1,40%	1,40%	1,40%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I USD Acc	Catégorie I USD A Inc Dist	Catégorie I EUR Acc HSC	Catégorie I EUR Q Inc Dist HSC
ISIN	LU1551065813	LU1551065904	LU1551066035	LU1551066118
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,65%	0,65%	0,65%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I GBP A Inc HSC	Catégorie I CHF Acc HSC	Catégorie I SEK Acc HSC	Catégorie D USD Acc
ISIN	LU1551066381	LU1551066464	LU1551066548	LU1551066621
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,65%	0,65%	0,65%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,14%	0,14%	0,14%	0,18%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD M Inc Dist	Catégorie D EUR Acc HSC	Catégorie D EUR Q Inc Dist HSC	Catégorie D GBP A Inc HSC
ISIN	LU1551066894	LU1551066977	LU1551067199	LU1551067272
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,65%	0,65%	0,65%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D CHF Acc HSC	Catégorie D SEK Acc HSC	Catégorie D NOK Acc HSC	Catégorie I NOK Acc HSC
ISIN	LU1551067355	LU1551067439	LU1805541650	LU1805541734
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement	0,65%	0,65%	0,65%	0,65%

(maximum)				
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,18%	0,18%	0,14%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie L NOK Acc HSC
ISIN	LU1805541817
Commission de souscription (maximum)	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,40%
Commission d'exploitation globale	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non

Instruments d'investissement pouvant être détenus par le Compartiment Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond

Sous réserve des limites fixées dans la section intitulée « Restrictions d'investissement » du présent Prospectus, le Compartiment pourra investir dans des instruments du marché monétaire, des titres de créance à court terme et d'autres avoirs assimilés à des liquidités, pouvant être libellés en Renminbi ou dans d'autres devises, à condition d'avoir obtenu l'autorisation de le faire en qualité d'investisseur institutionnel étranger qualifié (Qualified Foreign Institutional Investors, « **QFII** »).

Qu'est-ce que le statut de QFII ?

Les règles d'investissement édictées par la China Securities Regulatory Commission (« **CSRC** ») (les « **Règles d'investissement** ») prévoient un cadre juridique pour l'investissement par certains QFII, en ce compris certain(e)s gestionnaires de fonds, compagnies d'assurance, sociétés de courtage (securities companies) et autres gestionnaires d'actifs, dans certains titres auxquels les investisseurs non chinois n'avaient traditionnellement pas accès, et ce via un système de quotas accordés par l'Administration d'Etat des Devises étrangères (l'« **AEDE** ») de la République populaire de Chine (« **RPC** ») aux QFII agréés par la CSRC.

Un QFII peut investir dans des actions ou des obligations cotées et négociées sur une bourse de valeurs, des fonds d'investissement, des warrants cotés et négociés sur une bourse de valeurs ainsi que d'autres instruments financiers approuvés par la CSRC (pour des raisons techniques, les QFII ne peuvent actuellement participer ni au rachat d'emprunts gouvernementaux ni à la négociation d'obligations privées). La CSRC accorde à certain(e)s gestionnaires de fonds, compagnies d'assurance, sociétés de courtage (securities companies) et autres gestionnaires d'actifs une licence QFII leur permettant d'investir sur les marchés de titres chinois. Pour l'heure, les sociétés d'investissement ne figurent pas parmi les types de sociétés pouvant prétendre à une licence QFII.

A la date du présent Prospectus, le Gestionnaire de portefeuille ne détient pas de licence QFII ; cependant, il se réserve le droit d'introduire une demande de licence QFII qui, si elle est accordée, lui permettra d'investir dans des instruments du marché monétaire, des titres de créance à court terme et d'autres avoirs assimilés à des liquidités, pouvant être libellés en Renminbi ou dans d'autres devises.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Emerging Markets Equity Unconstrained

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme en investissant dans des actions et des titres rattachés à des actions de sociétés directement ou indirectement exposées aux économies émergentes du monde entier.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement (c'est-à-dire au moins 70% de sa valeur nette d'inventaire) dans des actions et des titres rattachés à des actions (en ce compris des actions privilégiées, des obligations convertibles non garanties (convertible unsecured loan stock), des warrants, des titres participatifs et des certificats représentatifs d'actions étrangères) d'émetteurs qui ont leur siège social dans une économie émergente ou exercent une part prépondérante de leurs activités économiques dans une économie émergente et qui, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, sont sous-évalués ou offrent de bonnes perspectives de croissance du capital.

Le Compartiment est non contraint dans la mesure où l'allocation aux économies des marchés émergents est déterminée par l'identification par le Gestionnaire d'investissement de titres individuels qui, de son point de vue, offrent les opportunités d'investissement les plus attrayantes pour le Compartiment. Le Compartiment ne présente aucun biais prescrit à l'égard d'un pays, d'une industrie, d'un secteur ou d'un segment de capitalisation boursière. Le Gestionnaire de portefeuille adoptera une approche essentiellement bottom-up pour sélectionner les investissements du Compartiment et il ne sera pas tenu d'investir dans les sociétés entrant dans la composition de tout indice de référence.

Parmi les économies que le Gestionnaire de portefeuille considère actuellement comme émergentes figurent, entre autres, des pays d'Asie, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, du sud et de l'est de l'Europe, de l'ex-URSS et d'Afrique. Ces pays sont notamment les suivants : le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, la République tchèque, l'Egypte, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, la Corée, la Malaisie, le Mexique, le Maroc, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la Russie, l'Afrique du Sud, Taïwan, la Thaïlande, la Turquie, le Sri Lanka et le Pakistan.

Le Compartiment investira essentiellement dans des actions et des titres cotés sur une bourse de valeurs mais pourra investir jusqu'à 10% de ses actifs totaux dans des actions et d'autres valeurs mobilières non cotées.

L'exposition totale (directe ou indirecte) du Compartiment aux Actions chinoises A et aux Actions chinoises B représentera moins de 30% de sa Valeur nette d'inventaire et sera obtenue conformément aux dispositions de la section « Certains Instruments pouvant être détenus par le Compartiment Jupiter Global Emerging Markets Equity Unconstrained » ci-dessous.

Le Compartiment pourra investir jusqu'à 10% de ses actifs nets dans des sociétés établies ou exerçant leurs activités hors du champ géographique susmentionné. Le Compartiment peut en outre investir jusqu'à 10% de ses actifs nets totaux dans des OPCVM ou d'autres OPC dont les placements se concentrent sur les marchés des économies émergentes susmentionnées.

Sous réserve des limites stipulées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, incluant des swaps de portefeuille, des contrats de change à terme, des options et des futures à des fins de couverture et de gestion efficace de portefeuille. Les instruments financiers dérivés ne seront pas utilisés de façon significative ou dans le but principal de réaliser les objectifs d'investissement du Compartiment, ou à des fins d'investissement.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez

noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Dollar US.

Date de lancement

lundi 9 mars 2015.

Le Compartiment s'appelait « Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Unconstrained » avant le changement de nom entré en vigueur le 3 juin 2016.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

17h00 (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédent chaque Jour d'évaluation

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR A Inc HSC	Catégorie L USD A Inc	Catégorie GBP A Inc HSC	Catégorie L EUR A Inc Dist HSC
ISIN	LU1148007161	LU1148007674	LU1148008136	LU1148008649
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D EUR A Inc HSC	Catégorie D USD A Inc	Catégorie D GBP A Inc HSC	Catégorie D EUR A Inc Dist HSC
ISIN	LU1148009373	LU1148009886	LU1148010389	LU1148010892
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I EUR A Inc HSC	Catégorie I USD A Inc	Catégorie I GBP A Inc HSC	Catégorie L EUR Acc HSC
ISIN	LU1148011270	LU1148011510	LU1148011940	LU1148012328
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	1,5%
Commission d'exploitation globale	0,16%	0,16%	0,16%	0,22%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie L USD Acc	Catégorie L GBP Acc HSC	Catégorie D EUR Acc HSC	Catégorie D USD Acc	Catégorie D GBP Acc HSC
ISIN	LU1148012757	LU1148012914	LU1148013136	LU1148013649	LU1148013995
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement	1,5%	1,5%	0,75%	0,75%	0,75%

(maximum)					
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui	Non	Non	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie I EUR Acc HSC	Catégorie I USD Acc	Catégorie I GBP Acc HSC	Catégorie F JPY Acc	Catégorie F JPY Acc HSC
ISIN	LU1148014290	LU1148014613	LU1148014886	LU1637808798	LU1637808954
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	0,60%	0,60%
Commission d'exploitation globale	0,16%	0,16%	0,16%	0,16%	0,16%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non	Non

Certains des Instruments d'investissement pouvant être détenus par le Compartiment Jupiter Global Emerging Markets Equity Unconstrained

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra investir entre autres dans :

- **Des actions chinoises B** - Le Compartiment peut investir dans des actions de sociétés constituées en Chine continentale négociées sur les marchés d'actions B de cette région. Contrairement aux actions A, les actions B sont cotées en devises étrangères. Le marché des actions B comprend la Bourse de Shanghai (où les règlements s'effectuent en Dollars US) et celle de Shenzhen (où les règlements s'effectuent en dollars de Hong Kong).
- **Des actions chinoises H** - Le Compartiment peut investir dans des actions de sociétés constituées en Chine continentale cotées à la Bourse de Hong Kong. Les actions H sont négociées en dollars de Hong Kong à la Bourse de Hong Kong. Les actions H sont émises par des sociétés constituées en Chine continentale et doivent satisfaire les exigences d'information et de cotation en vigueur à Hong Kong pour être admises à la cote de la Bourse de Hong Kong. Les actions H peuvent être négociées par des investisseurs étrangers et sont généralement émises dans le cadre de privatisations chinoises afin d'attirer les capitaux d'investisseurs étrangers.
- **Des red chips** - Le Compartiment peut investir dans des actions de sociétés détenues majoritairement par des actionnaires chinois et constituées en dehors des frontières de la Chine continentale, cotées à la Bourse de Hong Kong. Les actions des red chips sont négociées en dollars de Hong Kong à la Bourse de Hong Kong.
- **Des sociétés liées à la Chine** - Le Compartiment peut investir dans des actions de sociétés liées à la Chine et cotées à la Bourse de Hong Kong, de Singapour ou ailleurs. Une société « liée à la Chine » est une société (i) qui est constituée en Chine ou pour laquelle les principaux marchés de négociation des titres se situent en Chine ou (ii) dont au moins 50% des revenus

annuels proviennent ou devraient provenir principalement de produits confectionnés, de ventes réalisées ou de services prestés en Chine.

- **Des actions chinoises A** - Pour l'heure, sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement de cette Notice d'information, le Compartiment peut obtenir une exposition indirecte aux actions A de sociétés chinoises cotées à la Bourse de Shanghai ou de Shenzhen (notamment de façon directe par l'intermédiaire de Stock Connect) et en investissant dans des titres participatifs (la performance de chaque titre participatif étant liée à celle d'une action A particulière). Il est possible d'investir dans des titres participatifs auprès de courtiers agréés qui proposent ce type de produit en vertu de leur statut d'investisseur institutionnel étranger qualifié (Qualified Foreign Institutional Investors – « **QFII** »). Les titres participatifs dans lesquels le Compartiment est susceptible d'investir prendront généralement la forme d'emprunts consortiaux. L'investissement dans des titres participatifs comporte des risques supplémentaires, et notamment le risque de crédit (vis-à-vis de l'émetteur du titre participatif), le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité, tels que plus amplement décrits à la section « Facteurs de risque » à la page 39 de ce Prospectus. Pour l'heure, le Compartiment peut chercher à s'exposer aux actions chinoises A via des titres participatifs. L'exposition ainsi obtenue par le biais de titres participatifs ne pourra dépasser 10% de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment. Afin d'éviter toute ambiguïté, il est précisé que le Compartiment ne dispose pas du statut de QFII et que le Gestionnaire de portefeuille n'a encore introduit aucune demande visant à l'obtenir.
- **Investissements à court terme en Chine** - Le Compartiment pourra également investir dans des instruments du marché monétaire, d'autres titres assimilables à des liquidités et des titres de créance à court terme, libellés dans chaque cas en Renminbi et d'autres devises négociées en Chine continentale.

Qu'est-ce que le statut de QFII ?

Actuellement, les actions de sociétés cotées en Chine continentale s'adressant aux investisseurs chinois et étrangers comprennent les actions A, libellées et négociées en Renminbi, et les actions B, libellées en Renminbi mais négociées en Dollars US ou en dollars de Hong Kong. Auparavant, le marché des actions A n'était pas accessible aux investisseurs étrangers. Néanmoins, les règles d'investissement édictées par la China Securities Regulatory Commission (« **CSRC** ») (les « **Règles d'investissement** ») prévoient un cadre juridique pour l'investissement par certains QFII, en ce compris certain(e)s gestionnaires de fonds, compagnies d'assurance, sociétés de courtage (securities companies) et autres gestionnaires d'actifs, dans des actions A de la Bourse de Shanghai ou de Shenzhen et dans certains autres titres auxquels les investisseurs non chinois n'avaient traditionnellement pas accès, et ce via un système de quotas accordés par l'Administration d'Etat des Devises étrangères (l'« **AEDE** ») de la République populaire de Chine (« **RPC** ») aux QFII agréés par la CSRC.

Un QFII peut investir dans des actions ou des obligations cotées et négociées sur une bourse de valeurs, des fonds d'investissement, des warrants cotés et négociés sur une bourse de valeurs ainsi que d'autres instruments financiers approuvés par la CSRC (pour des raisons techniques, les QFII ne peuvent actuellement participer ni au rachat d'emprunts gouvernementaux ni à la négociation d'obligations privées). La CSRC accorde à certain(e)s gestionnaires de fonds, compagnies d'assurance, sociétés de courtage (securities companies) et autres gestionnaires d'actifs une licence QFII leur permettant d'investir sur les marchés de titres chinois. Pour l'heure, les sociétés d'investissement ne figurent pas parmi les types de sociétés pouvant prétendre à une licence QFII.

A la date du présent Prospectus, le Gestionnaire de portefeuille ne détient pas de licence QFII ; cependant, il se réserve le droit d'introduire une demande de licence QFII qui, si elle est accordée, lui permettra d'investir dans des actions chinoises A ainsi que dans d'autres titres chinois éligibles pour le compte du Compartiment, et ce dans les limites d'un quota d'investissement QFII déterminé.

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond

Objectif d'investissement

Générer des revenus et faire croître le capital sur le long terme en investissant dans un portefeuille de titres de créance de pays émergents qui, en moyenne, présentent des durées courtes.

Politique d'investissement

Le Compartiment détiendra principalement (c'est-à-dire à hauteur d'au moins 70% de sa valeur nette d'inventaire) un portefeuille d'obligations et d'instruments à taux fixe qui, en moyenne, présentent des durées courtes, y compris dans des obligations de qualité investment grade, des obligations à haut rendement, des titres à taux fixe ou à taux variable, des instruments de dette à court terme et des droits, émis par : (i) des entreprises qui ont leur siège social dans un pays émergent et/ou exercent une part prépondérante de leurs activités économiques dans un pays émergent ; ou (ii) des gouvernements de pays émergents ou des sociétés publiques qui ont leur siège social dans un pays émergent et/ou exercent une part prépondérante de leurs activités économiques dans un pays émergent. Le portefeuille du Compartiment pourra parfois être concentré (c'est à dire pourra investir plus de 50% de ses actifs) sur l'un quelconque de ces actifs ou sur une combinaison de ces actifs, y compris sur des obligations à haut rendement dont la notation de crédit est inférieure à investment grade (telle qu'évaluée par Standard & Poor's ou toute note équivalente de la part d'autres agences de notation pour les obligations notées). Les investissements dans des obligations à haut rendement assorties d'une note minimale CCC au moment de leur achat (mesurée tel que décrit ci-dessus) pourront représenter jusqu'à 70% des actifs du Compartiment, en fonction des conditions de marché.

Aux fins susmentionnées, les « pays émergents » comprennent tous les pays inclus dans les indices JPMorgan CEMBI Broad Diversified Total Return Index ou JPMorgan Emerging Markets Bond Index Global Diversified¹ au moment de l'investissement concerné.

Les investissements du Compartiment en titres obligataires sont soumis aux limites suivantes :

- Le Compartiment ne saurait investir plus de 20% de son actif total (au total) dans : (i) des titres convertibles en actions de participation, (ii) des titres de participation (y compris des warrants), (iii) des certificats de dépôt et/ou (iv) des acceptations bancaires ;
- ne saurait investir plus de 10% de ses actifs nets dans des obligations décotées (pour de plus amples informations, voir la section intitulée « Risque lié aux titres de qualité inférieure à investment grade et aux titres sans notation » sous « Facteurs de risque » à la page 39).

Le Compartiment peut également :

- détenir des espèces ou des quasi-espèces et des dépôts ;
- investir jusqu'à 10% de sa Valeur nette d'inventaire dans des entreprises et des gouvernements qui ne sont pas situés dans des pays émergents (selon la définition ci-dessus) ; et/ou
- détenir d'autres valeurs mobilières (y compris des crédits consortiaux et des cessions de prêts), des instruments du marché monétaire et des parts dans d'autres organismes de placement collectif.

Sous réserve des limites stipulées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés, incluant des options, des futures, des swaps de portefeuille, des contrats de change à terme, à des fins de gestion efficace de portefeuille. Les instruments financiers dérivés ne seront pas utilisés de façon significative ou dans le but principal de réaliser les objectifs d'investissement du Compartiment, ou à des fins d'investissement.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez

noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Dollar US.

Date de lancement

mardi 5 septembre 2017

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

17h00 (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédent chaque Jour d'évaluation

Admission à la cote

Le Compartiment n'est pas admis à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg à la date du présent Prospectus, mais se réserve le droit de le devenir à tout moment.

Commissions et dépenses

Comme indiqué à la section « Plus-values et dividendes » de la rubrique *Politique de dividende* à la page 17, le Compartiment peut régler la totalité ou une partie de ses frais et dépenses à partir de son capital.

A la date du présent Prospectus, le Compartiment règle ses dépenses à partir de ses revenus pour toutes les Catégories d'Actions Acc et de son capital pour toutes les Catégories d'Actions Inc et Inc Dist.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

¹ Les indices JPMorgan CEMBI Broad Diversified Total Return et JPMorgan Emerging Markets Bond Index Global Diversified sont indiqués uniquement afin d'identifier les pays dans lesquels le Gestionnaire de portefeuille peut investir et, afin d'éviter tout doute, il est précisé que le Gestionnaire de portefeuille n'est pas tenu d'investir dans les entreprises qui constituent ces indices.

Catégories d'actions disponibles

Catégorie d'Actions	Catégorie L USD Acc	Catégorie L USD M Inc Dist	Catégorie L USD Q Inc Dist	Catégorie L EUR Acc HSC	Catégorie L EUR Q Inc Dist HSC
ISIN	LU1640601792	LU1640601875	LU1640601958	LU1640602170	LU1640602253
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de	1,10%	1,10%	1,10%	1,10%	1,10%

gestion d'investissement (maximum)					
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie GBP A Inc HSC	Catégorie L CHF Acc HSC	Catégorie L SEK Acc HSC	Catégorie I USD Acc	Catégorie I USD A Inc Dist
ISIN	LU1640602337	LU1640602410	LU1640602501	LU1640602683	LU1640602766
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,10%	1,10%	1,10%	0,55%	0,55%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,14%	0,14%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I EUR Acc HSC	Catégorie I EUR Q Inc Dist HSC	Catégorie I GBP A Inc HSC	Catégorie I CHF Acc HSC	Catégorie I SEK Acc HSC
ISIN	LU1640602840	LU1640602923	LU1640603061	LU1640603145	LU1640603228
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,55%	0,55%	0,55%	0,55%	0,55%
Commission d'exploitation globale	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%

« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Oui	Non	Non
-----------------------------------	-----	-----	-----	-----	-----

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD Acc	Catégorie D USD M Inc Dist	Catégorie D EUR Acc HSC	Catégorie D EUR Q Inc Dist HSC	Catégorie D GBP A Inc HSC
ISIN	LU1640603657	LU1640603731	LU1640603814	LU1640603905	LU1640604036
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,55%	0,55%	0,55%	0,55%	0,55%
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%	0,18%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D CHF Acc HSC	Catégorie D SEK Acc HSC
ISIN	LU1640603491	LU1640603574
Commission de souscription (maximum)	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,55%	0,55%
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,18%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie F USD Acc	Catégorie F USD A Inc	Catégorie F EUR Acc HSC	Catégorie F EUR A Inc HSC	Catégorie F GBP Acc HSC
ISIN	LU1671786934	LU1671787072	LU1671787312	LU1671787403	LU1671787155

Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion (maximum)	0,45%	0,45%	0,45%	0,45%	0,45%
Commission d'exploitation globale	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie F GBP A Inc HSC	Catégorie F CHF Acc HSC	Catégorie F CHF A Inc HSC	Catégorie F SEK Acc HSC	Catégorie F SEK A Inc HSC
ISIN	LU1671787239	LU1671787585	LU1671787668	LU1671787825	LU1671788047
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion (maximum)	0,45%	0,45%	0,45%	0,45%	0,45%
Commission d'exploitation globale	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D NOK Acc HSC	Catégorie I NOK Acc HSC	Catégorie L NOK Acc HSC	Catégorie F NOK Acc HSC
ISIN	LU1805541908	LU1805542039	LU1805542112	LU1805542203
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion (maximum)	0,55%	0,55%	1,10%	0,45%
Commission d'exploitation globale	0,18%	0,14%	0,20%	0,14%
« Reporting Fund » au	Non	Non	Non	Non

Royaume-Uni				
-------------	--	--	--	--

Instruments d'investissement pouvant être détenus par le Compartiment Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond

Sous réserve des limites fixées dans la section intitulée « Restrictions d'investissement » du présent Prospectus, le Compartiment pourra investir dans des instruments du marché monétaire, des titres de créance à court terme et d'autres avoirs assimilés à des liquidités, pouvant être libellés en Renminbi ou dans d'autres devises, à condition d'avoir obtenu l'autorisation de le faire en qualité d'investisseur institutionnel étranger qualifié (Qualified Foreign Institutional Investors, « **QFII** »).

Qu'est-ce que le statut de QFII ?

Les règles d'investissement édictées par la China Securities Regulatory Commission (« **CSRC** ») (les « **Règles d'investissement** ») prévoient un cadre juridique pour l'investissement par certains QFII, en ce compris certain(e)s gestionnaires de fonds, compagnies d'assurance, sociétés de courtage (securities companies) et autres gestionnaires d'actifs, dans certains titres auxquels les investisseurs non chinois n'avaient traditionnellement pas accès, et ce via un système de quotas accordés par l'Administration d'Etat des Devises étrangères (l'« **AEDE** ») de la République populaire de Chine (« **RPC** ») aux QFII agréés par la CSRC.

Un QFII peut investir dans des actions ou des obligations cotées et négociées sur une bourse de valeurs, des fonds d'investissement, des warrants cotés et négociés sur une bourse de valeurs ainsi que d'autres instruments financiers approuvés par la CSRC (pour des raisons techniques, les QFII ne peuvent actuellement participer ni au rachat d'emprunts gouvernementaux ni à la négociation d'obligations privées). La CSRC accorde à certain(e)s gestionnaires de fonds, compagnies d'assurance, sociétés de courtage (securities companies) et autres gestionnaires d'actifs une licence QFII leur permettant d'investir sur les marchés de titres chinois. Pour l'heure, les sociétés d'investissement ne figurent pas parmi les types de sociétés pouvant prétendre à une licence QFII.

A la date du présent Prospectus, le Gestionnaire de portefeuille ne détient pas de licence QFII ; cependant, il se réserve le droit d'introduire une demande de licence QFII qui, si elle est accordée, lui permettra d'investir dans des instruments du marché monétaire, des titres de créance à court terme et d'autres avoirs assimilés à des liquidités, pouvant être libellés en Renminbi ou dans d'autres devises.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Financials

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme en investissant principalement dans les actions de sociétés du secteur financier à l'échelle mondiale.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans un portefeuille de sociétés de services financiers du monde entier. Le Compartiment investira également, dans une moindre mesure, dans des sociétés liées à l'immobilier. Le Compartiment investira dans des sociétés qui, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, sont sous-évaluées et dont certaines caractéristiques (management éprouvé ou produits/services bien développés) font ressortir de bonnes perspectives de croissance. Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures à des fins de couverture et de gestion efficace de portefeuille ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Le Compartiment possède des pouvoirs d'investissement plus étendus que la plupart des autres Compartiments de la Société s'agissant de son utilisation des instruments financiers dérivés. Il bénéficie notamment du pouvoir d'utiliser des instruments financiers dérivés de façon significative à des fins d'investissement. Bien que la raison d'être de ces pouvoirs d'investissement étendus soit de permettre au Gestionnaire de portefeuille de générer des rendements positifs dans différentes conditions de marché, il existe des risques particuliers associés à la stratégie et aux instruments dont l'utilisation est prévue tels que décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » à la page 39 du présent Prospectus.

Notamment, le Compartiment peut utiliser des futures et des options, et conclure des swaps de portefeuille, pour obtenir des expositions longues ou courtes à des indices, des secteurs, des titres individuels ou des paniers de titres, et ce à des fins d'investissement et/ou de couverture ou de gestion efficace de portefeuille. Par exemple, les positions longues de base du portefeuille peuvent être entièrement ou partiellement couvertes de temps à autre, à la discréTION du Gestionnaire de portefeuille, grâce à des futures, des options ou des swaps de portefeuille.

En cas d'utilisation d'instruments financiers dérivés (à des fins d'investissement, de couverture ou de gestion efficace de portefeuille), l'exposition brute du Compartiment au marché ne peut en aucun cas dépasser 200% de ses actifs nets. Une exposition brute de grande envergure au sein du Compartiment indique habituellement une couverture accrue par le biais d'instruments financiers dérivés tels que les futures, et non pas une forte pondération directionnelle née d'instruments financiers dérivés utilisés à des fins d'investissement.

Le Compartiment peut conclure des swaps de portefeuille portant sur des indices, secteurs, paniers ou titres individuels à des fins d'investissement et de couverture ou de gestion efficace de portefeuille. Lorsque les swaps de portefeuille sont utilisés à des fins d'investissement, l'exposition brute du Compartiment au marché (y compris aux devises utilisées à des fins de couverture) ne peut en aucun cas dépasser 150% de ses actifs nets. L'exposition longue maximum du Compartiment au marché est de 130% de ses actifs nets et son exposition courte ne peut dépasser 20% de ses actifs nets.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut investir dans des titres à revenu fixe, des actions et des titres rattachés à des actions (en ce compris des titres participatifs) émis par des gouvernements ou des sociétés qui ont leur siège social dans une économie émergente ou qui exercent une part prépondérante de leurs activités économiques dans une économie émergente.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court

terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro.

Date de lancement

1er novembre 2006.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'Approche de la VaR relative. Le niveau maximum de levier anticipé pour le Compartiment, calculé par la somme des notionnels, s'élève à 200% mais des niveaux plus élevés sont possibles. S'agissant des options, des obligations convertibles, des warrants et des droits, la valeur notionnelle correspond au delta ajusté afin de mieux représenter l'exposition réelle de la position en produits dérivés détenue.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L USD Acc	Catégorie L GBP A Inc	Catégorie L USD Acc HSC
ISIN	LU0262307480	LU0262307720	LU0262308454	LU1314348803
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
Commission d'exploitation	0,22%	0,22%	0,22%	0,22%

globale				
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D EUR Acc	Catégorie D USD Acc	Catégorie D GBP Acc	Catégorie D GBP A Inc
ISIN	LU0946220265	LU0946220349	LU0946220695	LU1740283624
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD Acc HSC
ISIN	LU1740283897
Commission de souscription (maximum)	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Levered Absolute Return

Objectif d'investissement

Dégager un rendement absolu sur une période glissante de trois ans, quelles que soient les conditions du marché, en investissant dans le monde entier.

Politique d'investissement

Le Compartiment investit dans une gamme d'actifs très variée, incluant les actions, les titres rattachés à des actions (dont les actions privilégiées, les obligations convertibles non garanties cotées, les warrants cotés et d'autres valeurs mobilières de participation), les liquidités, les quasi-liquidités, les titres à taux fixe (dont la plupart sont classés « Investment Grade » par Standard & Poor's ou ont reçu une note de crédit semblable de la part d'autres agences de notation couvrant les obligations), les contrats de change, les titres liés à un indice et/ou à des matières premières (dont les ETF et les instruments liés à des matières premières ou à l'inflation), les instruments du marché monétaire et les dépôts. Le portefeuille du Compartiment peut parfois être concentré sur l'un quelconque de ces actifs ou sur une combinaison de ces actifs. La combinaison des classes d'actifs susmentionnées variera en fonction de l'évolution des conditions de marché. Le Compartiment compte réaliser son objectif d'investissement en initiant une allocation d'actifs active parmi ces classes d'actifs. En plus de ses positions longues en actifs physiques, le Compartiment détiendra également des positions synthétiques longues et courtes, par le biais de produits dérivés.

Le Compartiment n'est assujetti à aucune contrainte. Il investit dans le monde entier et ne se concentre sur aucune zone géographique, aucune industrie et aucun secteur spécifique dans le cadre de ses expositions. Le Compartiment n'est assujetti à aucune contrainte car l'allocation est déterminée par le Gestionnaire de portefeuille en fonction des titres individuels qui, selon lui, offrent les opportunités d'investissement les plus attrayantes pour le Compartiment, compte tenu des conditions du marché.

Le Compartiment peut parfois présenter une exposition supérieure à 10% (i) à des pays considérés comme émergents et à des marchés moins développés au moment de l'investissement, et (ii) à des obligations à haut rendement notées au moins CCC au moment de l'investissement (comme indiqué ci-dessus), sachant que l'exposition peut varier au fil du temps en fonction des conditions du marché.

Le Compartiment peut utiliser des techniques et instruments financiers dérivés à des fins d'investissement (et en utilisera beaucoup), y compris l'effet de levier, afin de réaliser son objectif d'investissement. Pour cette raison, l'exposition du Compartiment peut être largement supérieure à sa Valeur nette d'inventaire. En conséquence, la valeur de votre investissement peut augmenter ou diminuer plus fortement qu'elle ne le ferait autrement, et vous pourriez ne pas récupérer le montant investi. Les risques spécifiquement associés aux techniques et instruments financiers dérivés sont présentés à la section « Instruments financiers dérivés à des fins d'investissement » en page 43.

La capacité du Compartiment à investir dans une gamme d'actifs variée et à conserver un portefeuille composé à la fois de positions longues et de positions courtes offre par ailleurs la flexibilité nécessaire pour protéger le Compartiment en cas de repli des marchés des actions, réduire la corrélation avec les rendements du marché des actions et limiter la volatilité mensuelle des rendements.

Tout investissement dans le Compartiment engendre des risques, et aucune garantie n'est donnée quant à la réalisation de l'objectif d'investissement durant la période glissante de trois ans visée ou durant toute autre période.

Profil de l'investisseur type

Le Compartiment s'adresse aux investisseurs cherchant à tirer profit des pouvoirs d'investissement élargis conférés par la Directive OPCVM et soucieux de bénéficier d'une plus grande diversification du risque à long terme. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice actions. Tout investissement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Les investisseurs type de ce Compartiment seront généralement des gestionnaires d'actifs et de fortune agréés et réglementés par l'autorité de régulation locale, qui comprennent la nature des instruments financiers dérivés et les risques associés. Les Catégories d'Actions proposées par le Compartiment s'adressent uniquement aux investisseurs institutionnels.

Pour de plus amples informations sur les Catégories d'Actions et les investisseurs institutionnels, veuillez lire la section intitulée Catégories d'actions et caractéristiques à la page 13.

Devise de référence

Livre sterling

Date de lancement

jeudi 19 octobre 2017

Le prix de souscription initial au lancement (avant commission de souscription) est de 100 GBP / 100 EUR / 100 USD (ou en fonction de la Devise de la Catégorie d'Actions).

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance – Catégorie I

Le Gestionnaire de portefeuille pourra recevoir, à partir des actifs d'Actions de Catégorie I, une commission de surperformance calculée et accumulée chaque Jour d'évaluation et payée une fois par an (« la Commission de surperformance »). La période de performance se déroulera sur douze mois et se terminera le 30 septembre de chaque année (« la Période de performance »), à l'exception de la première Période de performance du Compartiment qui débutera à la première émission des Actions de Catégorie I et se terminera le 30 septembre 2018 (« la Période de performance initiale »).

Le droit à recevoir la Commission de surperformance pour une Catégorie donnée est attribué lorsque la Valeur nette d'inventaire par Action le dernier Jour d'évaluation de la Période de performance (la « Valeur nette d'inventaire par Action à la Clôture ») est simultanément supérieure au High Watermark et au Rendement minimal (tels que définis ci-après). Les deux conditions doivent être remplies

La Commission de surperformance s'élève à 20% par an de la performance de la Valeur nette d'inventaire par Action à la Clôture majorant le High Watermark ou Rendement minimal de la Catégorie concernée sur la période, étant retenu le plus élevé de ces deux montants.

Le High Watermark Initial correspond à la Valeur nette d'inventaire par Action initiale le premier Jour d'évaluation du Compartiment (« le Cours d'émission initial ») de la Catégorie concernée, le Rendement minimal correspond au Cours d'émission initial de la Catégorie concernée majoré de 5%.

Par la suite, lorsqu'une Commission de surperformance a été payée pour une Période de performance donnée, le premier Jour d'évaluation de la Période de performance suivante, le High Watermark est réinitialisé à hauteur de la Valeur nette d'inventaire par Action à la Clôture de la Période de performance durant laquelle cette commission a été payée, et le Rendement minimal est fixé à la Valeur nette d'inventaire par Action à la Clôture sur cette Période de performance majoré de 5%.

Si aucune Commission de surperformance n'est versée sur une Période de performance donnée, le premier Jour d'évaluation de la Période de performance suivante, le High Watermark demeure inchangé et le Rendement minimal correspond à la Valeur nette d'inventaire par Action à la Clôture de la Période de performance précédente majoré de 5%.

La Commission de surperformance est calculée et accumulée chaque Jour d'évaluation et, si les conditions d'attribution du droit sont remplies comme susmentionné, elle est à payer au Gestionnaire de portefeuille dans un délai de 30 jours suivant la fin de la Période de performance concernée.

En cas de rachat de la participation d'un Actionnaire lors d'une Période de performance donnée, à un moment où la Valeur nette d'inventaire par Action est supérieure au High Watermark et au Rendement minimal de cette période, la Commission de surperformance attribuée à ce rachat est cristallisée et payée au Gestionnaire de portefeuille même si, à la fin de la Période de performance, la Valeur nette d'inventaire par Action du Compartiment est inférieure au High Watermark et/ou au Rendement minimal.

Pour les Catégories libellées dans une autre devise que celle de l'Indice de référence, celui-ci sera

converti dans la devise de la Catégorie ou dans une devise que les Administrateurs jugeront appropriée.

Des informations supplémentaires concernant les Commissions de surperformance du Compartiment sont fournies à la section « Commissions de surperformance » à la page 71 du présent Prospectus.

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche de la VaR absolue. Le niveau maximum de levier anticipé pour le Compartiment, calculé par la somme des notionnels, s'élève à 500%, bien que des niveaux plus élevés soient possibles. S'agissant des options, des obligations convertibles, des warrants et des droits, la valeur notionnelle correspond au delta ajusté afin de mieux représenter l'exposition réelle de la position en produits dérivés détenue.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie F GBP Acc	Catégorie F USD Acc HSC	Catégorie F EUR Acc HSC	Catégorie F CHF Acc HSC	Catégorie F SEK Acc HSC
ISIN	LU1649226930	LU1671786348	LU1671786421	LU1671786694	LU1671786777
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
Commission d'exploitation globale	0,21%	0,21%	0,21%	0,21%	0,21%
Commission de surperformance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie F SGD Acc HSC	Catégorie I GBP Acc	Catégorie I USD Acc HSC	Catégorie I EUR Acc HSC	Catégorie I CHF Acc HSC
ISIN	LU1671786850	LU1649225452	LU1649225700	LU1649225965	LU1649226005

Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,00%	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%
Commission d'exploitation globale	0,21%	0,21%	0,21%	0,21%	0,21%
Commission de surperformance	Néant	Oui – Voir « Commission de surperformance » ci-dessus	Oui – Voir « Commission de surperformance » ci-dessus	Oui – Voir « Commission de surperformance » ci-dessus	Oui – Voir « Commission de surperformance » ci-dessus
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui	Oui	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I SEK Acc HSC	Catégorie I SGD Acc HSC	Catégorie I NOK Acc HSC	Catégorie F NOK Acc HSC
ISIN	LU1649226260	LU1649226690	LU1805542385	LU1805542468
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,25%	1,25%	1,25%	1,00%
Commission d'exploitation globale	0,21%	0,21%	0,21%	0,21%
Commission de surperformance	Oui – Voir « Commission de surperformance » ci-dessus	Oui – Voir « Commission de surperformance » ci-dessus	Oui – Voir « Commission de surperformance » ci-dessus	Néant
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Global Value

Objectif d'investissement

Dégager un rendement total à long terme en investissant principalement dans des actions du monde entier.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans des actions et des titres assimilés à des actions (en ce compris des actions de préférence cotées, des obligations convertibles non sécurisées cotées (convertible unsecured loan stock), des warrants cotés et d'autres titres similaires). Ces titres peuvent être émis depuis n'importe quel pays. Le portefeuille sera essentiellement composé de titres de sociétés qui, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, sont sous-évaluées et offrent de bonnes perspectives de rendement total. Le Compartiment n'affichera aucun biais à l'égard d'un secteur économique ou d'une taille d'entreprise en particulier.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut investir dans des titres à revenu fixe, des actions et des titres rattachés à des actions (en ce compris des titres participatifs) émis par des gouvernements ou des sociétés qui ont leur siège social dans une économie émergente ou qui exercent une part prépondérante de leurs activités économiques dans une économie émergente.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel. **Devise de référence**

Dollar US.

Date de lancement

vendredi 11 septembre 2009.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L USD Acc	Catégorie L GBP A Inc	Catégorie I GBP Acc
ISIN	LU0425094264	LU0425094421	LU0425094348	LU0459991906
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	1,50%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,22%	0,16%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D EUR Acc	Catégorie D USD Acc	Catégorie D GBP Acc	Catégorie D EUR A Inc
ISIN	LU0946220778	LU0946220851	LU0946221073	LU0946221156
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD A Inc	Catégorie D GBP A Inc
ISIN	LU0946221230	LU0946221404
Commission de souscription (maximum)	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter India Select

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme en investissant principalement en Inde et, de manière sélective, au Pakistan, au Bangladesh, au Sri Lanka, au Bhoutan, au Népal et aux Maldives.

Politique d'investissement

Le Compartiment vise à réaliser son objectif en investissant principalement dans des actions et des titres rattachés à des actions (en ce compris des actions privilégiées cotées, des obligations convertibles non garanties cotées (convertible unsecured loan stock), des warrants cotés et d'autres titres similaires) de sociétés qui mènent leurs activités et/ou qui sont domiciliées en Inde, ainsi que dans des opportunités choisies au Pakistan, au Bangladesh, au Sri Lanka, au Bhoutan, au Népal and aux Maldives. Le Compartiment peut également investir dans les titres de sociétés indiennes cotées sur des bourses de valeurs internationales et dans des certificats représentatifs de titres de sociétés indiennes. Sous réserve des limites fixées par les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut en outre investir dans des OPCVM ou d'autres OPC dont les placements se concentrent également sur les marchés des pays susmentionnés. Le Compartiment sera libre d'investir dans des sociétés établies dans d'autres pays que ceux visés ci-dessus et qui, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, exercent une part importante de leurs activités dans l'un ou plusieurs de ces pays.

Le Compartiment investira principalement dans des sociétés qui ont leur siège social et/ou exercent une part prépondérante de leurs activités économiques (ou, dans le cas des OPCVM et autres OPC, dont les investissements se concentrent) en Inde. Le Compartiment pourra investir jusqu'à 10% de ses actifs nets dans des sociétés établies ou exerçant leurs activités hors du champ d'investissement susmentionné.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Filiale mauricienne

Afin d'améliorer l'efficacité de ses placements, le Compartiment peut avoir recours à une filiale mauricienne, qu'il détiendra à 100%.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Dollar US.

Date de lancement

vendredi 2 mai 2008.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

17h00 (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédent chaque Jour d'évaluation

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L USD A Inc	Catégorie L GBP A Inc	Catégorie D EUR Acc
ISIN	LU0329070915	LU0365089902	LU0329071053	LU0946219846
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,75%	1,75%	1,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,22%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui	Oui	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD Acc	Catégorie D GBP Acc	Catégorie D GBP A Inc	Catégorie D USD A Inc
ISIN	LU0946219929	LU0946220000	LU1740284275	LU1740284358
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%

Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Oui	Non

Informations complémentaires concernant le Compartiment Jupiter India Select

La Société peut ponctuellement établir une ou plusieurs filiale(s) à 100% ad-hoc afin de faciliter les investissements d'un Compartiment dans certaines juridictions si, selon la Société, cela permet de réduire les coûts pour le Compartiment concerné. Toutefois, la création et la gestion de ces filiales ad hoc peuvent faire augmenter les dépenses du Compartiment concerné. En outre, les avantages tirés des investissements réalisés par le biais de ces filiales peuvent être amoindris par les développements politiques et juridiques des pays dans lesquels les Compartiments peuvent investir. Aux fins des investissements réalisés en Inde, le Compartiment peut (sans y être tenu) investir une partie ou la totalité de ses actifs par le biais de Jupiter South Asia Investment Company Limited, filiale à 100% de la Société. La Société pourrait également demander à faire enregistrer le Jupiter India Select auprès du Securities Exchange Board of India en tant que sous-compte (sub-account) d'Investisseur de portefeuille étranger, ce qui lui permettrait de réaliser des activités d'investissement directement sur le marché de titres indiens.

La Société a acquis la totalité du capital social de Jupiter South Asia Investment Company Limited, qui portait alors le nom de Peninsular South Asia Investment Company Limited (la « **Filiale mauricienne** ») le 2 mai 2008. A l'origine, la Filiale mauricienne a été constituée sous le nom de GEM Dolphin South Asia Investment Company Limited lors de sa création en 1995. Elle s'est ensuite appelée Peninsular South Asia Investment Company Limited, et le 21 janvier 2009, elle a pris le nom de Jupiter South Asia Investment Company Limited. La Filiale mauricienne est autorisée par la Loi sur les services financiers de 2007 (Financial Services Act 2007). Avant son acquisition par la Société, la Filiale mauricienne n'était pas soumise aux restrictions définies par la Directive OPVCM au titre de ses investissements. Cependant, les Administrateurs sont d'avis que l'historique de performance n'aurait pas présenté de différence substantielle si elle avait été soumise à ces restrictions depuis sa création. Par conséquent, les Administrateurs estiment approprié de rapprocher l'historique de performance de la Filiale mauricienne de celui de la Catégorie L (USD) du Compartiment à compter du 2 mai 2008. Il sera fait clairement mention de cette date sur tout support marketing produit pour ce Compartiment et faisant référence à la transition de l'historique de performance.

Les administrateurs de la Filiale mauricienne sont :

- Adrian Creedy – Corporate Advisor, Jupiter Fund Management PLC, Londres ;
- Garth Lorimer-Turner – Managing Director, Cohort Limited, Bermudes ;
- Jacques Elvinger – Partner, Elvinger Hoss Prussen, société anonyme, Luxembourg ;
- Ashraf Ramtoola – Senior Manager, SGG Mauritius Fund Services Ltd, île Maurice ; et
- Rajiv Seetul – Client Services Manager – Client Services, SGG Mauritius Fund Services Ltd, île Maurice.

Les administrateurs de la Filiale mauricienne sont responsables de l'élaboration de la politique et des restrictions d'investissement de la Filiale mauricienne, ainsi que du suivi de ses opérations. La Filiale mauricienne respecte la politique et les restrictions d'investissement visées dans le présent Prospectus qui s'appliquent collectivement au Compartiment Jupiter Global Fund – Jupiter India Select et à la Société. La Filiale mauricienne exerce exclusivement des activités entrant dans le cadre de l'investissement passif pour le compte de la Société et du Compartiment Jupiter Global Fund – Jupiter India Select.

La Filiale mauricienne peut détenir une part substantielle des actifs du Compartiment Jupiter Global Fund – Jupiter India Select afin de promouvoir une gestion efficace de portefeuille. La Filiale mauricienne a obtenu une attestation de résidence fiscale des autorités fiscales mauriciennes (Commissioner of Income Tax), qui devrait lui permettre de bénéficier des exemptions applicables au titre de la convention de double imposition conclue entre l'Inde et l'île Maurice. La Filiale mauricienne réalise des investissements directs en Inde. Le Compartiment Jupiter Global Fund – Jupiter India Select n'est pas tenu de détenir ses actifs par le biais de la Filiale mauricienne si la Société choisit de

ne pas le faire.

La Filiale mauricienne a désigné SGG Mauritius Fund Services Ltd., île Maurice, pour fournir des services administratifs et de secrétariat, et assurer notamment la tenue des comptes, des livres et des documents comptables. SGG Mauritius Fund Services Ltd. est une société de droit mauricien agréée par la Financial Services Commission de l'île Maurice en vue de fournir, entre autres, des services de gestion à des sociétés offshore. La Filiale mauricienne a désigné le Dépositaire en tant que dépositaire et le Dépositaire a désigné J.P. Morgan, Mumbai and J.P. Morgan, île Maurice en tant que correspondants. Ernst & Young, île Maurice, a été désigné en tant que commissaire aux comptes de la Filiale mauricienne.

En sa qualité de filiale à 100% de la Société, tous les actifs et engagements, les revenus et les dépenses de la Filiale mauricienne sont consolidés dans l'état des actifs nets et des opérations de la Société. Tous les investissements détenus par la Filiale mauricienne sont mentionnés dans les comptes de la Société. Le Dépositaire détient la totalité du numéraire, des titres et autres actifs de la Filiale mauricienne pour le compte de la Société.

Le recours à la Filiale mauricienne et le régime fiscal dont elle bénéficie sont régis par la législation et les pratiques actuellement en vigueur dans les pays concernés telles que connues par les Administrateurs qui ont pris à cet égard tous les renseignements suffisants. Ce traitement fiscal est susceptible d'être modifié, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les rendements du Compartiment, notamment dans le cas où la convention de double imposition conclue entre l'Inde et l'île Maurice ne peut s'appliquer ou cesse d'être valable en raison, entre autres, de réglementations futures adoptées par les autorités fiscales indiennes.

Par ailleurs, bien que la Financial Services Commission de l'île Maurice ait émis des directives indiquant que les attestations de résidence fiscale sont renouvelables chaque année, ce renouvellement annuel n'est nullement garanti. En cas de non-renouvellement de l'attestation fiscale de la Filiale mauricienne, celle-ci peut perdre ses avantages en vertu de la convention de double imposition et le Compartiment peut subir des conséquences fiscales défavorables.

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information**The Jupiter Global Fund –****Jupiter Japan Select****Objectif d'investissement**

Générer une croissance du capital sur le long terme en investissant principalement au Japon et, de manière sélective, en Asie.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans des actions et des titres rattachés à des actions (en ce compris des actions privilégiées cotées, des obligations convertibles non garanties cotées (convertible unsecured loan stock), des warrants cotés et d'autres titres similaires) de sociétés qui ont leur siège social ou exercent une part prépondérante de leurs activités économiques (ou, dans le cas des OPCVM et autres OPC, dont les investissements se concentrent) au Japon. Un maximum de 20% des actifs du Compartiment (hors actifs liquides) peut être investi à tout moment dans d'autres titres asiatiques.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Dollar US.

Date de lancement

1er juillet 2009.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

17h00 (heure de Luxembourg) le Jour ouvrable précédent chaque Jour d'évaluation

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L USD Acc	Catégorie L GBP A Inc	Catégorie D EUR Acc
ISIN	LU0425092995	LU0425093290	LU0425093027	LU0946219416
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	1,50%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,22%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD Acc	Catégorie D GBP Acc
ISIN	LU0946219507	LU0946219689
Commission de souscription (maximum)	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter New Europe

Objectif d'investissement

Générer une croissance du capital sur le long terme en investissant principalement en Europe centrale et de l'Est, en Russie et en Turquie, ainsi que dans des Etats non européens de l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques (« URSS »).

Politique d'investissement

Le Compartiment vise à réaliser son objectif en investissant 100% de ses actifs nets dans des actions. Sous réserve des limites fixées par les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut en outre investir dans des OPCVM ou d'autres OPC dont les placements se concentrent également sur les marchés des pays susmentionnés.

Le Compartiment investira principalement dans des sociétés qui ont leur siège social ou exercent une part prépondérante de leurs activités économiques (ou, dans le cas des OPCVM et autres OPC, dont les investissements se concentrent) en Europe centrale et de l'Est, en Russie et en Turquie. Le Compartiment est autorisé à investir jusqu'à un tiers de ses actifs totaux (hors liquidités et avoirs assimilés à des liquidités) dans des pays non européens de l'ex-URSS et dans des sociétés établies ou exerçant leurs activités en Europe occidentale mais qui tirent grand profit de leur exposition à l'un ou plusieurs des pays susmentionnés. Le Compartiment pourra investir jusqu'à 10% de ses actifs nets dans des sociétés établies ou exerçant leurs activités hors du champ d'investissement susmentionné. Le Compartiment peut également investir jusqu'à 10% de ses actifs nets dans d'autres fonds communs spécialisés dans l'investissement sur les marchés des régions susmentionnées.

Les positions longues de base du portefeuille, y compris les positions de change, peuvent être entièrement ou partiellement couvertes de temps à autre, à la discrétion du Gestionnaire de portefeuille, grâce à des futures, des options ou des swaps de portefeuille.

Le Compartiment peut également détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières. Cette exposition ne doit pas dépasser 10% des actifs nets du Compartiment. Le Compartiment peut également détenir des actifs liquides à titre accessoire (y compris des liquidités).

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro.

Date de lancement

5 novembre 2007.

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L USD Acc	Catégorie L GBP Inc	Catégorie D EUR Acc
ISIN	LU0300038378	LU0300038535	LU0300038451	LU0946219093
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,50%	1,50%	0,75%
Commission d'exploitation globale	0,22%	0,22%	0,22%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D USD Acc	Catégorie D GBP Acc
ISIN	LU0946219176	LU0946219259
Commission de souscription (maximum)	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%	0,75%

Commission d'exploitation globale	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Oui

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information

The Jupiter Global Fund –

Jupiter Strategic Total Return

Objectif d'investissement

Dégager des rendements positifs sur le long terme dans différentes conditions de marché via un portefeuille activement géré, à vocation internationale et composé de différentes classes d'actifs, et notamment des actions, des obligations, des obligations convertibles, des devises et des instruments du marché monétaire.

Politique d'investissement

Afin de réaliser l'objectif du Compartiment, à savoir générer au profit des investisseurs un rendement total à long terme, le Gestionnaire de portefeuille prendra des décisions stratégiques en matière d'investissement et d'allocation d'actifs, qui porteront sur une vaste gamme de titres et d'instruments financiers dérivés. Le Compartiment ne présentera aucun biais à l'égard d'un pays, d'un secteur, d'une notation ou d'un segment de capitalisation particulier/ère. En cherchant à atteindre l'objectif d'investissement, le Gestionnaire de portefeuille veillera à limiter la volatilité pour les investisseurs du Compartiment via la diversification des titres qui composent le portefeuille, des classes d'actifs et des expositions sectorielles, la gestion active des expositions nettes et brutes et le recours à des instruments financiers dérivés à des fins d'investissement, de couverture et de gestion optimale de portefeuille.

Parmi les types d'instruments financiers dérivés auxquels le Gestionnaire de portefeuille est susceptible d'avoir recours figurent les swaps de portefeuille, les options sur titres individuels et indices actions, les futures sur indices d'actions, les options et futures sur taux d'intérêt et indices financiers, les futures et options sur obligations et les contrats de change à terme, les dérivés de gré à gré et toute exposition aux indices de matières premières.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut également investir dans des swaps de portefeuille, des futures et des options se rapportant à des indices éligibles liés aux évolutions des cours des matières premières. Le Compartiment ne pourra réaliser de transactions qui le contraindraient à accepter ou à effectuer une livraison physique de matières premières ou de métaux précieux et il ne lui sera par ailleurs pas permis d'acquérir des matières premières, des métaux précieux ou des certificats les représentant. Tous les investissements comportant une exposition aux matières premières ou aux métaux précieux donneront lieu à un règlement en espèces.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut conclure des swaps de portefeuille pour obtenir des expositions longues ou courtes à des indices, secteurs, titres individuels ou paniers de titres, et ce à des fins d'investissement, de couverture ou de Gestion efficace de portefeuille.

La capacité du Compartiment à conserver un portefeuille composé à la fois de positions longues et de positions courtes offre la flexibilité nécessaire pour protéger le Compartiment en cas de repli des marchés, réduire le risque de perte absolue au niveau du portefeuille et limiter la volatilité des rendements.

Le Compartiment peut investir dans des titres libellés dans n'importe quelle devise. L'exposition à d'autres devises que la devise de référence peut être couverte contre celle-ci afin de limiter le risque de change. Des futures, des contrats à terme et des options sur devises peuvent être utilisés à cette fin.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment peut investir dans des titres à revenu fixe, des actions et des titres rattachés à des actions (en ce compris des titres participatifs) émis par des gouvernements ou des sociétés qui ont leur siège social dans une économie émergente ou qui exercent une part prépondérante de leurs activités économiques dans une économie émergente.

Le Compartiment peut également investir dans des liquidités, des titres à taux fixe (de qualité investment grade ou non), des opérations de change, des titres liés à un indice, des instruments du marché monétaire, des ETF (de type ouvert ou fermé) et des dépôts.

Les investissements dans des ETF de type ouvert ou fermé sont autorisés s'ils sont qualifiés (i) d'OPCVM ou autres OPC au sens de l'article 41 (1) (e) de la Loi ou (ii) de valeurs mobilières au sens

de l'article 41 de la Loi, respectivement.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Euro

Date de lancement

1^{er} octobre 2010

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche de la VaR absolue. Le niveau maximum de levier anticipé pour le Compartiment, calculé par la somme des notionnels, s'élève à 200% mais des niveaux plus élevés sont possibles. S'agissant des options, des obligations convertibles, des warrants et des droits, la valeur notionnelle correspond au delta ajusté afin de mieux représenter l'exposition réelle de la position en produits dérivés détenue.

Catégorie d'Actions	Catégorie A USD Acc HSC	Catégorie L EUR Acc	Catégorie L USD Acc HSC	Catégorie L GBP Acc HSC	Catégorie L CHF Acc HSC
ISIN	LU1637752632	LU0522253292	LU0522253615	LU0522253706	LU0522254001
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%

Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	1,25%	1,25%	1,25%	1,25%
Commission d'exploitation globale	0,27%	0,27%	0,27%	0,27%	0,27%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I EUR Acc	Catégorie I USD Acc HSC	Catégorie I GBP Acc HSC	Catégorie I CHF Acc HSC
ISIN	LU0522254340	LU0522254423	LU0522254852	LU0522255156
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,65%	0,65%	0,65%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,21%	0,21%	0,21%	0,21%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Non	Oui	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie D EUR Acc	Catégorie D USD Acc HSC	Catégorie D GBP Acc HSC	Catégorie D CHF Acc HSC
ISIN	LU0946217808	LU0946218012	LU0946218103	LU0946218368
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,65%	0,65%	0,65%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,25%	0,25%	0,25%	0,25%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Oui	Non

Catégorie	Catégorie L	Catégorie D EUR	Catégorie L	Catégorie I SEK
-----------	-------------	-----------------	-------------	-----------------

d'Actions	EUR A Inc Dist	A Inc Dist	SEK Acc HSC	Acc HSC
ISIN	LU0992293497	LU1074971372	LU1074971539	LU1074971455
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,25%	0,65%	1,25%	0,65%
Commission d'exploitation globale	0,27%	0,25%	0,27%	0,21%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non	Non	Non

Catégorie d'Actions	Catégorie I NOK Acc HSC	Catégorie L NOK Acc HSC
ISIN	LU1805540843	LU1805540926
Commission de souscription (maximum)	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,65%	1,25%
Commission d'exploitation globale	0,21%	0,27%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Non	Non

Les investisseurs sont priés de lire les avertissements sur les risques décrits à la section intitulée « Facteurs de risque » en page 39 du présent Prospectus, notamment tout risque présenté comme spécifique à ce Compartiment.

Notice d'information**The Jupiter Global Fund –****Jupiter UK Dynamic Growth****Objectif d'investissement**

Faire croître le capital sur le long terme, en investissant principalement dans des valeurs mobilières britanniques.

Politique d'investissement

Le Compartiment investira principalement dans les actions et les titres rattachés à des actions d'entreprises dont le siège social est situé au Royaume-Uni ou qui exercent une part prépondérante de leurs activités économiques au Royaume-Uni, dans des secteurs qui, de l'avis du Gestionnaire de portefeuille, offrent de bonnes perspectives de croissance du capital.

Sous réserve des limites fixées dans les Restrictions d'investissement, le Compartiment pourra : couvrir tout risque directionnel au moyen de futures sur indices et/ou de liquidités ; détenir des obligations et des warrants sur valeurs mobilières ; avoir recours à des options et des futures à des fins de couverture et de gestion efficace de portefeuille ; conclure des swaps de portefeuille ; conclure des contrats de change à terme et détenir des actifs liquides à titre accessoire.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment s'adresse aux investisseurs qui affichent une grande tolérance au risque et sont en quête d'opportunités de placement à long terme en ligne avec son objectif et sa politique d'investissement. Ce Compartiment ne convient pas aux investisseurs qui recherchent uniquement un rendement sur investissement lié à un indice. Tout placement dans ce Compartiment doit être considéré comme un investissement à long terme et ne convient pas comme investissement à court terme. Le Compartiment convient à tout type d'investisseur, y compris ceux qui ne sont pas informés sur les sujets relatifs aux marchés des capitaux ou qui ne s'y intéressent pas, mais qui considèrent les fonds d'investissement comme des produits convenables. Il convient également à des investisseurs plus expérimentés souhaitant atteindre des objectifs d'investissement définis. Veuillez noter que de telles informations sont fournies à titre de référence uniquement et que les investisseurs doivent analyser leur situation particulière, y compris, sans s'y limiter, leur propre niveau de tolérance au risque, leur situation financière, leurs objectifs d'investissement, etc. avant toute prise de décision d'investissement. En cas de doute, il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller professionnel.

Devise de référence

Livre sterling

Date de lancement

10 juin 2016

Devise de souscription

Les Actions de chaque Catégorie peuvent être achetées dans toute monnaie librement convertible aux taux de conversion définis par la Société, l'investisseur supportant seul le risque de change éventuel, comme indiqué de façon plus détaillée à la section intitulée « Considérations monétaires » en page 21 du présent Prospectus.

Commission de surperformance

Aucune (toutes Catégories)

Jour d'évaluation

Chaque Jour ouvré au Luxembourg.

Heure limite de réception des ordres

13h (heure de Luxembourg), chaque Jour d'évaluation.

Admission à la cote

Aucune demande d'admission d'une quelconque Catégorie à la Bourse de Luxembourg n'est pour

l'heure envisagée.

Exposition globale

L'exposition globale du Compartiment sera calculée en utilisant l'approche par les engagements.

Catégories d'actions disponibles et commissions

Catégorie d'Actions	Catégorie GBP Acc L	Catégorie GBP Acc I	Catégorie D EUR Acc HSC	Catégorie D EUR A Inc Dist HSC	Catégorie D GBP Acc
ISIN	LU1388738897	LU1388738970	LU1388739192	LU1388739275	LU1388739358
Commission de souscription (maximum)	5%	5%	5%	5%	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	1,50%	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
Frais d'exploitation globaux	0,22%	0,16%	0,20%	0,20%	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui	Oui	Non	Non	Oui

Catégorie d'Actions	Catégorie D GBP A Inc Dist
ISIN	LU1388739432
Commission de souscription (maximum)	5%
Commission de gestion d'investissement (maximum)	0,75%
Frais d'exploitation globaux	0,20%
« Reporting Fund » au Royaume-Uni	Oui

ANNEXE 1 – Représentants tiers nommés par le dépositaire

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
ARGENTINE	HSBC Bank Argentina S.A. Avenida Martin Garcia 464, 5th Floor C1268ABN Buenos Aires ARGENTINE	HSBC Bank Argentina S.A. Buenos Aires
AUSTRALIE	JPMorgan Chase Bank, N.A.** Level 19, 55 Collins Street Melbourne 3000 AUSTRALIE	Australia and New Zealand Banking Group Ltd. Melbourne
AUTRICHE	UniCredit Bank Austria AG Julius Tandler Platz - 3 A-1090 Wien AUTRICHE	J.P. Morgan AG** Francfort
BARHEÏN	HSBC Bank Middle East Limited 1st Floor, Building No 2505, Road No 2832 Al Seef 428 BARHEÏN	HSBC Bank Middle East Limited Al Seef
BANGLADESH	Standard Chartered Bank Portlink Tower Level-6, 67 Gulshan Avenue Gulshan Dhaka -1212 BANGLADESH	Standard Chartered Bank Dhaka
BELGIQUE	BNP Paribas Securities Services S.C.A. Boulevard Louis Schmidt 2 3rd Floor 1040 Bruxelles BELGIQUE	J.P. Morgan A.G.** Francfort
BERMUDES	HSBC Bank Bermuda Limited 6 Front Street Hamilton HM 11 BERMUDES	HSBC Bank Bermuda Limited Hamilton
BOTSWANA	Standard Chartered Bank Botswana Limited 5th Floor, Standard House P.O. Box 496 Queens Road, The Mall Gaborone BOTSWANA	Standard Chartered Bank Botswana Limited Gaborone
BRÉSIL	J.P. Morgan S.A. DTVM** Av. Brigadeiro Faria Lima, 3729, Floor 06 Sao Paulo SP 04538-905 BRÉSIL	J.P. Morgan S.A. DTVM** Sao Paulo
BULGARIE	Citibank Europe plc Serdika Offices 10th Floor 48 Sitnyakovo Blvd Sofia 1505 BULGARIE	ING Bank N.V. Sofia

** Société affiliée à J.P. Morgan

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
CANADA	<p>Canadian Imperial Bank of Commerce Commerce Court West Security Level Toronto Ontario M5L 1G9 CANADA</p> <p>Royal Bank of Canada 155 Wellington Street West, 2nd Floor Toronto Ontario M5V 3L3 CANADA</p>	Royal Bank of Canada Toronto
CHILI	Banco Santander Chile Bandera 140, Piso 4 Santiago CHILI	Banco Santander Chile Santiago
CHINE – ACTIONS A	HSBC Bank (China) Company Limited 33/F, HSBC Building, Shanghai ifc 8 Century Avenue, Pudong Shanghai 200120 RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE	HSBC Bank (China) Company Limited Shanghai
CHINE – ACTIONS B	HSBC Bank (China) Company Limited 33/F, HSBC Building, Shanghai ifc 8 Century Avenue, Pudong Shanghai 200120 RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE	<p>JPMorgan Chase Bank, N.A.** New York</p> <p>JPMorgan Chase Bank, N.A.** Hong Kong</p>
CHINA CONNECT	JPMorgan Chase Bank, N.A.** 48th Floor, One Island East 18 Westlands Road, Quarry Bay HONG KONG	JPMorgan Chase Bank, N.A.** Hong Kong
COLOMBIE	Cititrust Colombia S.A. Carrera 9 A # 99-02, 3rd floor Bogotá COLOMBIE	Cititrust Colombia S.A. Bogota
COSTA RICA	Banco BCT, S.A. 150 Metros Norte de la Catedral Metropolitana Edificio BCT San José COSTA RICA	Banco BCT, S.A. San José
CROATIE	Privredna banka Zagreb d.d. Radnicka cesta 50 10000 Zagreb CROATIE	Zagrebacka banka d.d. Zagreb
CHYPRE	HSBC Bank plc 109-111, Messogian Ave. 115 26 Athína GRÈCE	J.P. Morgan AG** Francfort

** Société affiliée à J.P. Morgan

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	UniCredit Bank Czech Republic and Slovakia, a.s. BB Centrum - FILADEFIE Zeletavská 1525-1 140 92 Prague 1 RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Ceskoslovenska obchodni banka, a.s. Prague
DANEMARK	Nordea Bank Danmark A/S Christiansbro Strandgade 3 P.O. Box 850 DK-0900 Copenhagen DANEMARK	Nordea Bank Danmark A/S Copenhague
ÉGYPTE	Citibank, N.A. 4 Ahmed Pasha Street Garden City Le Caire ÉGYPTE	Citibank, N.A. Le Caire
ESTONIE	Swedbank AS Liivalaia 8 15040 Tallinn ESTONIE	J.P. Morgan AG** Francfort
FINLANDE	Nordea Bank Finland Plc Aleksis Kiven katu 3-5 FIN-00020 NORDEA Helsinki FINLANDE	J.P. Morgan AG** Francfort
FRANCE	BNP Paribas Securities Services S.C.A. Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère 93500 Pantin FRANCE	J.P. Morgan AG** Francfort
ALLEMAGNE	Deutsche Bank AG Alfred-Herrhausen-Allee 16-24 D-65760 Eschborn ALLEMAGNE J.P. Morgan AG#** Taunustor 1 (TaunusTurm) 60310 Frankfurt am Main ALLEMAGNE # Dépositaire uniquement pour les clients allemands locaux des services de conservation	J.P. Morgan AG** Francfort
GHANA	Standard Chartered Bank Ghana Limited Accra High Street P.O. Box 768 Accra GHANA	Standard Chartered Bank Ghana Limited Accra
GRÈCE	HSBC Bank plc Messogion 109-111 11526 Athína GRÈCE	J.P. Morgan AG** Francfort

** Société affiliée à J.P. Morgan

184

8359514_13

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
HONG KONG	JPMorgan Chase Bank, N.A.** 48th Floor, One Island East 18 Westlands Road, Quarry Bay HONG KONG	JPMorgan Chase Bank, N.A.** Hong Kong
HONGRIE	Deutsche Bank AG Hold utca 27 H-1054 Budapest HONGRIE	ING Bank N.V. Budapest
ISLANDE	Islandsbanki hf. Kirkjusandur 2 IS-155 Reykjavik ISLANDE	Islandsbanki hf. Reykjavik
* SERVICE LIMITÉ UNIQUEMENT		
INDE	JPMorgan Chase Bank, N.A.** 6th Floor, Paradigm 'B' Wing Mindspace, Malad (West) Mumbai 400 064 INDE	JPMorgan Chase Bank, N.A.** Bombay
INDONÉSIE	HSBC Securities Services Menara Mulia 25th Floor Jl. Jendral Gatot Subroto Kav. 9-11, Jakarta 12930	HSBC Securities Services Jakarta
IRLANDE	JPMorgan Chase Bank, N.A.** 25 Bank Street, Canary Wharf London E14 5JP ROYAUME-UNI	J.P. Morgan AG** Francfort
ISRAËL	Bank Leumi le-Israel B.M. 35, Yehuda Halevi Street 65136 Tel Aviv ISRAËL	Bank Leumi le-Israel B.M. Tel Aviv
ITALIE	BNP Paribas Securities Services S.C.A. Via Asperto, 5 20123 Milan ITALIE	J.P. Morgan AG** Francfort
JAPON	Mizuho Bank, Ltd. 4-16-13, Tsukishima Chuo-ku Tokyo 104-0052 JAPON	JPMorgan Chase Bank, N.A.** Tokyo
	The Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ, Ltd. 1-3-2 Nihombashi Hongoku-cho Chuo-ku Tokyo 103-0021 JAPON	

** Société affiliée à J.P. Morgan

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
JORDANIE	Standard Chartered Bank Shmeissani Branch Al-Thaqafa Street Building # 2 P.O.BOX 926190 Amman JORDANIE	Standard Chartered Bank Amman
KAZAKHSTAN	JSC Citibank Kazakhstan Park Palace, Building A, Floor 2 41 Kazybek Bi Almaty 050010 KAZAKHSTAN	JSC Citibank Kazakhstan Almaty
KENYA	Standard Chartered Bank Kenya Limited Chiromo 48 Westlands Road Nairobi 00100 KENYA	Standard Chartered Bank Kenya Limited Nairobi
KOËT	HSBC Bank Middle East Limited Kuwait City, Qibla Area Hamad Al-Saqr Street, Kharafi Tower G/1/2 Floors Safat 13017 KOËT	HSBC Bank Middle East Limited Safat
LETONIE	Swedbank AS Balasta dambis 1a Riga LV-1048 LETONIE	J.P. Morgan AG** Francfort
LIBAN	HSBC Bank Middle East Limited HSBC Main Building Riad El Solh, P.O. Box 11-1380 1107-2080 Beyrouth LIBAN	JPMorgan Chase Bank, N.A.** New York
LITUANIE	AB SEB Bankas 12 Gedimino pr. LT 2600 Vilnius LITUANIE	AB SEB Bankas Vilnius J.P. Morgan AG** Francfort
LUXEMBOURG	BNP Paribas Securities Services S.C.A. 33, Rue de Gasperich L-5826 Hesperange LUXEMBOURG	J.P. Morgan AG** Francfort
MALAWI	Standard Bank Limited, Malawi 1st Floor Kaomba House Cnr Glyn Jones Road & Victoria Avenue Blantyre MALAWI	Standard Bank Limited, Malawi Blantyre

* SERVICE LIMITÉ UNIQUEMENT

** Société affiliée à J.P. Morgan

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
MALAISIE	HSBC Bank Malaysia Berhad 2 Lebuh Ampang 12th Floor, South Tower 50100 Kuala Lumpur MALAISIE	HSBC Bank Malaysia Berhad Kuala Lumpur
ÎLE MAURICE	The Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited HSBC Centre 18 Cybercity Ebène ÎLE MAURICE	The Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited Ebène
MEXIQUE	Banco Nacional de Mexico, S.A. Act. Roberto Medellin No. 800 3er Piso Norte Colonia Santa Fe 01210 Mexico, D.F. MEXIQUE	Banco Santander (Mexico), S.A. Mexico, D.F.
MAROC	Société Générale Marocaine de Banques 55 Boulevard Abdelmoumen Casablanca 20100 MAROC	Attijariwafa Bank S.A. Casablanca
NAMIBIE	Standard Bank Namibia Limited Mutual Platz 2nd Floor, Standard Bank Centre Cnr. Stroebel and Post Streets P.O.Box 3327 Windhoek NAMIBIE	The Standard Bank of South Africa Limited Johannesburg
PAYS-BAS	BNP Paribas Securities Services S.C.A. Herengracht 595 1017 CE Amsterdam PAYS-BAS	J.P. Morgan AG** Francfort
NOUVELLE-ZÉLANDE	JPMorgan Chase Bank, N.A.** Level 13, 2 Hunter Street Wellington 6011 NOUVELLE-ZÉLANDE	Westpac Banking Corporation Wellington
NIGERIA	Stanbic IBTC Bank Plc Plot 1712 Idejo Street Victoria Island Lagos NIGERIA	Stanbic IBTC Bank Plc Lagos
NORVÈGE	Nordea Bank Norge ASA Essendropsgate 7 PO Box 1166 NO-0107 Oslo NORVÈGE	Nordea Bank Norge ASA Oslo

** Société affiliée à J.P. Morgan

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
OMAN	HSBC Bank Oman S.A.O.G. 2nd Floor Al Khuwair PO Box 1727 PC 111 Sib OMAN	HSBC Bank Oman S.A.O.G. Sib
PAKISTAN	Standard Chartered Bank (Pakistan) Limited P.O. Box 4896 Ismail Ibrahim Chundrigar Road Karachi 74000 PAKISTAN	Standard Chartered Bank (Pakistan) Limited Karachi
PÉROU	Citibank del Perú S.A. Av. Canaval y Moreyra 480 Piso 4 San Isidro Lima 27 PÉROU	Citibank del Perú S.A. Lima
PHILIPPINES	The Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited 7/F HSBC Centre 3058 Fifth Avenue West Bonifacio Global City 1634 Taguig City PHILIPPINES	The Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited Taguig
POLOGNE	Bank Handlowy w. Warszawie S.A. ul. Senatorska 16 00-923 Warszawa POLOGNE	mBank S.A. Varsovie
PORTUGAL	BNP Paribas Securities Services S.C.A. Avenida D.João II, Lote 1.18.01, Bloco B, 7º andar 1998-028 Lisboa PORTUGAL	J.P. Morgan AG** Francfort
QATAR	HSBC Bank Middle East Limited 2nd Floor, Ali Bin Ali Tower Building 150 (Airport Road) PO Box 57 Doha QATAR	HSBC Bank Middle East Limited Doha
ROUMANIE	Citibank Europe plc 145 Calea Victoriei 1st District 010072 Bucureşti ROUMANIE	ING Bank N.V. Bucarest
RUSSIE	J.P. Morgan Bank International (Limited Liability Company)** 10, Butyrsky Val White Square Business Centre Floor 12 Moskva 125047 RUSSIE	JPMorgan Chase Bank, N.A.** New York

** Société affiliée à J.P. Morgan

188

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
ARABIE SAOUDITE	HSBC Saudi Arabia Limited 2/F HSBC Building Olaya Road, Al-Murooj Riyadh 11413 ARABIE SAOUDITE	HSBC Saudi Arabia Limited Riyadh
SERBIE	Unicredit Bank Srbija a.d. Airport City Belgrade Omladinskih Brigada 88 11070 Belgrade SERBIE	Unicredit Bank Srbija a.d. Belgrade
SINGAPOUR	DBS Bank Ltd 10 Toh Guan Road DBS Asia Gateway, Level 04-11 (4B) 608838 SINGAPOUR	Oversea-Chinese Banking Corporation Singapour
RÉPUBLIQUE	UniCredit Bank Czech Republic and Slovakia, a.s. Sancova 1/A SK-813 33 Bratislava RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	J.P. Morgan AG** Francfort
SLOVÉNIE	UniCredit Banka Slovenija d.d. Smartinska 140 SI-1000 Ljubljana SLOVÉNIE	J.P. Morgan AG** Francfort
AFRIQUE DU SUD	FirstRand Bank Limited 1 Mezzanine Floor, 3 First Place, Bank City Cnr Simmonds and Jeppe Streets Johannesburg 2001 AFRIQUE DU SUD	The Standard Bank of South Africa Limited Johannesbourg
CORÉE DU SUD	Standard Chartered Bank Korea Limited 47 Jongro, Jongro-Gu Seoul 110-702 CORÉE DU SUD	Standard Chartered Bank Korea Limited Séoul
	Kookmin Bank Co., Ltd. 84, Namdaemun-ro Jung-gu, Seoul 100-845 CORÉE DU SUD	
ESPAGNE	Santander Securities Services, S.A. Ciudad Grupo Santander Avenida de Cantabria, s/n Edificio Ecinar, planta baja Boadilla del Monte 28660 Madrid ESPAGNE	J.P. Morgan AG** Francfort
SRI LANKA	The Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited 24 Sir Baron Jayatillaka Mawatha Colombo 1 SRI LANKA	The Hongkong and Shanghai Banking Corporation Limited Colombo

** Société affiliée à J.P. Morgan

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
SUÈDE	Nordea Bank AB (publ) Hamngatan 10 SE-105 71 Stockholm SUÈDE	Svenska Handelsbanken Stockholm
SUISSE	UBS Switzerland AG 45 Bahnhofstrasse 8021 Zürich SUISSE	UBS Switzerland AG Zurich
TAÏWAN	JPMorgan Chase Bank, N.A.** 8th Floor, Cathay Xin Yi Trading Building No. 108, Section 5, Xin Yi Road Taipei 11047 TAÏWAN	JPMorgan Chase Bank, N.A.** Taïpei
TANZANIE	Stanbic Bank Tanzania Limited Stanbic Centre Corner Kinondoni and A.H.Mwinyi Roads P.O. Box 72648 Dar es Salaam TANZANIE	Stanbic Bank Tanzania Limited Dar es Salaam
* SERVICE LIMITÉ UNIQUEMENT		
THAÏLANDE	Standard Chartered Bank (Thai) Public Company Limited 14th Floor, Zone B Sathorn Nakorn Tower 90 North Sathorn Road Bangrak Silom, Bangrak Bangkok 10500 THAÏLANDE	Standard Chartered Bank (Thai) Public Company Limited Bangkok
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Republic Bank Limited 9-17 Park Street Port-d'Espagne TRINITÉ-ET-TOBAGO	Republic Bank Limited Port-d'Espagne
TUNISIE	Banque Internationale Arabe de Tunisie, S.A. 70-72 Avenue Habib Bourguiba P.O. Box 520 Tunis 1000 TUNISIE	Banque Internationale Arabe de Tunisie, S.A. Tunis
TURQUIE	Citibank A.S. Inkilap Mah., Yilmaz Plaza O. Faik Atakan Caddesi No: 3 34768 Umraniye- Istanbul TURQUIE	JPMorgan Chase Bank, N.A.** Istamboul
OUGANDA	Standard Chartered Bank Uganda Limited 5 Speke Road P.O. Box 7111 Kampala OUGANDA	Standard Chartered Bank Uganda Limited Kampala

** Société affiliée à J.P. Morgan

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
UKRAINE	PJSC Citibank 16-G Dilova Street 03150 Kyiv UKRAINE	PJSC Citibank Kiev JPMorgan Chase Bank, N.A.** New York
* SERVICE LIMITÉ UNIQUEMENT		
ÉMIRATS ARABES UNIS - ADX	HSBC Bank Middle East Limited Emaar Square, Level 4, Building No. 5 P.O. Box 502601 Dubai ÉMIRATS ARABES UNIS	The National Bank of Abu Dhabi Abu Dhabi
ÉMIRATS ARABES UNIS - DFM	HSBC Bank Middle East Limited Emaar Square, Level 4, Building No. 5 P.O. Box 502601 Dubai ÉMIRATS ARABES UNIS	The National Bank of Abu Dhabi Abu Dhabi
ÉMIRATS ARABES UNIS - NASDAQ DUBAI	HSBC Bank Middle East Limited Emaar Square, Level 4, Building No. 5 P.O. Box 502601 Dubai ÉMIRATS ARABES UNIS	JPMorgan Chase Bank, N.A. ** New York
ROYAUME-UNI	JPMorgan Chase Bank, N.A.** 25 Bank Street, Canary Wharf London E14 5JP ROYAUME-UNI	JPMorgan Chase Bank, N.A.** Londres
	Deutsche Bank AG Depository and Clearing Centre 10 Bishops Square London E1 6EG ROYAUME-UNI	Varie en fonction de la devise
ÉTATS-UNIS	JPMorgan Chase Bank, N.A.** 4 New York Plaza New York NY 10004 ÉTATS-UNIS	JPMorgan Chase Bank, N.A.** New York
URUGUAY	Banco Itaú Uruguay S.A. Zabala 1463 11000 Montevideo URUGUAY	Banco Itaú Uruguay S.A. Montevideo
VENEZUELA	Citibank, N.A. Avenida Casanova Centro Comercial El Recreo Torre Norte, Piso 19 Caracas 1050 VENEZUELA	Citibank, N.A. Caracas
VIETNAM	HSBC Bank (Vietnam) Ltd. Centre Point 106 Nguyen Van Troi Street Phu Nhuan District Ho Chi Minh-Ville VIETNAM	HSBC Bank (Vietnam) Ltd. Ho Chi Minh-Ville

** Société affiliée à J.P. Morgan

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE	BANQUE CORRESPONDANTE POUR LES LIQUIDITÉS
UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE - BÉNIN, BURKINA FASO, GUINÉE-BISSAU, CÔTE D'IVOIRE, MALI, NIGER, SÉNÉGAL, TOGO	Standard Chartered Bank Côte d'Ivoire SA 23 Boulevard de la République 1 01 B.P. 1141 Abidjan 17 CÔTE D'IVOIRE	Standard Chartered Bank Côte d'Ivoire SA Abidjan
* SERVICE LIMITÉ UNIQUEMENT		
ZAMBIE	Standard Chartered Bank Zambia Plc Standard Chartered House Cairo Road P.O. Box 32238 Lusaka 10101 ZAMBIE	Standard Chartered Bank Zambia Plc Lusaka
ZIMBABWE	Stanbic Bank Zimbabwe Limited Stanbic Centre, 3rd Floor 59 Samora Machel Avenue Hararé ZIMBABWE	Stanbic Bank Zimbabwe Limited Hararé

*** SERVICE LIMITÉ UNIQUEMENT**

ANNEXE 2 – Informations complémentaires à l'attention des investisseurs

La présente annexe fournit des informations complémentaires à l'attention des investisseurs des juridictions suivantes :

Autriche

Danemark

France

Allemagne

Irlande

Liechtenstein

Singapour

Suisse

Royaume-Uni

1. Informations complémentaires à l'attention des investisseurs d'Autriche

La Société a annoncé son intention de distribuer les Compartiments suivants sur les marchés publics d'Autriche, avec la Finanzmarktaufsicht (Autorité autrichienne de surveillance des marchés financiers) :

The Jupiter Global Fund – Jupiter Asia Pacific Income
The Jupiter Global Fund – Jupiter China Select
The Jupiter Global Fund – Jupiter Dynamic Bond
The Jupiter Global Fund – Jupiter Europa
The Jupiter Global Fund – Jupiter European Growth
The Jupiter Global Fund – Jupiter European Opportunities
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Absolute Return
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Convertibles
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Ecology Diversified
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Ecology Growth
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Equity Unconstrained
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Financials
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Levered Absolute Return
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Value
The Jupiter Global Fund – Jupiter India Select
The Jupiter Global Fund – Jupiter Japan Select
The Jupiter Global Fund – Jupiter New Europe
The Jupiter Global Fund – Jupiter Strategic Total Return

Nomination de l'agent payeur et d'information autrichien

ERSTE BANK DER ÖSTERREICHISCHEN SPARKASSEN AG, Am Belvedere, 1, 1100 Wien (« l'Agent payeur autrichien ») a été nommé par la Société comme agent payeur et d'information en Autriche.

Les demandes de rachat ou de conversion d'Actions peuvent être déposées auprès de l'Agent payeur autrichien.

En conséquence, l'Agent payeur autrichien fait en sorte que les investisseurs autrichiens puissent faire leurs paiements dans le cadre de la souscription d'Actions des compartiments, ainsi que recevoir les produits des rachats et les dividendes.

Le Prospectus, le DICI, les Statuts, le dernier rapport annuel en date et le dernier rapport semestriel si celui-ci a été publié après le rapport annuel, ainsi que les avis aux actionnaires, peuvent être obtenus gratuitement sur demande auprès de l'Agent payeur autrichien, ou peuvent être consultés dans les bureaux de celui-ci aux heures normales d'ouverture. Certains contrats et autres documents pertinents peuvent également être consultés dans les bureaux d'Erste Bank der Österreichischen Sparkassen AG à Vienne, à l'adresse Am Belvedere, 1, A-1010 Wien, Autriche.

Les prix d'émission et de rachat peuvent être obtenus au siège social de la société d'investissement, ainsi qu'àuprès de l'Agent payeur autrichien. La valeur nette d'inventaire est également publiée quotidiennement en Autriche sur le site www.fundinfo.com.

Informations fiscales

Les Actionnaires et les personnes intéressées sont priés de consulter leur conseiller fiscal au sujet des impôts dus sur leurs participations.

2. Informations complémentaires à l'attention des investisseurs du Danemark

La Société a nommé SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN, DANEMARK, BRANCH OF SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (PUBL), SUEDE, par le biais de son entité Investor Services, Large Corporates & Financial Institutions, Danemark, sise à l'adresse Bernstorffsgade 50, 1577 Copenhagen V, Danemark, en tant que représentant danois, conformément à la Section 5(1) de l'ordre exécutif danois no. 786 du 17 juin 2014 sur la commercialisation des OPCVM étrangers au Danemark. L'agent représentant assistera les investisseurs danois en matière de paiement du rachat dans le Compartiments et à la conversion des Actions si le distributeur local de fonds n'était pas en capacité de le faire. L'agent représentant fournira également les documents que la Société rend publics au Luxembourg, ainsi que les informations au sujet de la Société, à la demande des investisseurs.

3. Informations complémentaires à l'attention des investisseurs de France

La Société a annoncé son intention de distribuer les Compartiments suivants sur les marchés publics de France, avec l'Autorité des marchés financiers :

The Jupiter Global Fund - Jupiter Asia Pacific Income
The Jupiter Global Fund - Jupiter China Select
The Jupiter Global Fund - Jupiter Dynamic Bond
The Jupiter Global Fund - Jupiter Europa
The Jupiter Global Fund – Jupiter European Feeder
The Jupiter Global Fund - Jupiter European Growth
The Jupiter Global Fund - Jupiter European Opportunities
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Absolute Return
The Jupiter Global Fund - Jupiter Global Convertibles
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Ecology Diversified
The Jupiter Global Fund - Jupiter Global Ecology Growth
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Equity Unconstrained
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond
The Jupiter Global Fund - Jupiter Global Financials
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Levered Absolute Return
The Jupiter Global Fund - Jupiter Global Value
The Jupiter Global Fund - Jupiter India Select
The Jupiter Global Fund - Jupiter Japan Select
The Jupiter Global Fund - Jupiter New Europe
The Jupiter Global Fund - Jupiter Strategic Total Return

Nomination d'un agent centralisateur en France

L'agent centralisateur de la Société est CACEIS BANK, dont le siège social est sis au : 1/3, Place Valhubert - 75013 Paris.

L'agent centralisateur est chargé d'accomplir les fonctions suivantes, entre autres :

- Traiter les souscriptions et les rachats d'Actions ;
- Verser les dividendes aux Actionnaires de la Société qui résident en France ; et
- Mettre à disposition, gratuitement, les documents concernant la Société (Prospectus, DICI, Statuts, rapports financiers).

Nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait que les demandes de souscription d'Actions de la Société peuvent être refusées par la Société de gestion ou son délégué, pour quelque raison que ce soit, dans leur totalité ou en partie, que la demande vise une souscription initiale ou une souscription ultérieure.

Nous attirons également l'attention des investisseurs sur le fait que les Statuts incluent des dispositions de rachat obligatoire en cas de non-respect de certaines conditions d'investissement. Les rachats obligatoires effectués en vertu de ces dispositions auront pour les investisseurs français les mêmes conséquences fiscales que la vente de titres.

Pour de plus amples renseignements, veuillez lire la section intitulée « Souscription, conversion et rachat d'Actions » du présent Prospectus.

Des copies du présent Prospectus, du DICI, des Statuts, du rapport annuel audité et du rapport semestriel non audité sont disponibles gratuitement sur demande auprès de l'agent centralisateur de la Société en France.

En outre, toutes les informations complémentaires disponibles au siège social de la Société seront également mises à disposition dans les bureaux de l'agent centralisateur en France.

Fiscalité

Nous attirons l'attention des investisseurs qui résident en France à des fins fiscales sur l'obligation de déclarer les revenus tirés des ventes effectuées entre les Compartiments de la Société, qui tombent dans le champ d'application des règles relatives à l'impôt sur les plus-values sur valeurs mobilières.

Certains des Compartiments de la Société peuvent être détenus en vertu du régime français de plan d'épargne en actions (PEA) (voir ci-dessous). Pour ces Compartiments, la Société s'engage, conformément à l'article 91 quater L de l'annexe II du Code général des impôts, à investir en permanence au moins 75% de ses actifs dans des valeurs mobilières énumérées aux alinéas (a) et (b) du paragraphe I, 1° de l'article L.221-31 du Code monétaire et financier français.

L'admissibilité de certains Compartiments au régime PEA découle, d'après les informations que la Société possède, des lois et pratiques fiscales en vigueur en France à la date du présent addendum. Ces lois et pratiques peuvent changer de temps à autre et, pour cette raison, les Compartiments qui peuvent actuellement être détenus en vertu du régime PEA pourraient ne plus être admissibles à l'avenir. En outre, les Compartiments pourraient ne plus être admissibles à ce régime en raison de changements apportés à leur univers d'investissement ou à leur indice de référence. Dans ce cas, la Société publiera un avis à cet effet sur son site Web, afin d'informer les investisseurs. Nous recommandons aux investisseurs qui se trouveraient dans cette situation de consulter un conseiller fiscal et financier professionnel.

Les investisseurs potentiels sont priés de consulter leurs propres conseillers professionnels quant aux conséquences de la souscription, de la détention, de la conversion ou de la cession d'Actions en vertu des lois de la juridiction dans laquelle ils sont assujettis à l'impôt.

Plan d'épargne en actions (PEA)

Le Compartiment suivant est admissible au régime de plan d'épargne en actions (PEA) :

The Jupiter Global Fund - Jupiter European Opportunities

4. Informations complémentaires à l'attention des investisseurs d'Allemagne

Les Compartiments suivants ne sont pas distribués dans la République fédérale d'Allemagne :

The Jupiter Global Fund – Jupiter European Feeder

Nomination de l'agent payeur et d'information allemand

HSBC Trinkaus und Burkhardt AG, Königsallee 21- 23, D-40212 Düsseldorf, Allemagne (« l'Agent payeur et d'information allemand ») a été nommé par la Société comme agent payeur et d'information en Allemagne.

Les demandes de rachat et de conversion d'Actions peuvent être déposées auprès de l'Agent payeur et d'information allemand. Tous les paiements versés aux Actionnaires (produits de rachat, dividendes et autres paiements) peuvent être versés, sur demande, par l'Agent payeur et d'information allemand.

Le Prospectus, le DICI, les fiches d'information, les formulaires de demande, les Statuts, le rapport annuel audité et le rapport semestriel non audité sont disponibles gratuitement, sous format électronique, dans les bureaux de l'Agent payeur et d'information allemand, aux heures normales d'ouverture. Tous les avis aux Actionnaires, ainsi que les prix d'émission et de rachat, peuvent également y être obtenus gratuitement.

En outre, les documents suivants peuvent être consultés gratuitement dans les bureaux de l'Agent payeur et d'information allemand :

- le Contrat de services de société de gestion ;
- le Contrat de gestion de portefeuille ;
- le Contrat de dépositaire ; et
- le Contrat d'administration.

Les prix d'émission et de rachat sont publiés quotidiennement sur le site www.fundinfo.com.

Tous les avis aux Actionnaires sont envoyés par courrier écrit. En outre, dans les cas suivants, un avis sera publié dans la version électronique de la Gazette fédérale :

- suspension du rachat des Actions ;
- résiliation ou liquidation du Contrat de gestion de portefeuille ;
- modification des Statuts incohérente avec les principes d'investissement existants, affectant les droits importants des investisseurs ou concernant la rémunération ou le remboursement des dépenses pouvant être acquittées à partir des actifs de la Société ;
- fusion de la Société, sous forme d'informations concernant la fusion envisagée devant être rédigées conformément à l'article 43 de la Directive OPCVM ; et
- conversion de la Société en un fonds nourricier, ou tout changement apporté à un fonds maître, sous forme d'informations devant être rédigées conformément à l'article 64 de la Directive OPCVM.

5. Informations complémentaires à l'attention des investisseurs d'Irlande

J.P. Morgan Bank Administration Services (Ireland) Limited a été nommé comme agent de service de la Société (« l'Agent de service ») et à accepté de fournir les services concernés dans ses bureaux, à l'adresse J.P. Morgan House, International Financial Services Centre, Dublin 1, Irlande, où :

(a) tout Actionnaire peut obtenir des informations sur les prix, sur la façon dont il peut faire une demande de rachat et sur le mode de paiement du produit de rachat ; et où

(b) les documents suivants peuvent être consultés gratuitement durant les heures normales d'ouverture en semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) :

- les Statuts ;
- le Contrat de services de société de gestion ;
- le Contrat de gestion de portefeuille ;
- le Contrat de dépositaire ;
- le Contrat d'administration ;
- les derniers rapports et comptes annuels et semestriels de la Société (une fois publiés) ;
- le présent Prospectus ;
- les DICI ; et
- le Formulaire de souscription.

En outre, l'Agent de service fournira des services permettant de verser des paiements aux Actionnaires.

Fiscalité

Les Administrateurs entendent mener les affaires de la Société de façon à ce qu'elle ne devienne pas résidente d'Irlande à des fins fiscales. Pour cette raison, sous réserve que la Société n'effectue pas d'opérations en Irlande, directement dans le pays ou par le biais d'une succursale ou d'une agence, elle ne sera pas assujettie à l'impôt irlandais sur ses revenus et gains, à l'exception de certains revenus et gains de source irlandaise.

Fonds de pension irlandais au sens des articles 774, 784 et 785 de la loi sur la consolidation fiscale *Taxes Consolidation Act* de 1997

Dans la mesure où les fonds de pension sont entièrement approuvés en vertu des articles susmentionnés, ils sont exonérés de l'impôt irlandais sur le revenu pour les revenus découlant de leurs investissements ou de leurs dépôts. De même, tous les gains tirés de ces fonds de pension irlandais approuvés sont exonérés de l'impôt sur les plus-values en Irlande en vertu de l'article 608 de la loi *Taxes Consolidation Act* (telle qu'amendée).

Autres Actionnaires irlandais

Sous réserve de leur situation personnelle, les Actionnaires qui résident en Irlande à des fins fiscales sont assujettis à l'impôt irlandais sur le revenu ou sur les sociétés pour les revenus éventuellement distribués par la Société (qu'ils soient distribués aux Actionnaires ou réinvestis dans de nouvelles Actions).

Nous attirons l'attention des particuliers qui sont des résidents ou des résidents ordinaires d'Irlande à des fins fiscales sur le chapitre 1 de la partie 33 de la loi *Taxes Consolidation Act* (telle qu'amendée), en vertu de laquelle ils peuvent être assujettis à l'impôt sur le revenu pour les revenus ou bénéfices non distribués de la Société. Ces dispositions visent à assurer que les investisseurs particuliers ne puissent pas éviter l'impôt sur le revenu en effectuant des opérations qui transfèrent des actifs ou des revenus à des personnes (y compris à des personnes morales) qui résident ou sont domiciliées dans un pays étranger, et peuvent les assujettir à l'impôt sur le revenu ou les sociétés pour les revenus ou bénéfices non distribués de la Société, et ce sur une base annuelle.

Nous attirons l'attention des personnes qui sont des résidentes ou des résidentes ordinaires d'Irlande (et qui, s'il s'agit de particuliers, sont domiciliées en Irlande) sur le fait que les dispositions du chapitre 4 (article 590) de la partie 19 de la loi *Taxes Consolidation Act* (telle qu'amendée) peuvent avoir une importance significative pour toute personne détenant 5% ou plus des Actions de la Société si, au même moment, la Société est contrôlée de façon à lui donner le statut d'une société qui, si elle était résidente d'Irlande, constituerait une société « fermée » au sein de la législation fiscale d'Irlande. En cas d'application de ces dispositions, la personne concernée pourrait être traitée, aux fins de l'impôt irlandais sur les gains imposables, comme si toute partie d'un gain perçu par la Société (par exemple sur toute cession

d'investissement constituant un gain imposable à ces fins) était perçue directement par la personne concernée, cette partie du gain correspondant à la partie des actifs de la Société à laquelle cette personne aurait droit lors de la liquidation de la Société au moment où le gain imposable est perçu par la Société.

Les Actions de la Société constitueront un « intérêt significatif » dans un fonds offshore situé dans un endroit admissible aux fins du chapitre 4 (articles 747B à 747E) de la partie 27 de la loi *Taxes Consolidation Act* (telle qu'amendée). Ce chapitre stipule que, si un Actionnaire qui est un résident ou un résident ordinaire d'Irlande à des fins fiscales détient un « intérêt significatif » dans un fonds offshore et si ce fonds est situé dans un « endroit admissible » (dont un Etat membre de l'UE, un Etat membre de l'Espace économique européen ou un membre de l'OCDE avec lequel l'Irlande a conclu un traité de non-double imposition), alors les dividendes et autres distributions, ainsi que tout gain (calculé sans abattement pour indexation) perçu par l'investisseur lors de la cession de cet intérêt, sont actuellement imposés au taux de 41%. Ce taux ne s'appliquera que si certaines informations relatives à la cession et à l'encaissement de revenus sur cet investissement sont incluses dans la déclaration de revenus et si cette dernière est déposée en temps voulu par l'actionnaire.

En cas de non-respect des exigences du chapitre 4 de la part d'un Actionnaire qui n'est pas une entreprise, les revenus et les gains tirés de l'investissement seront imposés au taux marginal d'imposition applicable à l'Actionnaire, qui actuellement peut aller jusqu'à 52% (inclusion faite des charges de sécurité sociale et des « universal social charges » appliquées en Irlande). Les dividendes et autres distributions versés par la Société à un Actionnaire qui est une entreprise résidente d'Irlande, ainsi que tout gain (calculé sans abattement pour indexation) perçu par l'Actionnaire lors de la cession de son intérêt, seront imposés au taux de 25% si les paiements ne sont pas pris en compte dans le calcul des profits ou gains découlant d'une opération effectuée par la Société. Si le calcul produit une perte, le gain sera traité comme étant nul et aucune perte ne sera réputée survenir lors de cette cession. Tout Actionnaire qui est une entreprise résidente d'Irlande et dont les actions sont détenues dans le cadre d'une opération sera assujetti à l'impôt sur la partie des revenus ou gains découlant de cette opération.

Suite aux changements législatifs apportés à la loi de finance *Finance Act* de 2006, la détention d'actions à la fin d'une période de 8 ans à compter de la date d'acquisition (puis lors de chaque huitième anniversaire) sera réputée constituer une cession (« cession présumée ») et une réacquisition des Actions concernées par l'Actionnaire, à la valeur de marché. Ceci s'appliquera aux Actions acquises le 1^{er} janvier 2001 ou après cette date. L'impôt à payer sur la cession présumée sera équivalent à celui appliqué à la cession d'un « intérêt significatif » dans un fonds offshore (c'est-à-dire que le gain concerné est soumis à l'impôt, actuellement au taux de 41%). Si un impôt est appliqué à une cession présumée, cet impôt sera pris en compte afin d'assurer que tout impôt à payer sur l'encaissement, le rachat, l'annulation ou le transfert ultérieur(e) des Actions concernées ne dépasse pas l'impôt qui aurait été dû si la cession présumée n'avait pas eu lieu.

La loi de finance *Finance Act* de 2007 a introduit de nouvelles dispositions concernant l'imposition des particuliers qui sont des résidents ou des résidents ordinaires d'Irlande et qui détiennent des Actions dans certains fonds offshore. Ces nouvelles dispositions introduisent le concept de « personal portfolio investment undertaking » (PPIU), ou organisme de placement de portefeuille personnel. Un fonds offshore est réputé être un PPIU s'agissant d'un Actionnaire donné si cet Actionnaire a une certaine influence sur la sélection de la totalité ou d'une partie des biens détenus par le fonds offshore, soit directement soit par l'intermédiaire de personnes associées à cet Actionnaire ou agissant pour son compte. Tout gain tiré d'un événement imposable au sein d'un fonds offshore qui est un PPIU s'agissant d'un particulier donné sera imposé au taux de 60%. Des taux d'imposition plus élevés peuvent être appliqués si l'Actionnaire ne respecte pas les exigences de déclaration imposées par le chapitre 4 de la partie 27 de la loi *Taxes Consolidation Act* de 1997. Des exonérations spécifiques entrent en vigueur si les biens investis ont été clairement identifiés dans les documents commerciaux et publicitaires du fonds offshore et si l'investissement est offert au public de façon généralisée. Des restrictions supplémentaires peuvent être requises si les investissements concernent des terrains fonciers ou des actions non cotées dont la valeur découle de terrains fonciers.

Aux fins de la fiscalité irlandaise, la conversion d'Actions de la Société d'une Catégorie à une autre ne constitue pas une cession. Les Actions de remplacement seront traitées comme si elles avaient été acquises au même moment et pour le même montant que la participation en Actions à laquelle elles se rapportent. Des règles spéciales s'appliquent aux situations dans lesquelles une rémunération supplémentaire est versée lors de la conversion d'Actions, ou si l'Actionnaire reçoit une rémunération autre que les Actions de remplacement au sein d'un compartiment. Des règles spéciales s'appliquent également si un compartiment a mis en place des accords de régularisation.

Nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait que les règles susmentionnées peuvent ne pas s'appliquer à certains types d'Actionnaires (tels que les établissements financiers), qui sont soumis à d'autres règles spéciales. Nous recommandons aux Actionnaires de consulter leur propre conseiller professionnel quant aux conséquences fiscales, et ce avant d'investir dans les Actions de la Société. Les lois et pratiques fiscales, ainsi que les taux d'imposition, peuvent changer de temps à autre.

6. Informations complémentaires à l'attention des investisseurs du Liechtenstein

Agent payeur
Liechtensteinische Landesbank AG
Städtle 44
9490 Vaduz
Liechtenstein

Documents

Le Prospectus, les DICI, les Statuts, les rapports annuel et semestriel, les prix d'émission, de rachat et de conversion des Actions des Compartiments, ainsi que tout avis aux investisseurs dans la Principauté de Liechtenstein sont disponibles gratuitement au format électronique et en version papier auprès de l'Agent payeur.

De même, les accords conclus entre le Dépositaire et la Société de gestion sont disponibles gratuitement pour inspection auprès de l'Agent payeur.

Prix

Les prix d'émission et de rachat seront publiés sur le site Web suivant :

www.jupiteram.com.

Tout avis aux investisseurs de la Principauté de Liechtenstein sera publié sur le site Web suivant : www.jupiteram.com.

7. Informations complémentaires à l'attention des investisseurs de Singapour

The Jupiter Global Fund – Jupiter Asia Pacific Income
The Jupiter Global Fund – Jupiter China Select
The Jupiter Global Fund – Jupiter Dynamic Bond
The Jupiter Global Fund – Jupiter Europa
The Jupiter Global Fund – Jupiter European Feeder
The Jupiter Global Fund – Jupiter European Growth
The Jupiter Global Fund – Jupiter European Opportunities
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Absolute Return
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Convertibles
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Ecology Growth
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Corporate Bond
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Equity Unconstrained
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Emerging Markets Short Duration Bond
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Financials
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Levered Absolute Return
The Jupiter Global Fund – Jupiter Global Value
The Jupiter Global Fund – Jupiter India Select
The Jupiter Global Fund – Jupiter Japan Select
The Jupiter Global Fund – Jupiter New Europe
The Jupiter Global Fund – Jupiter Strategic Total Return

Restrictions imposées sur les ventes à Singapour

Le fait de proposer les Actions ou d'inviter à les souscrire, ce que le présent Prospectus couvre, ne concerne pas un organisme de placement collectif agréé en vertu du chapitre 289 de l'article 286 de la loi sur les valeurs mobilières et les instruments à terme *Securities and Futures Act* de Singapour (« SFA ») ou reconnu en vertu de l'article 287 de cette loi. Les Compartiments ne sont ni agréés ni reconnus par l'Autorité monétaire de Singapour (Monetary Authority of Singapore, « MAS »), et les Actions ne peuvent pas être proposées aux investisseurs particuliers. Le présent Prospectus et tout autre document publié en lien avec l'offre ou la vente ne constitue pas un prospectus au sens de la SFA et, en conséquence, la responsabilité imposée par la SFA quant au contenu des prospectus ne s'applique pas. Nous vous recommandons d'examiner avec soin la pertinence d'un investissement.

Le présent Prospectus n'a pas été enregistré comme prospectus auprès de la MAS. Pour cette raison, le présent Prospectus et tout autre document publié en lien avec l'offre ou la vente d'Actions, ou toute invitation à souscrire ou à acheter des Actions, ne peut pas être diffusé(e) ou distribué(e) auprès de personnes situées à Singapour, et les Actions ne peuvent pas être offertes ou vendues à des personnes situées à Singapour ou faire l'objet d'une invitation à les souscrire ou à les acheter communiquée à des personnes situées à Singapour, de façon directe ou indirecte, à l'exception (i) d'un investisseur institutionnel au sens de l'article 304 de la SFA, (ii) d'une personne concernée en vertu de l'article 305(1) de la SFA ou de toute personne visée à l'article 305(2) de la SFA, et conformément aux conditions stipulées à l'article 305 de la SFA, ou (iii) en vertu des conditions de toute autre disposition applicable de la SFA et conformément à ces conditions.

Si les Actions sont souscrites ou achetées en vertu de l'article 305 par une personne concernée qui est :

- (a) une entreprise (qui n'est pas un investisseur accrédité au sens de l'article 4A de la SFA) dont les activités consistent uniquement à détenir des investissements et dont le capital social est entièrement détenu par un ou plusieurs particuliers dont chacun est un investisseur accrédité ; ou
- (b) un trust (à condition que le trustee ne soit pas un investisseur accrédité) dont le seul but est de détenir des investissements et dont chaque bénéficiaire est un particulier qui est un investisseur accrédité,

les valeurs mobilières (au sens de l'article 239(1) de la SFA) de cette entreprise ou les droits et intérêts des bénéficiaires (quelle qu'en soit leur définition) de ce trust ne pourront pas être transférés avant six mois à compter de la date à laquelle l'entreprise ou le trust a acquis les Actions en vertu d'une offre faite conformément à l'article 305, sauf :

- (1) s'il s'agit d'un investisseur institutionnel ou d'une personne concernée au sens de l'article 305(5) de la SFA, ou de toute personne découlant d'une offre mentionnée à l'article 275(1A) ou à l'article 305A(3)(i)(B) de la SFA ;
- (2) si le transfert ne donne lieu à aucune contrepartie maintenant ou à l'avenir ;

- (3) si le transfert est imposé par la loi ;
- (4) comme indiqué à l'article 305A(5) de la SFA ; ou
- (5) comme indiqué dans le Règlement 36 des Securities and Futures (Offers of Investments) (Collective Investment Schemes) Regulations 2005 de Singapour.

Nous attirons l'attention des investisseurs sur le fait que toute référence faite à un ou des compartiment(s) autre(s) que les Compartiments susmentionnés exclut les investisseurs de Singapour et que toute offre d'Actions ne constitue pas une offre d'actions dans d'autres Compartiments de la Société à Singapour et ne doit pas être interprétée comme tel. Pour cette raison, le droit de conversion dans les autres Compartiments accordé aux investisseurs exclut les investisseurs de Singapour.

La Société est une société d'investissement de type ouvert de droit luxembourgeois constituée sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (« SICAV ») à compartiments multiples. Son siège social est sis au 6 route de Trèves, Senningerberg, L-2633 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et cette adresse constitue également son adresse professionnelle. La Société est agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg, en tant qu'organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) aux fins de la Directive OPCVM. Coordonnées de la CSSF :

Adresse postale : 283, route d'Arlon,

L-1150 Luxembourg

Téléphone : (+352) 26 25 1 - 1

Fax : (+352) 26 25 1 - 601

La Société de gestion est Jupiter Unit Trust Managers Limited, société constituée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles et réglementée par la FCA. La société Jupiter Unit Trust Managers Limited est agréée comme société de gestion gérant des OPCVM régis par la Directive OPCVM.

La Société de gestion a délégué ses fonctions de gestion de portefeuille au Gestionnaire de portefeuille, Jupiter Asset Management Limited. La société Jupiter Asset Management Limited est constituée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles et réglementée par la FCA. Coordonnées de la FCA :

Adresse postale : 25 The North Colonnade
Canary Wharf
London
Royaume-Uni

E14

5HS

Au 1er juillet 2018, l'adresse de la FCA sera la suivante :

12 Endeavour Square

London E20 1JN

Téléphone : +44 (0)20 7066 1000

Le Dépositaire, J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A., est une société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg. J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. a obtenu une licence de la CSSF lui permettant d'exercer toutes les activités bancaires autorisées par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. La Société n'a pas de trustee.

Les prix et les performances passées sont publiés sur le site Internet du Groupe Jupiter (www.jupiteram.com), ainsi que sur le site Internet de Bloomberg (www.bloomberg.com).

La Société n'a pas mis en place de politique visant à conclure avec ses Actionnaires des accords annexes permettant de qualifier la relation entre la Société et un Actionnaire, n'a pas conclu de tels accords et ne compte pas en conclure.

8. Informations complémentaires à l'attention des investisseurs de Suisse

Représentant

Le représentant en Suisse est BNP Paribas Securities Services, Paris, succursale de Zurich, Selnaustrasse 16, 8002 Zurich.

Service de paiement

Le service de paiement en Suisse est BNP Paribas Securities Services, Paris, succursale de Zurich, Selnaustrasse 16, 8002 Zurich.

Lieu de distribution des documents déterminants

Le prospectus, les informations clés pour l'investisseur, les statuts ainsi que les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant. Le prospectus, les informations clés pour l'investisseur, ainsi que les rapports annuel et semestriel peuvent également être obtenus gratuitement sur le site www.jupiteram.com. Le Prospectus, le DICI et les rapports annuels et semestriels peuvent également être obtenus gratuitement sur le site www.jupiteram.com.

Publications

- (a) Les publications concernant les placements collectifs étrangers ont lieu en Suisse sur la plate-forme www.fundinfo.com
- (b) Les prix d'émission et de rachat, respectivement, la valeur nette d'inventaire avec la mention « commissions non comprises », sont publiés chaque jour sur la plate-forme www.fundinfo.com

Paiement de rétrocessions et de rabais

La société de gestion, ainsi que ses mandataires peuvent verser des rétrocessions afin de rémunérer l'activité de distribution de parts de fonds en Suisse ou à partir de la Suisse. Cette indemnité permet de rémunérer les intermédiaires pour leurs activités liées à la distribution des catégories d'Actions d'un Compartiment aux investisseurs.

Les rétrocessions ne sont pas considérées comme des rabais, même si elles sont au final intégralement ou partiellement reversées aux investisseurs.

Les bénéficiaires des rétrocessions garantissent une publication transparente et informe les investisseurs spontanément et gratuitement du montant des rémunérations qu'ils pourraient recevoir pour la distribution.

Sur demande, ils communiquent les montants effectivement perçus pour la distribution des placements collectifs de capitaux aux investisseurs.

La société de gestion et ses mandataires ne paient aucun rabais lors de la distribution en Suisse ou à partir de Suisse pour réduire les frais et coûts revenant aux investisseurs et imputés au fonds.

Lieu d'exécution et for

Le lieu d'exécution et le for se trouvent au siège du représentant pour les parts distribuées en Suisse ou à partir de celle-ci.

9. Informations complémentaires à l'attention des investisseurs du Royaume-Uni

L'Agent de service de la Société au Royaume-Uni est Jupiter Asset Management Limited (l'« Agent de service du Royaume-Uni ») dont les bureaux sont situés à l'adresse suivante : The Zig Zag Building, 70 Victoria Street, Londres SW1E 6SQ, Royaume-Uni.

Les documents suivants concernant le Compartiment peuvent être consultés et il est possible d'en obtenir un exemplaire en anglais (gratuitement) au cours des heures normales d'ouverture des bureaux de l'Agent de service du Royaume-Uni.

- (1) les statuts de l'organisme de placement ;
- (2) tous les actes modifiant les statuts de la Société ;
- (3) le prospectus le plus récent de la Société ;
- (4) les Documents d'informations clés pour l'investisseur les plus récents ;
- (5) les rapports annuel et semi-annuel les plus récents.

Les investisseurs peuvent consulter les VNI des Actions auprès des bureaux de l'Agent de service du Royaume-Uni.

Les investisseurs peuvent racheter ou organiser le rachat d'Actions et en obtenir le paiement auprès des bureaux de l'Agent de service du Royaume-Uni.

Tout investisseur souhaitant introduire une plainte concernant la gestion de la Société peut s'adresser à l'Agent de service du Royaume-Uni à l'adresse indiquée ci-dessus à des fins de transmission à la Société.